KRASSINE

par sa femme
LUBOV KRASSINE

Traduit de l'anglais
par Jeanne Fournier-Pargoire

nrf

LIBRAIRIE GALLIMARD - 43, RUE DE BEAUNE (VII^e)

LÉONIDE KRASSINE

Sa vie et son œuvre

TRADUCTIONS DE JEANNE FOURNIER-PARGOIRE

Poèmes de Thomas Hardy (*Librairie de France*).
La Nouvelle Jérusalem. G. K. CHESTERTON (*Perrin*).
L'Impérialisme du pétrole. L. FISCHER (*Rieder*).
M. Wells et Dieu. HILAIRE BELLOC (*Roseau d'Or*).
L'Homme chauve. SYDNEY HORLER (*Librairie des Champs-Elysées*).
La Petite Fille française. ANNE DOUGLAS SEDGWICK (*Plon*).

KRASSINE

Sa Vie et son Œuvre

par sa femme Lubov Krassine

Traduit de l'anglais
par Jeanne Fournier-Pargoire

PARIS
Librairie Gallimard
43, rue de Beaune (VII^me^)

B.
K891k:F

J'adresse mes remerciements les plus sincères à Mr. W. Horsfall Carter, anciennement Laming Travelling Fellow de Queen's College, Oxford, pour l'aide précieuse qu'il m'a donnée dans la préparation de mon livre.

Lubov KRASSINE.

Ges. f. Russ. Gesch. Haus der Bücher

FN

PRÉFACE

J'ai lu avec le plus grand intérêt le livre que Mme Krassine a écrit sur son mari. Il met bien en évidence les qualités qui me paraissent les traits de caractère essentiels de cet homme remarquable. Krassine a vu clairement que la politique qui avait pour but d'isoler la Russie, et d'empêcher qu'elle ait quelque contact économique ou politique avec le reste du monde, était mauvaise pour tous.

LLOYD GEORGE.

INTRODUCTION

Il y a, semble-t-il, une curieuse contradiction dans la vie de cet homme qui, d'abord révolutionnaire marquant, se lança en 1920 dans les affaires et y fit une carrière qui, en tout autre pays, lui aurait assuré les plus hautes récompenses destinées aux capitaines de l'industrie. Dès sa jeunesse, comme beaucoup d'autres patriotes russes, Léonide Borissovitch Krassine s'était donné corps et âme au mouvement démocratique qui voulait faire entrer la Russie dans la grande famille de la civilisation occidentale. Pour cette raison, il connut l'amertume de la prison politique et passa plusieurs années en exil. Cependant, lorsque, au milieu de la révolution sociale de 1917, la minorité bolchevique, avec Lénine à sa tête, s'empara du gouvernement, Krassine resta simple spectateur des événements et n'y joua aucun rôle. Que cette révolution mémorable ait été un bonheur ou un malheur pour la Russie, Krassine n'encourt ni les louanges, ni les blâmes.

Comme tant d'autres hommes de sa génération, Krassine ne pouvait qu'être révolutionnaire en face d'un régime politique archaïque qui restait indifférent au désir de liberté politique qu'éprouvait la

Russie. Dans les dernières périodes du gouvernement tzariste, il était certain que la Russie pouvait arriver au niveau des autres Etats européens. A certains égards, en littérature et en art par exemple, elle dominait le mouvement intellectuel de l'Europe, et quand on jeta les fondations d'un puissant développement industriel, il devint évident que le pays avait grandi et que les anciennes formes politiques que le gouvernement autocrate essayait de lui imposer, ne lui convenaient plus.

Mais en raison de ses dons naturels, de son éducation scientifique et de son expérience d'homme d'affaires, Krassine se faisait de la vie une idée grave et réaliste; il posait un regard clairvoyant sur les hommes et les choses, sur la vie et sur l'histoire, sur la question du développement russe. Il savait trop bien le prix que se paye le progrès, qu'il soit matériel, intellectuel ou moral, dans une nation, pour avoir jamais rêvé d'une révolution qui détruirait tout ce qu'on avait acquis et édifié avec tant de peines et de temps. C'est pourquoi il se tint à l'écart lorsque les bolchevicks effectuèrent le changement le plus tragique qu'une grande nation eût jamais subi. Il restait ainsi fidèle à ses idées et à sa conscience.

Mais il ne resta pas longtemps à l'écart. Une révolution, comme un incendie ou un tremblement de terre, a toujours un sombre lendemain : les gens s'aperçoivent trop tard que la destruction est une lugubre maladresse et qu'il est impossible de vivre au milieu de ruines matérielles et morales. La nécessité de la reconstruction se fait sentir et avec elle le besoin d'hommes capables de bâtir. N'importe qui peut aider à démolir une maison; peu de gens savent la rebâtir. En Russie, ces derniers étaient moins nombreux que partout ailleurs. On pouvait les compter. Ce fut alors que Krassine, toujours fidèle à lui-même, avec son tempérament et ses idées de créateur, s'avança sur la scène politique de la Russie. Il participa au gouvernement afin d'aider à déblayer les ruines, à soulager l'indescriptible misère du peuple, à rétablir l'ordre où régnaient le malheur, la confusion et le chaos.

En une courte période de sept ans, il fit plus de travail que n'en accomplit jamais un homme dans l'histoire d'aucun pays. Il améliora autant qu'il était possible, les moyens de transport si désorganisés en Russie; il prit part aux négociations diplomatiques avec l'Allemagne au moment de l'invasion allemande en Russie; il remplit une tâche diplomatique dans les Etats Baltiques; il organisa le commerce russe; il négocia les divers accords dont tout le monde a entendu parler en Angleterre et en France, qui ont rendu son nom célèbre et qui ont aidé la Russie à regagner un peu du prestige dont elle jouissait autrefois dans le monde, tout en contribuant à l'établissement de la paix en Europe.

Je me propose de décrire dans ce livre l'œuvre de mon mari, œuvre si intimement liée aux longs et pénibles efforts que fit la Russie pour se relever. Je ne puis éviter de raconter çà et là quelques épisodes de sa vie privée, car je ne suis pas un historien, mais simplement une femme, spectatrice de la vie active de son mari. Je voudrais dire ici, afin de ne pas revenir sur ce sujet, que lorsque Krassine mourut, les hommages les plus sincères rendus à sa mémoire vinrent d'hommes étrangers à la politique, qui se rappelaient avec reconnaissance tout ce qu'il avait fait pour la vie économique et pour la science en Russie.

J'accomplis un pénible devoir en disant qu'il y eut des gens assez lâches pour répandre des calomnies sur la tombe d'un homme qui ne pouvait plus leur répondre comme ils le méritaient. Ainsi, d'après une « accusation » que la presse propagea dans le monde entier, Krassine laissait à sa veuve plusieurs millions de livres sterling. Je n'ai pas besoin de m'abaisser à la réfuter. La révolution enleva à Krassine une situation très lucrative et un petit domaine au centre de la Russie, mais elle ne lui apporta rien, rien qu'une mort prématurée. Il voyait dans la révolution un fait accompli et essayait d'en tirer le meilleur parti, non pour lui mais pour sa patrie, car toute sa vie il aima la Russie d'un amour profond quoique discret, qui

s'exprimait par des actes et non par des paroles. Il travailla pour son pays sans attendre ni chercher de récompense et il mourut pauvre. Il n'a laissé à sa famille d'autre fortune que le nom sans tache d'un grand citoyen et d'un ardent patriote; cet héritage me suffit.

Londres 1929. Lubov KRASSINE.

CHAPITRE PREMIER

LE BRISE-GLACE

Le nom du premier Commissaire du Commerce Extérieur de la Russie soviétique a été perpétué par le *Krassine,* le beau brise-glace russe qui est allé au secours du général Nobile et de ses compagnons naufragés pendant l'expédition italienne au Pôle Nord. Cet acte, que le monde entier a applaudi, est symbolique de l'homme qui s'avança, non comme Bolchevik, mais comme patriote, pour sauver d'une ruine complète l'édifice industriel de sa patrie. Ce fut en effet sa tâche de *rompre la glace* qui barrait à la Russie bolcheviste toutes les voies du commerce international. Krassine était un homme d'affaires; il ne pouvait supporter une politique négative qui entraînait l'isolement. Il savait que la paix était indispensable à l'Europe en ruines, et que toute paix, tout retour à la santé économique était impossible tant qu'on n'aurait pas décidé les autres nations à renouer des rapports permanents avec la nouvelle Russie. Nous pouvons dire sans crainte de nous tromper que si Krassine avait vécu et qu'il eût dirigé les relations diplomatiques et commerciales entre la Russie et l'Angleterre, jamais ces deux pays ne seraient retombés dans cette fatale inimitié qui a empoisonné de nouveau l'atmosphère européenne.

L'arrivée à Londres, en juin 1920, de la première délégation officielle de la Russie Soviétique, dirigée par L.-B. Krassine, fut de l'aveu général le plus grand événement de la saison politique. Les représentants du commerce russe se trouvaient devant une tâche particulièrement difficile; en effet, le moment était mal choisi pour reprendre les négociations avec le gouvernement anglais, car jamais l'hostilité n'avait été aussi grande envers le bolchevisme et ses actes. Si cette tâche a été possible, ce fut grâce à la grande valeur et à la capacité du chef de la délégation et à l'impression favorable qu'il fit sur tous ceux qui eurent avec lui des relations d'affaires. Bientôt Krassine acquit la réputation d'être le seul représentant capable et influent de l'U.R.S.S. à l'étranger, comme le montrent bien les remarques des journaux, — en Europe et en Amérique — qui rapportent ses conversations avec des chefs politiques, des banquiers, des industriels et des journalistes de tous partis. La personnalité de Krassine joua un rôle décisif et fit renaître cette atmosphère de confiance sans laquelle, non seulement aucune relation satisfaisante ne peut exister entre gouvernements, mais qui est aussi indispensable aux transactions individuelles. La signature de l'Accord Commercial en mars 1921 prépara des relations presque normales entre les deux pays. L'œuvre de Krassine a été en grande partie détruite par la funeste rupture de mai 1927, et beaucoup d'Anglais, aujourd'hui, répètent la remarque entendue à la Chambre des Pairs à la fin de novembre 1926 : « La mort de Krassine casse le dernier fil qui reliait la Russie et l'Europe occidentale. »

C'est ainsi que le monde voit L.-B. Krassine. Comment il devint ce qu'il fut : le marchand qui tenait dans ses mains tous les intérêts commerciaux de la vaste Russie; quel est le message qu'il a apporté au monde, voilà l'histoire que je vais raconter. Je suis fière de pouvoir l'écrire, grâce à la connaissance profonde de l'homme dont Maxime Gorki a dit : « Notre labeur terrestre a ses artistes; pour eux le travail est une joie pure

et un délice. L.-B. Krassine était un de ceux qui sentent profondément la poésie du travail; pour les gens comme lui, la vie elle-même est un art ».

CHAPITRE II

L'ÉTUDIANT

On aurait pu prendre Léonide Borissovitch pour le type même du Russe européanisé. Pourtant il naquit dans la Sibérie lointaine et ne connut la civilisation affairée des villes que lorsqu'il quitta l'école, à l'âge de dix-sept ans.

L'idée que la Sibérie n'est qu'une vaste colonie de forçats est profondément ancrée en Angleterre. Qui n'a pas lu d'histoires — les unes plus horribles que les autres — sur les sombres prisons s'élevant au milieu de ces immenses plaines glacées où, sous les tzars, les criminels russes traînaient leur misérable existence? Aujourd'hui, on voit un peu dans la Sibérie l'équivalent russe de ces îles italiennes, commodément éloignées, où les adversaires politiques du fascisme peuvent être envoyés à tout moment pour une période de « détention forcée ». Il est vrai qu'une partie de cette vaste région est à peine peuplée, dépourvue de végétation et, en réalité, assez désolée pour être conforme au tableau évoqué par l'imagination populaire — et le cinéma. Mais — comme beaucoup d'hommes d'affaires américains, sinon anglais, le savent maintenant — toute la Sibérie au sud de la voie ferrée qui relie Vladivostock à Moscou est

une terre très riche et très fertile, qui possède un climat très sain et des richesses naturelles apparemment inépuisables. Les villes sont au moins aussi bien bâties et aussi habitables que celles de la Russie européenne; la population est certainement plus prospère et, dans les grandes villes, les écoles secondaires sont, en général, au même niveau que les lycées de France ou les gymnases d'Allemagne.

Le mouvement révolutionnaire, qui a rassemblé des forces pendant la plus grande partie d'un siècle avant l'explosion de 1917, n'a fait pour ainsi dire aucun progrès dans cette région — et cela pour une très bonne raison. Il ne restait pas en Sibérie de vestige du système féodal de la tenure des terres; le paysan n'était ni le membre craignant Dieu d'une « grande famille », ni le fermier d'un propriétaire lointain et peut-être toujours absent; il possédait son lopin de terre. Et il n'était pas nécessairement attaché au sol; le moujik sibérien consacrait presque autant de temps à la chasse des animaux à fourrure et à la pêche qu'à l'agriculture.

Bien des hommes qui sortaient des prisons d'Etat aimaient mieux rester en Sibérie en qualité de paysans libres, que de reprendre une vie qui souvent n'était guère qu'un servage; ainsi grandit une génération de colons forts, indépendants et entreprenants dont la vie rappelle les aventures des premiers pionniers dans les Etats occidentaux d'Amérique. Il semble étrange que parmi ces gens simples et courageux qui n'avaient aucune raison d'être mécontents de leur sort, le gouvernement tzariste lui-même ait semé les premiers germes de socialisme en exilant en Sibérie les criminels politiques aussi bien que les autres.

En 1870, cependant, lorsque Krassine naquit à Kourgan, petite ville de la province de Tobolsk, cette région était exempte des maladies qui minaient lentement le système national.

Le père de Krassine était un fonctionnaire du gouvernement, travailleur et peu fortuné, d'une nature fine et sensible, laissée intacte par les soucis de

la vie et qui trouvait son expression dans la poésie. Sa mère était une femme capable et énergique et, sans aucun doute, elle était le vrai chef de famille. Léonide Borissovitch hérita de l'énergie et des qualités pratiques de sa mère et du caractère laborieux de son père. A l'âge de treize ans, le jeune garçon avait déjà des idées très nettes sur la discipline qu'il devait s'imposer; il essayait par tous les moyens de développer sa volonté et en particulier de vaincre toute nervosité physique ou sentimentale, chose très rare en Russie à cette époque.

Krassine fut élevé à l'école privée de Tioumen et y fit les études nécessaires pour entrer à l'Université. On décida alors qu'il quitterait la Sibérie et se rendrait dans la capitale où il pourrait se spécialiser en chimie à l'Institut Technologique. Ignorant tout de la vie des grandes villes, il se sentit très intimidé et très déconcerté, ainsi qu'il me le dit lui-même, durant ce premier voyage dans le vaste monde. A cette époque, les trains n'existaient pas à l'est de l'Oural et il fut donc obligé d'aller par la route jusqu'à Moscou; mais quand il atteignit cette grande ville et qu'il eut commencé à la visiter, il fut révolté par le bruit et, retournant à la gare, il attendit le train pour Pétersbourg. Ce fut pourtant dans cette même ville de Moscou, que, moins d'un quart de siècle plus tard, il devait atteindre l'apogée de sa carrière. A Pétersbourg, Krassine, comme tous les autres étudiants, joua à la politique; on ne peut se méprendre sur l'objet de ses affections : ce n'était pas la campagne qui gardait son cœur, mais la ville avec le peuple des travailleurs.

Voici ce que Krassine a écrit lui-même sur son enfance et sur sa jeunesse :

« Je suis né le 15 juillet 1870, à Kourgan, petite ville du steppe occidental de Sibérie qui, au cours des dix ans qui ont précédé la guerre, est devenue un grand marché pour le beurre de Sibérie, les céréales et les autres produits agricoles. La largeur de mon éducation, qui me frappe tant aujourd'hui, lorsque je jette un coup d'œil en arrière, était peut-être due au fait que la majorité des intellectuels, des

marchands et des bourgeois de Sibérie avaient subi, pendant des générations, l'influence de gens tels que les rebelles polonais en exil, et d'un torrent incessant d'hommes politiques de différents partis depuis les premiers cercles « populaires » jusqu'au groupe « Narodnia Volia » (Liberté du Peuple). Très tôt dans mon enfance, j'ai commencé à m'intéresser aux sciences naturelles; et ce goût fut développé, car dans l'école technique où j'étudiais avec mon frère, se trouvait un musée d'histoire naturelle, petit mais assez complet, de bonnes bibliothèques et des laboratoires bien organisés. Quand nous quittâmes l'école secondaire, nous étions, en ce qui concerne la politique, très indépendants et très neutres. La chimie et les sciences appliquées nous intéressaient beaucoup plus.

« L'école technique de Tioumen, bien organisée selon les idées de l'époque, m'avait donné de bonnes bases en mathématiques, en sciences naturelles et en chimie, et j'entrai à l'Institut Technologique de Pétersbourg en 1887, dans l'espoir de suivre les traces de mon célèbre compatriote, C.-I. Mendeleef (1).

« Malgré l'influence dont jouissaient les exilés politiques dans le petit coin du monde où j'habitais, je n'avais, en arrivant à Pétersbourg, aucune opinion politique bien arrêtée, et, la première année, je me bornai à étudier avec ardeur. Notre petit groupe de Tioumen montrait une grande réserve à l'égard de ceux qui pressaient les jeunes étudiants à se joindre aux organisations révolutionnaires; nous alléguions que nous étions encore ignorants sur ces questions et qu'avant de nous plonger dans la politique, nous voulions étudier l'économie politique, car nous comprenions vaguement que c'est la clé de toutes les questions sociales et des controverses sur les doctrines.

« Cette attitude mettait un peu de contrainte dans nos rapports avec ceux qui inclinaient vers la « gauche » et qui jugeaient inutile d'avoir toujours les yeux fixés sur des livres solennels quand

(1) Chimiste qui a découvert le système périodique.

on pouvait lire les articles de Hertzen, de Tchernichevski, de Mikhailovski ou feuilleter les *Lettres Politiques* de Lavrov, et acquérir ainsi assez de connaissances sur la théorie révolutionnaire pour commencer à agir.

« Karl Marx dit quelque part que lorsque des influences s'opposent l'une à l'autre, l'attitude prise par les jeunes et qui s'exprime par leurs idées n'est souvent qu'une répudiation pure et simple des idées de la génération précédente; souvent, pour ne pas ressembler à leurs aînés, les jeunes vont plus loin et avec plus d'ardeur sur une route qu'ils n'auraient peut-être jamais prise sans ces premières polémiques et ces violentes escarmouches.

« C'est ce qui nous est arrivé. Nous sentions instinctivement que l'économie politique était la clé de la science sociale, et les étudiants de Tioumen se mirent à étudier le livre de J.-S. Mill — traduit, bien entendu — avec les notes de Tchernicheski A cette époque, un étudiant qui avait la prétention d'être moderne jugeait nécessaire de lire tous les ouvrages interdits — non seulement Hertzen, Tchernichevski et Lavrov, mais aussi les chimériques théories sociales de Saint-Simon et quelquefois le journal défendu *Narodnia Volia*. Nous négligions les sciences naturelles, et notre zèle pour la physique et la chimie se refroidissait à mesure que croissait notre ardeur idéaliste. Pour la plupart d'entre nous, les anciennes études finirent par n'être plus qu'un devoir désagréable. »

CHAPITRE III

LE DISCIPLE DE KARL MARX

La première révolution organisée en Russie eut lieu en décembre 1825. Elle fut aisément réprimée et les malheureux Décembristes, comme on les appelle habituellement, furent exécutés ou exilés en Sibérie. Dès lors, le mouvement de réforme fut caché et les libéraux mirent à la mode ces sociétés secrètes qui depuis n'ont pas cessé d'exister dans mon pays. Pendant le règne d'Alexandre II et d'Alexandre III, il y eut deux courants distincts de pensée révolutionnaire : d'une part, on demandait, d'un ton modéré mais avec persistance, une réforme de la constitution; de l'autre s'élevait une clameur plus agressive et plus impatiente, poussée par des hommes jeunes et violents qui manquaient absolument d'expérience administrative — comme d'ailleurs la plupart des modérés — mais qui étaient sûrs d'eux et de leurs théories, et ne doutaient pas de pouvoir les réaliser.

Dans un pays où la liberté de parole, la liberté d'assemblée et la liberté de conscience étaient refusées aux citoyens, il était inévitable que les intellectuels s'efforçassent de former une classe à part, désespérément désireuse d'être en contact avec les influences libératrices venues de l'Europe Occidentale, et prête à accepter, avec les résultats les plus divers, la nouvelle doctrine du socialisme.

Et dans l'intelligentsia — cette classe qui compte tant dans la population des pays primitifs comme la Russie et l'Espagne — se livrait entre les groupes révolutionnaires un combat soutenu, exactement parallèle à la lutte économique divisant la ville et la campagne, qui était alors — comme aujourd'hui — le grand problème de la Russie.

Le *Narodniki,* ou parti des paysans (Cf. le Partito Popolare italien ou le Parti National des Paysans en Roumanie), croyait que le système capitaliste, tel qu'il existe dans d'autres contrées de l'Europe, ne s'adapterait jamais à un pays agricole comme la Russie. D'après lui, l'avenir de la Russie dépendait des paysans des villages et non des ouvriers des villes. Cependant on manquait d'occasions pour apprendre aux paysans à former des gouvernements locaux, et de bonne heure une section du parti — ce qu'on a appelé les Socialistes révolutionnaires — commença à s'agiter et à demander aux paysans d'agir et de revendiquer leurs droits.

Ces deux groupes étaient, pour ainsi dire, des produits du sol. Les chefs du jeune mouvement révolutionnaire, sortis du moule occidental, étaient Plekhanoff et Lénine. Ils croyaient que le capitalisme se développait rapidement en Russie et que, puisque la classe industrielle existait déjà, le pays suivrait inévitablement l'exemple du reste de l'Europe. « La révolution en Russie ne peut être victorieuse que si elle est une révolution d'ouvriers », tel était leur mot d'ordre.

Krassine devenait grand, comme nous l'avons vu, juste au moment où les œuvres de Karl Marx et les écrits d'Engels et de Kautsky filtraient en Russie. Les étudiants de Pétersbourg furent les premiers à former des associations qui adoptèrent pour programme tous les principes que Marx énonçait dans *Le Capital.* Léonide Borissovitch devint bientôt un des principaux membres du nouveau parti social-démocrate. Avec d'autres enthousiastes qu'intéressaient surtout les problèmes sociaux, il organisa des « clubs révolutionnaires » parmi les travailleurs de la capitale; les étudiants et ouvriers étudiaient ensemble les ouvrages social-démo-

crates. Krassine, qui avait le don rare d'expliquer en un langage très simple les questions les plus compliquées, fut bientôt connu et aimé dans les classes ouvrières.

J'ai fait la connaissance de Léonide Borissovitch au cours de l'hiver 1890. Ce fut à l'occasion d'une conférence faite par « le jeune étudiant Krassine » sur la philosophie de Karl Marx et pour laquelle je reçus une invitation. Il était alors âgé de vingt ans et avait encore une bourse à l'Institut Technologique de Pétersbourg. On m'assura que cette conférence serait intéressante; d'ailleurs rien ne me paraissait plus noble ou plus beau que de consacrer sa vie à aider les paysans, à les instruire et à les soigner, et j'étais curieuse de voir jusqu'à quel point les aspirations humanitaires de l'époque s'étaient emparées de l'imagination des étudiants.

En entrant dans la salle de conférences, je vis à une table tout près de nous, un jeune étudiant au beau visage rouge d'émotion; ses cheveux rebelles tombaient sur un front assez haut et ses yeux gris étaient vifs et perçants. L'ardeur avec laquelle il parlait et avec laquelle les autres l'écoutaient ne me laissa aucun doute : c'était le « jeune étudiant Krassine ». Il avait l'allure déterminée d'un aigle.

Son activité politique empêcha Krassine de terminer ses études de chimie, pour le moment du moins. En 1891, il prit part à une de ces manifestations inoffensives auxquelles se plaisent les étudiants du continent et il fut chassé de l'Institut. Non seulement ses amis furent indignés, mais les directeurs de l'Institut eux-mêmes regrettèrent de se voir enlever un de leurs meilleurs sujets. Léonide décida d'aller à Nijni-Novgorod pour y faire son service militaire. Il dessinait avec habileté et son commandant, ingénieur militaire et plus ou moins inventeur, lui donna du travail. Cela lui permit de vivre confortablement, quoique sans luxe, dans une maison particulière, et il ne passait à la caserne que quelques heures par jour.

Dès son arrivée à Nijni-Novgorod, Krassine s'intéressa à l'organisation social-démocrate du pays,

malgré sa récente expulsion de Pétersbourg et le grand risque qu'il courait en s'occupant de politique tandis qu'il faisait partie de l'armée. Il comprit bientôt qu'on avait surtout besoin de brochures et de livres accessibles au peuple, et se mit à traduire les principaux ouvrages allemands. Au bout d'un an ou deux, le cercle de Nijni-Novgorod commença à jouer un rôle très important dans le parti social-démocrate.

Le bruit se répandit que Krassine était le traducteur des nouveaux ouvrages révolutionnaires; un jour la police fit une perquisition chez lui et découvrit un grand nombre des œuvres allemandes prohibées. Krassine fut emmené à Moscou et emprisonné. Ce ne fut que plusieurs mois plus tard — et avec la plus grande difficulté — que j'obtins la permission de l'aller voir.

Le gardien qui me conduisit à la cellule de Krassine, resta tout le temps de ma visite, et le corridor était si sombre que nous pouvions à peine nous voir à travers les barreaux de fer qui nous séparaient. Nous n'eûmes que le temps d'échanger quelques mots brefs et de nous dire adieu — pour combien de temps, nous ne le savions ni l'un ni l'autre.

Il eut d'abord un visiteur régulier pour égayer ses heures solitaires. Il avait été emprisonné au début de l'été 1892 et la fenêtre de sa cellule, tournée vers l'ouest, laissait entrer le soleil. « Chaque soir », m'a-t-il raconté, « j'attendais avec impatience que le soleil parût à l'occident; je le voyais s'enfoncer lentement et disparaître en illuminant sur son passage les dômes des églises du Kremlin d'un incendie de flammes d'or. Puis quand il avait disparu, il laissait derrière lui une rougeur qui montait dans le ciel, teintait les croix dorées et se fanait lentement pour faire place au bleu sombre du soir ». Mais l'été passa; avec l'automne vinrent les jours courts, et le visiteur amical s'éloigna de plus en plus de l'horizon qu'embrassait la fenêtre de Léonide Krassine. Bientôt, Léonide Borissovitch cessa de l'attendre et il resta dans le gris perpétuel des quatre murs

de sa prison. Krassine était cependant décidé à ne pas perdre courage, et comme on lui permettait d'avoir des livres, il s'adonna à l'étude de la langue et de la littérature d'Allemagne. Gœthe et Schiller devinrent ses compagnons de captivité, et il apprit par cœur plusieurs passages de leurs œuvres qu'il ne devait jamais oublier.

Lorsque, après environ dix mois de ce lugubre emprisonnement, il fut libéré, il dut quitter Moscou, car le séjour d'une ville universitaire lui était encore interdit. De plus, il n'avait pas terminé son service militaire commencé à Nijni-Novgorod. Il entra donc dans un régiment qui résidait à Toula, non loin de Moscou.

Dans l'été de 1893, j'allai passer mes vacances à Yasnia-Poliana, près de Toula, avec des amis, et Krassine put souvent venir nous voir. C'était là qu'habitait le comte Léon Tolstoï. Nous découvrîmes qu'il avait des admirateurs parmi les paysans, hommes simples comme leur maître, et qui lui étaient dévoués, bien qu'ils fussent incapables de comprendre les profondes pensées philosophiques qui s'agitaient dans son esprit.

Lorsqu'il apprit qu'un groupe de jeunes étudiants de Pétersbourg était dans le voisinage, Tolstoï exprima immédiatement le désir de nous voir. Krassine nous accompagna et presque aussitôt une ardente discussion s'éleva entre les deux hommes. Léonide Krassine, bien entendu, défendait avec chaleur les principes de Marx et d'Engels, et Tolstoï les attaquait plus violemment encore. Nous étions assis tous les trois sur un banc dans le parc de Yasnia-Poliana. En face de nous s'ouvrait une large avenue de tilleuls : deux lignes droites d'arbres qui semblaient converger dans le lointain brumeux. Brusquement Tolstoï se tourna vers Krassine et lui dit : « Pauvres enfants, vos maîtres vous ont égarés. Et vous êtes, comme des enfants, si sûrs que vos théories sont justes. Quand vous aurez un peu vécu, vous saurez quelle confiance on peut accorder aux théories sur la vie dans la société et le gouvernement de l'Etat. Vous dites que les hommes ont tels ou

tels droits naturels, mais vous voyez les individus en tant qu'êtres indépendants. Les seuls droits que nous ayons, nous les avons en tant que membres de la société; les seuls individus que nous connaissons vivent en société. Ce que vous *croyez* la vérité, la seule vérité, peut être absolument le contraire. Regardez cette avenue de tilleuls; les deux rangées d'arbres semblent finir par se rencontrer, mais en réalité elles forment des lignes parallèles et nous *croyons* seulement qu'elles se rejoignent... Vous dites qu'on ne pourra jouir d'aucun bonheur collectif tant qu'il y aura des riches et des pauvres. J'en conviens, mais vous ne ferez rien pour arriver au bonheur commun à moins que vous n'enrichissiez le pauvre sans appauvrir le riche. D'après vos théories, vous avez le droit d'entrer dans mon jardin et de cueillir les pommes, comme je vous l'ai vu faire l'autre jour; mais si chacun agissait ainsi, comment cela ajouterait-il à la richesse générale. Ne voyez-vous pas que dans chaque maison il faut un maître? Si le maître est bon, les affaires de la famille prospéreront. Sinon, que d'ennuis! Il en est ainsi pour l'Etat, mais dans ce cas, la responsabilité est énorme... Non, non, mes chers enfants, tout ce que vous dites est faux. Je vous plains de tout mon cœur si vous essayez de mettre en pratique les principes de Marx et d'Engels. »

Quelques jours après cette conversation, Tolstoï vint nous voir, et nous demanda de l'accompagner chez le forgeron où il allait faire aiguiser une hache. Pendant la promenade, les deux hommes eurent de nouveau une discussion si grave que Tolstoï s'emporta et frappa du pied avec rage. Nous nous séparâmes très froidement. Mais le soir même, Tolstoï revint nous voir et s'excusa de sa conduite. Il nous pria de lui pardonner, disant qu'on avait toujours tort de se mettre en colère. Sa grande tête grise, son simple visage d'enfant et ses doux yeux étaient si pathétiques que nous aurions voulu le serrer dans nos bras. Nous nous quittâmes bons amis et nous ne l'avons jamais revu.

CHAPITRE IV

L'INGÉNIEUR

Krassine avait beaucoup souffert de l'emprisonnement de Moscou et sa santé inspirait de grandes craintes à ses amis; on décida qu'il irait dans le Midi. Il passa quelques mois à Koreiz, sur la côte de Crimée, avec des amis, et cette vie saine au grand air le remit. Après un séjour chez ses parents qui habitaient alors Irkoutsk, il chercha une situation qui lui permettrait de mettre en pratique son savoir d'ingénieur, car, bien qu'on ne lui eût pas permis de finir ses études à l'Institut, il avait décidé d'abandonner la chimie pour l'électricité. Tout le reste de sa vie il s'intéressa surtout au développement de l'électricité.

Vers la fin de 1895 seulement, Krassine demanda l'autorisation de continuer ses études interrompues par son expulsion de Pétersbourg. Il se rendit à Kharkoff et là, dans le Midi, il sembla abandonner la politique pour ne plus s'occuper que de sa carrière. En 1900, il obtint le diplôme de l'Ecole Technique. Presque aussitôt, un de ses anciens amis, Robert-Edouard Klasson, qu'il avait connu à Pétersbourg et qui était maintenant directeur de la grande entreprise d'électricité de Bakou, lui offrit de le rejoindre et d'installer une seconde station de force motrice dans la « Ville

Blanche », tout près de la ville même. Krassine accepta immédiatement, désireux de commencer son travail d'ingénieur, pourvu de tous ses diplômes. Il accomplit sa tâche avec l'énergie et l'enthousiasme qui le caractérisaient, surveillant chaque détail, souvent entrant lui-même dans les chaudières, et par des actes de ce genre, il fit naître un sincère esprit de corps parmi les employés. Au bout de quatre ans, il obtint de l'avancement et prit la direction de la station motrice.

Son dévouement professionnel ne mit cependant pas fin à son activité révolutionnaire. Il installa à Bakou une imprimerie spéciale, afin de propager les ouvrages social-démocrates écrits à l'étranger et qu'on réclamait maintenant avec un réel désir. Le ressentiment croissait toujours contre le régime de la police; non seulement les intellectuels et les écrivains comme Maxime Gorki — dont mon mari fit la connaissance pendant un de ses séjours dans le Nord — mais encore beaucoup de riches bourgeois arrivèrent à avoir une certaine sympathie pour le mouvement des travailleurs. Dans un article révélateur qu'il écrivit peu de temps après la mort de Krassine, Maxime Gorki raconte que chez lui, à Sestroretsk, près de Pétersbourg, mon mari rencontra un usinier bien connu, Savva Morosoff, et lui produisit une impression profonde. Ce passage contient un intéressant portrait de Krassine à cette époque (1903). «... Maigre et osseux, un air subtil, un visage absolument semblable à une vieille icone. Quand on le regardait, les lèvres serrées, les narines dilatées et le front carré, creusé par une ride profonde, révélaient un homme doué d'un charme russe, en même temps que d'une énergie qui n'avait rien de russe. Savva s'amusait quelquefois à poser devant les étrangers, mais il abandonna bientôt cette attitude avec Krassine qui parlait bien et n'employait aucun mot superflu... » Son amitié avec Krassine, qui avait un tempérament et une façon de voir absolument différents des siens, fit beaucoup de bien à cet homme d'un caractère morose et pessimiste.

Krassine resta à Bakou jusqu'en 1904; puis sa santé déclina de nouveau. Les docteurs reconnurent qu'il souffrait de la malaria et lui conseillèrent de quitter Bakou et de retourner dans le Nord.

Les années s'étaient écoulées et le destin semblait nous avoir séparés à jamais. Cependant lorsque, au début du printemps 1903, un télégramme m'apprit brusquement que Léonide Krassine venait passer quelques jours à Pétersbourg « et qu'il trouverait étrange de ne pas me voir », mon cœur me dit que, malgré tout, notre amour n'avait pas changé. Il me demandait d'aller l'attendre à la gare; je croyais que nous serions tous deux joyeux de nous revoir. Cependant une grande timidité s'empara de nous et nous ne pûmes prononcer les plus banales phrases d'accueil. Cette timidité cachait une grande découverte : nous nous apercevions que nous nous étions toujours aimés. Dans l'été de 1904, Krassine quitta Bakou et nous nous mariâmes. Pour notre voyage de noces, nous allâmes à ce même Nijni-Novgorod où, treize ans auparavant, notre vraie amitié avait commencé pendant un campement de vacances.

Notre vie fut d'abord très modeste. La joie d'être réunis après tant de souffrances et de séparations, nous dédommageait de l'absence des satisfactions matérielles. Nous avions gagné notre bonheur après avoir chèrement payé notre écot à l'école de l'expérience, et notre bonne entente en était d'autant plus forte. La sympathie qui nous unissait avait de nouveau forgé les anneaux de la chaîne brisée.

Quelques mois après notre mariage, Krassine obtint un poste d'électricien dans les usines textiles d'Erehove Zouevo, près de Moscou. Ces usines appartenaient à Savva Morosoff qu'il avait connu chez Maxime Gorki. Erehove Zouevo était le type du centre industriel de province. La ville n'était composée que des habitations du personnel, de boutiques coopératives et d'un club. Ce club était le seul lieu où les gens instruits pouvaient se réu-

nir pour se distraire, et il était d'ailleurs assez triste et monotone. Cependant Moscou n'était pas très éloigné — à deux ou trois heures de train, — et nous pouvions aller de temps en temps au théâtre ou à l'opéra. Plus d'une fois — j'y pense souvent — rentrant tard, nous trouvions un des amis de Krassine qui nous attendait, un homme sans travail peut-être ou trop pauvre pour aller à l'hôtel. Krassine avait toujours un sourire de bienvenue pour ses visiteurs. Il disait : « Avez-vous dîné? », puis il se tournait vers moi : « Lubasha, peux-tu donner à manger à mon camarade? »

Krassine allait souvent tout seul à Moscou pour les affaires du parti. Quand il venait me dire timidement : « Tu sais, Lubasha, il faut encore que j'aille à Moscou », je voyais qu'il me cachait ses faits et gestes pour ne pas m'inquiéter. En réalité, l'incertitude me faisait plus de mal chaque fois que je le voyais partir. Plusieurs années après, ses amis m'apprirent combien de dangers il courait pendant que j'étais assise seule, dans la lumière du soir, a Erehove, les yeux fixés sur la pendule, attendant que le train de Moscou le ramenât sain et sauf.

Pendant un de ces voyages, il faillit être arrêté avec d'autres membres du parti. C'était au début de 1905; les membres du Comité Central du parti social-démocrate se rassemblaient à Moscou chez l'écrivain Léonide Andreyev. On venait de lire le dernier rapport, lorsque la police arriva muni de mandats d'arrêts pour toutes les personnes présentes. Il se trouva que Krassine était en retard d'une demi-heure et qu'il avait pris un rissack (1). La maison s'élevait au milieu d'un parc et la police l'entoura d'un cordon qui, bien entendu, attira une foule de curieux. Krassine comprit en un éclair ce qui se passait et dit au cocher de continuer. Mais bien qu'il échappât ainsi à l'arrestation, il n'oublia pas ses amis moins heureux. Immédiatement il prépara un plan pour les libérer.

Six mois plus tard, après l'enquête — le système

(1) Voiture de louage avec un cheval supplémentaire.

était le même qu'en France, le juge d'instruction jugeait l'affaire avant le procès public, — on autorisa les prisonniers à voir leurs parents dans la salle d'attente de la prison. Krassine entra avec les autres visiteurs, d'un air affectueux et confiant, et se mit à raconter une anecdote. Puis, à voix basse, il expliqua que tout était prêt pour la fuite. Le Comité Central du parti avait acheté la maison voisine; la fenêtre de la prison donnait sur le potager et on avait creusé un passage souterrain jusqu'à la cour où les prisonniers prenaient leur exercice quotidien. Ce plan aurait certainement réussi, mais il ne fut jamais exécuté, car des événements beaucoup plus importants le rendirent inutile. La rébellion de 1905 éclata, et aussitôt une foule agitant des drapeaux rouges, assiégea la prison et délivra les détenus.

L'année 1905 est en effet une date mémorable dans la politique révolutionnaire de Russie. Le 9 janvier, un prêtre nommé Gapone conduisit plusieurs milliers d'ouvriers de Pétersbourg, sans armes mais portant les bannières de l'église, des icones, des croix et des portraits du tzar, jusqu'au Palais d'Hiver, dans l'espoir que le tzar écouterait leurs revendications et leur parlerait lui-même. Mais les soldats n'écoutèrent pas leurs supplications et firent feu sur eux sans pitié. Gapone parvint à disparaître à temps, mais beaucoup d'ouvriers sans défense furent tués. Cet événement fit une grande impression sur toutes les classes de la société. Désormais, dans les meetings et les banquets, on réclama nettement les libertés politiques, et ces discours furent applaudis par des gens qui, peu de temps auparavant, affirmaient que cette campagne était l'œuvre des agents secrets du Japon, contre qui la Russie était encore en guerre.

Le mouvement des ouvriers, bien entendu, connut un renouveau d'ardeur et manifesta sa vigueur par la grève générale de l'automne 1905, organisée par les Soviets des Délégués des Travailleurs, qui venaient de se former. A ce moment, les conseillers du tzar étaient très alarmés et, comprenant la faiblesse de sa position, le gouvernement prit une

mesure sans précédent : il invita les représentants du peuple à venir former une Assemblée Constituante. Ce nouveau corps devait devenir le pouvoir législatif suprême du pays. C'est ainsi que fut formée la première Douma russe. Cette tactique fut inutile devant l'opposition continuelle des socialistes qui composaient une grande partie de l'intelligentsia. On accorda aussi une certaine liberté à la presse. La loi autorisa, en particulier, le journal des social-démocrates qui jusque-là avait été imprimé en secret. La *Vie Nouvelle,* tel était son nom, était alors éditée par Maxime Gorki; Krassine dirigeait l'affaire technique et financière et il obtint les fonds nécessaires grâce à la générosité de son patron, Savva Morosoff.

Cette période de liberté relative ne fut pas longue. Lorsque la guerre avec le Japon fut terminée, le gouvernement se sentit plus fort et capable de venir à bout de ses difficultés intérieures. Une période de répression et de réaction suivit. La *Vie Nouvelle* fut de nouveau interdite par la loi, et de nombreuses arrestations furent faites. Quelques personnes eurent le temps de s'enfuir à l'étranger. Parmi celles-ci se trouvait V.-I. Lénine, qui était alors à Pétersbourg. Avant son départ il dit à Krassine : « C'est le commencement d'une réaction qui durera sans doute une vingtaine d'années, à moins qu'il n'y ait une guerre dans l'intervalle. C'est pourquoi il faut que nous allions travailler à l'étranger ». Lénine se rendit en Finlande, y passa quelque temps, puis alla en Suisse. Il ne revint en Russie qu'après la chute du tzar, lorsqu'il se vit capable d'écraser le faible gouvernement qui avait succédé à la monarchie.

CHAPITRE V

L'HOMME D'AFFAIRES

Pendant l'automne de 1905, juste avant la proclamation de la grève générale, nous changeâmes encore de résidence, cette fois pour nous installer à Pétersbourg. Léonide Borissovitch avait, en effet, trouvé une situation à la Compagnie Electrique Belge dont les bureaux étaient dans cette ville. Mais nous pensions tous deux que l'air de la campagne était indispensable aux enfants et nous nous arrangeâmes pour prendre une maison hors de la ville, pas trop éloignée cependant, afin que Léonide Borissovitch pût faire le trajet tous les jours. Nous trouvâmes ce que nous désirions : une jolie maison de campagne, au milieu des bois de pins, à Kuokkala, en Finlande. Krassine aimait beaucoup les sports d'hivers et pouvait faire du ski sur les collines voisines. Mon mari adorait les enfants et savait gagner leur affection. Je ne pus m'empêcher de remarquer que les plus heureux moments de sa vie furent ceux où il put oublier la tourmente et la tension de la vie politique et redevenir enfant avec eux.

Notre vie s'écoulait calme et heureuse à Kuokkala lorsque la politique, s'y introduisant de nouveau, vint la bouleverser. Un dimanche matin, en février 1908, alors que tout dormait encore dans la

maison, la police arriva avec un mandat d'arrêt lancé contre Krassine. C'était l'œuvre d'un agent provocateur envoyé pour surveiller les lieux afin de prouver que Krassine avait des rapports avec des hommes suspects au gouvernement. Léonide Borissovitch demeura parfaitement calme, tout en suivant des yeux les mouvements des policiers qui commençaient à perquisitionner. Ils ne trouvèrent rien de compromettant, mais cependant ils arrêtèrent Krassine et l'emmenèrent, nous laissant dans la terreur de l'inconnu.

Il fut emprisonné à Wiborg, mais on lui accorda le privilège de demeurer dans l'hôpital, qui était inoccupé, et j'eus la permission de passer de longs moments avec lui chaque jour.

A cette époque, d'après les lois de Finlande, les personnes arrêtées pour crimes politiques étaient relâchées au bout de trente jours, si les autorités russes ne pouvaient avancer contre elles une accusation suffisante pour justifier un procès.

Malgré les tentatives amicales que le gouverneur de la prison faisait pour me rassurer, l'attente me remplissait d'angoisse. Le matin du trentième jour, comme je n'avais pas vu Krassine depuis trois semaines, j'allai à la prison accompagnée de son frère; j'étais en proie à une violente surexcitation. Au bout de deux heures d'attente, on m'annonça que Léonide Borissovitch allait être libéré, car il n'existait contre lui aucune charge véritable.

Krassine n'était pas très désireux de retourner à Pétersbourg après cette aventure; il décida de partir immédiatement pour l'étranger. Deux jours plus tard il se rendait à Berlin, et peu de temps après son arrivée, en 1908, il trouva du travail dans la Société Electrique Siemens Schuckert.

Durant les trois ans que nous passâmes à Berlin, nous connûmes la gêne; il n'était pas facile de pourvoir aux besoins d'enfants qui grandissaient, avec les maigres gains que cette nouvelle situation rapportait à Léonide Borissovitch. Pour moi, j'étais heureuse d'être là. Nous étions pauvres il est vrai, mais Krassine était libéré de l'anxiété

constante et de la tension causées par sa tâche politique et de la surveillance de la police qui semblait l'accompagner. Je me réjouissais secrètement de voir que mon mari ne cherchait pas à se mêler aux rares Allemands dont les sympathies politiques ressemblaient aux siennes, mais je n'aurais jamais eu l'idée de rien lui dire. En réalité, loin du pays dont il connaissait et détestait l'état social, Léonide Borissovitch m'avoua que la politique l'intéressait peu. Peut-être aussi commençait-il à juger différemment son enthousiasme juvénile. Ce n'était pas pour rien qu'il était ingénieur par profession. Créer, tel était le but de sa vie, et maintenant que les affaires donnaient de grands espoirs et que la politique était superflue, il employait toute son énergie à acquérir des connaissances techniques dans l'espoir de les appliquer plus tard dans son pays, en utilisant les innombrables occasions négligées jusque-là. Il travaillait beaucoup à son bureau, et le soir il s'enfermait et traduisait un dictionnaire technique allemand afin d'accroître ses modestes ressources.

Krassine supportait sans en souffrir notre humble manière de vie. Il détestait le luxe et le faste, et ce qu'il admirait le plus chez les Allemands, c'était leur capacité de trouver le bonheur dans la simple vie familiale de chaque jour; il y voyait le secret de la force allemande. Mais avec son talent particulier pour l'administration, il devait se sentir mal à l'aise dans sa position subordonnée. Evidemment sa firme reconnut qu'il lui fallait plus de liberté, car, en 1912, on lui offrit le poste de directeur du bureau de Moscou. Il accepta sans hésiter. L'été de cette même année, nous nous installâmes dans notre nouvelle demeure. Léonide Borissovitch était satisfait, et nous n'avions plus à nous tourmenter au sujet du budget familial.

Deux ans plus tard, en 1914, nous changeâmes encore de résidence. Krassine fut nommé directeur de la succursale que la Cie Siemens Schuckert avait à Pétersbourg. La décision prise neuf ans plus tôt semblait encore la plus sage : nous louâmes donc une maison à Kuokkala et nous nous y ins-

tallâmes au début du printemps. C'était là que nous habitions quand la Grande Guerre éclata. La déclaration de guerre inspira à Léonide Borissovitch une grande anxiété et de grandes alarmes. Il me disait : « Lubasha, nous passerons de durs moments. Il y aura des jours où nous manquerons de pain ». Après la mobilisation il partagea la dépression générale qui se répandit dans toutes les classes de la nation. En temps voulu cependant, il put donner libre cours à son énergie en organisant un grand nombre d'hôpitaux militaires avec les fonds que lui remettaient les entreprises dont il était directeur. J'eus, avec quelques amies, l'autorisation de l'aider dans ce travail, et sous sa direction éclairée, notre petite œuvre de secours fit de grands progrès.

En 1915, Krassine eut l'occasion de rendre de véritables services à son pays. La guerre exigeait qu'on fît un effort pour mobiliser les ressources commerciales de la Russie. Un service de contrôle fut établi et Krassine joua un rôle prépondérant et mit en marche l'organisation qui prit le nom de Comité des Industries de Guerre. Cette tâche herculéenne l'occupait du matin au soir. Je me rappelle qu'un jour j'allai le chercher aux bureaux du Comité; il sortit avec un de ses collègues, l'amiral X..., et tandis que l'auto nous emportait tous trois vers la gare, l'amiral, qui aimait à plaisanter, se tourna vers moi et me dit : « Votre mari, madame, est un vrai vaisseau fantôme, il ne s'arrête jamais ». Léonide Borissovitch eut l'air ennuyé et demanda brusquement : « Que disiez-vous? » Sans le savoir, l'amiral avait mis le doigt sur la plaie de notre vie familiale : notre séparation constante et apparemment inévitable.

Le Comité des Industries de Guerre n'occupait pas tout le temps de Krassine. Il dirigeait aussi plusieurs autres firmes également mobilisées. Chaque jour il était debout à l'aube, et il avait rarement fini avant minuit.

Pour qu'il ait un peu de repos et de distractions pendant le week-end, nous nous rapprochâmes de Pétersbourg et nous installâmes dans le

faubourg royal de Tsarkoe Selo où il pouvait encore jouir un peu de la campagne. La vie devenait de plus en plus difficile pour tout le monde, et déjà à cette époque on manquait de pain, de sucre et de farine. Les nouvelles du front montraient clairement que les soldats n'avaient pas de quantités suffisantes d'armes, de munitions et de vêtements. Cependant on ne pouvait prévoir la fin de la guerre.

La tension et l'anxiété dans lesquelles vivaient toutes les classes de la société, les difficultés matérielles qui augmentaient toujours préparèrent le brusque changement qui se produisit dans l'histoire de la Russie, et qui eut une si grande répercussion sur la guerre. L'assassinat de Raspoutine, le 29 décembre 1916, bien qu'il débarrassât la Russie d'une influence sinistre et mauvaise, contribua aussi à précipiter une crise entre le gouvernement qui représentait la famille royale et les divers partis politiques.

La révolution éclata en 1917 aussi brusquement que la guerre en 1914. Les ouvriers commencèrent à sortir dans les rues en demandant du pain. Ce fut le premier signal. Ils furent bientôt rejoints par les soldats des casernes qui assiégèrent l'Arsenal, saisirent les armes qui y étaient déposées et les distribuèrent à la populace. On commença à se battre dans les rues. Le désordre régnait partout et augmentait de jour en jour. Puis le 12 mars, le tzar abdiqua, et le Gouvernement provisoire fut formé. Le combat dans les rues cessa et on fit marcher les soldats vers la Douma. Je leur demandai où ils allaient, et un officier me répondit : « Nous allons nous présenter au Vremennoe Pravitelstvo » (Gouvernement provisoire). Les membres du gouvernement furent choisis par un comité de la Douma dont les chefs pensaient évidemment que l'heure était venue de se mettre à la tête du mouvement populaire. Ils furent devancés par un autre corps, descendant direct des émeutes de 1905, le Soviet des Ouvriers et les Députés des Soldats de Pétrograd.

Pendant plusieurs jours toutes les communications par voie ferrée furent coupées entre Tsarskoe Selo et la capitale, et nous fûmes absolument pri-

vés de nouvelles. Mon mari était très réservé et grave. Quelles que fussent ses pensées, il gardait son calme extérieur pour ne pas accroître l'anxiété de son entourage.

A Tsarskoe Selo tout était tranquille dans les rues, mais on entendait la canonnade toute proche et nous savions que des combats se livraient et que des hommes mouraient pour l'ancien gouvernement ou pour la révolution. Un jour, cependant, des soldats apparurent au milieu de la ville et enfoncèrent la porte de quelques caves. Le vin et l'alcool se répandirent à flots et firent des torrents de couleur dans les rues; quelques hommes se penchèrent pour étancher leur soif avec ce liquide qui coulait dans les ruisseaux. C'était vraiment un spectacle sinistre et significatif pour ceux d'entre nous qui se souvenaient des histoires de la Révolution française. Un autre soldat arriva, armé d'un fusil. Hâve, terrifié, il n'avait évidemment pas dormi de plusieurs nuits, mais il essaya de faire des remontrances à ses camarades et leur dit : « Frères, est-ce pour cela que nous avons fait la révolution, pour ouvrir les caves et nous enivrer? Que Dieu mette la crainte dans vos cœurs! » Personne ne prit garde à lui et il se détourna pour ne pas voir ses camarades se déshonorer.

Il était impossible de savoir exactement ce qui se passait, et nous rentrâmes chez nous le cœur lourd, profondément attristés par les spectacles dont nous avions été témoins. En chemin, nous passâmes devant un groupe d'écoliers qui avaient des roses rouges à leurs boutonnières et criaient : « Liberté! Liberté! »; derrière eux, une jeune fille, à l'expression ardente et belle, disait : « Attendez un peu! Ne vous pressez pas tant de crier « Vive la Liberté... » Le général Ivanoff arrive de Stavka (quartiers généraux de l'armée) avec ses soldats, et ce ne sera plus la même histoire ». Elle parlait avec tant d'assurance que nous crûmes un instant que, par un effort surhumain, les chefs de l'armée avaient de nouveau repoussé les troupes révolutionnaires. Longtemps après seulement, nous apprîmes que l'armée avait déserté en masse, sans ex-

cepter les soldats renommés qui composaient les divisions du général Ivanoff.

Quand les émeutes commencèrent à Pétersbourg, le tzar se trouvait à la Stavka et deux membres de l'aile droite de la Douma l'y rejoignirent aussitôt. Ils lui demandèrent d'abdiquer formellement. Il accepta leur requête sans protester. On peut dire que ces deux hommes exprimaient l'opinion de tous les gens qui réfléchissaient, quel que fût leur parti, car tant que la guerre durait, la faiblesse de Nicolas II était un danger réel pour la nation.

Quand on apprit cette abdication à l'impératrice, elle eut peine à y croire. Voici, raconte-t-on, la première parole qu'elle prononça lorsqu'on lui décrivit les troubles de la capitale : « Quelle bêtise! C'est impossible! Le peuple nous aime! »

Le monarque déchu retourna à Tsarkoe, dépouillé de la gloire qui entourait aux yeux du peuple, le tzar de toutes les Russies, mais, comme le montrent celles de ses lettres qu'on a publiées, il n'était pas fâché d'échanger son rang élevé pour une heureuse et simple vie familiale. Il continua à habiter pendant des mois le vieux palais avec les siens; ils étaient tranquilles et bien servis, quoiqu'on les surveillât sans relâche.

Quel spectacle de voir le puissant autocrate faire son exercice quotidien dans le parc du palais, cassant la glace ou déblayant la neige et la boue avec une vieille pelle, tandis que les passants épiaient ses gestes à travers les grilles! Quelques-uns étaient profondément émus; une vieille femme, je m'en souviens, se signa avec respect; d'autres riaient ou plaisantaient. Cela me parut sinistre et anormal et me laissa une terrible impression.

CHAPITRE VI

PETROGRAD, AVRIL-OCTOBRE 1917

Le Gouvernement provisoire n'arriva pas à assurer la sécurité extérieure en formant un front uni contre l'ennemi; l'inquiétude continua donc à régner en Russie. Les membres du gouvernement se préoccupaient surtout de ce qui se passait dans le Palais de Tauride où les Soviets des ouvriers, des paysans et des soldats se réunissaient sous la présidence du camarade Tcheidze; leur situation était si précaire qu'ils avaient peu de temps pour réfléchir aux conséquences que pourraient avoir l'inertie et le laisser-aller. Non qu'ils ne fussent avertis de la ruine complète qui menaçait le pays. Les plus intelligents et les plus prévoyants se transformaient en prophètes de malheur, espérant ainsi convaincre les nouveaux dirigeants que le premier devoir d'un gouvernement est de gouverner. Un des hommes les mieux renseignés de l'époque, le prince Trubetzkoy, publia une série d'articles, où il prédisait qu'à cause de la désorganisation des transports, la Russie connaîtrait pendant l'hiver une grande disette de combustible, et peut-être aussi de vivres.

En avril et en mai, la révolution avait gagné Moscou et d'autres grandes villes. On ne pouvait

guère espérer une amélioration rapide dans les services de transport et de ravitaillement.

Dans ces circonstances, mon mari essaya de me persuader de quitter la Russie et de passer quelque temps à l'étranger avec les enfants. Il me promit, si nous nous installions en Norvège, d'aller me chercher à l'automne. Je fus obligée de consentir, mais ce fut avec le cœur lourd. Il nous accompagna jusqu'à la frontière, et tandis que je me penchais à la portière du compartiment et que j'essayais de retenir mes larmes, il me menaça du doigt, et s'efforça de me consoler en m'assurant qu'il m'écrirait aussi souvent que possible, et il me demanda de l'imiter. Au début de juin, nous nous installâmes à Vauxenkallen, près d'Oslo, et une des premières lettres que je reçus de mon mari était datée du 18 de ce mois. En la lisant on comprenait que la solitude lui pesait, mais qu'il se remettait à son travail avec une ardeur nouvelle, car la certitude que nous étions confortablement installées lui donnait une grande paix d'esprit.

J'écrivais régulièrement à Léonide Borissovitch; je lui racontais notre vie en Norvège, et les dispositions que je prenais pour l'éducation des enfants. La plupart de mes lettres cependant ne lui arrivèrent jamais; il en recevait seulement une de temps en temps. J'avais emporté peu de choses en partant, car je ne croyais pas que notre absence serait longue. Je vivais dans l'espoir que Léonide Borissovitch pourrait bientôt décider notre retour, et nous étions loin d'imaginer qu'une longue séparation nous attendait encore. Ses lettres seules me mettaient au courant de ce qui se passait. Je ne peux rien faire de mieux que de les reproduire, *in extenso* ou par extraits. En voici une, datée du 29 juin :

Tsarskoe Selo, 29 juin 1917.

« Ma très chère Lubchenishek,

« Voici presque trois semaines que tu es partie, et je n'ai pas encore reçu une seule lettre, à l'exception des cartes postales de Tammerforce. J'ai seulement reçu un télégramme, et j'en conclus que vous êtes toutes vivantes et bien portantes. Je n'ai pas la

moindre idée de la façon dont vous vivez et de ce que vous faites. Par moments, je me sens très seul et très découragé, et tout me paraîtrait beaucoup plus facile si j'avais de vos nouvelles. Tu étais si malheureuse quand nous nous sommes séparés, mais, je t'en conjure, ne te tourmente pas. Ce matin, le conseil d'administration de l'usine s'est réuni; on a discuté la question de l'approvisionnement de bois pour l'hiver. Il faut dans les maisons une température moyenne de 9 degrés Réaumur. Aujourd'hui une volaille coûte onze roubles au marché de Tsarkoe Selo. Ceux qui ont pu partir doivent remercier Dieu de ne pas être à Pétrograd dans ces conditions-là.

« Je te supplie, chérie, de ne pas t'inquiéter pour moi. Je ne risque rien. Installe-toi de ton mieux avec les enfants. Cela ne porte préjudice à personne que vous soyez toutes quatre loin des scènes de destruction et de famine. Tu as vu assez de tristes spectacles, et tu as bien gagné de te reposer dans un endroit paisible.

« Parlons de moi maintenant : en apparence ma vie n'a pas changé. J'ai une nourriture abondante. La femme de B... me soigne très bien. Et je reconnais ta sollicitude dans les ordres que tu as laissés aux domestiques pour les plus petites choses. Le matin, par exemple, des *pelmany* (pâtés de Sibérie) apparaissent régulièrement au déjeuner, et le soir il y a toujours des fraises sur la table. Si nous devons connaître de vraies privations, il me sera beaucoup plus facile d'être seul, d'autant que je peux vivre avec un minimum de confort, comme tu le sais. C'est une telle consolation de penser que je travaille ici pour vous toutes et que peut-être, après tant d'années de lutte, je pourrai m'offrir le luxe de vivre chez moi avec ma famille. Les affaires sont plus calmes, moins nerveuses, mais la situation générale est mauvaise, à cause de la crise financière. Beaucoup de firmes sont à deux doigts de la faillite, et dans l'état actuel des choses, il est invraisemblable qu'on puisse obtenir une aide du gouvernement. Malgré notre avance victorieuse, le rouble continue à descendre. Tant que durera cette

guerre infernale, la situation intérieure ne pourra s'arranger. Cette semaine, il y a eu en Finlande la grève des employés de chemin de fer; les gens qui passaient là l'été sont séparés de tout. Nous pouvons remercier notre bonne étoile que vous n'y soyez pas allées cet été...

« Le beau temps est revenu. Je t'écris sur une table d'osier, sur le balcon, au moment où le soleil se couche. Les champs sont baignés d'une lumière d'or; on entend le bétail qui revient des prés — tant de paix à la campagne, mais l'enfer à la ville.

« Je vous embrasse toutes, mes chéries.

« Votre Papania. »

Puis arriva une lettre alarmante. Non seulement elle prédisait la misère que mon pays devait subir, mais elle indiquait clairement aussi l'attitude de mon mari vis-à-vis des éléments révolutionnaires qui espéraient profiter de la confusion générale.

« Moscou, 11 juillet 1917.

« Il y a longtemps que je ne t'ai pas écrit, mais quand tu sauras ce qui se passe, tu comprendras que je n'ai pas eu envie d'écrire.

« Eh bien, ces bolcheviks ont tout gâché, ou peut-être ce n'est pas eux, mais des agents subornés par le quartier général allemand ou peut-être même par la Chernaia Sotnja (extrême-droite). La Pravda et ses partisans ont, en tout cas, appuyé ce mouvement et se trouvent maintenant dans une situation ridicule et stupide. Il est inutile que je te décrive tout cela, car les journaux ont dû le raconter. Je dirai seulement que si les « Pravdistes » avaient un plan concret pour un coup d'Etat, ils sont seuls responsables de leur échec. On ne peut imaginer un désordre plus désespéré que celui qui a régné ces jours derniers. Tout aurait pu réussir si quelqu'un parmi eux avait eu une once d'autorité; en effet, le gouvernement « aux cent têtes » était dans un chaos complet; mais babillards ils étaient et babillards ils sont restés; et quand il ne s'agissait pas simplement de prononcer des discours ou d'écrire des articles foudroyants, mais de mettre les programmes en pratique, les chefs aus-

tères du prolétariat du monde n'ont fait aucun effort pour profiter de la situation; au lieu d'établir un programme de reconstruction qui aurait pu devenir une réalité, on a versé le sang de la façon la plus inconsidérée, la plus horrible et la plus inutile. Ce qu'on appelle les « masses », c'est-à-dire surtout des soldats et des apaches, ont erré sans but dans les rues pendant deux jours, tirant les uns sur les autres souvent par simple frayeur et s'enfuyant à la moindre alarme ou à la première rumeur, sans se rendre compte de ce qui se passait. C'est la répétition des scènes de février dernier. Il y a eu beaucoup de blessés, car cette fois on ne se bornait pas à tirer de toit à toit, et la portée des fusils et des canons était évidemment meilleure que celle des armes de Protopopoff. Il n'y a eu cependant aucune exécution en masse d'un groupe par un autre, quoiqu'on entendît des cris sinistres contre la bourgeoisie — surtout dans les faubourgs de la ville.

« Bien entendu, mon auto a été réquisitionnée mardi matin, mais cette fois, heureusement, on ne s'en est pas servi, et je n'ai fait la route à pied que pendant trois jours, après quoi tout est plus ou moins, rentré dans l'ordre. J'allais chaque jour en ville, mais pas plus loin que mon bureau. Je n'ai couru aucun danger et je ne me suis jamais trouvé dans la fusillade, mais je l'entendais très nettement parfois. Tout cela coïncidait avec l'avance allemande et ce fait montre bien qui appuie les organisateurs de la nouvelle révolte. Cependant la responsabilité des chefs « idéologues » du mouvement n'en est pas diminuée. Tous ces troubles leur sont imputables.

« Aujourd'hui, l'émotion de notre défaite et de l'avance sur Ternopol a déjà fait oublier ces événements. Les succès allemands ne m'ont pas surpris, je m'y attendais pour bon nombre de raisons, dont la première est la désorganisation complète de nos moyens de transport. Mais je ne crois pas que, malgré leurs victoires, les Allemands obtiendront des résultats décisifs. Peut-être, grâce à ce dernier coup, enverra-t-on des renforts à nos ar-

mées, ce qui leur donnera un courage nouveau. Peut-être toutes les classes de la nation cesseront de parler pour agir davantage. Je crois encore que la désorganisation des services de transport et le terrible ralentissement des industries productrices seront la cause de nos plus grands malheurs. Tous, que ce soient les intellectuels, les classes professionnelles ou même les ministres, ne font que la moitié, ou même le tiers, du travail qu'ils pourraient faire. Ce n'est pas nonchalance ou mollesse, mais mauvaise organisation, manque d'habileté pour s'adapter à de nouvelles circonstances. Je ne remarque encore aucun signe d'amélioration, et Dieu sait s'il y en aura jamais. La vie se fait chaque jour plus difficile, et les choses les plus nécessaires, comme le beurre et le lait, deviennent introuvables. Un vrai dîner est presque un miracle, car il faut beaucoup de chance pour arriver à se procurer une volaille ou du poisson. C'est un vrai cauchemar d'avoir à nourrir une famille, et je me réjouis que tous ces ennuis te soient épargnés. La situation s'aggrave et il est impossible de prévoir tous les malheurs qui nous attendent.

« Je vous embrasse toutes.

« Papania. »

La lettre ci-dessus montre clairement que Krassine était loin de s'entendre avec les chefs bolchevistes sur la guerre et sur la façon de diriger le pays. D'accord avec de nombreux socialistes de différents partis et plus d'un bolcheviste célèbre de l'époque, il voulait que la Russie sortît victorieuse de la guerre : le patriotisme est un sentiment naturel à l'homme, et Krassine craignait aussi que la victoire de l'impérialisme allemand ne ramenât dans le monde une longue période de réaction. En ce qui le concernait, son ardent désir de la victoire était encore accru par la certitude qu'une défaite serait pour la Russie la catastrophe et la ruine économique. Cependant les Bolcheviks n'étaient au pouvoir que depuis un an lorsque Krassine accepta de prêter son concours à ces mêmes hommes dont il avait condamné les actes peu de temps auparavant.

Trois semaines plus tard, Léonide Borissovitch parvint à quitter ses affaires et nous rejoignit en Norvège, avec l'intention de prendre un court congé. Mais il n'était avec nous que depuis quelques jours lorsqu'on l'appela d'urgence à Vladimir (près de Moscou) où une grève menaçait les fabriques de poudre Baranovski, entreprise importante dont il était directeur. Les affaires de cette firme étaient en piteux état, et les ouvriers étaient complètement démoralisés par la désagrégation générale qui avait amené l'annulation d'un grand nombre de contrats. Ils menaçaient de détruire toute l'installation. Les chefs demandèrent à grands cris le retour de mon mari, car ils connaissaient son pouvoir sur les ouvriers. Leur confiance fut justifiée, car, à cette occasion, Krassine — qui était moins remarquable par son éloquence que par son don spécial de comprendre les ouvriers — prononça son discours le plus énergique. De nouveau il put démontrer que la destruction, quelle qu'elle fût, était une folie et qu'il était indispensable de garder intacts l'installation industrielle et le matériel de la jeune Russie. Il parlait en homme qui a à cœur de préserver la richesse de son pays, et qui pressent que, dans peu de temps, on lui demandera de consacrer tout son temps, sa santé et même sa vie à faire renaître et à rebâtir l'industrie russe complètement détruite par d'autres mains.

« Je vous le dis, mes amis, et vous devez le voir par vous-mêmes, quand vos frères auront remis leurs fermes en marche, — et ce sera chose faite l'année prochaine, maintenant qu'ils sont libres de cultiver les terres et de produire dans les meilleures conditions, — les produits des usines, c'est-à-dire l'œuvre de vos mains, seront plus demandés que jamais. Notre tâche est simple, et nous devons l'accomplir pour nous et pour notre pays. Elle consiste à tout préparer et à tout organiser en vue de cet accroissement de production. Si nous ne sommes pas à la hauteur, ne vous y trompez pas — ceci est un avertissement qui touchera au moins quelques-uns d'entre vous — le pays se trouvera

dans une situation plus grave qu'une crise économique ordinaire, accompagnée peut-être d'une crise politique, et Dieu sait quel gouvernement nous aurons alors! Nous qui vivons et travaillons dans les villes, nous ne pouvons exiger que les paysans, qui ont besoin de marchandises manufacturées bon marché, attendent indéfiniment notre bon plaisir. Qui sait s'ils ne viendront pas prendre ce qu'ils ne peuvent obtenir par les procédés ordinaires du commerce? Et que ferez-vous alors, camarades? Quelle résistance pourrez-vous opposer à des millions et des millions d'hommes prêts à tout?... »

Ces paroles étaient prophétiques : c'est ainsi que, pendant les derniers mois de 1928, les leaders des ouvriers ont dû peindre un tableau sévère de la puissance des paysans.

Léonide Borissovitch revint nous voir, mais ce ne fut que pour peu de temps; il nous aida à nous installer à Stockholm où nous avions décidé de nous établir. Puis, le 29 octobre, je reçus une lettre où il me décrivait l'impression que lui faisait la capitale.

« ... Dans l'ensemble, les habitants de Petrograd paraissent moins « nerveux » et moins épuisés que les journaux le laissaient supposer. Bien entendu, ils ont passé du mauvais temps; la vie continue à être difficile, et le sera encore longtemps, mais jusqu'ici rien ne mérite le qualificatif « épouvantable ». Aux usines Siemens, par exemple, tout serait comme de coutume, si ce n'était le manque d'argent. Pour une raison quelconque, les camarades se sont calmés pendant mon absence. D'ici peu cependant nous aurons d'autres difficultés, parce qu'il faudra fermer une partie des usines. G... est allé à Moscou avant-hier et il prendra peut-être une situation dans le Midi, où on a l'intention d'ouvrir une succursale de la firme. Si la guerre ne finit pas cet hiver, les Allemands feront sans doute au printemps prochain, peut-être en juin, une tentative pour s'emparer de Petrograd; il faut donc prendre les mesures nécessaires pour défendre la ville. Il n'est pas question de l'évacuer, complètement, mais il serait bon de transporter ailleurs

deux ou trois des établissements les plus importants au point de vue de la défense nationale. Même si l'on pouvait espérer la brusque fin des hostilités, le pouvoir administratif gagnerait sans doute à être partagé par plusieurs, car on commence à s'apercevoir que la décentralisation est indispensable pour les rares entreprises importantes que nous possédons. J'ai été attaqué de tous les côtés (1), mais je me défends et je me mets à l'œuvre progressivement et froidement, en ayant soin de ne pas entreprendre trop de choses à la fois. On n'a fait encore aucune réquisition aux usines Baranovski, mais, en tout cas, l'usine sera probablement bientôt achetée par l'Etat.

« Petrograd fait une impression sinistre par sa saleté, et le manque de soin s'affirme partout. Dans l'ensemble, c'est une cité abandonnée, pitoyablement vide. Les rues et les trottoirs sont couverts de boue; la chaussée aussi a grand besoin de réparations. Çà et là les grilles sont arrachées, les fontaines sont démolies; on ne lave plus les vitres, et beaucoup de boulangeries et d'épiceries sont fermées. On a l'impression que la ville est occupée par des étrangers qui s'y intéressent si peu qu'ils ne prennent même pas la peine de la tenir propre. Les rues sont désertes; peut-être la population a-t-elle diminué, malgré les statistiques qui affirment le contraire, ou bien, simplement, chacun préfère rester chez soi. Certainement rien n'engage à sortir — il n'y a aucun moyen de locomotion, il faut marcher. On voit de moins en moins de soldats dans les rues, mais il en reste toujours assez, et les idiots, qui se donnent le nom de révolutionnaires, ornent encore les principaux squares, parlent par groupes et crachent partout leurs graines de tournesol. Les gens sont plus maussades que cet été. Une nouvelle forme d'anarchie est dans l'air, elle amènera probablement de nouveaux pogroms et elle donne un sujet de réflexion aux bolcheviks eux-

(1) La firme de Krassine était allemande et l'imagination populaire en faisait un foyer d'espions; on croyait que ses représentants en Russie travaillaient pour l'Allemagne.

mêmes. On peut maintenant trouver la propagande de la Chernaiassotnia (cent noirs) dans les journaux Suvorin (monarchiques), tandis que les masses, y compris les camarades prolétaires eux-mêmes, commencent à manifester pour la politique une indifférence de plus en plus grande. Si Korniloff s'était moins hâté, son attaque aurait peut-être réussi. A présent les habitants découragés attendent un coup d'Etat des bolcheviks, bien qu'on pense en général que ce sera un échec lamentable.

« On trouve encore des vivres, mais à des prix fabuleux. Les œufs coûtent 1,50 rouble pièce. Le cuir manque pour les souliers, il n'y a presque pas de sucre et une livre de farine coûte deux ou trois roubles. Malgré tout, on s'arrange pour vivre, et les gens qu'on voit dans les rues, dans les boutiques ou dans les trains ont toujours le même aspect, mais leurs vêtements sont beaucoup plus râpés; cependant c'est peut-être seulement une idée que je me fais après le chic et la propreté de Suède... »

CHAPITRE VII

LE COUP D'ÉTAT BOLCHEVIK

On applique indifféremment le mot « révolution » aux réformes politiques de grande envergure et aux soulèvements sociaux; cela crée une grande confusion. Evidemment, lorsque les livres historiques parlent de la Révolution anglaise de 1688 ou de la Révolution américaine, ces faits sont absolument différents des événements mémorables de 1791-1793. C'est sûrement une erreur de ne voir dans la Révolution française que des scènes passionnantes et à grand effet dont le théâtre était Paris. Une révolution fondamentale s'accomplissait alors dans les provinces et dans toute la France rurale — ce n'était rien moins que la destruction complète de l'organisation sociale qui influençait directement la vie de la plupart des Français, c'est-à-dire du système féodal qui, à tous égards, transformait les paysans en serfs. La Révolution donna aux paysans des avantages positifs aussi bien que négatifs. Les terres qui appartenaient autrefois aux nobles, à l'Eglise et à la Couronne, passèrent entre leurs mains. Le niveau de bien-être physique s'éleva. Puis à l'époque industrielle, tout un nouveau système économique fut édifié sous Napoléon, mais ce système s'appliquait

à la France révolutionnaire et non à la France féodale.

C'est cette transformation de la vie économique d'un pays qui donne à la Révolution française une importance historique que n'ont pas les « révolutions politiques » de 1830, 1848 et 1871. Cette transformation que la France fut la première à accomplir, et qui se propagea dans toute l'Europe au cours du XVIII[e] siècle — elle n'est d'ailleurs pas terminée, — est ce que les gouvernants actuels de la Russie appelaient « une révolution démocrate-bourgeoise ». Conformément à Karl Marx, Lénine professait que c'était une période nécessaire dans le développement de l'état capitaliste et le prélude de la révolution socialiste ou prolétarienne. Mais en réalité, le progrès de la Russie dépendait — et dépend encore — plus que Lénine ne l'a jamais imaginé, de la création d'une « classe paysanne courageuse, orgueil de son pays » et ossature de la nation; tous les efforts de la Russie au cours du siècle dernier furent dirigés vers ce but.

Lorsque le décret de 1861 émancipa les serfs, cette mesure n'équivalait pas, comme quelques personnes l'ont pensé, à la création d'une classe de paysans propriétaires. Il est vrai que là était la terre, objet de désir du campagnard après des siècles de servage, afin qu'il pût gagner décemment sa vie et avoir encore de l'argent de reste pour payer les innombrables impôts; mais ce ne fut que cinquante ans plus tard qu'on essaya de transformer le système communal de tenure des terres, le *mir* russe qui est en effet l'antithèse de « la propriété aux paysans ». On distribua la terre aux paysans en s'efforçant de rendre ce partage équitable, mais le gouvernement d'Alexandre II fit cette réforme mémorable (1861) malgré lui pour ainsi dire, et s'en désintéressa aussitôt. Ces hommes qu'on venait de libérer restaient comme des moutons sans berger, juste au moment où des chefs responsables leur étaient le plus nécessaires, et au lieu de devenir l'un des éléments fondamentaux de la société, ils furent abandonnés à l'influence des premiers agitateurs révolutionnaires.

Au cours des quarante dernières années du XIXe siècle, l'accroissement de la population rurale fut énorme et le nombre des habitants dépassa de beaucoup le niveau normal des villes. Par conséquent, la distribution des terres, telle que l'avait ordonnée le décret impérial, ne correspondit plus à la réalité; le résultat inévitable fut que dans chaque village, les hommes les plus actifs et les moins scrupuleux s'enrichirent aux dépens des illettrés; il y eut d'un côté un petit nombre de riches fermiers; de l'autre, des masses rurales qui vivaient dans une abjecte misère; à ce moment, l'Etat demandait des sommes énormes pour faire face aux exigences d'une armée, d'une marine et d'une bureaucratie qui se développaient par bonds et par sauts. Naturellement, puisque la classe des *kulaki* (riches paysans) était si peu nombreuse, la charge du budget tombait sur les pauvres gens de la campagne qui formaient les 80 ou 90 % de la population russe. On n'a qu'à lire les *Moujiks* de Tchekov pour comprendre cette situation épouvantable.

Puisque l'Etat ne pouvait, ou ne voulait, accorder aucune aide, l'initiative privée vint à la rescousse, et on entreprit la tâche herculéenne de relever les paysans en améliorant leur vie intellectuelle et économique. Des milliers de jeunes gens et de femmes allèrent partager l'existence du peuple à la campagne, afin de connaître ses besoins et de l'aider autant qu'ils le pourraient.

On appelait cela « aller au peuple ». Certains ouvraient des écoles ou enseignaient dans celles qui existaient déjà; d'autres fondaient des sanatoria et des hôpitaux pour les malades; et le gouvernement semblait regarder avec hostilité la petite « réforme sociale » que tentaient les précurseurs du comte Tolstoï. Aussi de très bonne heure, ceux qui se rendaient compte de la situation cruelle des paysans, désespérèrent de pouvoir y porter remède autrement que par une révolution sanglante. D'autres cependant espéraient arriver au but par les moyens politiques ordinaires.

Le Narodniki, premier parti agraire organisé, ac-

cueillit avec joie la tradition *obstchina* — c'est-à-dire la possession en commun des terres — et d'accord avec le Parti Slavophile, affirma que, grâce à cette idée essentiellement russe, la nation pourrait éviter les maux du prolétarianisme et du paupérisme qui « seraient la mort de l'Occident pourri ».

Les membres du Narodniki durent mettre en pratique la vertu caractéristique des Russes — la promptitude au sacrifice, car souvent ils rencontrèrent une réception hostile. Alors qu'ils s'efforçaient d'aider, ils étaient battus, par exemple, ou livrés à la police comme perturbateurs de la paix. Cette situation, et surtout la misère sordide d'un grand nombre de paysans, permirent à Lénine et à ses collègues de travailler au *smychka* qu'on a tant prôné, ou alliance des travailleurs de la campagne et de la ville, qui nous donne la clé des événements de 1917.

Ce ne fut qu'en février 1917 que la Russie eut sa révolution « démocrate-bourgeoise »; alors les conséquences fatales de la croissance parallèle de l'industrie moderne et des idées révolutionnaires devinrent apparentes. Aux yeux des ouvriers, qui acceptaient les idées de l'intelligentsia socialiste sans les critiquer, on ne pouvait trouver de ministres plus conservateurs que le prince Lvov, Paul Milioukov, Gouchkov et leurs collègues. Le Gouvernement Provisoire n'avait donc aucune solidité, l'appui populaire ne lui prêtait pas sa force, et nous ne pouvons être étonnés que, dans ses lettres, Krassine envisageât la possibilité d'un coup d'Etat bolchevik.

Au cours de ces mois troublés, tandis que les dignes et respectables démocrates constitutionnels, et les socialistes plus ou moins incolores, se montrèrent également impuissants à gouverner le pays, Krassine restait sceptique sur les résultats de la « révolution ». Il disait à ses amis : « C'est plus grave que vous ne l'imaginez ». Cependant, sans le génie de Lénine, il est douteux que les événements de 1917 eussent atteint leur conclusion logique, et se fussent terminés par la chute complète de l'ancien système. Quand Lénine revint en Russie, il décida que la situation spéciale de son pays — ce

qu'il appelait la Guerre Impérialiste, et surtout l'union des paysans et des ouvriers dans les Soviets qui, en février, avaient été organisés dans tout le pays — offrait une excellente occasion de mettre en pratique la théorie de la révolution prolétarienne. La plupart de ses amis, entre autres Krassine, pensaient qu'il avait tort et secouaient la tête, songeant qu'on courait le risque de détruire tout le système de l'Etat en faisant « des plans fantaisistes pour réaliser immédiatement la théorie socialiste ».

Une lettre du 1er novembre 1917 décrit les premières réactions de Krassine en présence de la nouvelle situation.

« Tsarskoe Selo.

« Ma chère Luban,

« Je me sens bien seul sans toi et les chères petites. Voici maintenant près d'un mois que je vous ai quittées et je n'ai encore aucune nouvelle de vous. J'ai seulement appris par d'autres personnes que vous vous portiez bien. Je sais que tu as écrit, mais les lettres se sont perdues. Je t'ai envoyé trois télégrammes ces jours-ci, mais, bien entendu, je ne sais pas comment marche le télégraphe. Nous avons passé plusieurs jours ici sans communications téléphoniques; le service n'a repris qu'aujourd'hui. Je peux imaginer toutes les bêtises que les journaux de Suède ont dû imprimer la semaine dernière. Voici en quelques mots la situation : pendant les dernières semaines, l'activité du Vremennoe Pravitelstvo (Gouvernement Provisoire) et des Soviets s'est arrêtée. Je commençais à me demander si Kerensky et Cie attendaient, pour administrer le coup de grâce, que la tentative des Bolcheviks eût fait fiasco.

« Mais, au contraire, ce sont les Bolcheviks qui ont achevé le Gouvernement Provisoire en attaquant le Palais d'Hiver. Ces derniers temps, le Palais n'était plus défendu que par les Junkers (Cadets), et le ridicule bataillon de femmes. Trois semaines de propagande secrète avaient gagné l'ancienne garnison à la cause bolcheviste; elle refusa de protéger le Vremennoe Pravitelstvo, dont tous les membres se trouvèrent, le 25 octobre, dans les

cachots de la prison Petropavlovsk — tous, excepté Kerensky qui s'est enfui à Gatchina avec 5.000 Cosaques, et se dispose à reprendre Pétersbourg.

« Ce coup des Bolcheviks a fait une grande impression; il n'y eut d'abord aucune opposition active; les serviteurs civils, les fonctionnaires du Gouvernement Provisoire, les autorités municipales et les classes professionnelles se contentèrent de boycotter les nouveaux maîtres. Le sang coula à peine au cours de ces événements. Dans l'ensemble, les marins et les Gardes Rouges, fidèles partisans des Bolcheviks, se conduisirent bien. Ce sont sans doute des criminels, revêtus d'uniformes pour l'occasion, qui ont volé des objets précieux dans le Palais d'Hiver. On a raconté des histoires bizarres sur quelques-uns des départements d'Etat, où tout le personnel, jusqu'aux concierges et aux chasseurs, ont refusé de reconnaître les nouveaux chefs. Les Bolcheviks ont été manifestement déconcertés par le boycottage général, mais ils ne pouvaient rien faire tant que les gens ne voyaient pas que cette situation menaçait d'arrêter la vie publique. Que fallait-il faire? Former, disaient certains, un nouveau ministère entièrement socialiste, et qui rendrait compte de ses actes aux Soviets. Naturellement tous les autres partis démocrates : les révolutionnaires Narodniki, les Mencheviks, l'Oboronsi (Parti de la Guerre) et les socialistes révolutionnaires de la droite s'opposaient à l'entrée des Bolcheviks dans le gouvernement. Mais ceux-ci, en réalité, tenaient tout le pouvoir dans leurs mains et on ne pouvait s'attendre à ce qu'ils l'abandonnassent volontairement.

« On décida d'abord de faire entrer 40 % des Oborontsi et des Narodniki dans la nouvelle Assemblée Constituante, puis d'en exclure Lénine et Trotsky qu'il fallait sacrifier, parce que leur attitude vis-à-vis de la Révolution Sociale les isole. Mais les Unions d'ouvriers, en particulier celle des Transports, ont mis des bâtons dans les roues, et, en ce moment, tout le monde, — même le quartier général de l'armée — demande à grands cris la paix

sur le front, et à l'intérieur la formation d'un ministère composé de représentants de tous les partis, depuis les Narodniki jusqu'aux Bolcheviks. Tu sais le temps qu'il nous faut, à nous autres Russes, pour prendre des décisions — ne sois donc pas surprise que la charrette ne se soit pas encore ébranlée.

« Bien qu'en fait, tout le pouvoir soit aux mains des Bolcheviks, quatre jours après le coup d'Etat que j'ai décrit, les membres de la Droite — qui s'appellent Comité de Sécurité — ont commis une grave imprudence. Influencés sans doute par la nouvelle grossièrement exagérée, et fausse en réalité, des victoires que Kerensky aurait remportées à Gatchina, à Pulkovo et à Tsarskoe, ils décidèrent d'envoyer une armée de Cadets pour essayer de reprendre le service téléphonique, la forteresse, l'école militaire Michaïlovski, etc. On supposait que trois régiments de cosaques, en garnison à Pétrograd, prendraient part aux opérations, mais ils se mutinèrent et, d'après ce qu'on raconte, ils livrèrent le plan aux Camarades. Cette escapade dominicale eut pour résultat un combat dans les rues qui se termina par la déroute des malheureux Cadets. Environ 200 d'entre eux furent tués, ainsi qu'un certain nombre de Gardes Rouges et de soldats réguliers. On bombarda l'école Vladimirski que les Cadets occupaient avec leurs canons. Des centaines d'entre eux furent arrêtés et sont gardés comme otages dans la prison de Cronstadt.

« Si cet épisode n'avait pas eu lieu, la chute de Kerensky et Cie aurait été effectuée sans effusion de sang à Pétrograd. En dehors de la ville, il y a eu plusieurs escarmouches. Avant-hier, 30 octobre, on a bombardé Tsarskoe Selo et, de leurs fenêtres, nos domestiques ont vu éclater les obus. Un de mes amis est allé par hasard à Tsarskoe ce jour-là et s'est trouvé au plus fort de l'affaire. Il souffre encore de cette aventure de guerre. Quant à moi, je devinai ce qui se passerait, et je décidai de ne pas retourner à Tsarskoe le samedi, car je ne voulais pas être retenu. Je suis resté en ville jus-

qu'à cet après-midi et maintenant que les communications sont rétablies j'ai pu revenir à quatre heures pour prendre un bain et voir ce qui se passait. Rien n'est arrivé à nos voisins. La ville est occupée par les soldats des Soviets et les Gardes Rouges, et ils maintiennent un ordre parfait. Les gens en font de grands éloges et les apaches n'ont aucune occasion de mal faire.

« Cependant, la situation des Bolcheviks est critique. Toutes les institutions de l'Etat ont eu recours à la tactique de boycottage; aussi le chaos règne et les premiers décrets des Bolcheviks n'ont eu aucun résultat. Presque tous les autres partis ont accepté de se coaliser; cette coalition comprendrait 40 % d'Oboronsti et 20 % d'internationalistes, mais les Narodniki et les révolutionnaires socialistes de droite refusent obstinément d'y admettre les Bolcheviks. Aussi tout est arrêté. C'est cependant la seule façon de s'en sortir, et certainement les cadets et les contre-révolutionnaires de droite, tels que Korniloff qui est en fuite, et Kaledine, le cosaque du Don, sont trop faibles à présent pour se risquer à attaquer Pétrograd. Dans l'état actuel des choses, la confusion ne fait qu'augmenter et chaque jour on voit s'approcher le spectre de la faim. Si cela continue, nous nous précipiterons la tête la première dans l'anarchie; alors je suppose qu'après de terribles désastres, le pays tombera dans les mains d'un caporal quelconque qui tiendra un gros gourdin. Le bloc socialiste fait maintenant ses derniers efforts pour s'emparer de la situation. S'il ne peut saisir fermement le gouvernail, le navire n'évitera pas les rapides et se perdra corps et biens.

« Voici la situation, ma très chère Lubasha. Je vais très bien; je me suis bien reposé et j'ai repris mes forces. On peut encore se procurer des vivres de bonne qualité et je ne m'inquiète pas trop du tour que les événements ont pris. Je m'efforce de les envisager avec philosophie. Ne crois pas que je me surmène; loin de là. Le désordre général est trop grand pour qu'on puisse faire quelque chose. Nous avons appris qu'à Moscou aussi il y a des

combats et même des pogroms. Tout est possible dans l'état actuel du pays.

« Dans ces sombres jours, c'est une grande consolation pour moi de vous savoir loin de ces scènes d'horreur. Ne crois pas tout ce que tu lis dans les journaux. Quand on levait les ponts suspendus, par exemple, on racontait qu'on les avait fait sauter. Ne sois ni bouleversée, ni affolée, si mes télégrammes ne t'arrivent pas aussi vite qu'ils le devraient. J'ai l'impression que rien ne nous arrivera à nous. Et, Mamania, ne te tourmente pas si tu apprends qu'on m'a demandé de faire partie du nouveau ministère. Vois-tu, si le bloc gauche comprenant tous les partis, arrive au pouvoir, il me semblerait en refusant que je déserte. Mais en tout cas, si je me décide à entrer dans une combinaison politique quelconque, tu peux être sûre que je n'obéis pas à un élan passager de simple don quichottisme, mais que j'agis après mûre réflexion, après avoir pesé ce qui, dans les circonstances actuelles, est le mieux dans l'intérêt de tous et le plus conforme à mes convictions. »

« 7 novembre. Une semaine s'est écoulée et la charrette ne bouge toujours pas. Après avoir écrasé Kerensky et occupé Moscou, les Bolcheviks n'ont pu arriver à s'entendre avec les autres partis, et ils continuent à prendre chaque jour la responsabilité des nouveaux décrets. Tout travail est arrêté. C'est la ruine de la production et des transports, et pendant ce temps les armées sur le front meurent de faim. Tous les chefs bolcheviks (Kamenev, Zinoviev, Rykov, etc.), sont revenus à de meilleurs sentiments, à l'exception de Lénine et de Trotsky qui restent intraitables et qu'on ne peut arriver à persuader. Je crains que l'avenir soit en effet très sombre : paralysie de la vie à Pétrograd, anarchie et probablement pogroms. Tous ces intellectuels révolutionnaires, au lieu d'agir, perdent leur temps en discussions; on ne peut rien attendre d'eux. L'unité seule assurera le salut de la révolution, et, si les partis arrivent à s'entendre, il faudra trouver un moyen de rétablir la discipline dans les rangs de la bourgeoisie et des masses

ouvrières. Autrement l'Etat s'effondrera et notre pays sera ruiné.

« Je n'ai pas encore pu t'envoyer cette lettre, et je ne sais quand je pourrai t'écrire de nouveau. Je te supplie, Lubasha, et je vous supplie aussi, mes enfants, de ne pas vous inquiéter si vous ne recevez pas de mes nouvelles. Je ne sais encore rien de Moscou, et j'ignore si mes frères sont sains et saufs. Je sais seulement que les quartiers autour des Arbat, Préchistinka, Nikitskiaa, et le milieu de la cité près de l'Hôtel de Ville et la « Métropole » ont beaucoup souffert. Le bruit a couru que le Kremlin et le Cacilli Blagenni étaient détruits; c'est heureusement faux. J'ai passé ces quelques derniers jours à Tsarskoe, car tout y est rentré dans l'ordre. J'y retournerai peut-être pour quelques jours si, contrairement aux prévisions, Kaledine et Kornilov avancent sur Pétrograd; mais une attaque est très invraisemblable en ce moment. Ce qui est beaucoup plus grave, c'est qu'on ne pourra peut-être pas réquisitionner assez de vivres et assez de charbon pour les chemins de fer.

« Je vous embrasse toutes.

« PAPANIA. »

CHAPITRE VIII

« PRIMUM VIVERE »

D'abord Krassine pouvait écrire à sa famille que l'ordre régnait au milieu de la Révolution. Mais la situation s'aggrava et, en quelques endroits, la lie du peuple prit le dessus sur les honnêtes gens. A Tsarskoe Selo, la surexcitation fut à son comble et au cri de « Mort au Tzar! » on détruisit les monuments et les emblèmes de l'ancien régime. Des soldats brisèrent les statues de bronze des jardins du palais, et le gardien du parc, vieillard à barbe grise, essaya de les arrêter d'une voix tremblante d'émotion : « Idiots, à quoi sert cette destruction? Gardez soigneusement ces choses, puisque vous dites que maintenant elles sont à vous. » Ces mots calmèrent un moment la foule, mais quelques jours plus tard, Léonide Borissovitch m'écrivit que des centaines de statues avaient été brisées dans d'autres parties du parc; de plus, dans ses voyages quotidiens, il était témoin d'actes stupides de vandalisme : les soldats déchiraient le cuir des sièges et cassaient sans raison les vitres des compartiments. Un autre jour, il vit quelques gredins, réfugiés sous la bannière du communisme, qui détruisaient et brûlaient pour le simple plaisir de détruire. Il s'arrêta et avertit les chefs de la bande qu'ils auraient à payer dix fois ce qu'ils détérioraient; sur quoi ils crièrent : « Renard! Renégat! »

Ce furent cette destruction insensée, la saleté et l'abandon des rues, des gares et des wagons, qui lui montrèrent la portée terrible de la Révolution. Parfois il ne pouvait contenir son indignation, comme le montre le passage suivant :

« Tout ce que je vois autour de moi accroît ma conviction que le peuple russe a beaucoup à faire avant de pouvoir se dire civilisé. L'autocratie a rempli le peuple, jusqu'à la moelle des os, d'amertume et de brutalité. Il faudra probablement que deux générations aient grandi dans un milieu plus sain avant que les Russes commencent à se conduire comme des être humains. »

Ce n'était certainement pas l'enthousiasme politique qui poussait Krassine à prendre part à l'œuvre du nouveau gouvernement. Avec son esprit actif et énergique, il sentait qu'il ne pouvait rester simple spectateur, les bras croisés, tandis que la vie économique de son pays était paralysée. Bien qu'il n'approuvât pas Lénine, il décida de faire un effort pour aider à édifier le nouveau système. Evidemment il ne croyait pas que le triomphe des Bolcheviks serait de longue durée. Dans sa lettre suivante, il m'annonça sa décision, ajoutant qu'il nous rejoindrait, dès que les circonstances le libéreraient de son devoir.

« Tsarskoe Selo, 22 décembre 1917.

« Ma chère Lubanasha bien-aimée,

« Je ne t'écris qu'une courte lettre, car je suis très occupé, mais je pense constamment à toi et aux enfants. Je vous aime et me sens bien seul sans vous. Les quelques jours passés en Norvège auprès de vous ont été les plus heureux de ma vie; je désire y retourner, mais je ne sais quand cela sera possible, car j'ai de plus en plus de travail sur les bras, et je ne puis le refuser, puisque je me sens capable de le faire et bien portant. La vie ici redevient normale et l'oisiveté forcée des premières semaines après le coup d'Etat est maintenant remplacée par des travaux fiévreux. Le nouveau régime nous vaut des réunions et des conférences continuelles, et il faut de la patience et du tact pour s'adapter. Les gens semblent penser

davantage. Les ouvriers sont moins agités, et on en vient à bout plus facilement aussi, quoique les salaires soient payés irrégulièrement — il y a peu d'argent — nous arrivons à peu près à nous entendre avec eux. Cependant je dois dire que notre système financier est très mauvais, et Dieu seul sait comment nous pourrons vaincre ce manque chronique d'argent; je suppose qu'il faudra demander un emprunt à la Trésorerie d'Etat. Le Gouvernement se trouve aussi en face de grèves qui semblent frapper presque toutes les industries, et c'est la moindre de ses difficultés. Tous les intellectuels, y compris les Mencheviks, sont furieux contre les Bolcheviks qui ont eu « l'impudence » de s'emparer du pouvoir. Je dois reconnaître que les Bolcheviks font tout ce qu'ils peuvent pour provoquer l'opposition de tous les côtés. Bien entendu, ils ont commencé par faire des choses complètement inutiles — cette occupation si chère à tout cœur russe — tout en s'imaginant qu'ils combattaient héroïquement pour leur cause; pendant ce temps le pays tombait dans un abîme de pauvreté et d'anarchie. Je suppose que les Bolcheviks finiront par être vaincus, mais dans ce cas les « adroits » instigateurs des grèves et des troubles périront avec eux, ainsi que les classes pauvres de la population. Les journaux calomnient à qui mieux mieux les divers chefs bolchevistes, comme si aucune autre question n'existait en Russie en ce moment. Ceux-ci, en tout cas, ont pris le mors aux dents et se précipitent en avant comme des chevaux emballés.

« N'imagine pas, je t'en prie, que j'entrerai dans le parti bolchevik brusquement ou sans y réfléchir avec soin. Dès le début, j'ai dit aux Bolcheviks que je désapprouvais beaucoup de leurs principes, que je considérais leurs tactiques comme un vrai suicide et que je ne pouvais me charger d'organiser le commerce, les transports ou la mobilisation tant que la constitution politique du pays rendait impossible la collaboration amicale de tous les partis démocrates. Comme tu le sais, je me suis tenu à l'écart pendant la Révolution, parce

que je n'aurais pas été d'un grand secours à cette période et je ne me sentais nullement obligé de les aider. Si cependant l'Uchreditelnoe Sobranie (Assemblée Constituante) organisait un ministère composé de socialistes de tous degrés, et si l'on m'offrait le poste de chef du Département du Commerce ou de l'Industrie, j'accepterais probablement. D'abord, je ne veux pas laisser mes vieux camarades dans l'embarras; ensuite je suis le seul membre du bloc gauche capable d'organiser le commerce ou de prendre des dispositions pour la démobilisation; le seul homme qui ait à la fois des rapports avec les ouvriers et les techniciens, et dont la nomination sera approuvée par les classes professionnelles. Pour tout cela, il me serait très difficile de refuser une offre semblable, quoique ce poste entraîne de grandes responsabilités. Je ne crois pas qu'aucun gouvernement dure très longtemps; ainsi accepter une situation dans le pouvoir exécutif sera probablement le moyen le plus rapide de réaliser ton rêve : Léonide Borissovitch « à la retraite » et n'ayant plus aucun travail; c'est aussi le mien. La seule différence est que je ne me sens pas encore assez inutile pour avoir vraiment droit au repos, tandis que tu m'aurais mis au rancart depuis des années, je le sais bien.

« PAPANIA. »

La vérité est qu'au début de la révolution, le pays fut en proie à l'anarchie. L'intelligentsia socialiste qui avait arraché les rênes du pouvoir aux faibles mains des démocrates constitutionnels, était elle-même paralysée et sans force au milieu de la confusion générale. Elle avait accompli la révolution politique et préparé l'avènement de cette Assemblée Constituante qui, depuis plus de trente ans, était le rêve de tous les partis révolutionnaires. En même temps, les paysans et les artisans paysans effectuèrent la révolution sociale, lorsque la chute de l'autocratie et les interminables dissensions des nouveaux dirigeants laissèrent la Russie sans Gouvernement. Et les excès sauvages qui furent commis prouvèrent enfin aux intellectuels qu'il était insensé d'idéaliser le paysan et l'ouvrier. Une vague de fatalisme

et de découragement submergea les socialistes révolutionnaires cultivés, et ce fut là, — les écrivains les mieux renseignés le reconnaissent, — la principale cause du triomphe des Bolcheviks.

Cependant le programme le plus retentissant, par exemple : « Le Pouvoir aux Soviets, la Terre aux Paysans, la Paix aux Peuples, du Pain pour ceux qui ont faim », ne contenait aucun pouvoir magique. Les Commissaires du Peuple qui allaient chercher leurs ordres à l'Institut Smolny — que Lénine, Trotsky et les autres avaient transformé en véritable forteresse — comprirent bientôt qu'il n'était pas suffisant de saisir le mécanisme du gouvernement et de lancer des décrets au nom des prolétaires de la ville et de la campagne. Même à Petrograd, ils ne pouvaient compter que sur les ouvriers et les soldats de la garnison que la propagande avait atteints. Il restait à conquérir les autres classes : les derniers débris de la noblesse, les industriels, les marchands, les boutiquiers et les employés — ces lourdes forces de l'inertie qui constituent le lest de l'Etat capitaliste. A cause de cette bourgeoisie, les conseillers municipaux de la capitale firent, sans beaucoup de conviction, un effort pour arrêter le désordre et organisèrent un corps représentatif intitulé « Comité pour le Salut de la Patrie et de la Révolution » que présidait le maire de Petrograd. Mais quel résultat cela pouvait-il avoir? L'époque des comités était passée. De plus, avec un manque complet d'imagination, ces hommes condamnèrent publiquement le mouvement pour la paix séparée qui était la commune aspiration des Bolcheviks et des masses incapables de s'exprimer. D'autre part, les Bolcheviks ne laissaient rien au hasard; ils ne se lassaient pas de faire de la propagande; et, ce qui importait plus encore, ils agissaient tandis que les autres se bornaient à parler. Les conseils municipaux de Petrograd, puis ceux de Moscou furent dissous par décrets et de nouvelles élections furent ordonnées.

Entre autres noms, le nouveau gouvernement portait celui de « Gouvernement Provisoire des Ouvriers et des Paysans ». Cependant la Conférence

des Paysans reçut Lénine avec une grande hostilité, et lorsque la situation fut assez normale pour renouveler l'Assemblée Constituante, aux premières élections la majorité des voix fut contre les Bolcheviks. Plus que tout autre, ce fait aurait dû convaincre Lénine, Trotsky et Cie qu'ils ne pourraient atteindre leur but par des méthodes légales. Les socialistes révolutionnaires, cependant, persistaient à croire que les Bolcheviks n'oseraient porter la main sur l'arche sainte de l'assemblée et ils élaboraient des projets, des politiques et des programmes, tandis que les dictateurs de l'Institut Smolny consolidaient leur situation. L'Assemblée Constituante tint sa première et unique séance au Palais de Tauride, le 18 janvier 1918.

Léonide Borissovitch sembla deviner ce qui devait arriver. Il vit aussi que seul un gouvernement énergique, quels que fussent ses antécédents, pouvait empêcher la confusion générale. Le soulèvement russe devait suivre le même cours que la Révolution française. Ceux qui s'étaient enfuis, les émigrés de toutes classes qui avaient abandonné leur pays afin de chercher de l'aide auprès des puissances étrangères, furent les auteurs du miracle qui eut lieu. Lorsque l'intervention étrangère déchaîna la guerre civile, la nation tout entière s'unit pour défendre les nouveaux Jacobins. Krassine, qui était plus clairvoyant que beaucoup, sentit l'influence étrangère avant qu'elle se manifestât ouvertement. La seule devise qui avait quelque sens pour lui dans ces jours sombres et difficiles était « Primum vivere »; il ne l'appliquait pas à lui, j'ai à peine besoin de le dire, mais à son pays.

La lettre suivante que je reçus de lui était datée du 3 janvier 1918. Il s'y montre libre de passions politiques, désireux seulement de voir sa patrie se relever après tant de malheurs. Après avoir parlé de nos affaires, il écrit :

« La poste et le télégraphe fonctionnent bien mal ici. Dans la ville même, les lettres mettent huit jours à atteindre leur destination. A Petrograd, les communications téléphoniques sont rétablies, mais à Moscou le téléphone a subi sans doute un bom-

bardement de premier ordre, et il est impossible de faire les réparation nécessaires tant que dure la guerre. Les combats ont été assez rares ici, mais les dégâts s'accroissent chaque jour et les apaches ont certainement commis beaucoup de vols et d'actes de violence.

« Depuis quelques jours je recommence à sortir en auto. Si Nicolai (le chauffeur) se risque à conduire, tu peux être sûre que tout est calme et paisible. Je ne sais si on me laissera l'auto. C'est le Comité Révolutionnaire de Guerre, Smolny, qui délivre maintenant les permis de conduire, mais il faut d'abord obtenir un certificat des Comités des Ouvriers du Zavod (usine) affirmant que l'auto est vraiment utile au service de l'usine. Les ouvriers n'ont pas repoussé ma requête; mais, comme la situation générale s'aggrave, une panique peut naître et amener des troubles. D'abord les hommes de l'usine n'ont pas été payés depuis deux semaines. Aujourd'hui nous arrivons péniblement à réunir un million et demi de roubles; ce sont nos dernières réserves; dans huit ou quinze jours, nous nous trouverons de nouveau sans argent à leur donner et Dieu sait quand ou comment nous pourrons en obtenir d'autre. Toutes les firmes en sont là et c'est ce qui rend la situation sans espoir. Car l'Etat ne peut venir au secours de tout de monde à la fois.

« La situation politique est toujours, comme avant Noël, d'une instabilité extrême. Les Bolcheviks, bien que tout le monde refuse de traiter avec eux, semblent se maintenir et ils se sont même emparés de la Stavka (Quartiers Généraux de l'armée). Pourtant ils semblent incapables de s'emparer du mécanisme de l'ancienne administration ou de faire accepter leurs nouveaux plans; aussi ils ne songent qu'à écraser l'organisation municipale et consacrent à cette tentative sans avantage pour eux une énergie digne d'une meilleure cause. Le Conseil de la ville, bien que ses méthodes soient peu pratiques, a du moins gagné quelque expérience au cours des derniers mois. Malgré tous ses défauts, le gouvernement local de la capitale fonctionne assez bien.

« La plupart des bureaux et des banques sont encore en grève. Je peux comprendre que la bourgeoisie, en tant que classe, puisse profiter de cette complète dévastation. Si les Bolcheviks sont incapables de refouler le flot de l'anarchie et se laissent emporter par lui, la bourgeoisie — russe et allemande — pourra peut-être bâtir des usines sur les ruines, et travailler à cœur joie. Mais du diable si je peux arriver à deviner ce qu'y gagneront les révolutionnaires socialistes, les Mencheviks et les socialistes Narodni, si ce n'est peut-être une occasion de repaître leurs yeux de la défaite des Bolcheviks.

« Il nous reste un seul espoir : l'Uchreditelnoe (Assemblée Constituante). Un gouvernement bolchevik est le seul possible, parce que seuls les Bolcheviks ont de l'autorité sur les masses. Si donc le gouvernement de Lénine devient le gouvernement légitime, si le sabotage général prend fin et si les gens intelligents se rallient au parti bolchevik, nous pourrons peut-être combattre les dangers de la faim et d'un hiver sans charbon. Mais il faut pour cela que le gouvernement adopte la politique économique qui convient. Si l'Assemblée Constituante finit par être un corps anti-bolchevik — c'est-à-dire sans force et sans appui — elle se bornera à prononcer des discours, ou plus vraisemblablement elle sera détruite par les Bolcheviks. Dans ce cas le pays sera livré à la guerre civile. On peut spéculer sur cette éventualité, mais une seule question compte : la question de la paix. Faut-il faire la paix avec l'Allemagne. Cette question résolue, nous saurons si la paix doit régner à l'intérieur.

« L'atmosphère est partout très tendue. Mais, rappelle-toi que ce qui semble irrésistible et invincible aujourd'hui, peut casser demain comme un vieux pot. Reçois-tu des journaux russes? Je l'imagine, puisque les restrictions ont été abolies. N'oublie pas que les nouvelles que tu lis sont probablement toutes des mensonges.

« Et maintenant, ma milanchik, parlons un peu de ma vie quotidienne. Elle est très paisible. Je m'éveille chaque jour vers huit heures et demie;

je fais ma toilette et je m'habille dans une salle de bains presque obscure, et, après avoir déjeuné d'une tasse de thé et de pain avec de la saucisse et quelquefois du beurre, je vais à la gare. Les trains sont en mauvais état, vitres cassées, etc., mais ils marchent assez régulièrement. Les compartiments sont bondés : on ne risque pas d'avoir froid!

« Mon travail en ville est toujours le même, mais j'ai très peu à faire. Tout semble mort, il n'y a rien en perspective. Je déjeune habituellement chez Baranovsi, ou dans un restaurant (12 roubles) et assez tard. Un repas m'attend toujours à la maison. Les domestiques ne me laissent manquer de rien. Ce n'est pas difficile pour une seule personne; on peut même avoir du sucre et du beurre. Et quand on ne peut se procurer autre chose, nous avons toujours en réserve des pelmani (pâtés de Sibérie) glacés qui ne demandent aucune préparation. A onze heures du soir je suis presque toujours couché et endormi bientôt après minuit.

« L'autre soir, je suis allé entendre Chaliapine dans *Don Carlos*, mais ce n'est pas un plaisir de l'entendre dans le Narodni Dom, car les autres acteurs sont très mauvais. Je n'ai eu aucune envie d'aller ailleurs, et nous n'avons pas de meetings d'affaires à cette époque troublée... Je suis très seul sans toi et les chères petites, mais il faut s'y résigner, et il faut attendre Pâques; j'espère alors aller vous voir. Petites, travaillez bien, cela vous servira plus tard, car la vie sera de plus en plus difficile pour les gens sans connaissances et sans instruction... »

Mon mari vint nous voir quelques mois plus tard, comme il l'avait promis. A ce moment sa décision était prise. Je me rappelle ses paroles comme s'il les avait prononcées hier : « Je suis encore jeune, actif et bien portant, me dit-il, et c'est mon devoir d'aider mon pays dans la mesure de mes capacités. Je ne puis rester les bras croisés pendant que la Russie meurt de faim et de froid. Les moyens de transports sont en ruine. Les usines sont arrêtées. La révolution a tout détruit. C'est le moment de reconstruire; si nous attendons, il sera

trop tard. La vieille Russie n'existe plus; c'est à nous d'édifier une Russie nouvelle. Sois courageuse, Mamania; tu ne peux retourner en Russie avec moi, car il me serait impossible de te procurer des vivres et du combustible. »

Comment aurais-je pu soulever des objections quand il parlait ainsi? Mais ce fut bien dur pour moi de le voir partir pour l'inconnu, tandis que je restais en pays étranger au moment où il avait le plus besoin de moi. Il assumerait une grande responsabilité en prêtant son concours au gouvernement bolchevik; c'était jouer sur un changement de destin. Mais je connaissais, et je comprenais, sa passion pour l'action, son désir de participer à une œuvre de reconstruction. L'immensité même de la tâche semblait l'inspirer. A ce moment tragique, avec ses yeux clairs et perçants, sa tête dressée, il me donna de nouveau l'impression d'un aigle qui va prendre son essor et planer sur ses ailes puissantes. « Non, des hommes semblables n'échouent pas », pensai-je et je le laissai partir.

Je restai à Stockholm, décidée à consacrer toute mon énergie à l'instruction des enfants. Ma solitude et mon isolement rendirent cette tâche très lourde. Si j'avais pu prévoir quelles difficultés nous attendaient, ce que serait cette séparation au moment de la plus horrible lutte civile et du plus grand soulèvement politique que le monde eût jamais connus, j'aurais peut-être pris une décision différente. Si j'avais pu imaginer l'existence que je mènerais à Stockholm, j'aurais eu le droit de dire : « Je refuse de rester ici. Je partirai avec toi, quand bien même j'irai au-devant de la mort. »

Il partit pour la Russie; je devais passer deux années entières sans le revoir. Dans la confusion qui régnait, des semaines et parfois des mois s'écoulaient sans que nous recevions de ses nouvelles, et sans que nous pussions savoir s'il était mort ou vivant.

CHAPITRE IX

KRASSINE ET LUDENDORFF

Qu'il soit vrai ou non que, pour pouvoir traverser l'Allemagne, Lénine ait dû faire un contrat en règle avec le haut commandement allemand, ainsi qu'on l'a affirmé, j'ai toujours compris qu'en 1917, les puissances centrales comptaient que la Russie se retirerait de la lutte. Mais elles n'avaient pas calculé que la Russie se désagrégerait de façon si complète. A la fin de novembre 1917, quand Lénine poursuivait activement les négociations pour l'armistice, on ne savait encore quelles proportions de la Russie les Bolcheviks représentaient. A cette époque, trois armées russes seulement sur quinze reconnaissaient leur pouvoir. La situation fut encore compliquée par la proclamation que fit Lénine, le 24 novembre, et qui autorisait les diverses nationalités de Russie à former des Etats indépendants. Les Allemands ignoraient qu'en pratique le gouvernement bolchevik refusait de reconnaître les républiques autonomes si elles n'étaient dirigées par des chefs bolcheviks. Aussi désireux qu'ils fussent de signer un traité de paix, ils étaient embarrassés à l'idée que l'armistice qu'ils pourraient conclure avec Petrograd, par exemple, n'engagerait pas Kiev.

Car, si le gouvernement *de facto* avait en quelque sorte la haute main sur le nord et le centre de la Russie, l'Ukraine et le sud ne montraient pas un grand enthousiasme pour le nouveau régime. La Finlande avait déjà déclaré son indépendance; la Pologne était déjà aux mains des Allemands.

Par conséquent, même après l'armistice, les Allemands ne pouvaient retirer toutes leurs armées du front oriental pour les transporter en Occident. D'autre part, l'Allemagne, l'Autriche et la Russie Centrale avaient besoin du riche grenier de l'Ukraine. C'est pourquoi, tandis que les négociations de paix avançaient péniblement, et tandis que les deux puissances manœuvraient en apparence pour garder leur position, chacune cherchait surtout à s'assurer le bon vouloir de la Rada, nouveau gouvernement de l'Ukraine qui était décidé à obtenir les meilleures conditions possibles. La Rada envoya une délégation personnelle à Brest-Litovsk et finit par s'entendre avec les Allemands. La population ukrainienne cependant adopta une politique de résistance passive et semblait peu disposée à aider ceux qui, la veille, étaient ses ennemis. On a raconté beaucoup d'histoires à ce sujet, entre autres que les paysans cachaient le pain dans la terre, de peur que leurs adversaires ne vinssent le prendre. Enfin les Bolcheviks se sentirent assez forts pour régler les choses à leur façon. Le 8 février, une armée, commandée par Mouravief, s'empara de Kiev et remplaça le Conseil national de l'Ukraine par des Soviets qui reconnaissaient l'autorité des commissaires de Moscou.

Joffe, un des premiers membres du Comité Révolutionnaire de Guerre, fut d'abord chef de la délégation bolcheviste à Brest-Litovsk. C'était un ami de Krassine et lorsque, après la signature de la paix, on l'envoya en Allemagne pour entreprendre la tâche difficile de rétablir les relations diplomatiques et commerciales, il écrivit à Léonide Borissovitch, lui demandant de passer par Berlin en quittant Stockholm pour le mettre en contact avec les gens influents. L'idée plut à mon mari; il pensait sans doute qu'on ne pourrait relever la Rus-

sie tant que la révolution ne serait pas terminée et la démobilisation effectuée. Il voulut cependant que son travail en Allemagne n'eût aucun caractère officiel. Il jugeait avec raison que son intervention serait plus efficace s'il pouvait parler librement, sans être lié par aucune instruction de son gouvernement.

Voici quelques-unes des lettres qu'il m'écrivit de Berlin. Dans l'une d'elles il raconte l'entrevue qu'il eut à Spa avec le général Ludendorff.

« Berlin, 25 mai 1918.

« Je suis arrivé à Berlin mardi, après avoir passé la frontière de Sassnitz le même jour, à deux heures. On n'a pas regardé mes bagages et on ne m'a pas fouillé, bien que, paraît-il, les autres voyageurs aient été amenés à la douane et obligés de se déshabiller. J'imagine que le privilège diplomatique n'a rien à voir avec cet acte de courtoisie — je ne suis pas un envoyé officiel — mais que Gerz avait probablement écrit... Tandis que le train m'emportait, je constatais que la nature est immuable et toujours belle. Les champs verts, tous les arbres en fleurs, et le blé qui commençait à mûrir — quel contraste avec les gares que nous traversions. Les trains étaient surtout remplis de troupes — officiers et soldats qui retournaient au front, après leur permission. Partout une mer de visages sombres et hâlés. Les uniformes étaient vieux et râpés jusqu'à la corde. Bien que ces hommes s'efforçassent de cacher leurs sentiments, on lisait dans leurs yeux la crainte de l'avenir. Reviendront-ils? Reverront-ils jamais ceux qu'ils aiment?

« Et leurs femmes, les enfants dans les bras, derrière la barrière, — on ne leur permet pas d'aller sur le quai — les larmes aux yeux, essayaient d'agiter gaîment leurs mouchoirs. Quelle tragédie! Maudite guerre! Aux alentours de Berlin, j'ai remarqué que les villes et la campagne paraissaient abandonnées. Pas une fenêtre n'était éclairée; les rues semblaient mortes aussi; je suppose que les gens économisent le gaz et l'électricité en restant chez eux. Nous sommes arrivés à Stettiner Bahnhof à dix heures et demie du soir. Là, ni voiture, ni auto,

à l'exception de celles qui étaient commandées d'avance.

« A grand'peine je découvris un jeune homme maladif qui avait une brouette et qui accepta de porter mes affaires à l'hôtel pour cinq marks. Les bagages furent jetés sur la brouette et, à travers les rues presque sombres, nous nous dirigeâmes vers Friedrichstrasse.

« Berlin m'a fait une impression terrible. Cette ville n'est plus reconnaissable. Elle était si propre, si brillamment éclairée, si bien tenue; et maintenant elle est sale et désolée. Les trottoirs sont délabrés et, à certains endroits, ils n'existent pour ainsi dire plus. La saleté et les balayures s'accumulent depuis des semaines; tout est couvert de poussière. La plupart des vitrines sont vides; beaucoup de magasins portent l'écriteau « à louer ». Les vitres cassées ne sont pas remplacées; les poignées des portes et les loquets ont été arrachés. Quant aux chevaux, je n'ai jamais rien vu d'aussi lamentable — ils n'ont plus que la peau et les os. Quelques personnes ont rapporté à Berlin des chevaux volés en Pologne et dans la Russie Blanche; ils sont à peine plus grands que des lièvres, et si décharnés qu'ils peuvent à peine remuer leurs pattes maigres pour avancer. La circulation est lente. Les rares automobiles qui sont dans les rues ont tout le temps des pannes. Les pneux sont faits de ressorts d'acier et non de caoutchouc, et font dans les rues un bruit de boîtes de fer qu'on roulerait! Les trams s'arrêtent à chaque minute parce que quelque chose se détraque, et on entend les conducteurs crier : « Der Wagen ist krank, alle aussteigen! » (1). Ce sont des femmes qui donnent les billets et qui conduisent les voitures et elles sont plus mal habillées que chez nous. En réalité, tous les habitants ressemblent à des mendiants avec leurs visages tristes et hâves; la plupart sont en deuil. On voit dans les rues environ le tiers des gens qui y étaient autrefois. Dans l'ensemble j'ai

(1) La voiture est détraquée; tout le monde descend.

trouvé Berlin en plus mauvais état que Pétrograd ou Moscou.

« Je suis descendu à l'Elite-Hôtel. Dieu sait en quel état est cet hôtel jadis si impeccable. Les meubles ne tiennent plus debout, la tapisserie pèle sur les murs; le plafond tombe en morceaux dans les salles de bains ainsi que des brins de plâtre qui font penser aux écailles d'un poisson. De tous les domestiques, seul le concierge garde un reste de l'ancienne splendeur. Cependant, les vivres ne paraissent pas manquer.

« Le lendemain de mon arrivée, j'ai esssayé de téléphoner à Joffe, mais n'obtenant pas de réponse, je suis allé le voir à l'ambassade. Il paraît qu'on m'attendait depuis longtemps, et tous étaient surpris que je ne sois pas allé les voir directement en descendant du train. J'ai tout de suite compris la situation générale. Joffe fait de son mieux et envoie une véritable averse de lettres de protestations, mais les résultats ne sont pas très brillants. « Auswärtiges Amt » (le ministère des Affaires Etrangères) est très aimable; on vous fait un gracieux salut et puis... les troupes allemandes occupent Bakou. J'ai passé toute la journée du mercredi à causer avec Joffe et le soir je me suis installé à l'ambassade, où la nourriture est certainement meilleure et où je ne cours aucun risque d'avoir des ennuis avec la police. Jeudi, j'ai vu Gerz, nous sommes sortis ensemble; nous avons d'abord marché, puis nous avons pris l'Untergrundbahn, de façon très plébéienne. Nous sommes allés à Siemensstadt où le vieux Siemens nous a reçus lui-même, flanqué de tout un régiment de directeurs de la firme. J'en connaissais déjà beaucoup; mais quelques-uns qui étaient très gros ont repris une forme normale. En ce qui concerne la succursale russe de l'entreprise, tout est décidé; elle sera remontée, et ils aiment mieux ne toucher qu'un rouble que de laisser l'affaire dans l'état de ruine où elle est actuellement. Chaque mot qu'ils disent montre clairement que tous sont dégoûtés de la guerre. Mais cela ne veut pas dire que la paix est proche. Ils sont tous hypnotisés par la

guerre, ils croient encore au triomphe final et, en l'attendant, ils consacrent toutes leurs forces aux opérations militaires. Ce soir j'ai été invité à dîner par Gerz et sa famille. Après, la discussion est revenue sur la politique. Ils ne peuvent nier que, bien que l'Allemagne et la Russie aient signé un traité de paix, les troupes allemandes avancent encore dans notre pays. Ils disent simplement : « C'est un cas de force majeure; si nous ne pillons pas, nous sommes perdus ». Jeudi, j'ai été présenté à plusieurs hommes politiques éminents. Je leur ai dit tout net, et sans épargner les détails, que dans leur propre intérêt, ils faisaient une chose idiote en permettant l'invasion de l'Ukraine. J'ai démontré que s'ils cessaient de menacer Petrograd et Moscou par cette marche en avant, et s'ils entamaient des relations commerciales avec la Russie, ils gagneraient beaucoup plus.

« Cet argument commercial semble les toucher, car des quantités de gens demandent à me connaître. Dans quelques jours, je dois être présenté au ministre de la Guerre. Il est question aussi que j'aille sur le front pour voir Ludendorff qui évidemment tient tous les fils de la politique dans ses mains. C'est un secret pour le moment; n'en parle à personne.

« En tout cas, je demanderai avec insistance que toutes les conditions acceptées à la Conférence de la Paix soient exécutées et que l'avance sur tous les fronts soit arrêtée, surtout celle des Turcs dans la direction de Bakou : la perte de cette ville disloquerait le commerce et les transports en Russie. La situation est désespérée en ce moment, et je ne m'étonne pas que, d'après les dernières nouvelles de Russie, la vie économique soit presque complètement arrêtée. Les affaires ici en sont toujours au même point. Mais une chose est certaine : je ne puis rester inactif et me tourner les pouces pendant que la Russie meurt de froid et de faim. Je n'en ai pas le droit, puisque je suis sûr que je puis être de quelque utilité. Les quelques jours que j'ai passés ici m'en ont convaincu.

« Joffe m'a demandé de rester encore une se-

maine pour assister à plusieurs conférences officielles qui doivent avoir lieu prochainement. Puis je retournerai à Moscou et j'aurai sans doute à organiser des relations commerciales avec d'autres pays. C'est pour le moment une question de vie ou de mort. Et quoique ce ne soit pas à moi de le dire, les Bolcheviks auraient de la peine à trouver un homme plus apte à cette tâche que ton humble serviteur.

« Il faudra sans doute que j'aille à Berlin et à Stockholm de temps en temps pour affaires, et nous pourrons nous voir. Peut-être, après avoir mis en marche le mécanisme à Moscou et avoir fait des arrangements avec l'Allemagne et les pays scandinaves, il faudra que j'aille en Amérique, mais, en tout cas, ce ne sera pas avant longtemps. J'arriverai à Moscou à peu près en même temps que toi à Bostadt... Demain, je vais à Zehlendorf où nous avons tous vécu pendant des années avant 1914. Je vais très bien, mais tu ne peux me demander d'être très gai, car la pensée de la ruine de la Russie m'accable et me déprime. Seul le travail acharné peut distraire mon esprit de cette pensée. Je pourrai peut-être encore arriver à un résultat... Eh bien, mes enfants, embrassons tous Mamania et embrassez-moi aussi.

« Votre Chrome et Papania. »

Léonide Borissovitch était toujours appelé « Chrome » par ses parents et par moi. Il avait l'habitude d'étudier des livres de chimie pendant les vacances quand il était étudiant, et son petit frère, l'entendant souvent parler du chrome, lui donna ce surnom.

« Berlin, 31 mai 1918.

« Ma chère Lubchenishek bien-aimée,

« ... La situation s'aggrave de jour en jour. La guerre continue toujours et on ne peut en prévoir la fin. En Russie, tout est incertain. Ce n'est pas la paix, et les disputes absurdes qui divisent les classes de la société sont pires que la guerre; c'est la destruction de toute vie économique. Le dernier journal russe que j'ai vu était daté du 24. Si on lit

une ligne encourageante, on tombe à côté sur de mauvaises nouvelles, de telle sorte que « la cuillerée de miel est noyée dans le tonneau de vinaigre. »

« Les gens qui sont à la tête ont parfois des lueurs d'intelligence, mais ils se heurtent à l'anarchie des masses qui n'ont appris que quelques mots d'ordre et des affiches électorales. Je suppose qu'il faudra payer un tribut au froid, à la faim et au chômage avant que commence une véritable amélioration. Certaines catégories du prolétariat des villes sont dans une situation absolument désespérée. Les esclaves ont cru devenir des maîtres et cette illusion a démoralisé les classes laborieuses. Personne ne travaille; les chemins de fer et tout le matériel de production tombent en ruines. En d'autres endroits, la situation s'améliore, un début d'organisation est visible et on a cessé de boycotter le gouvernement. Beaucoup d'hommes exerçant des professions libérales et d'hommes d'affaires sont revenus et sont prêts à travailler sous le nouveau régime, sans s'occuper de politique. Lénine a quelquefois des idées intéressantes, mais souvent ses propositions sont enfantines. Par bonheur, personne n'a approuvé son projet de remplacer l'ancienne monnaie par une nouvelle unité. Cela amènerait l'effondrement complet du rouble et nous laisserait à la merci des Allemands.

« Je fais ici la connaissance de toutes sortes de gens, depuis l'extrême gauche jusqu'à l'extrême droite, et je dis à tous la même chose : il faut faire cesser l'avance en Russie. Joffe suit la même ligne de conduite, mais il ne connaît pas suffisamment le pays et sa vie commerciale; il faut donc que j'aille partout en son nom. Mes efforts ne sont pas complètement vains, à en juger par les nombreuses invitations que je reçois et par la quantité de gens qui demandent à faire ma connaissance. Demain, par exemple, je dois assister à une réunion des directeurs de l'A.E.G. (Compagnie Générale de l'Electricité), afin d'examiner comment on peut nous fournir l'électricité dont nous avons besoin. Gerz semble avoir fait une publicité monstre en ma faveur dans la moitié de l'Allemagne. J'ai vu deux

fois le vieux Siemens. En me disant au revoir, il a ajouté qu'il espérait me revoir à la fin de l'été, et il m'a offert son aide au cas où j'aurais quelque difficulté à pénétrer en Allemagne. Tous les Allemands qui ont vécu en Russie déplorent la guerre entre les deux pays — ou font semblant — et sont impatients de reprendre leurs affaires. Je leur dis que si les Allemands continuent à se conduire comme des Huns dans le monde entier, la fin de la guerre se fera attendre et ne sera peut-être pas conforme à leurs espoirs.

« Je ne peux pas dire que maintenant la guerre excite un grand enthousiasme. Dans l'ensemble, l'Allemand paraît moins pénétré de son importance, moins arrogant qu'autrefois. Mais ce n'est peut-être qu'un phénomène passager causé par les malheurs de la guerre; peut-être est-ce, au contraire, un changement profond et durable. En ce moment, les journaux ne font que parler des derniers succès allemands sur la Marne, mais je n'ai remarqué aucune réjouissance spéciale dans les rues. L'échec de la dernière attaque si bruyamment annoncée, rend sceptique, je le suppose, et fait douter des nouvelles venues du front... »

Quelques jours plus tard, je reçus une courte lettre; mon mari s'efforçait de me consoler de mon isolement en m'expliquant ses projets. Il pensait retourner à Moscou et surveiller l'organisation du commerce extérieur ou réorganiser le service consulaire. Dans l'un ou l'autre cas, il serait obligé de retourner à l'étranger, et il espérait pouvoir nous rappeler bientôt en Russie.

L'entrevue avec le général Ludendorff au Grand Quartier Général fut arrangée en temps opportun. Krassine m'écrivit en allant en Belgique; il blâmait très fortement l'erreur terrible que faisaient les Allemands. « Si cela continue, disait-il, le Gouvernement n'aura qu'une chose à faire : recommencer la guerre contre l'Allemagne. Des millions d'hommes périront peut-être pour la cause de la libération, mais nous combattrons cinq ou dix ans s'il le faut — même si la moitié de la Russie est occupée — jusqu'à ce que les Allemands soient

dégoûtés de la guerre. Mais alors une paix honorable et juste sera impossible. »

Peu de temps après, une longue lettre m'arriva, décrivant l'importante conversation que Krassine avait eue avec Ludendorff.

« Berlin, 10 juin 1918.

« Ma très chère Lubanchik,

« ... J'étais avec un des directeurs de Siemens & Schückert. Nous allions au Grand Quartier Allemand de Spa. Toute cette partie de la Belgique est occupée par les Allemands; rien n'y paraît endommagé par la guerre. Nous avons découvert que Ludendorff n'était pas à Spa. Cependant nous avons passé une journée dans cette ville et nous avons fait une promenade en auto dans un pays très pittoresque. Je commençais à me demander si l'entrevue serait remise à plus tard. Cependant, je savais que sur le front la situation était très mauvaise et il me paraissait plausible que Ludendorff eût été appelé précipitamment en France, comme on le prétendait. Le lendemain matin, à sept heures, nous sommes arrivés à la ville fortifiée de Maubeuge. Là, régnait la désolation; des maisons et même des villages entiers avaient disparu de la surface de la terre. Cependant la ville elle-même et la forteresse n'ont pas beaucoup souffert, car l'avance a été trop rapide. Les champs et les pâturages ne pouvaient être plus paisibles; ils ont eu le temps de reverdir en quatre ans de guerre. Beaucoup d'habitants ont préféré rester chez eux et ne se sont pas réfugiés dans les régions plus sûres de la France. Il était vraiment étrange de voir des soldats allemands — dont l'uniforme ressemble un peu à la tenue des forçats — se mêler librement à des artisans français très typiques et à des paysannes qui accomplissaient leur tâche quotidienne.

« Nous avons déjeuné au club des officiers et nous avons mis des jaquettes. Un peu plus tard, une auto arriva, nous fûmes confiés à la surveillance d'un lieutenant et nous partîmes pour une destination inconnue. La route était extrêmement

bonne. Après une heure de trajet avec une quantité de tours et de détours — le lieutenant suivait attentivement le chemin sur une carte afin qu'on ne pût s'égarer — nous arrivâmes au « Parc ». C'était un parc à la française, au fond duquel s'élevait un vieux château avec des meubles anciens, des portraits de famille et une petite chapelle. La maison était inhabitée à l'exception d'un sergent allemand qui était évidemment chargé de la garder. Nous visitâmes le parc et le château, et au bout d'une demi-heure, vers onze heures, nous entendîmes un moteur sur la route. Une auto entra dans le parc; elle était occupée par deux généraux. Je reconnus Ludendorff. Il ne ressemble pas beaucoup à ses portraits; d'abord il n'a pas cette expression démoniaque, mais un visage allemand assez sombre, des yeux gris d'acier au regard impitoyable et une voix étonnamment aiguë pour un homme de sa taille. Après les présentations qui furent brèves — j'ai remarqué que Ludendorff n'a pas serré la main du lieutenant et que celui-ci est resté debout tout seul à la porte, pendant deux heures — nous sommes entrés tous les quatre dans le salon du château et la conversation a commencé. Il m'a fallu environ une heure et demie pour énumérer mes accusations; je jetais de temps en temps un coup d'œil sur les notes que j'avais préparées d'avance. Je dois dire que je me sentais en forme. Mon « pilote » m'a dit après que mon discours aurait fait honneur à tout homme dont la langue natale aurait été l'allemand. Ludendorff écoutait avec attention, mais de temps en temps il exprimait son opinion sur tel ou tel point par un hochement de tête, un geste ou un sourire sarcastique.

« Bien entendu, le refrain de mes plaintes était que les Allemands violaient constamment le traité de paix de Brest-Litovsk sans en tirer eux-mêmes, autant que je pouvais m'en rendre compte, le moindre bénéfice réel. Le général commença sa réponse par une remarque amicale et me félicita de ma manière franche et directe et déclara qu'il essayerait de l'imiter. Puis, d'un ton plus vif et plus officiel, il se mit à faire pleuvoir les critiques sur le Gou-

vernement bolchevik qui lui-même, dit-il, avait rompu les engagements du traité et par des attaques concertées, etc., avait poussé les Allemands à des représailles. Il m'assura que l'Allemagne désirait des matières premières en échange de ses marchandises, qu'on n'avait jamais eu l'intention de prendre Petrograd ou Moscou à la Russie, mais que si l'échange de marchandises ne se faisait pas de façon satisfaisante, nous devions nous attendre à d'autres attaques. « Si nous sommes allés en Crimée, dit-il, c'est que vos navires de guerre ont attaqué Sébastopol et tué beaucoup de nos soldats. Nous rendrons chaque coup au centuple et nous ne pouvons accepter une situation pleine de dangers pour nous. Mais vos affaires intérieures ne nous intéressent pas — à condition toutefois que vos mesures socialistes n'aient aucune conséquence pour les sujets allemands; auquel cas, nous exigerions bien entendu des réparations. »

« Je sais d'avance tout cela. Mais la chose intéressante c'est qu'il m'ait accordé cet entretien. S'il a jugé nécessaire, alors que des batailles se livrent de tous côtés sur le front, de consacrer plusieurs heures à cette conversation, c'est que les Allemands sont désireux d'arriver à s'entendre avec les Russes. D'après tout le monde, en effet, leurs affaires en Ukraine ne sont pas très florissantes. Il paraît qu'ils doivent camoufler les difficultés actuelles en ordonnant aux ouvriers de Pologne de peindre le mot « Ukraine » sur chaque sac de farine polonaise qu'on envoie à Berlin.

« Sans doute, si nous pouvions trouver quelque méthode satisfaisante d'échange commercial, l'avance allemande s'arrêterait, comme le dit Ludendorff, et on pourrait peut-être persuader aux Allemands d'évacuer certaines villes sans attendre un contrat officiel. Les banquiers et les industriels allemands appuieraient certainement cette politique. J'ai beaucoup à faire ici et je pourrais facilement rester encore six mois, si je n'étais convaincu qu'aucun progrès n'est possible tant que la situation ne se sera pas améliorée en Russie. Je dois dire que les nouvelles sont meilleures. J'ai vu quelques per-

sonnes qui arrivent de Petrograd. Elles me disent que le désordre est moins apparent; qu'on peut s'approvisionner plus facilement, et qu'avec de l'argent on peut se procurer tout ce qu'on veut. »

« 12 juin.

« Personnellement, je suis dégoûté de Berlin, et il me tarde d'aller à Moscou ou à Petrograd afin de voir par moi-même ce qui se passe. Alors je pourrai faire d'autres projets. Je ferai tous mes efforts pour esquiver un poste au ministère. Je désire seulement aider à réorganiser le commerce extérieur et assister au Congrès de Berlin. La Russie ne sera sauvée que si chaque homme, depuis l'ouvrier jusqu'au ministre, pousse à la roue.

« Gerz et d'autres amis allemands me demandent de ne pas refuser ce qu'on m'offrira et ils disent que si je n'accepte pas la responsabilité de tout le commissariat, je dois me charger de l'exportation. Nous n'avons certainement pas le choix. Si nous n'acceptons pas de traiter avec les Allemands, ils viendront prendre ce qu'ils veulent sans payer, et il ne nous restera rien à vendre à la Suède, à la Norvège et aux autres pays... »

« 16 juin 1918.

« Ma chère Luban et mes filles chéries,

« Le courrier ne part pas encore et les lettres que je vous ai écrites s'accumulent toujours. Mon voyage à Moscou a dû être retardé; les choses s'enchaînent les unes aux autres et je ne puis partir au milieu de certaines négociations délicates. Cependant j'espère quitter Berlin à la fin de la semaine.

« Le secrétaire de von Kühlmann a donné hier un déjeuner. C'était un repas de cérémonie où assistaient plusieurs ministres et hauts fonctionnaires. J'ai fait la connaissance de l'ambassadeur d'Allemagne au Danemark, le comte Rantzau, homme très cultivé et charmant. Il a brigué autrefois les fonctions de chancelier, mais il avait de fortes influences conservatrices contre lui. Nous avons causé de toutes sortes de choses et il m'a offert son aide

au cas où tu te déciderais à t'installer au Danemark. Le climat n'est pas très bon, mais c'est une consolation de savoir où je pourrai te conduire en cas de disette en Suède.

« Les délégués bolchevistes sont arrivés l'autre jour. Ils me disent que l'antagonisme des classes professionnelles diminue chaque jour et que beaucoup d'ingénieurs et d'hommes capables n'attendent que mon retour pour se mettre au travail.

« Je suppose qu'on m'offrira la présidence du Conseil Suprême de l'Economie du Peuple; ce qui est une sorte de dictature de l'industrie et du commerce. Si toutes les négociations étrangères me sont confiées, j'irai tôt ou tard en Scandinavie pour affaires *et alors* enfin nous nous verrons. Je sais que la mésentente et l'ignorance, surtout de la part des puissances étrangères, risquent d'anéantir mes bonnes intentions, mais du moins mon retour pourra satisfaire l'appétit de travail qu'on éprouve de plus en plus, malgré la destruction générale.

« Quelquefois les troupes bolchevistes, on n'en peut douter, ne restent pas strictement à leur place, et lorsque les Allemands se vengent en les attaquant, l'indignation les rend folles de rage. Les chefs bolchevistes ont beaucoup à apprendre sur la stratégie militaire et la diplomatie. Il nous est impossible de combattre à présent; il faut que nous relevions les forces nationales, avant de pouvoir montrer quelque résistance. »

La lenteur des négociations entre les représentants allemands et russes n'était pas due à la mauvaise foi d'un côté ou de l'autre. La situation était extrêmement compliquée, à cause de questions profondes qui influaient sur la diplomatie allemande et, jusqu'à un certain point, sur la diplomatie russe. Le président Masaryk a décrit en détail l'héroïque *anabase* de la légion tchécoslovaque à travers la Russie, et il me suffira d'ajouter ici qu'il fallait aussi en tenir compte. Bien qu'il fût impatient de mettre en mouvement les rouages de la vie économique, Léonide Borissovitch comprenait la difficulté de ces questions économiques, ainsi que le montre la lettre suivante :

« Berlin, 27 juin 1918.

« ... On ne sait encore comment les choses tourneront en Russie, surtout à cause des Tchécoslovaques, des intrigues de l'Entente et de l'encouragement qu'on donne à notre Droite. Malgré la disette, qu'on aurait pu imputer au gouvernement, les Bolcheviks ont eu la majorité l'autre jour dans les élections pour les Soviets. Ils devraient en finir avec l'histoire des Tchécoslovaques. Pour le moment ce sont les Allemands qui sont notre plus grand danger — ils sont eux-mêmes dans une situation désespérée. Ils ne peuvent obtenir aucun ravitaillement d'Occident; l'Ukraine ne leur fournit pas de pain et l'Autriche est démembrée. Mais cela ne veut pas dire que la guerre va se terminer. Loin de là. Les Allemands se frayent maintenant un passage dans le Caucase, non qu'ils aient des desseins sur cette région elle-même, mais afin de pouvoir diriger une campagne contre l'Inde. Vois-tu, même s'ils arrivent à vaincre la France, ils auront la perspective d'une longue guerre avec l'Angleterre, et comme il n'est guère possible de vaincre l'Angleterre sur mer, ils se proposent d'attaquer le point le plus faible de sa chaîne de communication. La guerre traînera sans doute, comme elle l'a fait jusqu'ici, en attendant que les deux adversaires soient à bout de forces. Encore deux ou trois ans de cette angoisse et il est difficile d'imaginer le désespoir et la détresse auxquels les peuples seront réduits. En Allemagne, les gens commencent à se passer de vêtements, et en Russie, ils oublieront bientôt l'aspect du pain. D'ici deux ans la Russie pourrait être le pays le plus paisible d'Europe, si les Allemands nous laissaient tranquilles, et si les Bolcheviks montraient quelque aptitude pour les problèmes économiques.

« Je ne sais encore quel jour je partirai. Joffe désire tout particulièrement que j'assiste aux premières séances de la Conférence Politique qui se prépare, et où les Allemands apprendront sans doute, pour la première fois, que nous avons reconnu l'indépendance de la Géorgie, de l'Arménie, etc., et peut-être à ce moment des régions con-

tre-révolutionnaires du Don Basin et de Krasnov. Plus je vois Joffe, plus je l'estime et le considère comme un honnête et bon garçon et un travailleur capable. Il voudrait que je me consacre à la politique étrangère et peut-être que je reste ici en qualité d'ambassadeur des Soviets tandis qu'il retournerait en Russie et se chargerait du ministère des Affaires Etrangères. Cette idée ne me plaît pas beaucoup, car la diplomatie est une chose assommante. De plus, je ne voudrais pas prendre sa place ici. Tous les deux jours on vous présente un nouvel ultimatum. Retourner aux affaires, sauver l'industrie russe d'un désastre complet, je ne désire rien de plus, et ce ne sera d'ailleurs pas une besogne facile. Siemens et Baranowski m'ont fait sortir de mes fonctions, mais je suis sûr que je leur rendrai plus de services, et que mon travail aura ici plus de résultat que si je restais assis dans une des anciennes usines.

« Je suis franchement déconcerté par la dernière tactique des Mencheviks et des socialistes révolutionnaires de la droite. Les Bolcheviks sont en train de détruire le pays en faisant des plans fantaisistes pour introduire immédiatement le socialisme. Mais les autres se conduisent comme des bolcheviks renversés et de plus, en fomentant une agitation démagogique de premier ordre, ils semblent se rapprocher des monarchistes, de l'Entente, des Japonais et de Dieu sait qui, par pure haine pour les chefs actuels du Gouvernement. Certainement aucun groupe politique ne semble avoir de programme défini; je crois que nous n'avons pas d'autre alternative : ou subir une dictature imposée par les forces de la réaction, ou bien soutenir le Gouvernement actuel et faire en sorte qu'il ait une politique définie et pratique. Le dilemme sera peut-être résolu par une révolution générale qui mettra fin à la guerre mondiale... »

CHAPITRE X

LA TERREUR

Ce ne fut qu'au milieu d'août que Léonide Borissovitch quitta Berlin. Notre départ pour le Danemark était encore incertain. Je n'avais aucune envie d'aller m'installer à Copenhague tant qu'il y avait la moindre chance de retourner en Russie dans un avenir prochain. Sachant que mon mari ne partageait pas mon optimisme, et ne prévoyait pas que nous pussions fixer notre foyer dans la Russie nouvelle, je gardais mes pensées pour moi. Mais la séparation me paraissait plus dure qu'à l'époque où nous étions jeunes et occupés tous les deux. D'ailleurs ses lettres ne m'arrivaient pas toujours, et souvent je n'avais de ses nouvelles que par des étrangers qui passaient à Stockholm en revenant de Russie. Ils m'assuraient tous que si une contre-révolution réussissait en Russie — on était à ce moment au plus fort des guerres civiles — ils sauveraient Krassine de toutes représailles. « Nous n'oublierons jamais ce que cet homme a fait pour nous ». Ce témoignage de la bonté de mon mari était pour moi une grande consolation.

La lettre suivante fut écrite de Moscou :

« 7 septembre 1918.

« Voici déjà trois semaines que je suis de retour en Russie. En passant, je me suis arrêté neuf jours à Pétrograd, où j'ai vu beaucoup de gens

et où j'ai pu prendre d'importantes dispositions d'affaires.

« Le bateau que j'ai affrété avec un approvisionnement de charbon a été déjà déchargé et d'autres cargaisons arriveront bientôt; on pourra donc peut-être empêcher Petrograd de succomber au froid. J'ai convoqué une conférence générale pour discuter la question du combustible. Il est question d'acheter du charbon à Borobichenski et de l'ardoise combustible à Yambourg. Il y a eu ici des événements intéressants, quoique, dans l'ensemble, tout soit encore dans une grande confusion. D'abord, comme je m'y attendais, la plupart des bourgeois et les artisans ont changé d'attitude et ils sont prêts à se remettre au travail sous ma direction. Par bonheur, quoique certains révolutionnaires continuent leur œuvre souterraine de destruction, ceux qui sont au sommet arrivent à la conclusion qu'il est temps d'entreprendre le travail de reconstruction. Bien entendu, le manque de gens capables, et par-dessus tout la nouvelle forme de bureaucratie, les gênent sérieusement. Des emplois sont livrés à des gens absolument incompétents, quelquefois à des bons à rien ou même à de véritables chevaliers d'industrie, mais le plus souvent à des ignorants qui s'occupent de travaux imaginaires pour justifier leur existence. Si l'on pose à l'un d'eux une question dont la réponse entraîne une certaine responsabilité, il s'efforce de passer promptement le sujet à son voisin et de se débarrasser ainsi du questionneur gênant. Il en résulte que nous traînons un poids mort et que la paresse et l'inertie ont sur les classes professionnelles, les gens intelligents et les techniciens le même effet que le sabotage voulu il y a deux ans... Comme je l'ai déjà dit, je n'ai aucun désir d'occuper une situation officielle, mais j'ai accepté un poste dans le Presidium du Soviet du Narodnoie Hoziaistvo, et bien que, en pratique, je me charge d'organiser le commerce avec l'étranger, je n'aurai pas encore le titre de Commissaire du Commerce et de la Production. Je suppose que je travaillerai avec l'aide d'un nombreux personnel.

« La chose la plus grave en ce moment est la guerre avec les Tchécoslovaques et la rupture avec l'Entente. Tchitchérine rivalise d'erreurs avec Trotsky. Celui-ci, tu le sais, a chassé tous les officiers de l'ancienne armée régulière, et puis il s'est trouvé en face de la guerre civile. Comme sur cent officiers de son quartier général, soixante-quinze sont ses ennemis, personne ne peut dire comment cela finira. Le pire est que le succès croissant des Tchécoslovaques rend d'autant plus difficile de lutter contre l'avidité des Allemands; on craint que si les Tchécoslovaques prennent Nijni, les Allemands occupent Petrograd et Moscou; en ce cas, de tout le gouvernement bolcheviste, seul le camarade Krassine garderait son poste, car le besoin d'autres spécialistes ne se fera pas sentir. C'est la faute de la politique de Lénine et de Trotsky. C'est la mienne aussi, car je m'aperçois que si je m'étais mis plus tôt au travail, beaucoup d'erreurs auraient pu être empêchées. Gorki — on a supprimé son journal, la *Vie Nouvelle,* et fouillé son appartement « juste pour rire » — est de la même opinion. Oui, les temps sont vraiment durs... Notre ancien mode de vie a été complètement détruit, et les idées et les habitudes qui paraissaient immuables ont été déracinées. Beaucoup de gens, surtout ceux de notre classe, demeurent stupéfaits devant les ruines de leur ancienne prospérité... Les complications politiques et la baisse du vrai travail ont créé parmi les classes ouvrières une atmosphère de trouble et d'incertitude et le malaise a gagné les députés soviétiques eux-mêmes. Il a été encore accentué par l'assassinat d'Uritski (1) et l'attentat contre Lénine qui, soit dit en passant, se remet ra-

(1) Moïse Salimon Uritski, Juif, président de la Tcheka ou Commission Extraordinaire, fut tué d'un coup de fusil le 17 août 1918, dans le Square Alexandre, à Petrograd, près du Palais d'Hiver. L'assassin était un étudiant de l'Institut Polytechnique. Ce meurtre fut le signal d'une vague de Terreur Rouge qui déferla sur la Russie. Les éléments anarchiques du nouveau régime se donnèrent libre cours sans que rien les arrêtât. Les victimes furent surtout des bourgeois et des intellectuels.

pidement et étonne les docteurs par sa force et sa vitalité.

« Je ne l'ai pas vu depuis cette tentative de meurtre, mais je suppose que Trotsky et lui, ainsi que quelques autres, sont destinés à périr de la main des socialistes révolutionnaires les plus altérés de sang. Sans aucun doute, après chaque explosion de « Terreur Blanche » — si l'on peut l'appeler ainsi par analogie avec la « Terreur Rouge » — une réaction se produit et on arrête toutes sortes de gens comme otages. Il se trouve que l'attentat manqué a rendu Lénine plus populaire que jamais. Beaucoup de gens qui n'ont aucune sympathie pour les Bolcheviks disent que si Lénine avait succombé à ses blessures, comme on le craignait tout d'abord, c'eût été un désastre irréparable. Et ils ont raison car, au milieu du chaos et de la confusion, il est l'ossature du nouveau corps politique, la charpente sur quoi tout repose.

« Le gouvernement me témoigne une grande considération, et tous les conseils que je donne sont promptement exécutés. Ne t'inquiète pas pour moi : à cause de ma situation officielle, je ne manquerai de rien... »

Jusqu'au milieu d'août 1918, la révolution bolcheviste avait fait couler relativement peu de sang. Les plus grosses pertes avaient eu lieu durant les dernières périodes de la guerre, au cours des émeutes dans les capitales et des guerres civiles. Le mécontentement croissant, auquel Krassine fait allusion dans ses lettres, vexait évidemment les leaders bolchevistes, et, à la honte éternelle de ceux qui étaient au pouvoir en 1918, la Russie devait avoir son Thermidor où, poussés par la crainte d'une contre-révolution, les Bolcheviks voulurent frapper les gens d'une terreur sauvage et confuse. En 1923-24, l'Italie connut une période analogue. On ne saura jamais quel rôle le gouvernement a joué dans cette Terreur, et si elle était le résultat direct de la voyoucratie qui avait poussé au pouvoir ces êtres primitifs et ces criminels qu'on trouve dans toute société. La civilisation russe était à son

point le plus bas au moment où le reste de l'Europe sortait ruinée, mais plein d'espoir, d'une guerre longue et insensée. Je choisis dans les lettres de Krassine un passage qui montre combien il était opposé au meurtre et à l'oppression :

« Moscou, 28 septembre 1918.

« ... Après l'assassinat d'Uritski et l'attentat contre Lénine, nous avons subi une période de « Terreur », un des actes les plus dégoûtants des Néo-Bolcheviks. Environ six à sept cents personnes ont été tuées à Moscou et à Petrograd, les neuf dixièmes avaient été arrêtés au hasard ou simplement parce qu'on les soupçonnait d'appartenir à l'aile droite des socialistes révolutionnaires ou d'être contre-révolutionnaires. Dans les provinces, ont eu lieu aussi une série d'incidents révoltants, tels qu'arrestations, exécutions en masse et évictions de bourgeois et de gens cultivés qu'on chassait de leurs maisons et qu'on laissait sans asile. J'ai dû lutter pour faire relâcher une trentaine d'ingénieurs — ce ne fût ni facile, ni agréable. Tous ne sont pas encore sauvés... »

Les fréquentes passes d'armes avec les commissaires, responsables de Terreur, convainquirent Krassine qu'il ne pourrait changer leur politique sur cette question. Il se jeta alors à corps perdu dans son travail et, s'efforçant de sauver la Russie d'un désastre économique, il s'isola et se tint à l'écart des vengeances politiques. Je ne veux pas dire qu'il refusait son aide quand on la lui demandait. Il intervenait chaque fois qu'il voyait une chance de faire libérer un prisonnier; il en eut surtout l'occasion au moment où la Tchéka tournait son attention contre les intellectuels. Enfin l'intelligentsia prêta son concours aux Soviets sous la direction de Krassine. Il croyait que dans l'intérêt de la Russie Nouvelle, il était indispensable de sauver le peu qui restait de la classe cultivée.

Ce ne fut qu'au milieu de novembre que je reçus d'autres lettres de mon mari. Pendant ce temps les nouvelles de Russie avaient été plus lugubres et plus attristantes chaque jour et les journaux suédois exagéraient encore la situation. A cette épo-

que je tombai malade, tant j'avais à souffrir parce qu'on savait que Léonide Borissovitch aidait et encourageait ces « terribles Bolcheviks ». Mon mari était dévoré d'inquiétudes pour nous, et ce tourment lui rendait son travail très difficile bien qu'il persistât à rester en dehors de la politique. Enfin cette lettre arriva :

« Moscou, 15 novembre 1918.

« Ma très chère Luban, mes très chères filles,

« Enfin j'ai de bonnes nouvelles pour vous. Pauvres petites, surtout toi, ma chère Lubchenishek, j'imagine les difficultés que tu as eues avec la maison transformée en hôpital; — les enfants avaient été malades aussi; — et en même temps tu as eu à supporter toutes ces attaques, et tu as entendu chaque jour des tas de bêtises sur la Russie — par exemple que Lénine et moi nous avions été arrêtés et mis en prison, n'est-ce pas? Tâche de prendre patience. C'est dommage que tu ne puisses voir comment les gens vivent ici et ce qu'ils ont à supporter.

« Je suis bien seul sans vous, et si j'étais libre d'agir à mon gré, je vous rappellerais immédiatement. Mais les circonstances sont plus fortes que notre volonté; la situation est si terrible ici que tout le monde me jugerait fou de vous ramener, les enfants et toi, alors que j'ai la chance de vous savoir dans un pays où vous avez chaud et où vous vivez au milieu de gens paisibles. Ici non seulement on manque de pain, mais il faut se passer de bien d'autres choses — de bois par exemple. De temps en temps les tuyaux éclatent, tout se gèle et les égouts sont engorgés. Pendant des semaines, la température des maisons varie entre quatre et cinq degrés. On ne peut se procurer ni beurre, ni lait, ni pommes de terre, ni savon, ni vêtements; il est impossible de prendre un bain, il n'existe aucun moyen de sortir de la ville; on voit partout des gens qui font la queue, manquant de tout, même d'espoir.

« Je suis moins malheureux que les autres, parce que j'occupe une situation privilégiée, mais

dans les villes, la vie des gens n'est qu'une lutte désespérée, et ce serait une torture pour moi de te voir mener cette existence sans pouvoir y remédier. Ce serait encore supportable si on pouvait être sûr que rien de pire ne nous est réservé. Mais nous ne sommes pas certains que notre situation actuelle ne puisse s'aggraver, car la guerre civile continue du nord au sud et de l'est à l'ouest, et ce carnage engloutit toutes les ressources et ronge les forces économiques du pays. Et cependant nous ne pouvons continuer éternellement à user nos métaux, notre combustible, notre poudre, nos chevaux et notre bétail à entretenir des hommes qui devraient nous fournir la nourriture dont nous avons tant besoin; nous ne pouvons continuer à imprimer du papier monnaie *ad infinitum*. Tant que durera la guerre, l'état du pays s'aggravera, et qui sait si, l'hiver prochain, nous ne nous souviendrons pas de celui-ci avec regret? Il faut aussi envisager le risque d'une défaite. Bien que je pense que nos adversaires admireront ce que nous avons fait — car c'est une grande chose d'avoir tenté de faire sortir l'ordre d'un chaos d'éléments contradictoires et de réprimer les pires excès — je n'ai pas la naïveté de compter sur la clémence des vainqueurs, au commencement surtout. Tu vois donc qu'il vaut beaucoup mieux que je sois seul ici, je courrai moins de risque que si tu étais avec moi et que je sois obligé de te cacher quelque part.

« La séparation est en effet bien dure, mais il faut accepter les événements; je t'en prie, ma chère Lubchenishek, crois bien que c'est une nécessité. Réfléchis aussi que nous sommes infiniment plus fortunés que beaucoup d'autres. Je connais bien des gens qui nous envieraient... »

CHAPITRE XI

LES GUERRES CIVILES

Onze ans à peine se sont écoulés depuis la révolution bolcheviste, mais elle semble déjà si lointaine que ceux mêmes qui ont joué un rôle actif sur la scène européenne à cette époque, se rappelleront à peine les circonstances dans lesquelles la Russie de 1918 essaya de pénétrer dans l'arène commerciale du monde.

La révolution bolcheviste souleva en Europe une vague terrible de soupçons et on s'efforça de renverser le Gouvernement bolchevik détesté du monde entier.

La politique bolcheviste n'avait qu'une carte dans son jeu : la révolution mondiale. Sans aucun doute, dès le début, le Gouvernement bolchevik n'eut que ce but en vue et il y conforma toutes ses actions; il n'est donc pas surprenant que les puissances européennes aient combattu sa propagande par tous les moyens.

Quelles pensées et quels sentiments étreignaient un homme comme Krassine devant le chaos qui régnait en Russie et l'hostilité des puissances européennes au delà des frontières? En toute justice, il ne pouvait blâmer l'indignation que les tentatives bolchevistes, faites pour créer un soulè-

vement mondial, avaient excitée chez les puissances occidentales.

Krassine n'avait pas participé aux mesures que, en mars 1917, les progressistes avaient prises pour libérer le pays du tzarisme. Il n'avait pas non plus été membre du Gouvernement Provisoire qui assista à la désorganisation de l'armée au front et de la vie publique en général et rendit la situation financière presque désespérée. Encore moins avait-il favorisé ou appuyé la révolution bolcheviste. Mais ses alarmes et ses anxiétés en voyant la situation où ces gouvernements successifs avaient mis la Russie, étaient cependant poignantes et profondes.

Le pouvoir ne l'attirait pas, mais il accepta de faire partie du nouveau gouvernement, car il comprenait clairement que, si rien à l'intérieur n'arrêtait l'action révolutionnaire des nouveaux maîtres, les fanatiques qui croient sauver le monde en y fomentant la révolution, transformeraient la Russie en désert.

Seules l'économie politique et les finances l'intéressaient. La diplomatie « l'assommait ». D'ailleurs à un tel moment, la diplomatie ne pouvait être la principale préoccupation du gouvernement, comme elle l'était, par exemple, en France après les guerres de Napoléon. Le problème était différent en Russie. Les malheurs de cette nation, sa maladie, étaient surtout de nature économique et c'est pourquoi elle avait besoin d'un économiste, ou, pour employer des termes plus précis, d'un homme dont l'activité diplomatique eût pour base un travail économique et financier : Krassine fut cet homme.

En 1918 et 1919 il n'y eut rien à faire. Il fallait terminer la guerre civile et supporter le blocus. Ces années furent terribles pour le pays. La situation s'améliora à peine lorsque le blocus officiel fut levé, car il restait une sorte de blocus moral qui, pendant un certain temps, empêcha tout autant que le vrai, la reprise des relations commerciales avec le monde extérieur. La Russie n'avait aucune relation officielle avec les pays étrangers. Aucun Etat ne reconnaissait le Gouvernement bolchevik, même pas *de facto,* encore moins *de jure.*

Aucun Russe, venant de Russie, n'avait l'autorisation d'entrer dans un pays étranger. D'autre part, la tentative que fit en novembre 1917, le Gouvernement bolchevik d'envoyer en Europe quelques navires chargés de bois et de diverses matières premières, échoua complètement, car les autorités neutres confisquèrent les navires dans les ports de la Scandinavie et de la Baltique.

Cependant, en janvier 1920, le blocus fut levé et vers la même époque, la Russie signa avec l'Esthonie un traité de paix qui autorisait les représentants russes à s'établir à Reval. Ce n'était pas cette fameuse « fenêtre ouverte sur l'Europe » que Pierre le Grand paraissait faire en construisant Saint-Pétersbourg, mais c'était, selon l'expression de Krassine, une sorte de clé qui donnait accès en Europe.

Pendant les combats désespérés de la guerre civile qui dévasta toute la Russie, à l'exception d'une région limitée au nord et au centre, Léonide Borissovitch ne savait plus à quel saint se vouer en voyant détruire le maigre matériel industriel, sans qu'il pût lever un doigt pour le sauver. Les usines étaient séparées de leurs sources de matières premières, et ce fut un sérieux inconvénient tant que l'étroit blocus qui entourait la Russie empêcha les matières étrangères d'entrer. Léonide Borissovitch avait la sensation d'être en prison et c'était très pénible pour lui, qui, contrairement à la plupart des Russes, avait toujours été en contact avec le monde extérieur. Il attendait avec impatience l'occasion de renouer les liens que 1914 avait rompus. Ses lettres, qui étaient très irrégulières, me montraient clairement quelle était dès 1919 la tendance de son esprit. Il avait été question qu'il allât à Prinkipo pour engager des négociations de paix avec les représentants des Alliés. Cependant les nouveaux Etats de l'Europe Centrale et Orientale comptant sur l'appui de la France, jugèrent à propos de ne pas répondre aux notes du Gouvernement soviétique, bien qu'elles fussent rédigées dans les termes les plus conciliants; les leaders russes annoncèrent alors qu'ils négocieraient directement

avec la France à Paris. Je choisis quelques passages dans une lettre datée du 14 mars 1919 :

« ... La situation est si absurde que, tandis que les commissaires mangent dans la salle du Kremlin, leurs familles ne peuvent peut-être pas se procurer une miche de pain. Dans les grandes villes, on a l'impression de vivre dans une forteresse assiégée. Dans les villages, au contraire, le pain et les vivres sont en abondance et les moujiks ont des tonnes de papier-monnaie pour acheter ce qui leur est nécessaire... Ils refusent souvent de vendre leurs récoltes, à moins de faire un profit énorme, plus grand même que celui que font les spéculateurs. Nous apprenons cependant comment il faut les traiter : quelquefois la persuasion suffit, d'autres fois il faut employer la contrainte. Mais la distribution des marchandises est très difficile, car les chemins de fer sont complètement désorganisés. Pratiquement il n'y a plus de trains de voyageurs, car ils servent à apporter des munitions et des vivres aux soldats — et tout cela après quatre ans d'une grande guerre européenne et deux ans de révolution.

« Bien entendu, c'est la guerre civile et notre isolement du reste du monde qui sont responsables de cette désorganisation complète de notre vie économique. Tout est réquisitionné pour l'armée : les métaux, le cuir, le drap, etc. Beaucoup d'usines ne travaillent plus; la flotte de la Volga est paralysée par le manque de combustible. On dit que nous n'avons de combustible que pour assurer les besoins de 15 % de nos navires. Si un miracle ne se produit et ne nous apporte la paix, c'est-à-dire la possibilité d'exporter le naphte de Bakou et même de Grosny et d'obtenir quelque chose en retour, la plus grande partie de la population russe sera condamnée à mourir de froid et de faim. Il est difficile de comprendre l'étendue de notre misère. Et nous ne pouvons prévoir tout ce qui va se passer en Europe. La révolution allemande commence à peine; elle semble traverser la même phase que nous en 1917; mais chez nous, la révolution a été beaucoup plus brutale et plus violente. D'ailleurs,

en Allemagne, les troubles économiques semblent se borner aux grèves de chemin de fer et à la suppression de gaz et de lumière électrique.

« Qui aurait pensé que les Bavarois auraient un Gouvernement soviétique dans leur capitale? Ils acceptent les idées bolchevistes au point d'emprisonner trente honnêtes bourgeois! Si j'avais insinué aux directeurs de Siemens Schuckert qu'une telle chose était possible, ils m'auraient cru fou. Je dois avouer que jamais cette idée ne m'était venue à l'esprit.

« Tu comprendras maintenant, ma chère, quelle vie on mène en Russie; on ne peut espérer jouir d'un peu de tranquillité ou avoir le confortable le plus élémentaire.

« S'il faut passer l'hiver de 1919-1920 sans feu, sans lumière, avec de maigres rations de nourriture ou même sans rations du tout, comment pourrions-nous condamner nos enfants à de telles privations? J'ai chargé Klasson de t'apporter une lettre et j'espère qu'il t'a convaincue que je dois rester seul ici — car si le régime changeait de nouveau, personne ne serait en sécurité pendant des semaines et des mois. Tant que tu resteras en Suède nous pourrons avoir l'espoir de traverser sans accident ces temps troublés, d'élever nos filles et de finir nos jours en paix. Si c'est possible, j'obtiendrai la permission d'aller vous voir — quoique mon travail ne fasse que s'accroître — mais je ne sais à quel moment. Dans mon département, nous avons à présent un personnel nombreux qui travaille régulièrement et nos aides sont beaucoup plus capables; mais chaque jour de nouveaux problèmes surgissent. Germasha (Herman) essaye de me persuader d'entrer aussi au ministère des Transports, afin d'améliorer les chemins de fer qui sont dans un état affreux. Je sens que dans notre situation, personne n'a le droit de refuser un travail quand on peut le faire. Je peux sans doute être utile, tout au moins organiser le travail et choisir un personnel compétent. Ces six derniers mois ont prouvé que je sais obtenir le concours d'ingénieurs habiles, bien que les « camarades »

ouvriers regardent encore « ce bourgeois » de travers. Quelquefois je dois exercer mon autorité, mais, en général, j'obtiens ce que je veux avec un peu de persuasion.

« Grâce au sentiment intime que je fais tout ce que je peux, je suis en meilleure santé et plus satisfait peut-être que je ne l'ai jamais été. J'ai tout ce qu'il me faut, excepté comme vêtements.

« Hier, cependant, je suis arrivé à avoir quelques coupons par l'intermédiaire d'un Commissaire; je pourrai donc renouveler ma garde-robe demain ou après-demain... »

Après cette lettre, je restai des mois sans rien recevoir. Il écrivait fréquemment, mais les lettres devaient se perdre dans la confusion générale. Il finit par les envoyer par des personnes qui arrivaient à sortir de Russie et passaient par Stockholm, ou les mettaient à la poste dans quelque capitale d'Europe. Dans toutes, il racontait la même histoire. Il ne manquait de rien, puisqu'il prenait ses repas dans la salle où mangeaient les membres du gouvernement. Mais les habitants de Moscou se passaient de thé et de sucre, car ces denrées atteignaient le prix de huit cents roubles et deux cent vingt roubles la livre et ils buvaient une infusion faite avec du riz ou des carottes, de la fleur de tilleul ou même des feuilles d'airelles. Ses lettres devenaient plus optimistes à mesure que le danger semblait reculer, bien que la Russie soutînt une guerre sur un front de dix mille verstes! Il comprenait que dès le début de la révolution, les « classes instruites » s'étaient rendues odieuses par leur attitude et il ne croyait pas qu'elles pussent jouer un rôle dans l'avenir de la Russie, mais il prévoyait une vie plus heureuse pour la jeune génération « si elle voulait rester attachée à la terre ».

Le sud de la Russie n'avait jamais manifesté aucun enthousiasme pour la cause bolcheviste. C'était là que le général Kornilov avait organisé la prétendue armée de volontaires, composée en grande partie de Cosaques. Quand il mourut à Ekaterinodar, aux quartiers généraux des forces de l'opposition, il fut remplacé par le général Deni-

kine, homme habile et énergique. Celui-ci traça un programme très ambitieux, mais qui ne tenait aucun compte des nouvelles conditions dans lesquelles les gens vivaient. Aussi, quoique les généraux Denikine et Wrangel se maintinssent dans la Russie du Sud pendant près de deux ans et demi après la mort du général Kornilov, ils n'arrivèrent pas à gagner les paysans de ces régions et ne menacèrent jamais sérieusement le pouvoir bolchevik.

Il en était autrement de la campagne menée dans le nord et qui évoque le nom du général Youdenitch. Ici, les Bolcheviks craignaient avec raison que la présence des diplomates alliés et des unités navales anglaises à Arkhangel donnât un nouvel élan au mouvement contre-révolutionnaire. A la tête du Gouvernement Provisoire de la Russie du Nord, se trouvait Nicolas Tchaikovsky, socialiste national. Un socialiste, de quelque nuance qu'il fût, ne pouvait inspirer grande confiance aux officiers de la vieille armée russe qui composaient la majorité des Blancs. Le bruit courait que Tchaikovsky préparait secrètement une union avec le Gouvernement bolchevik, et paralysés par la crainte de cette trahison, les contre-révolutionnaires ne se montrèrent pas aussi forts qu'ils l'auraient pu. Sans aucun doute, le bavardage démagogique et l'inertie, qui avaient déjà fait tant de mal en 1917, causèrent l'échec complet de cette faction. Il aurait fallu une action rapide et surtout de la suite dans les idées — qualité étrangère aux Russes à toute époque, mais qui leur manqua particulièrement pendant les guerres civiles.

Dans la lettre suivante, mon mari me donnait pour la première fois quelques détails sur les opérations militaires :

« Moscou, 25 octobre 1919.

« Mes très chères Lubanasha, Ludmilla, Katia et Luba,

« Cette lettre vous arrivera par aéroplane. Dans quel temps faut-il que nous vivions pour que je ne puisse vous envoyer un mot que par la voie des airs! Je ne suis de retour de Petrograd que

depuis hier. J'y étais le 17, jour où les Blancs ont pris Gatchina et Krasnoe Selo. Ils menaçaient aussi Detskoe Selo — c'est maintenant le nom de Tsarskoe Selo — et Petrograd lui-même. Le 18, nous avons passé une journée pleine d'inquiétude, car les troupes rouges battaient en retraite devant les Blancs qui semblaient avoir en abondance des tanks et de l'artillerie. Le lendemain les choses s'aggravèrent : nous perdîmes Pavlovsk, Detskoe Selo, et la voie ferrée Nicolaevskia risquait d'être coupée à Tosno ou à Kolpino. Si l'ennemi avait encore avancé, nous aurions dû nous retirer à « la ligne de défense de la mer » et le combat se serait livré dans les rues de la ville... On avait l'ordre de défendre Petrograd à tout prix, même s'il fallait se retirer sur la rive droite de la Néva en détruisant tous les ponts. Cependant quelques renforts arrivèrent et les Rouges attaquèrent l'aile droite de l'ennemi près de Kolpino. Nous avions l'avantage du nombre, mais nous manquions de commandement, et nos officiers étaient peu nombreux, et les Réguliers, même lorsque les Blancs n'ont pas toute leur sympathie, ne sont pas très attachés au nouveau Gouvernement soviétique et montrent très peu de courage. Les simples soldats sont presque épuisés, cependant ils combattent assez bien quand ils sont bien dirigés; sans quoi ils sont pareils à un troupeau de moutons et la moindre fusée les effraye! En général, les armées rouges paraissent combattre sans grand enthousiasme, mais dès qu'un vrai danger menace, elles font un petit effort, et le nombre agit et nous donne la victoire.

« Je pense que des dépêches t'ont appris la chute de Petrograd, mais heureusement nous n'en sommes pas arrivés là. Nous avons déjà repris Pavlovsk et Tsarskoe et à moins d'autres surprises, telle qu'une attaque par la Finlande, les succès des ennemis sont finis. Je suis allé à Petrograd où m'appelait mon travail sur les transports et l'électricité et je n'ai pris part à aucun combat. Je le dis pour consoler Mamania qui a sûrement déjà son expression désolée — et peut-être a versé quelques larmes!

« Le jour où je suis allé à Petrograd, j'ai eu le temps d'envoyer la bonne à Detskoe et elle a pris dans notre appartement plusieurs choses dont j'avais besoin. Heureusement elle n'y est restée que quelques heures, car la maison a été occupée le lendemain même par les Blancs. Je crois que toutes nos affaires seront sauvées cependant, à moins que la maison soit détruite par le bombardement qui continue. J'ai revu quelques-uns de nos amis; certains ont tant souffert de faim et ont subi tant de privations que tu ne les reconnaîtrais pas. Te rappelles-tu que, lorsque nous étions à Pavlovsk, j'ai prédit qu'un jour viendrait où nous nous souviendrions de cette époque avec envie. Eh bien, ce jour est venu. En comparaison des souffrances d'aujourd'hui, la vie que nous menions alors était ce que le ciel est à la terre. De tous les écrivains, je crois que Wells seul a prédit quel abîme de misère, quel appauvrissement, la guerre laisserait derrière elle, et comme elle serait la fin de toute vie et de toute culture! Des gens qui ne sortaient qu'avec une mise impeccable ressemblent maintenant aux personnages décrits par Gorki dans sa pièce *Dans les Bas-Fonds*. Les blanchisseries ont depuis longtemps cessé d'amidonner les cols, et peut-être fermeront-elles bientôt complètement. C'est presque un désastre de perdre une paire de souliers puisqu'on ne peut s'en procurer une autre pour plus de sept cents roubles!

« Je voudrais t'empêcher de te tourmenter à mon sujet. Tu n'as vraiment aucune inquiétude à avoir. J'ai moins de travail et j'ai même eu le temps d'aller à Pskov pour commencer de prétendues négociations de paix avec les Esthoniens. Ce que je te dis de la terrible misère qui règne ici s'applique à tout le monde et en particulier aux gens qui ont une nombreuse famille. Grâce à ma situation officielle, je suis privilégié. Il y a bien toujours un risque de maladie, typhus ou autre, mais ce risque n'est pas grand pour moi, grâce au genre de travail que je fais et à la façon dont je me déplace. J'ai mon auto particulière, ne l'oublie pas. Apprends à te méfier des nouvelles que tu reçois et

des bruits que tu entends; aie foi dans mon jugement et dans mon expérience. Depuis longtemps j'ai l'habitude de prévoir les événements et d'agir en conséquence; je n'ai pas l'intention d'abandonner cette coutume. Rien ne peut me surprendre et je ferai tout ce que je peux pour être utile. Si j'ai besoin d'aide, je peux avoir recours à des amis bons et éprouvés. Je t'en supplie, Pénélope, ne perds pas la tête. Même si l'inattendu arrive, ton Ulysse te reviendra. Ma plus grande crainte est que tu te décides à venir en personne à mon secours.

« Je te répète que ce serait inutile. Tu ne peux t'installer ici, même s'il était possible de laisser les enfants seules à Stockholm. Si tu restes quelque temps sans nouvelles, ce n'est pas une raison pour te décourager. Sois patiente. Tout s'arrangera d'ici peu, j'en ai la certitude, et nous nous reverrons bientôt. Ce n'est pas pour rien que je suis devenu diplomate. Puisque je représenterai le gouvernement dans les négociations de paix qu'on vient d'entamer, j'espère que je pourrai me rapprocher de vous.

« Si les événements militaires prennent la tournure que nous prévoyons, les conversations de paix seront inévitables. Les puissances ne tiendront pas à continuer indéfiniment la guerre, et si Denikine ne nous a pas écrasés au début de l'hiver, ce qui est peu probable, l'Angleterre jugera plus utile dans son intérêt de vaincre les Bolcheviks dans le domaine de la politique, en arrivant à quelque accord, et en entrant en relations pacifiques avec la Russie soviétique. Peut-être cette façon de conquérir la Russie bolcheviste aurait-elle plus de chance de succès que les stériles campagnes militaires de ces deux dernières années. Eh bien, courage, ma chérie, ne te tourmente pas. Tout ira bien. Les nuages disparaîtront et, l'orage fini, notre navire entrera dans un port paisible. Courage, chérie!

« La lâcheté de la nature humaine est infinie. Si on apprend de bonne heure à la mépriser on cesse d'en souffrir. »

Pendant les négociations de Brest-Litovsk, Trotsky avait lutté de toutes ses forces pour em-

pêcher les nouveaux Etats embryonnaires de la Baltique de tomber sous l'influence de l'Allemagne. Cette puissance occupait cette partie de la Russie et c'était elle qui dominait la situation. Ces territoires, l'Esthonie, la Courlande, la Latvie, avaient une grande importance économique; ils fournissaient du bois en abondance, et la Russie en avait toujours tiré une grande partie de ses serviteurs civils et de ses chefs militaires, car le niveau de l'éducation y était sensiblement plus haut qu'ailleurs. Trotsky voulait confier le gouvernement de ces Etats aux ouvriers et aux paysans, ce qui était une idée assez étrange. En tout cas, les Bolcheviks durent céder à Brest-Litovsk et, pendant les deux années qui suivirent, tous leurs adversaires se donnèrent rendez-vous dans les provinces baltiques. A la fin de l'automne 1919, la diplomatie cessa de soutenir les Blancs, et les Bolcheviks saisirent l'occasion de rompre le cercle de fer qui les entourait en faisant d'abord la paix avec l'Esthonie. Comme Krassine l'avait prévu, on lui demanda d'aller à Uriev en qualité de porte-parole et de plénipotentiaire. Il n'y resta pas longtemps, mais pendant son sejour, il m'écrivit plusieurs lettres et put enfin les envoyer lui-même, sans avoir à compter sur des voyageurs qui les mettaient à la poste dans quelque ville d'Europe. Dans sa première lettre d'Uriev, datée du 5 décembre, Krassine avoua qu'il se sentait beaucoup plus près de nous; en réalité, nous n'étions séparés que par six cent milles, la même distance qui existe entre Petrograd et Moscou. Voici un passage extrait de cette lettre :

« ... Eh bien, me voici à Uriev à la tête d'une délégation qui a pour tâche de faire la paix avec ces Esthoniens indépendants. Comme leur « indépendance » est un vrai mirage, je ne sais ce qu'il en résultera. Certainement les ouvriers et les paysans d'Esthonie sont ruinés par la guerre; seul le gouvernement suit des yeux les manœuvres de la politique anglaise, et continue à nous contrecarrer pour plaire à ses protecteurs. Pour quelle raison combat-on? La Russie soviétique ne revendique aucun territoire et nous sommes prêts à signer un

traité de paix avec le plus grand plaisir, à condition seulement qu'on cesse d'aider Youdenitch, Balakhovitch ou tout autre de ces généraux. Nous n'avons pas envie qu'on vienne encore attaquer Petrograd dans trois mois, et il faut que les Esthoniens « indépendants » nous promettent, avec des garanties suffisantes, qu'ils vont désarmer; c'est tout.

« Les négociations ont commencé aujourd'hui, mais il est trop tôt pour prévoir ce qui se passera. J'espère qu'au printemps, l'Entente désirera aussi faire la paix. Plus le temps passera et plus il sera difficile de vaincre la Russie soviétique, et, tôt ou tard, toutes les nations liguées contre nous devront abandonner leur politique belliqueuse et trouver un moyen d'entamer des relations diplomatiques et économiques. Je prendrai certainement part à ces négociations plus importantes et plus vastes; nous nous reverrons donc bientôt. La paix créera beaucoup de travail à l'étranger, et je trouverai peut-être quelque port plus tranquille où je pourrai jeter l'ancre et vivre avec toi et les chères petites. Soignez-vous bien, petites, et veillez sur Mamania. Prenez exemple sur moi. Quand j'étais à Petrograd au milieu d'octobre (au moment de l'avance de Youdenitch) je suis allé me faire examiner par un docteur et il a déclaré que depuis des années, mon cœur n'avait pas été en aussi bon état. Voilà le résultat d'une vie occupée et des maigres rations que nous accordent les Bolcheviks... »

Mon mari m'écrivit, peu de temps après, pour me dire que les négociations n'étaient que perte de temps, « bêtise et fourberie », parce que les délégués esthoniens étaient évidemment peu désireux d'entreprendre quelque chose par eux-mêmes et comptaient sur leurs nouveaux conseillers. Il s'attendait chaque jour à retourner à Moscou où, disait-il, la vie était beaucoup plus facile et où l'on se sentait maintenant en sécurité. Mais il répétait que je ne pouvais songer au retour et il en énumérait les raisons. A Noël 1919, Léonide Borissovitch se trouvait à Moscou, en face de toutes sortes de difficultés nouvelles qui avaient surgi pendant son

absence. Dans une lettre datée du 23 septembre, il révèle — peut-être pour la première fois depuis la révolution — sa foi constante en l'idéal social auquel il avait consacré sa jeunesse.

« ... On a décidé que je ne retournerais pas à Uriev, car les négociations peuvent se poursuivre sans moi; pendant mon absence les affaires urgentes ont été négligées, et tout est en désordre. J'irai certainement à l'étranger tôt ou tard, et plus tôt les choses seront remises en ordre ici, mieux cela vaudra pour ma mission étrangère...

« Il est faux que seuls les rares hommes qui arrivent en haut de l'échelle sociale atteignent le bonheur. En Russie, nous jetons les fondations d'une nouvelle société où chacun jouira de quelque bonheur. Pour le moment peut-être, les gens vivent dans la misère et ne peuvent acheter que les choses indispensables à la vie. Mais c'est le premier pas qui coûte; une fois que nous aurons commencé à avancer dans la bonne voie, les richesses naturelles de Russie, unies au travail acharné que fournira chaque homme, apporteront bientôt à tous une vraie prospérité. A présent, bien entendu, l'œuvre de construction ne fait que commencer, et nous vivons pour ainsi dire sur des remblais de terre retournée, au milieu des pierres et des échafaudages; sans toit, sans meubles, sans chauffage, manquant de tout! La vie n'est pas agréable dans de telles conditions; la maladie et la souffrance s'abattront sur nous et quelques-uns n'y survivront pas, mais, pour revivre, un pays exige un tribut de victimes et de pertes. Cependant bientôt, il le faut, nous apercevrons au milieu des débris la façade de ce bel édifice neuf que nous élevons lentement. Quelques-uns d'entre nous le voient déjà et c'est ce qui nous donne la force de lutter contre tant de difficultés. La période de destruction est finie. N'est-ce pas déjà un résultat? Combien Moscou a changé depuis la première fois que j'y suis venu en 1918! A la campagne, le régime soviétique a triomphé, c'est évident. Si les généraux émigrés ne sont pas comblés d'argent, d'approvisionnements et de troupes par les gouvernements étrangers, nous

avons déjà entendu leur chant du cygne. Comparer notre situation actuelle à la vie qu'on mène dans une cité assiégée n'est pas une simple métaphore, mais une vérité littérale. Les méthodes d'administration, le commerce, tout est primitif en ce moment. Mais c'est la première phase du développement social. Je ne doute pas que nous atteignions — que nous ne dépassions — la prospérité matérielle des jours antérieurs à la révolution. Un enfant est d'abord moins intelligent et se développe plus lentement qu'un singe adroit, mais il finit par être plus habile que toute une tribu de singes.

« Quoique je sois très content que tu ne sois pas obligée de subir les épreuves et les maux que nous supportons, je regrette souvent de ne pouvoir partager avec toi toutes mes pensées et tous mes sentiments; je voudrais aussi que les enfants vivent les événements actuels au lieu de les lire plus tard dans les livres. A part cela, je suis à envier. Jamais mon travail ne m'a donné autant de satisfaction; je me sens en forme, l'esprit clair, aussi énergique qu'un Titan d'autrefois! J'aimerais que chacune de vous ait la même sensation... »

CHAPITRE XII

LA FIN DE L'ISOLEMENT

Beaucoup d'années se sont écoulées depuis lors; bien des événements ont eu lieu qui ont fait sur moi une durable impression; mais l'isolement où j'ai vécu, rongée de telles inquiétudes, tandis que mon mari sauvait le navire qui sombrait, a laissé de profondes blessures dans mon cœur.

Parfois Léonide Borissovitch se trouvait dans une situation difficile et un combat se livrait en lui entre sa bonté et le sentiment de son devoir envers le gouvernement qu'il servait. On m'a raconté, par exemple, qu'un jeune intellectuel, ingénieur de profession, était menacé par les Rouges, parce qu'il avait été autrefois membre du parti socialiste révolutionnaire, crime pour lequel les gens étaient envoyés en prison ou en Sibérie. Désespéré, il alla trouver Krassine et lui demanda de l'aider. Il lui dit : « Vous savez que nous vivons à une triste époque; je périrai sans doute et je périrai pour rien; j'ai une famille. Sauvez-moi ». Léonide Borissovitch le regarda à travers ses lunettes et répondit : « Que vais-je faire? Je vais vous donner tout de suite une besogne dans le Caucase, et une fois

là, vous quitterez la Russie aussi vite que vous le pourrez ».

Aucun parti du monde n'aurait pu empêcher Krassine, en ce cas comme en beaucoup d'autres, d'obéir aux lois de l'humanité et de faire tous ses efforts pour protéger et sauver des innocents.

Quand je songe à toutes les responsabilités qu'accepta Léonide Borissovitch à cette époque, je comprends que le bruit courût que « ce Krassine » prenait trop de travail sur ses épaules. D'abord en 1918, il fut placé à la tête du ministère du Ravitaillement de l'Armée rouge. Un jour, un de ses amis lui demanda pourquoi, avec sa grande expérience de directeur d'affaires et d'ingénieur, il ne s'était pas chargé de réorganiser l'industrie nationale ou les transports, pour sauver ce que la révolution avait laissé; il répondit que l'heure de ce sauvetage n'avait pas encore sonné, et que tant que l'Armée rouge n'aurait pas débarrassé la Russie de ses ennemis intérieurs et extérieurs, le mieux était de former un noyau qui pourrait plus tard servir de base à la reconstruction générale. On raconte que dès qu'il eut accepté le Département du Ravitaillement de l'Armée, les gens qui voulaient aider la Russie à l'heure du besoin s'adressèrent à lui. L'année suivante, il fut nommé commissaire au Commerce et à l'Industrie, et put sauver les plus grands établissements industriels, ainsi qu'une grande partie de la propriété et des institutions nationales. Il occupait en même temps le poste de commissaire aux Transports.

A l'époque où la plupart des hommes exerçant des professions libérales, ce que nous appelons en Russie l'intelligentsia, n'avaient pas encore décidé quelle serait leur attitude à l'égard du Gouvernement soviétique, Krassine servait de trait d'union. Mais les communistes le respectaient aussi pour ses capacités et sa culture. « Les soldats bolchevistes à l'esprit simple », dit le professeur Mavor (1), « le considéraient comme un homme sur qui ils pouvaient s'appuyer, qui prenait sur ses épaules

(1) *La Révolution Russe*, par James Mavor,

toutes leurs difficultés pratiques et leur permettait de se débarrasser du sentiment d'ignorance et d'impuissance qui les accablait, lorsque des problèmes urgents se présentaient à eux. »

Krassine ne se vantait pas en disant que son entrée dans le gouvernement avait changé l'attitude des hommes exerçant des professions libérales et des techniciens envers les commissaires du Peuple. Son mot d'ordre « La vieille société change, mais la Russie vit et nous devons travailler pour elle », lui permit d'enrôler un grand nombre de techniciens indispensables dans toutes les branches de l'industrie. Il fonda lui-même à Pétrograd une commission spéciale qui devait collectionner et cataloguer tous les objets d'intérêt historique ou artistique du pays. On sauva ainsi la plupart des trésors d'art de la Russie, et on peut les voir aujourd'hui dans les divers musées d'Etat de Petrograd et de Moscou. Il encouragea tout particulièrement les savants et ne les laissa pas souffrir pendant la période de famine. Afin de fonder dans tout le pays des instituts de recherches scientifiques, il organisa à Pétrograd la Société de l'Etude des Sciences Exactes. Beaucoup d'anciens académiciens et de savants distingués en faisaient partie. On peut donc dire que si, aujourd'hui, les Bolcheviks traitent les travailleurs spécialistes en membres privilégiés de la société, ils ne font que suivre l'exemple donné par Krassine.

D'autres personnes m'ont fourni des détails sur la vie quotidienne de Léonide Borissovitch à Moscou; on m'a raconté que tous les matins, de bonne heure, on le voyait se rendre à l'ancien hôtel Métropole, aisément reconnaissable de loin à sa haute taille et à sa démarche décidée; il portait toujours un épais portefeuille bourré de papiers; il travaillait dans un bureau en désordre, à peine meublé et se nourrissait frugalement de pain noir et de caviar — plus l'inévitable samovar de thé. Tous reconnaissent qu'il était avide de travail; parfois il ne dormait que cinq ou six heures sur vingt-quatre et passait souvent plusieurs jours de suite sans sortir de l'hôtel.

Un jour, au début de 1919, Krassine reçut la vi-

site de sa belle-fille. Elle le trouva assis dans son bureau, protégé par un manteau de fourrure et une casquette, car le froid était piquant et on ne pouvait se procurer le combustible nécessaire pour chauffer les pièces. Il lui demanda de lui acheter une paire de ces chaussures de feutre qu'on porte en Russie pour avoir chaud aux pieds. « Vous voyez, dit-il, je vis ici de façon primitive, et je n'ai pas le temps de penser à me procurer ce qu'il me faut. »

« Vous ne savez donc pas, vous qui êtes commissaire, que tous les magasins sont fermés, qu'on ne peut rien acheter avec de l'argent, il faut des cartes pour obtenir la moindre chose; c'est le système de la ration. »

Elle fut très surprise qu'il ignorât les conditions ordinaires de la vie à ce moment. Et Krassine lui-même était un peu honteux de son ignorance. Cet exemple montre combien ses devoirs officiels l'absorbaient!

Enfin au printemps de 1920, ce qui n'était qu'un bruit devint une réalité, et la délégation de Commerce russe quitta Moscou pour entamer des négociations commerciales à Copenhague. Selon son désir, mon mari était nommé chef du premier corps représentatif qui allait négocier à l'étranger au nom de la nouvelle Russie. Il télégraphia peu de temps après, disant qu'il s'arrêterait à Stockholm pour nous voir.

Je n'oublierai jamais le jour de son arrivée à Stockholm. Dès le matin, j'étais sur le quai avec les enfants. Le navire se fit longtemps attendre, mais quand il parut, nous n'en détachâmes plus les yeux. Je sentais que ce point noir qui semblait venir si lentement vers nous, contenait ma vie et mon bonheur, et ce que j'avais de plus cher au monde. Enfin je puis distinguer la silhouette de mon mari... Il est là, agitant furieusement sa casquette de fourrure! Il a maigri, son visage est moins plein qu'autrefois et il a laissé pousser sa barbe, mais c'est lui tout de même...

Les deux heures nécessaires pour les formalités habituelles de débarquement me parurent des siè-

cles. Enfin... alors ma tête se mit à tourner et je crus que j'allais m'évanouir. Les gens parlaient et criaient autour de moi; quelqu'un offrit à Léonide Borissovitch une guirlande de lauriers nouée de rubans rouges (!), mais je voyais et j'entendais tout comme dans un rêve.

« Eh bien, chérie, maintenant nous allons faire l'histoire. » Ce furent ses premiers mots. Il était si fier de sentir que les relations russes avec le reste de l'Europe dépendaient en grande partie de lui! La bonne humeur et l'énergie, telles étaient encore les caractéristiques de cet homme qui avait subi tant de souffrances morales, sinon physiques. Il fit un court séjour à Stockholm avant de se rendre à Copenhague.

A l'étranger commençait une nouvelle ère dans la vie de Krassine. Il n'était pas doctrinaire, et trouvait naturel de faire des compromis et, en cas de besoin, des concessions, pourvu qu'il pût obtenir par ce procédé les ressources et les matériaux indispensables à la vie industrielle de la Russie. Il ne voyait aucune objection à reconnaître officiellement les dettes internationales de la Russie, question si débattue, si le payement pouvait être différé tant que la Russie, comme le reste de l'Europe, n'aurait pas atteint la stabilité et la prospérité de l'avant-guerre. C'était, bien entendu, son opinion personnelle, et peut-être n'était-elle pas approuvée par les chefs du parti.

Je me rappelle avoir entendu mon mari expliquer — et je crois que tous les économistes du monde seront de son avis — que la politique économique suivie par les Bolcheviks, les premières années après la guerre, aurait dû être adoptée par tout gouvernement. Sans doute on parlait beaucoup des principes socialistes, mais dans l'ensemble les actes administratifs s'adaptaient aux conditions particulières du pays. Nous avons vu que pendant les guerres civiles, il était indispensable d'effectuer une concentration aussi grande que possible. Pour un grand nombre de raisons, la nationalisation de l'industrie était le seul procédé logique. La première et la plus évidente était le refus de tant d'in-

dustriels de continuer à produire sous le nouveau régime. Au début cependant, les Bolcheviks se contentèrent de passer un décret qui leur assurait la haute main sur les ouvriers, et stipulait que les représentants des ouvriers mettraient obstacle aux anciens pouvoirs arbitraires du propriétaire ou du directeur. Mais des cas de pillage et de vandalisme se produisirent — conséquence assez naturelle de l'émancipation après des années d'oppression — et le gouvernement fut obligé de déclarer que les usines et les domaines étaient la propriété du peuple, et parfois de faire protéger le matériel par les loyaux soldats de l'Armée rouge.

Il faut reconnaître que le blocus et l'effondrement complet du crédit furent les facteurs décisifs de la politique économique de la Russie à l'étranger. Lorsque le blocus fut enfin levé, l'état du change rendit le contrôle de l'exportation absolument nécessaire, et ce contrôle ne pouvait être exercé qu'au moyen d'un monopole du commerce extérieur.

Bien que cela eût sans doute demandé très longtemps, Krassine croyait qu'on pouvait rétablir le commerce soviétique sans aide financière de l'étranger. Cependant il était prêt à discuter un projet d'emprunt, à condition que cet emprunt fît partie d'un arrangement international. Ce fut sa ligne de conduite deux ans plus tard à la Conférence de Gênes, et elle étonna sans doute bien des gens qui s'attendaient à le voir mettre en avant la théorie orthodoxe des Bolcheviks.

A Copenhague, Krassine aidé de quinze techniciens, représentant les diverses industries russes, exposa les principes directeurs du commerce extérieur de la Russie. Ils sont encore valables aujourd'hui. Puisque la Russie possédait peu d'or — et sans crédit, les achats doivent être couverts par de l'or — les délégués avaient l'ordre de ne pas acheter ce qui pouvait être fait en Russie. En cas de nécessité, on pouvait acheter autant de machines qu'il en fallait pour fabriquer tel ou tel article, mais la Russie devait fournir les ouvriers énergiques et adroits. L'exportation, Krassine le recon-

naissait, dépendait des sacrifices que ferait le peuple russe pour accroître le rendement sur le marché étranger. Il croyait cependant que le contact avec l'étranger stimulerait la production.

Les hommes d'affaires anglais furent assez rusés pour renouer des relations avec la Russie. Il était difficile cependant d'écarter les difficultés diplomatiques. Mais deux mois après l'arrivée de Krassine à Copenhague, une invitation de M. Lloyd George arriva, et un petit groupe dirigé par mon mari partit pour Londres.

Huit ans se sont écoulés depuis ces événements, et il nous est difficile d'évoquer l'atmosphère de 1920; à cette époque les passions soulevées par la guerre ne s'étaient pas encore éteintes et jamais peut-être l'antagonisme contre tout ce qui se rattachait, même de loin, à la Russie soviétique n'avait été plus fort.

CHAPITRE XIII

L'ACCORD COMMERCIAL AVEC L'ANGLETERRE

Dans l'été de 1920, je m'embarquai avec mon mari, et nous nous rendîmes jusqu'à la capitale anglaise en passant par la Norvège et Newcastle. J'avais laissé mes filles à Stockholm, car je ne pouvais faire encore aucun projet d'avenir. Une grande foule s'était rassemblée pour contempler ces échantillons de la Russie bolcheviste — malheureusement, Léonide Borissovitch ne ressemblait pas du tout aux créatures créées par l'imagination populaire — et à grand'peine nous nous frayâmes un chemin vers l'automobile qui nous attendait et nous mena à notre hôtel de Holborn.

Lorsque nous fûmes installés seulement, nous découvrîmes que la grande chambre, au-dessous de la nôtre, était louée à la Société Anglo-Russe qui se réunissait régulièrement pour discuter les moyens de relever la Russie après le bolchevisme!

La dimension de Londres me fit une grande impression. Tout me semblait immense : les foules, les distances, — dans aucune ville je n'en avais vu de pareilles, — la circulation si intense et cependant si bien organisée. Il règne là une atmosphère « d'affaires » qui suffit pour qu'on se sente perdu et dépaysé quand on est entouré d'étrangers. Mais à mesure que passaient les années — pendant huit ans Londres a été « mon pays » — j'apprenais à

aimer cette ruche démesurée. J'aimais sa vie saine, ses monuments majestueux qui donnent une impression de raffinement et de culture vieille de plusieurs siècles. Quand mon mari avait un moment de loisir, nous aimions à nous promener dans les rues et à jouir de l'atmosphère de Londres. Il se connaissait en architecture et appréciait les profonds contrastes en blanc et noir produits par l'atmosphère pleine de suie. Léonide Borissovitch travaillait avec acharnement du matin au soir; il y avait toujours des foules de gens, des interviews, des tas de lettres et de télégrammes. De plus le vacarme de la circulation, l'air étouffant de l'été, la chaleur des trottoirs me donnaient parfois l'impression d'être dans une chaudière bouillante.

Je désirais beaucoup savoir ce que Krassine pensait de Lloyd George, puisque c'était avec lui que devaient se faire toutes les négociations. Il répondit à ma question : « C'est un homme très capable. Il donne une impression de bonté et d'intelligence subtile. Il sait imaginer et prévoir; il a surtout le don de saisir une situation en un clin d'œil sans avoir besoin de longues explications. En un mot, c'est un homme qui comprend, et c'est un plaisir de travailler avec lui. »

Quand mon mari arriva à Londres pour la première fois, il ne savait pas parler l'anglais, et le comprenait très peu. Un interprète assistait à ses entretiens avec M. Lloyd George. Je me rappelle qu'un jour Léonide Borissovitch rentra ravi et m'annonça que le Premier l'avait compris sans l'aide de l'interprète. « J'étais en forme aujourd'hui, dit-il, et quand j'eus terminé mon petit discours et que l'interprète se prépara à expliquer, M. Lloyd George dit que c'était inutile parce qu'il avait tout compris, et il a répondu immédiatement. » Un autre jour, un incident qui dut aussi exciter l'humour de Lloyd George, fit la joie de Krassine. Avant la réunion il apprit que le Premier avait pris connaissance d'un télégramme chiffré que Moscou avait envoyé à son Commissaire. Dans ce télégramme, Lénine disait simplement : « Lloyd George se joue de vous; rendez-lui la pareille. »

« Tu imagines, me dit-il, quel effort j'ai dû faire pour ne pas éclater de rire, et garder le sérieux qui convient à un diplomate. »

A un certain moment des négociations, Krassine dut retourner consulter Moscou. Comme le Gouvernement anglais désirait ne pas perdre de temps, on décida qu'il s'embarquerait à bord d'un destroyer anglais et qu'il irait directement à Petrograd. Les dispositions furent prises très brusquement et, bien entendu, nous devions rester à Londres, car il ne croyait pas que son absence serait de longue durée. Il m'écrivit une ou deux fois pendant la traversée.

« A bord du destroyer *Vimiera*,
« 2 juillet 1920.

« Ma très chère Lubasha,

« A la gare, nous avons été reçus par un officier de marine, une douzaine de marins et quelques fonctionnaires du port; puis on nous a conduits en automobile au canot qui devait nous porter à bord du destroyer. Sans nous accueillir au chant de l'*Internationale*, le commandant nous attendait sur le pont, et nous a reçus avec toutes les cérémonies d'usage; il nous a présentés à tous les officiers. J'ai appris plus tard qu'une heure seulement avant le départ, on avait averti l'équipage qu'on allait quitter le port, et on lui avait révélé le nom des passagers qu'on allait prendre. En moins de dix minutes, nous nous dirigeâmes vers la pleine mer, non pas seuls, à notre surprise, mais accompagnés d'autres destroyers.

« Tous ces navires de guerre, construits en 1917, étaient du dernier modèle, et c'était un spectacle saisissant de les voir voguer l'un derrière l'autre, à distance égale. On nous dit que cette flottille allait relever le détachement de destroyers dans la Baltique. Je crois plutôt que ces manœuvres étaient destinées à nous frapper, et à nous inspirer du respect pour la puissance navale de l'Angleterre. J'ai le regret de dire que, n'étant que des diplomates d'occasion, nous ne fûmes pas du tout frappés, et nous ne vîmes dans cette manifestation du « Grand Satan » — comme l'Angleterre est irrévérencieuse-

ment appelée en Russie — qu'un spectacle divertissant.

« Te souviens-tu de ces destroyers que nous avons vus en nous promenant le long du Langenstrasse, à Copenhague? Eh bien, ces cygnes « en croisière » étaient exactement pareils. Lorsqu'il y en a cinq en pleine mer, l'un en tête, et les autres deux par deux, ils font certainement un effet très pittoresque. La nuit, au clair de lune, leurs silhouettes font penser à des vaisseaux fantômes. Cela me rappelait une scène de *Sadko* (opéra de Rimsky-Korsakov), et c'est ainsi que le marchand Sadko aurait traversé les mers s'il avait vécu au XX^e^ siècle.

« Au début la mer était assez agitée, maintenant elle est aussi calme qu'un étang. Nos hôtes sont très gracieux et très hospitaliers; malgré mes protestations, le capitaine a exigé que je prenne sa cabine. La nourriture est excellente, aussi, à moins que quelque dieu des vents jaloux n'introduise des éléments prosaïques dans ce royaume des fées, ces trois jours seront une vraie cure de repos. Le capitaine parle français, mais assez mal pour que je ne craigne pas de répondre dans la même langue. Il a beaucoup voyagé, il connaît la Chine et Vladivostock, et sait même quelques mots de russe. Le mécanicien en chef nous a promis de nous faire visiter la chambre des machines demain. Ce soir, après le dîner, le capitaine a proposé une partie d'échecs. Nous avons eu une longue lutte que j'ai été surpris de gagner; Peters qui avait parié pour moi a gagné deux shillings au jeune officier. J'ai remarqué que cette victoire faisait monter les actions des délégués russes. Demain ce sera la revanche, et M. Nogin, dont personne de nous ne soupçonnait le talent caché pour les échecs, sera mis en avant...

« 3 juillet.

« Aujourd'hui le temps est encore beau et nous jouissons du voyage. Ce matin nous avons télégraphié à Litvinov de venir nous trouver à Copenhague où le capitaine avait dit que nous nous arrêterions; mais au déjeuner un message du commandant de la flottille arrivé par T.S.F. nous a si-

gnifié d'aller tout droit, sans nous arrêter. Je suppose que Londres a intercepté notre communication par radio et que notre rencontre avec Litvinov n'a pas plu aux autorités... Ne t'inquiète pas, je serai bientôt de retour. Ma meilleure tendresse pour toi et mes filles chéries; donne-leur ma bénédiction paternelle, et fais mes amitiés à tous ceux qui demanderont de mes nouvelles.

« Votre Papania et « Chrome » affectionné. »

Le retour de Krassine à Londres ne tarda pas, et les négociations reprirent. On s'attendait à des difficultés, mais personne n'avait supposé qu'il faudrait presque un an avant qu'on pût arriver à s'entendre.

Les négociations entre le Gouvernement anglais et la délégation russe commencèrent vers la fin de mai 1920, et ne finirent que le 16 mars 1921. Les pourparlers étaient lents et laborieux, et une ou deux fois, comme nous le verrons, ils furent interrompus pendant longtemps pour reprendre à leur point de départ. Dans l'ensemble la situation était plutôt défavorable pour la délégation russe. D'abord, certains membres du ministère étaient fortement opposés aux reprises des relations avec le Gouvernement soviétique. Ensuite certains événements, qui n'avaient pas l'Angleterre pour théâtre, eurent une grande influence sur les négociations : par exemple, elles s'arrêtèrent tant que dura le conflit russo-polonais (juin 1920). Même avant cela, le succès de la mission de mon mari était incertain — enfin sir Robert Horne se chargea des négociations. Cet homme d'affaires fin, adroit, rusé, était de ceux avec qui Léonide Borissovitch aimait à traiter, et il louait hautement sa subtilité et son amour du travail. Il parlait de lui en ces termes à un correspondant de journal : « C'est un grand plaisir de travailler avec sir Robert Horne, homme sympathique et intelligent qui sait tout ce qu'on peut savoir sur les affaires. » Malgré ces contretemps, la délégation arriva à entrer en contact avec les cercles commerciaux de la Cité afin de lancer de nouveau les sociétés anglo-russes.

On espérait obtenir immédiatement des ordres

de plusieurs firmes telles que Vickers, Marconi, Armstrong, etc. L'idée d'entreprendre des relations d'affaires avec la Russie plut aussi à d'autres firmes et lorsque les négociations reprirent, en novembre 1920, la délégation avait déjà gagné dans la Cité un certain nombre d'appuis influents. Disons en passant que M. Kamenev qui était arrivé à Londres quelques semaines après la délégation, s'était attiré des ennuis par son activité politique, et qu'on lui avait demandé de quitter l'Angleterre; les négociations avec le Gouvernement anglais furent donc entièrement confiées à Krassine.

Avant de poursuivre les négociations, sir Robert Horne demanda au Gouvernement russe d'accepter une clause préliminaire ainsi conçue :

« Le présent accord est subordonné à l'accomplissement des conditions suivantes :

« *a*) Chaque partie s'abstiendra de toute action ou entreprise hostile contre l'autre; elle ne fera, en dehors de ses frontières, aucune propagande officielle, directe ou indirecte, contre les institutions de l'Empire britannique ou de la République soviétique russe respectivement; le Gouvernement soviétique russe, en particulier, s'abstiendra de toute tentative militaire ou diplomatique, ou de toute autre forme d'action ou de propagande qui aurait pour but d'encourager les peuples de l'Asie à entreprendre une action hostile, sous quelque forme que ce fût, contre les intérêts anglais ou l'Empire britannique, surtout aux Indes et dans l'Etat indépendant de l'Afghanistan. Le Gouvernement anglais prend les mêmes engagements vis-à-vis du Gouvernement soviétique russe en ce qui concerne les pays qui faisaient partie de l'ancien Empire russe et qui sont devenus indépendants.

« *b*) Tous les sujets anglais qui se trouvent en Russie auront immédiatement l'autorisation de retourner chez eux, et tous les citoyens russes qui se trouvent en Grande-Bretagne ou dans d'autres parties de l'Empire britannique, et qui désirent retourner en Russie, seront également relâchés.

« Il va sans dire que l'expression « faire une propagande officielle » comprend tout encouragement

ou aide que l'une ou l'autre partie donnerait à la propagande faite en dehors de ses frontières.

« Les parties s'engagent à donner toutes les instructions nécessaires à leurs agents et aux personnes soumises à leur autorité afin qu'ils se conforment aux clauses énoncées ci-dessus. »

Krassine accepta les conditions de sir Robert Horne. A son tour, il souleva la question de la sûreté de l'argent, ou de la propriété russe, qui était en Angleterre ou pourrait y être apporté. La question était assez compliquée. En ce qui le concernait, le Gouvernement anglais s'engageait à ne pas saisir les vaisseaux ou les marchandises russes qui arriveraient en Grande-Bretagne. Mais il ne pouvait accepter une telle responsabilité pour les individus qui avaient des droits sur la Russie. Et on ne pouvait soumettre au Parlement, comme les Russes le souhaitaient, une loi qui empêcherait la séquestration des biens russes pendant une période déterminée — en d'autres termes une mesure qui garantirait un moratorium aux réclamations présentées contre les débiteurs individuels. Il n'y avait, semblait-il, qu'une issue comme les négociateurs anglais le suggéraient, et c'était une décision des tribunaux. On agirait de la façon suivante : la délégation russe signerait un accord commercial avec le Gouvernement anglais et dans les cas spéciaux demanderait le jugement des tribunaux. Si la décision était favorable aux Russes, les relations commerciales continueraient conformément à l'accord signé; sinon on chercherait un autre moyen de vaincre la difficulté et, en tout cas, les Russes seraient libres de déchirer le contrat s'ils le jugeaient à propos. Il y avait déjà un précédent juridique relativement à des marqueteries russes; la décision était contre les Russes, mais à ce moment-là, le Gouvernement russe n'était pas reconnu par le Gouvernement anglais, même *de facto*. Il faut observer que plus tard, dans des cas semblables, les tribunaux rendirent des arrêts favorables aux Russes.

Les négociateurs ne réglèrent pas aussi facilement toutes les questions. De bonne heure, Krassine souleva la question de l'or russe. Tant que la

reconnaissance diplomatique n'avait pas été accordée à l'U.R.S.S., le Gouvernement anglais ne pouvait passer aucune loi empêchant que l'or fût saisi par les gens qui avaient des droits sur l'ancien gouvernement impérial et qui prétendaient que dans la Banque d'Etat, l'or devait représenter la première garantie pour le paiement des emprunts publics d'avant la révolution. De plus, tandis que sur le marché mondial, l'or était coté environ cent vingt shillings, à cause du blocus de l'or, une once d'or russe n'atteignait que quatre-vingts shillings environ et le plus souvent ne pouvait être vendue.

Krassine demanda que l'or russe fût coté comme l'autre. Il soutenait qu'on devait donner à la Russie le droit d'apporter de l'or en Angleterre, de l'y faire fondre et de l'exporter de nouveau. Sir Robert Horne reconnut que si la Russie devait renouer des relations commerciales avec le monde, son or devait avoir la liberté de mouvement; il consentait donc à donner à la Russie pour chaque consignation d'or importé — la somme minimum devait être de deux cent mille roubles — une licence de six mois pour le réexporter. C'était de meilleures conditions que celles dont jouissaient l'Union de l'Afrique du Sud qui n'avait pour l'or importé du Transvaal qu'un délai d'exportation de quarante-deux jours.

Ce fut tout ce que sir Robert Horne put accorder. Krassine proposa que la Banque d'Angleterre fît fondre l'or russe sans indiquer son origine; sir Robert rejeta cette proposition; il refusa aussi que la Banque d'Angleterre délivrât à la délégation russe une quantité d'or égale à la somme remise à la banque par le Gouvernement russe. En un mot, sir Robert Horne refusa d'aider à cacher l'origine russe de l'or remis à la Banque d'Angleterre par la délégation russe, mais accorda aux Russes des facilités pour vendre leurs marchandises aux prix qu'ils pourraient obtenir.

Ce refus de sir Robert Horne compliqua considérablement la tâche de la délégation. Krassine comprit, cependant, qu'au début des négociations entamées avec un nouveau gouvernement inconnu pour

lequel elle ne pouvait avoir de sympathie particulière, l'Angleterre n'avait aucun raison d'accorder des faveurs spéciales et qu'elle se montrait déjà très conciliante en donnant aux Russes des facilités pour les opérations qu'ils voulaient faire avec leur or.

Le détail des négociations n'intéresserait pas le lecteur. Bornons-nous à dire qu'après de longs pourparlers, l'accord commercial anglo-russe fut signé le 15 mars 1921, apparemment à la satisfaction mutuelle des deux parties. Quand mon mari rentra ce soir-là, je compris pour la première fois quel effort considérable il avait fait. Maintenant que tout était fini, on lisait sur son visage une grande fatigue et aussi un profond soulagement. Krassine considérait que la signature de l'accord était un grand succès pour la Russie, et il prédisait que d'autres accords semblables seraient signés avec les autres nations européennes. Il était profondément frappé par la largeur d'idées et la franchise de M. Lloyd George et de sir Robert Horne, et par la courtoisie et la méthode qu'ils avaient montrées au cours de ces négociations difficiles et compliquées, engagées dans des conditions si nouvelles et si différentes de celles auxquelles le monde était accoutumé avant la guerre et la révolution bolcheviste. Il garda toujours une grande estime et une grande admiration pour les hommes avec qui il avait conclu cet accord. Et je peux dire sans crainte de me tromper que ceux-ci, à leur tour, éprouvaient une estime sincère pour Krassine et appréciaient non seulement son équilibre, son habileté d'homme d'affaires, sa finesse de négociateur, mais aussi son ardent patriotisme. M. Lloyd George et sir Robert Horne ne pouvaient s'empêcher de voir les efforts surhumains que faisait Krassine pour commencer en Angleterre la restauration économique de la Russie.

Lorsqu'il télégraphia à Moscou pour annoncer la signature du contrat, Krassine écrivit *inter alia :* « Nous avons lutté pendant presque un an pour arriver à la signature de cet accord. Maintenant il nous faut entreprendre une autre lutte non moins

difficile : fournir à la République des Ouvriers et des Paysans les produits de l'industrie étrangère et alimenter de nos matières premières les ouvriers de ces pays étrangers... Le Gouvernement anglais a exigé une clause qui lui permet de rompre l'accord à tout moment, au cas où le Gouvernement soviétique n'exécuterait pas ses obligations, c'est-à-dire ne s'abstiendrait pas d'actes hostiles ou ferait une propagande nuisible à la Grande-Bretagne.

« ... Le Gouvernement anglais s'est aussi engagé à ne pas attaquer l'argent et les biens russes... Malgré ses défauts, l'accord est un grand succès pour la République soviétique car, par lui la plus grande puissance capitaliste reconnaît *de facto* le Gouvernement soviétique. L'accord est basé sur le principe de réciprocité, et assure à la Russie soviétique tous les droits et toutes les facilités que les autres nations possèdent en Grande-Bretagne. Celle-ci s'engage à ne pas mener, ou appuyer dans d'autres pays, une politique hostile à la République soviétique, mais même à n'encourager aucune organisation et aucun groupe qui chercherait à s'emparer du pouvoir en Russie ou dans une partie quelconque de la Russie... L'Angleterre s'engage à donner aux vaisseaux russes toutes les facilités et tous les avantages qu'elle donne aux navires marchands des autres pays, et à ne mettre aucun obstacle à notre navigation sur les mers ou dans les détroits qui dépendent de l'Angleterre.

« ... L'accord prévoit une reprise immédiate des communications postales et télégraphiques entre l'Angleterre et la Russie... Chaque partie aura le droit de nommer ses représentants commerciaux dans le pays de l'autre partie avec tout le personnel nécessaire, et il va sans dire que ces représentants officiels jouiront des privilèges diplomatiques. »

Krassine ajoute ensuite ces mots significatifs et graves : « Les résultats plus ou moins fructueux que la Russie soviétique pourra tirer de l'accord que nous venons de conclure, l'utilité et la stabilité de celui-ci, tout cela dépend d'abord de nous, de notre prudence, de notre tact, de notre empire

sur nous. C'est un des plus puissants adversaires de la République soviétique qui a signé un accord avec nous; désormais la Russie se trouve en face non seulement de nouvelles perspectives et de nouvelles tâches, mais aussi de nouveaux dangers! »

Si l'on examine impartialement l'accord commercial signé en 1921 par la Grande-Bretagne et la Russie, on est frappé par la loyauté et l'attitude amicale du Gouvernement révolutionnaire; ce résultat était certainement dû à l'habileté et au tact déployés par Krassine. Celui-ci avait donc le droit d'éprouver quelque anxiété, et de se demander si le Gouvernement de Moscou exécuterait les obligations que l'accord imposait à la Russie.

L'insistance avec laquelle Krassine répétait que la Russie soviétique s'engageait à n'entreprendre aucune action hostile contre la Grande-Bretagne, l'avertissement si net qu'il donnait en parlant de « notre tact, notre prudence et notre empire sur nous » et des « nouveaux dangers » qui menaçaient la Russie au cas où son gouvernement n'exécuterait pas les clauses de l'accord, montre combien il était préoccupé, et craignait que ses camarades de Moscou ne fussent tentés de détruire l'œuvre qui lui avait coûté des efforts si pénibles.

En réalité, le 7 septembre 1921, c'est-à-dire moins de six mois après la signature de l'accord anglo-russe, lord Curzon dut adresser une note au Gouvernement de Moscou pour lui rappeler le préambule de l'accord qui se rapportait à la propagande. La note disait en substance :

« Dans une lettre remise par sir Robert Horne à M. Krassine à la signature de l'accord, le Gouvernement anglais attirait l'attention du Gouvernement soviétique sur certaines activités déterminées de nature hostile dont on connaissait l'existence, et démontrait que la cessation de ces manœuvres était le corollaire essentiel de la reprise des relations commerciales.

« M. Tchitchérine, dans son accusé de réception du 20 avril, affirma que le Gouvernement soviétique considérait que la signature de l'accord marquait un point décisif dans ses rapports avec la Grande-

Bretagne, et qu'il éviterait tout ce qui pourrait entraîner une action hostile ou une propagande ou un appui contre les intérêts anglais au sens stipulé dans le traité. Il ajoutait que tous les représentants et tous les agents du Gouvernement soviétique, en particulier en Afghanistan, avaient reçu l'ordre de s'abstenir de toute politique anti-anglaise.

« C'est une profonde déception pour le Gouvernement de Sa Majesté d'être obligé d'enregistrer le fait que, quoique cinq mois se soient écoulés depuis les promesses de M. Tchitcherine, l'activité hostile, de la cessation de laquelle dépend le bon fonctionnement de l'accord, continue sans être réprimée. De plus, le Gouvernement de Sa Majesté possède des preuves indéniables montrant que ces activités répréhensibles sont dues à l'instigation directe du Gouvernement soviétique.

« Le Gouvernement de Sa Majesté commence par blâmer le rôle joué par la Troisième Internationale dans la propagation des principes subversifs. Au cours du dernier congrès, d'importants fonctionnaires ont fait sur le travail de cette organisation des rapports qui ne laissent aucun doute, et révèlent qu'un de ses premiers desseins est de détruire les institutions anglaises, particulièrement en Orient.

« Quelques exemples des procédés récents de la Troisième Internationale suffiront à prouver cette accusation. Le 1er juin, M. Staline, président de la section orientale de la Troisième Internationale, au cours de son rapport au Comité Central, exposa que « le Secrétariat d'Orient s'inspire pour tous ses actes de ce principe général : il faut exercer une pression sur l'autorité politique des puissances capitalistes de l'Europe occidentale dans leurs colonies en les discréditant aux yeux de la population indigène, et en la préparant en même temps à s'émanciper d'un joug étranger. Les problèmes qui se rattachent à la lutte de classes en Occident seront plus aisément résolus si l'on peut détruire le pouvoir extérieur de la France et de l'Angleterre.

« Ensuite, en examinant la tâche accomplie par le Secrétariat Oriental du 1er février 1921 au

1er juin 1921, M. Staline commenta le récent traité russo-afghan et affirma que ce traité assurait des relations amicales avec l'Afghanistan. « C'est par l'intermédiaire de ce pays, dit-il, que l'Internationale communiste se trouve en communication directe au sud avec l'Inde anglaise; et le premier objectif du Secrétariat Oriental est de faire de la propagande dans cette région. » Il ajoutait que des relations continues, quoique officieuses, avaient été entretenues avec plusieurs chefs indigènes dans les provinces de l'Inde. »

Après avoir cité d'autres exemples, la note continue en ces termes :

« Ces discours et ces proclamations émanent sans doute de la Troisième Internationale et non directement du Gouvernement soviétique. Mais celui-ci ne peut nier son union étroite, sinon son identité absolue, avec celle-là. MM. Lénine et Trotsky, par exemple, sont membres du Comité Exécutif de la Troisième Internationale; M. Staline, dont nous avons déjà cité le rapport, est à la fois président du Secrétariat oriental et commissaire du Peuple aux Nationalités.

« L'activité de la Troisième Internationale n'est cependant pas le seul sujet de plainte du Gouvernement de Sa Majesté. Les porte-parole et représentants du Gouvernement soviétique eux-mêmes, dans l'exercice de leurs fonctions, ne se sont fait aucun scrupule de violer à plusieurs reprises les engagements écrits de leur gouvernement. M. Lénine lui-même ne s'est pas abstenu d'employer en public un langage qui ne peut être considéré que comme contraire à l'esprit de l'accord; par exemple, le 8 juin, au Congrès de la Troisième Internationale, il a prononcé les mots suivants : « Nous devons employer cet instant de répit à préparer avec soin la révolution dans les Etats capitalistes. L'éveil de millions de travailleurs dans les colonies et les dépendances jouera un grand rôle dans la révolution mondiale. Nous avons donc devant nous une tâche très importante, qui consiste à amener ces énormes masses d'individus arriérés sur la route de la révolution mondiale. »

La note continuait à citer des exemples de propagande hostile faite par les représentants soviétiques dans l'Inde, l'Afghanistan, le Turkestan, à Angora, etc., et elle conclut ainsi :

« Il répugnait au Gouvernement de Sa Majesté de croire que le Gouvernement soviétique ne partageait pas son désir de créer une atmosphère plus favorable que celle qui existait auparavant, et où les relations anglo-russes pussent être améliorées et finir par devenir normales. C'était son vœu sincère que l'accord commercial non seulement fût exécuté, mais fût le prélude de meilleures relations entre les gouvernements et les peuples des deux pays. Ce vœu cependant ne pourra se réaliser si les actes et la propagande hostiles énumérés dans cette note doivent continuer, et le Gouvernement de Sa Majesté demandera au Gouvernement soviétique de lui donner l'assurance qu'il mettra fin à ces activités qui constituent des infractions à l'accord commercial. »

M. Litvinov répondit le 27 septembre. Voici quelques passages caractéristiques de sa note :

« Un regard rapide jeté sur le document, dès sa réception, a suffi pour permettre au commissaire du Peuple aux Affaires Etrangères d'affirmer à M. Hogson que les accusations qui y sont contenues sont, ou sans fondement, ou basées sur de faux renseignements ou des falsifications. Cependant le commissaire du Peuple aux Affaires Etrangères n'a pas voulu suivre l'exemple donné par le Foreign Office en se hâtant de retourner des notes qui contenaient, à son avis, *prima facie*, des accusations sans fondement; mais désireux d'effacer toutes causes de malentendu entre les Gouvernements russe et anglais, le commissaire aux Affaires Etrangères a pris la peine d'examiner soigneusement les accusations, et a fait faire des recherches attentives sur les faits qui auraient pu leur donner naissance.

« Le Gouvernement russe désire profiter de cette occasion pour démontrer de nouveau, comme il l'a déjà fait plusieurs fois, que si la Troisième Internationale a, pour des raisons évidentes, choisi la

Russie comme siège de son Comité Exécutif, — car c'est le seul pays qui permet de propager librement les théories communistes et assure la liberté personnelle aux communistes; — et si quelques membres du Gouvernement russe appartiennent au Comité Exécutif, cela ne permet pas d'identifier la Troisième Internationale au Gouvernement russe; pas plus qu'on ne peut identifier la Seconde Internationale au Gouvernement belge ou anglais, parce qu'elle a son siège à Bruxelles ou compte parmi les membres de son Comité Exécutif M. Vandervelde, ministre belge, et M. Henderson, ministre anglais. De plus, le Comité Exécutif de la Troisième Internationale comprend trente et un membres, parmi lesquels ne se trouvent que cinq Russes dont trois n'appartiennent pas au Gouvernement russe.

« Le Gouvernement russe peut donc, non seulement nier formellement l'accusation basée sur son identification avec la Troisième Internationale, mais aussi, en substance, toutes les autres. Par exemple, la note anglaise accuse M. Staline d'avoir, en juin 1921, fait plusieurs rapports au Comité Central, au nom de la Section Orientale de la Troisième Internationale; or M. Staline n'a jamais rien eu à faire avec la Troisième Internationale ou aucune de ses sections, et n'a pas eu par conséquent l'occasion de faire les rapports qu'on lui reproche; en réalité, il ne les a jamais faits. En effet, la Section Orientale n'existe plus depuis l'automne de 1920.

« En ce qui concerne le prétendu discours que M. Lénine aurait prononcé le 8 juin, au Congrès de la Troisième Internationale, si le Gouvernement anglais veut faire des recherches dans les journaux de Moscou où les actes du Congrès étaient relatés chaque jour, il pourra se convaincre que M. Lénine n'a fait aucun discours le 8 juin et que dans les rares discours qu'il a prononcés à d'autres dates, il n'a pas dit les phrases qui lui sont attribuées, car elles n'ont aucun rapport avec le sujet de ses discours. Si le Foreign Office avait à sa disposition des renseignements plus exacts et de vrais documents russes, il se serait rendu compte qu'après la signature de l'accord anglo-russe, le Gouverne-

ment russe avait donné des instructions précises à ses représentants d'Orient, leur ordonnant de cesser toute propagande anti-anglaise et d'adapter leur activité aux nouvelles relations que la signature de l'accord avait créées entre les Gouvernements anglais et russe. Le Gouvernement russe n'a aucune raison de croire qu'ils n'agissent pas conformément à ces instructions, et qu'ils ne se bornent pas à protéger les intérêts russes sans empiéter sur les intérêts anglais.

« Le Gouvernement russe, de son côté, est obligé de rappeler que, ces derniers temps, l'attitude du Gouvernement anglais a été loin d'être amicale envers la Russie. Par exemple, à Constantinople, les autorités anglaises ont emprisonné un certain nombre d'agents commerciaux russes et les ont expulsés sans qu'aucune accusation ait été portée contre eux; le Gouvernement anglais a prêté son concours au Gouvernement français pour régler ce qu'on appelle « la question russe », il a protégé les plans français tendant à rendre vains les efforts des divers pays et des organisations internationales qui avaient pour but de porter secours à la population russe frappée par la famine; enfin il a présenté la note du 7 septembre avec ses graves accusations basées sur des faits purement imaginaires et des renseignements vagues, obtenus de sources douteuses, à un moment où la France excitait la Pologne et la Roumanie à déclarer la guerre à la Russie; ces faits n'appartiennent pas à la catégorie de ceux qui pousseraient le Gouvernement russe à croire que le Gouvernement anglais a le désir sincère d'entretenir des relations amicales entre les gouvernements et les peuples des deux nations. »

Lord Curzon jugea nécessaire de réfuter certaines des allégations de M. Litvinov. Dans sa réponse du 2 novembre, il écrivit :

« Dans sa réponse du 27 septembre, M. Litvinov a déclaré que les accusations contenues dans la note anglaise étaient, ou sans fondement, ou basées sur des informations inexactes ou falsifiées. Le Gouvernement de Sa Majesté n'a pas fait ces accusations sans examiner longuement et soigneu-

sement dans chaque cas, les sources des renseignements — sources que, bien entendu, on ne peut divulguer. Il ne voit maintenant aucune raison de retirer ou même d'atténuer une seule de ces accusations. Et aucune autre affirmation n'aurait été demandée si, dans sa réponse, M. Litvinov n'avait fait des allégations déterminées qu'il convient de réfuter.

« La tentative que fait M. Litvinov pour séparer le Gouvernement russe de la Troisième Internationale est inacceptable. Que la Seconde Internationale ait compté parmi les membres de son Comité Exécutif des hommes comme M. Vandervelde ou M. Henderson ne prouve rien. Au contraire, que la Troisième Internationale établie à Moscou sous la protection du Gouvernement Russe, qui la soutient moralement et pécuniairement, comprenne dans son Comité Exécutif, MM. Lénine et Trotsky, les deux principaux membres du Gouvernement russe, identifie si étroitement ces deux corps que chacun doit répondre aux accusations avancées contre l'autre. De plus la manière d'agir adoptée dans ce cas est depuis longtemps devenue familière.

« Le Gouvernement de Sa Majesté reconnaît que sa note du 7 septembre contient une erreur. Une phrase a été citée qui, affirmait-on, était tirée d'un discours prononcé le 8 juin par M. Lénine. M. Litvinov a déclaré que ce discours n'avait pas été prononcé. Il le fut en réalité le 5 juillet, et les paroles citées dans la note anglaise ont été diffusées dans le monde entier par la T.S.F. officielle de Moscou.

« M. Staline occupe le poste de commissaire du Peuple aux Nationalités et on a confirmé dernièrement qu'il était chargé de la propagande en Orient. On n'a pas dit qu'il appartenait à la Troisième Internationale — ce détail est d'ailleurs sans importance, — ni qu'il soumettait lui-même les rapports à Moscou; ses rapports furent cependant cités, et le Gouvernement de Sa Majesté n'a aucun doute sur leur authenticité.

« M. Litvinov nie que le Gouvernement soviétique ait eu des relations, directes ou indirectes avec les révolutionnaires de l'Inde. Ceci n'est pas

conforme aux faits. Le Gouvernement soviétique ne peut nier la présence à Moscou de plus de dix-neuf révolutionnaires hindous bien connus, invités par le Gouvernement soviétique lui-même, et qui ont séjourné trois mois dans cette ville — de la fin mai au commencement septembre — assistant à diverses conférences qui avaient pour objet les mesures à prendre pour fomenter la révolution aux Indes. »

Lord Curzon cite alors les faits relatifs à la propagande soviétique en Perse, en Afghanistan, etc., et il conclut :

« Il est frappant que M. Litvinov n'appuie d'aucune preuve les contre-accusations qu'il porte contre le Gouvernement de Sa Majesté. Celui-ci a toujours fidèlement conformé sa conduite et sa politique aux conditions de l'accord commercial, et il a le droit d'exiger que le Gouvernement soviétique agisse envers lui avec la même loyauté. »

Il faut reconnaître que la position des commissaires soviétiques aux Affaires Etrangères était très gênante en ce qui concerne la propagande. En 1921, c'est-à-dire trois ans seulement après la révolution, on ne pouvait demander à des hommes comme Lénine, Trotsky, Staline, etc., qui avaient consacré toute leur vie à la propagande, de tout sacrifier brusquement à la régénération économique de la Russie. Leurs partisans « paysans et ouvriers » n'auraient pas compris, et leur autorité aurait souffert d'une telle abstention. La propagande contre le capitalisme et la bourgeoisie avait toujours été le but de leur activité, et on ne pouvait guère leur demander de mettre la reconstruction de la Russie et ses intérêts au-dessus « des intérêts du prolétariat dans le monde », qui, bien entendu, demandaient une révolution communiste dans les deux hémisphères. Comment un gouvernement communiste pouvait-il dire à ses principaux membres : « Par considération pour l'accord anglo-russe, vous cesserez désormais toute propagande en Russie et ailleurs » ? Les communistes avaient promis qu'une révolution mondiale suivrait la révolution bolcheviste. Pour continuer à exercer l'autorité, le Gou-

vernement soviétique devait accomplir des actes calculés pour provoquer un soulèvement général; d'ailleurs son « idéologie » même lui en faisait une loi. Comment aurait-on pu conseiller à ses membres d'abandonner une perspective si séduisante pour un simple et vulgaire échange de marchandises entre la Russie et l'Angleterre? C'était là la vraie difficulté que la diplomatie soviétique avait à vaincre. Dire cependant que Lénine, Trotsky et Staline, membres en même temps du Gouvernement et de la Troisième Internationale, apportaient à chacune de ces fonctions une mentalité différente, n'était pas le meilleur moyen de résoudre la difficulté.

Cependant la note de lord Curzon parlait surtout de la propagande que les représentants et les agents soviétiques faisaient en Orient, et il semble que sur ce point M. Litvinov ne craignait rien et pouvait donner une réponse satisfaisante. Celle qu'il fit attira simplement une réponse calme et légèrement méprisante de lord Curzon et, ce qui était plus grave, mit sérieusement en danger l'existence des nouvelles relations commerciales établies entre la Russie et l'Angleterre.

L'accord anglo-russe contient la clause suivante :

« Au cas où l'une ou l'autre partie transgresserait à quelque moment l'une des conventions de cet accord ou des conditions exposées dans le préambule, l'autre partie serait immédiatement déliée des engagements de l'accord. Néanmoins il est convenu qu'avant de se livrer à des actes contraires à l'accord, la partie lésée donnera à l'autre une occasion raisonnable de fournir une explication ou de réparer ses torts. »

Cette clause parfaitement raisonnable fut introduite dans l'accord à la demande de lord Curzon. Elle offre, bien entendu, une garantie égale à la Russie et à l'Angleterre. La note soviétique utilise de façon plutôt bizarre cette occasion de s'expliquer, car au lieu de prendre le taureau par les cornes et d'attaquer franchement la situation, le ministère soviétique des Affaires Etrangères prit la

peine de démontrer que le discours de Lénine n'avait pas été prononcé le 8 juin, que Staline n'assistait pas à la session du Comité, que ce Comité ne se nommait pas « Comité Central », etc.

Si le ministère des Affaires Etrangères de Moscou avait expliqué franchement que l'état d'esprit révolutionnaire, qui régnait encore dans le pays, rendait presque impossible d'empêcher les discours anticapitalistes contre les grandes puissances, mais que le Gouvernement qui, représenté par Lénine, maudissait les pays bourgeois *via* la Troisième Internationale, appuyait en même temps de toute son influence l'accord anglo-russe; sans aucun doute, une telle franchise, aussi bizarre et paradoxale que fût la situation elle-même, aurait produit une excellente impression sur les hommes d'Etat anglais, car elle aurait tout au moins prouvé l'honnêteté des intentions du Gouvernement de Moscou.

En tout cas, M. Lloyd George, si remarquablement intuitif, comprit clairement la situation et se décida à prendre patience. Il était convaincu, ou il espérait, que les relations commerciales qui existaient entre l'Angleterre et la République soviétique arrangeraient tout.

En même temps qu'avait lieu l'échange des Notes sur la propagande, les Gouvernements anglais et soviétique échangeaient une correspondance au sujet d'une certaine Mme Stan Harding qui était partie pour la Russie en juin 1920 afin de représenter le *New-York World:* afin de lui faciliter l'exercice de ses fonctions, M. Litvinov lui avait remis quelques lettres de recommandations pour les autorités soviétiques. La Tchéka cependant la soupçonna d'être une espionne anglaise et l'arrêta; elle passa plus de deux mois en prison dans des conditions horribles. Le Foreign Office demandait une compensation pour elle, le commissariat des Affaires Etrangères refusa de payer à moins qu'une compensation fût aussi accordée aux citoyens soviétiques que les autorités anglaises avaient arrêtés à Constantinople et ailleurs. M. Litvinov déclarait que « si le Gouvernement anglais persistait à pré-

senter de telles revendications et contre-revendications, le résultat ne serait certainement pas en sa faveur ».

Cependant un autre incident s'éleva à propos du meurtre d'un certain M. Davidson, sujet britannique, arrêté par la Tchéka et fusillé le 17 janvier 1920. Lord Curzon demanda une explication au Gouvernement soviétique, et M. Tchitchérine la donna immédiatement. Après enquête par les autorités, on s'aperçut que l'explication contenait quelques erreurs essentielles; Lord Curzon attira là-dessus l'attention de M. Tchitchérine et demanda une compensation pour la veuve de M. Davidson. Cette fois ni M. Litvinov, ni M. Tchitchérine ne prirent la peine de répondre. Ils confièrent ce soin à un diplomate de second ordre, nommé Weinstein, qui rappela à lord Curzon qu'en septembre 1918, vingt-six bolcheviks avaient été exécutés à Bakou par des socialistes révolutionnaires; il écrivait qu'ils avaient été « tués sans pitié, avec la complicité du Haut Commandement des armées anglaises qui occupaient alors la province transcaspienne » !

L'enquête du Foreign Office établit qu'il n'y avait eu aucune complicité de la part du commandement anglais. Weinstein répondit que les deux affaires avaient eu lieu avant la signature de l'accord anglo-russe, et pour peu que les autorités soviétiques eussent désiré consolider les avantages de la convention, elles auraient pu exploiter avec fermeté l'argument que je viens de citer pour éviter de payer une compensation.

Krassine avait accompli sa mission, mais il reçut l'ordre de rester à Londres en qualité de chef de la délégation commerciale russe. Les mois suivants furent une période d'organisation fatigante, mais c'était le genre de travail qu'il aimait. Bien qu'il connût peu la langue anglaise, il arriva à obtenir un personnel et à se procurer un local dans la Cité. Par cette voie (Arcos) le commerce entre

la Russie et l'Angleterre commença à prendre de l'extension. Je devrais peut-être ajouter que les chiffres auraient été ridiculement bas si la N.E.P. (Nouvelle Politique Economique) n'avait amené un changement dans la situation russe.

Krassine se trouvait constamment en contact avec des hommes qui occupaient de hauts postes politiques; cependant cela n'éveillait en lui aucune ambition personnelle. Au contraire, son aversion pour la politique pure en était pour ainsi dire accrue. C'était avant tout un technicien et un ingénieur spécialiste qui s'intéressait particulièrement au côté commercial de l'industrie moderne. Toutes les inventions mécaniques et scientifiques continuaient à le captiver, même quand il était dans les transes des négociations de l'accord anglo-russe.

Lorsque Krassine était à Londres, il se faisait toujours un devoir de lire les périodiques et les revues scientifiques. Il désirait que ses filles partageassent son enthousiasme pour la chimie et la physique, et il saisissait toutes les occasions de leur rendre la science plus vivante qu'un simple devoir d'école.

Je peux dire sans crainte de me tromper que la plupart des Anglais qui étaient en contact avec mon mari, avaient la plus grande estime pour lui; ils appréciaient son sens pratique et aimaient son humour vif. Il apprenait l'anglais, bien entendu, et le comprenait peu à peu. Il disait en plaisantant : « Lord Curzon doit être le seul Anglais qui parle bien sa langue, car c'est le seul que je peux comprendre. » A quoi quelqu'un répondit un jour : « Vous comprenez lord Curzon parce que vous y êtes bien obligé! »

Le pouvoir de concentration de mon mari était souvent mis à une rude épreuve à la maison. Après dîner il allait à son bureau, ouvrait son portefeuille et éparpillait ses papiers sur le bureau et sur le parquet. Les enfants étaient souvent dans la même pièce; elles jouaient et bavardaient près du feu, et elles lui demandaient si elles le gênaient. Mais Père disait : « Non, c'est parfait! » et je crois vraiment qu'il aimait les avoir près de lui.

Je peux dire que nous passâmes tous d'heureuses années en Angleterre. Mes filles allaient en classe; elles parlaient anglais depuis leur enfance, et elles s'habituèrent bientôt à la vie des écolières anglaises; elles aimaient les sports et avaient beaucoup d'amies. Il semblait que le destin voulût nous dédommager des jours solitaires que nous avions vécus loin de mon mari, privées de vie de famille.

CHAPITRE XIV

LE MONOPOLE D'ÉTAT DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Les lentes négociations de Londres mirent en évidence combien il était difficile de faire un commerce extérieur sans crédit. Les gouvernants bolchevistes échouèrent aussi sur cet écueil lorsqu'ils essayèrent de mettre leurs principes en pratique à l'intérieur. Au cours de l'automne de 1920, le système collectiviste de l'Etat avait été porté à son point le plus haut, et, en théorie, le Gouvernement tenait les clés de tous les garde-manger. Le commerce privé était interdit, mais il était fait furtivement par les « hommes aux sacs » qui portaient des sacs à la campagne et les remplissaient de produits illicitement achetés aux paysans. Par le système de rationnement, on supposait que les paysans cédaient aux coopératives soviétiques tout ce qu'ils ne consommaient pas; en échange, ils recevaient une quantité équivalente d'objets manufacturés de la ville. De cette façon, l'Etat fixait le prix du pain comme de toute autre marchandise. Le succès de ce système dépendait entièrement de la bonne volonté des paysans qui, même lorsqu'ils ne possédaient pas vraiment les moyens de production, en avaient la disposition. Et le trait d'union habituel entre la ville et la campagne avait été rompu. Ce trait d'union était le crédit, qui avait complètement disparu dans la destruction voulue du capital.

Tant que dura le danger de l'attaque étrangère,

les paysans furent soumis à la contrainte.. A la fin de 1920, la situation changea. Beaucoup de ceux qui avaient formé le prolétariat « improvisé » pendant les années de guerre et qui s'étaient trouvés maîtres de la situation en 1917, pensaient maintenant qu'ils auraient plus de paix et de richesse en labourant leur terre et en envoyant la politique à tous les diables. Le retour aux villages, la stagnation de la vie industrielle, équivalaient à une diminution du prolétariat — classe qui n'a jamais été très nombreuse en Russie; et cela semblait réfuter la conviction très souvent exprimée par Lénine, que le centre de gravité de l'économie nationale changerait et serait représenté par les ouvriers des villes. La dépression économique continua pendant tout 1920 et les premiers mois de 1921; les habitants des villes étaient à deux doigts de la famine, car les paysans se refusaient obstinément à semer plus qu'ils n'en avaient besoin pour eux. On dit qu'à cette époque, le gouvernement dut envoyer des troupes rouges avec de l'artillerie dans quelques villages pour intimider les paysans et les forcer à céder leurs céréales. Une succession de mauvaises récoltes menaçait de famine certaines régions. Cela mit les choses au point; la question était réglée une fois pour toutes entre la théorie communiste et la nécessité pratique.

Lénine dut déclarer que le rationnement, considéré comme base de l'organisation des ressources de l'Etat, était prématuré; c'était une amère pilule à avaler, car, avec la majorité des chefs communistes, il croyait sincèrement que la Russie était sur le seuil du communisme. Au printemps de 1921, le Conseil Suprême de l'Economie nationale décida de permettre aux particuliers les commerces de détail, et le Gouvernement relâcha un grand nombre de petites entreprises industrielles qui n'occupaient que 60 % des ouvriers employés. Ce fut le premier acte de la Nouvelle Politique Economique, qui eut d'abord pour but de calmer le mécontentement des paysans et de stimuler ainsi la production. On autorisa ensuite un certain nombre d'entreprises dirigées à la fois par l'Etat et le système capitaliste.

Ce changement parut assez naturel à Krassine qui, de Londres, contemplait les événements. Il avait toujours considéré la période du communisme militaire comme une phase de transition par laquelle devait passer la Russie en s'émancipant des chaînes du système féodal, et en démolissant le vieil édifice capitaliste. C'était ce qui faisait de Krassine, pour ainsi dire, un étranger parmi les siens. Il ne s'attachait à aucune des factions qui se formaient dans l'Etat communiste, mais comptait simplement sur l'autorité politique de Lénine, tandis que celui-ci continuait à avoir une foi implicite dans la sagesse pratique de Krassine.

Une grande sympathie unissait ces deux hommes qui travaillaient de concert, bien que mon mari s'occupât seulement des intérêts de la Russie, tandis qu'au contraire la question internationale était la principale préoccupation de Lénine. En ce sens, Krassine était nationaliste, quoique sa ferme conviction que le Gouvernement devrait avoir le monopole du commerce extérieur, n'eût pour base aucune doctrine nationaliste ou communiste, mais ne dépendît que de raisons pratiques. Léonide Borissovitch m'a dit plusieurs fois que les représentants du grand commerce extérieur qui désavouaient en théorie le monopole d'Etat, admettaient en particulier que c'était la seule façon de maintenir l'intégrité économique du pays. La révolution bolcheviste avait fait de la Russie une sorte d'horrible *tabula rasa*. C'est un fait indéniable, bien qu'on ne puisse en expliquer la raison de façon satisfaisante. *Quot homines tot sententiones.* Il serait cependant très plausible d'expliquer la violence du soulèvement, par l'ignorance profonde de la nation composée aux trois quarts d'illettrés, et par le fait que les chefs de la révolution eux-mêmes n'avaient aucune éducation politique — avant les événements de 1917, aucun d'eux n'avait de renom dans le monde intellectuel comme grand écrivain, économiste ou savant remarquable.

Krassine, comme nous venons de le voir, était un des hommes qui comprenaient que la raison fondamentale de ce bouleversement était la déplo-

rable condition économique de la Russie, la pauvreté des paysans, l'insouciance et la légèreté des classes dirigeantes.

La révolution avait complètement détruit un système économique depuis longtemps en triste état. Il pensait donc que le remède souverain était de commencer la reconstruction du pays par la reconstruction économique. En écrivant les lignes suivantes sur la situation européenne après la guerre, mon mari montre bien le stimulant moral de la reconstruction économique :

« La guerre a complètement désagrégé l'Europe financière, et l'après-guerre a vu s'établir une situation plus malsaine encore que celle qui régnait pendant les années de guerre. Les industriels ont eu, pendant un certain temps, la certitude de recevoir des ordres suffisants, et se sont habitués à des profits, tels qu'on n'en avait jamais rêvé avant la guerre. Le chaos d'après guerre, avec ses interminables crises politiques et économiques, la désorganisation de la Bourse dans presque tous les pays d'Europe et la spéculation illimitée, ont créé un état de choses tel, que ceux qui avaient des capitaux ont cessé de s'intéresser aux affaires régulières et sûres, placement qui rapportait des bénéfices relativement petits et lents. A quoi bon placer ses capitaux sur des mines de charbon ou des entreprises agricoles, quand quelques jours de spéculations à la Bourse pouvaient rapporter des profits énormes. Dans cette période de folie, les banquiers manifestèrent une antipathie particulière pour le commerce et l'industrie, et même aujourd'hui on a des difficultés considérables à trouver de l'argent pour des entreprises saines et productives. Il est absolument nécessaire d'entrer dans une période de transition; il en résultera un travail acharné et difficile, et qui n'entraînera pas nécessairement des bénéfices énormes et immédiats. Le salut est à ce prix. Travail sur la terre, dans les mines, les forêts et les usines; cela seul peut jeter les fondations de la reconstruction économique dans l'Europe ravagée. »

En Russie, en plus de cette démoralisation géné-

rale d'après guerre, régnait aussi la misère presque indescriptible et à peine croyable de l'après-guerre et de l'après-révolution. Mais, comme en Europe, le seul remède au mal, la seule façon de sortir de cette terrible situation désespérée était le travail. Et c'est pourquoi Krassine accepta de collaborer avec les Bolcheviks. Instruit des résultats que la révolution bolcheviste avait eus en Russie, surtout en ce qui concernait sa vie économique, il entra dans le Gouvernement avec un programme économique, vaste et pratique, soigneusement étudié, non seulement dans ses divers aspects et ses grandes lignes, mais jusque dans ses plus petits détails.

Voici comment il envisageait la situation en Russie au moment où il devint membre du Gouvernement :

« La désorganisation et la ruine, résultat de la guerre; la disette de toutes les marchandises ordinaires, résultat de la destruction de toutes les forces vitales du pays au front ou dans le travail pour la guerre; l'épuisement du matériel industriel, des marchandises et des produits, l'inflation de l'argent, l'effondrement de la Bourse, telles sont les conditions dans lesquelles les républiques soviétiques doivent reprendre leurs relations économiques et commerciales avec l'Europe Occidentale. Une livre ou un dollar valent des centaines de milliers de roubles soviétiques. Une paire de souliers, du linge, des couteaux, etc., valent leur pesant d'or, et il est impossible de dire si la misère est plus grande à la ville qu'à la campagne. »

En même temps, Krassine aurait pu rappeler aux « camarades » qui l'écoutaient, que le pain était rare et rationné, qu'une simple aiguille d'acier était un objet recherché, qu'il n'y avait dans le pays ni plumes, ni crayons, ni papier, et que les maîtres d'école, afin d'exécuter leur besogne, traçaient devant les enfants des lettres ou des chiffres sur le sol, ou dans la neige en hiver, avec des bâtons.

La tâche que Krassine assuma dans ces circonstances était herculéenne et jamais peut-être un autre homme d'Etat n'en accepta d'aussi lourde.

Cependant il se mit à l'œuvre avec son énergie et sa modestie habituelles. Du commencement à la fin, son programme et son activité étaient définis et limités par ces deux faits : d'abord un pays comme la Russie, se mouvant dans l'orbite de la civilisation moderne de l'Europe, ne pouvait, à cette période de son développement, se passer de capital; à cela s'opposait le fait également évident qu'un nouveau gouvernement, qui avait des théories très particulières sur l'économie, avait complètement supprimé et presque détruit le capital russe. L'œuvre à accomplir était donc double et contradictoire : elle consistait à rétablir le capital russe de telle façon qu'il fût toléré par un gouvernement dont la seule raison d'être, — il le déclarait lui-même — était la guerre contre le capitalisme. Il est nécessaire d'insister sur ces deux points, car beaucoup de gens n'ont pas compris les idées de Krassine et souvent les ont même dénaturées. Il savait que le Gouvernement soviétique n'admettrait jamais une restauration du capital tel qu'il existait avant guerre, même si c'était possible. Il savait aussi que beaucoup de gens en Russie feraient servir à leurs propres fins les tentatives pour reconstituer le capital, au lieu de l'employer au relèvement de leur pays. Mais il fallait rétablir le capital. Sinon quelque puissant Etat européen réduirait la Russie à un esclavage économique ou industriel; sinon ce déclin commercial et industriel causerait la mort économique de la Russie.

Dans l'esprit de Krassine, le développement industriel et commercial de la Russie à l'avenir, dépendait de deux facteurs : 1° le rétablissement de la liberté de l'activité commerciale; 2° la création d'un système économique qui permettrait la renaissance industrielle du pays. Par conséquent, Krassine encourageait l'organisation appelée N.E.P. et était sans doute son appui le plus influent.

Il va sans dire qu'on reprochait ouvertement à Lénine cette volte-face. Au début on appela Krassine « le bébé chéri ». Le ressentiment grandit et, à la dernière réunion du Comité Central du parti,

Krassine exposa la situation sans ambages : « Si nous avons à supporter tant de maux et tant de difficultés, c'est que sur cent membres, le Parti communiste compte dix idéalistes convaincus, prêts à mourir pour la cause, mais incapables de vivre pour elle; les quatre-vingt-dix autres sont des opportunistes sans scrupules qui ne sont entrés dans le parti que pour avoir des places. Il est inutile, continuait-il, d'essayer de persuader aux dix fanatiques la nécessité de cette N.E.P.; aussi je fais appel aux quatre-vingt-dix autres, et je les avertis loyalement que s'ils ne veulent pas que les masses russes les traitent comme elles ont traité l'entourage du tzar, il faut qu'ils jettent par-dessus bord les rêves impraticables, et se préparent à affronter les lois économiques. L'évangile, selon Karl Marx n'est pas le dernier mot de la sagesse. » Même à ce moment, il fallut l'intervention personnelle de Lénine pour calmer les craintes des puristes.

Les « Nepmen », comme on appelait la nouvelle classe, ne plaisaient pas beaucoup à Krassine. La plupart d'entre eux se conduisaient exactement comme les marchands et les boutiquiers, petits bourgeois, d'avant le bolchevisme, et saisissaient chaque occasion de s'enrichir rapidement. Krassine cependant pensait au bien-être de son pays et ne pouvait qu'accueillir avec joie cette « retraite stratégique » du communisme. Il reconnaissait en même temps que les Nepmen avaient des desseins diamétralement opposés aux siens.

« Le rétablissement de la liberté de l'échange des marchandises dans les limites de l'Etat — en d'autres termes le rétablissement de la liberté du marché intérieur, et de la circulation monétaire », — m'écrivit-il peu de temps après l'adoption de la N.E.P., — « tout cela assure non seulement le rétablissement de la propriété, mais aussi la possibilité d'économiser de l'argent, la possibilité d'un renouveau d'exploitation capitaliste, et par conséquent la possibilité de faire un effort dans la direction du capitalisme, et le retour du capitalisme lui-même. »

Bien entendu, la proclamation de la N.E.P. éveilla à l'étranger l'espoir d'un retour au capitalisme. Beaucoup de gens, en France, en Allemagne et en Angleterre, imaginaient que le capital étranger reprendrait bientôt, dans des conditions différentes, la place importante qu'il occupait autrefois en Russie. Les Nepmen espéraient aussi le retour au capitalisme et, à cause de cela, Krassine conçut une aversion prononcée pour la N.E.P. qu'il avait lui-même créée. Non qu'il se fût opposé, j'imagine, à un retour du capitalisme. Je sais qu'il a été socialiste convaincu toute sa vie mais, contrairement à ses collègues du parti, c'était un homme de réalités et non de théories, et il ne perdit jamais de vue les conditions véritables et les contingences de l'époque où il vivait. La Russie avait besoin de capital, et peut-être même de capitalisme, pour rétablir son industrie et toute sa vie économique. Si la Russie avait été dans la situation économique, faible en comparaison de celle des autres Etats européens, où la guerre l'avait trouvée, Krassine n'aurait probablement pas approuvé une N.E.P. sans restrictions avec les conséquences qu'elle pouvait avoir. Mais la Russie était dans une situation plus faible encore qu'avant la guerre. Comment aurait-on pu entreprendre l'œuvre de reconstruction sans outils ni matériel pour rebâtir? Cependant, il fallait se mettre à l'œuvre. Le travail demandait une prudence infinie et une vigilance constante, de peur de tout compromettre par une mesure imprudente ou un acte inconsidéré. Et il était certain que le Nepman, c'est-à-dire le commerçant privé dont tout l'intérêt se concentrait sur lui-même, et qui ignorait ce qui convenait au pays ou s'en souciait peu, était capable de compromettre le rétablissement du capital en exploitant témérairement les ressources de la Russie, ou en l'inondant de toutes sortes de marchandises bon marché — comme des parents stupides qui forcent leurs jeunes enfants à se surmener, ou les bourrent de mauvaise nourriture et détruisent ainsi leur santé.

A la période économique où se trouvait la Russie au moment de la proclamation de la N.E.P.,

l'industrie et le commerce ne se seraient jamais développés s'ils étaient restés sans aide en face de la concurrence étrangère. Pour qu'ils pussent exister en Russie, ils devaient être à l'abri des attaques extérieures et intérieures. En d'autres termes, ils devaient être protégés.

Tel était le second principe fondamental qui guidait les efforts que faisait Krassine pour rétablir la vie économique de la Russie : l'État devait exercer un contrôle rigoureux sur tout le commerce extérieur. Ce contrôle n'était pas incompatible avec la liberté relative du commerce intérieur que sanctionnait la N.E.P.

Mais la consolidation du monopole du commerce extérieur — qui était un caractère essentiel de la politique économique de Krassine — était une source d'ennuis et de déceptions pour les commerçants de l'Europe occidentale. Elle détruisait les brillants espoirs éveillés par la N.E.P. Les premières années d'après guerre, presque tous les pays européens recherchaient des occasions d'expansion commerciale. On supposait que cette soif pour les marchés étrangers serait étanchée tôt ou tard par l'ouverture des vastes territoires russes. Et maintenant, Krassine avec son « sacré » monopole du commerce étranger élevait une barrière infranchissable, ou du moins arrêtait l'idée de libre pénétration.

Le mécontentement et la déception régnaient aussi parmi les Nepmen russes qui n'avaient pas l'autorisation de commercer avec l'étranger. Beaucoup d'entre eux se joignirent aux vrais communistes bleus à qui déplaisait la faveur dont jouissait Krassine au quartier général, pour répandre à l'étranger des histoires grossières, alléguant que le monopole cachait simplement les profits illicites que faisait le commissaire du Commerce extérieur lui-même !

Qu'est-ce donc exactement que ce monopole du commerce extérieur, ce moyen trouvé par Krassine pour protéger les efforts que faisait la Russie afin de recouvrer sa santé et sa force économique?

Il faut d'abord remarquer que, tout en accordant

une certaine liberté aux transactions commerciales intérieures, le Gouvernement ou l'Etat gardait encore en sa possession les branches importantes de la production industrielle : les houillères, les terrains pétrolifères, les mines, les industries métallurgiques, les manufactures textiles, les raffineries de sucre, la construction des vaisseaux, etc. L'Etat continuait aussi à posséder les voies ferrées, les canaux, les ports, les télégraphes, les téléphones et la T.S.F. aussi bien que les banques. Il était donc le seul grand industriel, le seul producteur en grand; seul il fournissait des capitaux à la production et transportait les marchandises. En d'autres termes, l'Etat était le seul vendeur et le seul distributeur de marchandises. Il était donc assez naturel qu'il fût le seul acheteur au nom de la Russie, et que, par conséquent, le Gouvernement déterminât ce que l'Etat voulait vendre à l'étranger ou acheter à un autre pays, et qu'il fixât les quantités de marchandises que l'Etat voulait exporter ou importer. A la fois producteur et vendeur, l'Etat ne pouvait admettre la liberté du commerce extérieur qui aurait pu introduire dans le champ de son activité commerciale et industrielle des concurrents étrangers. Ainsi le Gouvernement ne pouvait abandonner sa conception du commerce et ses prérogatives pour le principe de libre échange, encore moins pour le bénéfice de quelques marchands étrangers.

Si par quelque inexplicable revirement, le Gouvernement communiste de Russie avait jugé à propos de lâcher prise et de renoncer au commerce extérieur, Krassine se serait opposé à cette décision avec toute l'énergie dont il était capable — et c'est ce qu'il fit en réalité. Car, dans les conditions où se trouvait la Russie après les événements de novembre 1917, le contrôle du commerce étranger était, non pas le meilleur moyen, mais le seul, de sauvegarder l'industrie embryonnaire du pays et par conséquent son avenir économique. « Le Gouvernement soviétique, prenant pour point d'appui les affaires et les entreprises appartenant à l'Etat et soutenu par celui-ci, a dit Krassine dans

un des discours qu'il prononça en Russie, cherche à rétablir autant qu'il le peut le développement de tous les produits et des marchandises dont les masses laborieuses peuvent avoir besoin, et qui peuvent être également nécessaires aux entreprises de production elles-mêmes. »

Si nous dégageons cette phrase de la phraséologie banale, inévitable chez un prolétaire d'origine communiste, l'idée exprimée par Krassine était que le Gouvernement en ayant la haute main sur les affaires nationales croyait pouvoir rétablir l'activité industrielle du pays. Krassine était en effet convaincu que les dirigeants pouvaient accomplir la régénération économique de la Russie, à condition : 1° de travailler avec une détermination de fer; 2° de parvenir à appliquer les mesures destinées à sauvegarder l'industrie et le commerce renaissants, et dont la plus efficace, sinon la seule, était ce monopole du commerce extérieur.

Mais le rétablissement de l'industrie ne pouvait pas être un effort isolé, séparé de tous les autres facteurs économiques et financiers. Il fallait compter par exemple sur l'état du change. La chute du rouble était aussi désastreuse que celle du mark allemand en 1923, et beaucoup plus alarmante que la dépréciation du franc en 1926.

La France et l'Allemagne apprirent à temps le résultat qu'amenait cette dépréciation dans leurs relations avec le monde extérieur. Les étrangers qui avaient un change élevé, tels que les Anglais et les Américains, achetaient ce qu'ils voulaient pour un morceau de pain dans les pays au change désorganisé et démoralisé. Si les mêmes étrangers avaient pu exécuter des opérations analogues en Russie, tout ce que celle-ci pouvait encore vendre — les matières premières, le charbon, le pétrole, les cuirs, etc., — aurait été acheté à vil prix. Les spéculateurs russes, les Nepmen, bien entendu, n'auraient pas demandé mieux que de servir d'intermédiaires dans des transactions de ce genre. Très vraisemblablement, dans son ignorance, le paysan russe aurait été séduit par cette occasion de vendre ses produits à un prix que les acheteurs

auraient rendu attrayant à peu de frais; dans les milieux officiels eux-mêmes, plus d'un camarade aurait accueilli avec joie cette méthode rapide d'obtenir l'argent étranger si nécessaire pour nourrir et entretenir les parasites communistes. Mais les acheteurs étrangers furent arrêtés par le monopole du commerce extérieur. Krassine ne voulut pas permettre que les richesses russes fussent achetées à bas prix par les étrangers, ou que le rouble s'effondrât, ce qui eût été l'inévitable conséquence de ce vol d'apparence respectable.

Il n'était pas question cependant de tenir le rouble à un certain niveau. C'était l'assainissement de tout le système monétaire, l'établissement et le maintien d'un cours solide et stable qui étaient nécessaires, et on pouvait y arriver en assurant une balance active du commerce.

La Russie n'était pas dans une situation à lutter avec d'autres pays dans le champ ouvert de la concurrence internationale, commerciale et industrielle, mais elle pouvait obtenir le résultat qu'elle cherchait en fermant son propre champ à la concurrence étrangère, et en vendant à l'étranger plus qu'elle n'achetait. Pour cela, il fallait, bien entendu, le contrôle du commerce extérieur — contrôle qui ne pouvait être obtenu et effectué que par le monopole du commerce extérieur.

De même qu'un docteur prescrit les aliments qui conviennent à un malade, en détermine les quantités et en même temps essaye de prévenir une rechute de la maladie; de même, après avoir fait son diagnostic, et reconnu les maux profonds de l' « organisme russe » économique et financier, Krassine, l'homme d'Etat habile et prévoyant, se proposa de diriger l'activité économique de son pays, de façon à en protéger le développement lent mais sûr.

On pouvait se fier à Krassine pour faire triompher le monopole du commerce extérieur, en d'autres termes, pour interdire rigoureusement qu'un particulier ou une organisation privée entamât des transactions commerciales avec les pays étrangers. On ne peut s'étonner que la mesure fut attaquée

vigoureusement de tous côtés. Elle fut d'abord contestée par les spéculateurs et par les commerçants privés, qui, ne pouvant changer la loi, cherchaient à l'éluder en s'efforçant de conclure des marchés en Russie et non à l'étranger. Ils essayaient de travailler par l'intermédiaire de diverses organisations, officielles, industrielles ou commerciales, et leur unique but était, bien entendu, de faire des bénéfices de quelque façon que ce fût.

Comme je l'ai déjà dit, Krassine ne s'occupa pas de ces commerçants lorsqu'il s'agissait du marché intérieur, mais il maintint résolument et fermement que le commissariat du Commerce extérieur aurait le droit exclusif de traiter avec les pays étrangers.

Le monopole avait une seconde catégorie d'adversaires : c'était certaines organisations privées, politiques et commerciales qui avaient pris la forme de trusts et de coopératives, et dont les chefs se croyaient assez compétents pour commercer avec l'étranger, même sous le régime du monopole; Krassine n'aurait été que trop heureux de reconnaître cette compétence; mais les faits l'obligèrent à la nier. Il put citer en exemple de nombreuses organisations individuelles dupées par d'habiles filous.

De plus, il y avait les critiques d'étrangers qui croyaient comprendre les affaires commerciales, mais qui n'avaient jamais vu plus loin que l'économie politique d'avant guerre. Ils disaient : « Il était inutile de créer un commerce extérieur pour protéger l'industrie nationale de Russie; un système de douane bien organisé aurait eu le même effet. » A ces critiques, Krassine répondait :

« Il faut se rappeler que la Russie a repris son commerce extérieur à une époque où son change n'était pas stabilisé, et où le rouble tombait rapidement. Dans ces circonstances, aucun tarif, aucun impôt douanier n'aurait pu relever le rouble soviétique dans sa dépréciation constante et prodigieuse; et aucun fonctionnaire de douane n'aurait pu empêcher que notre pays ne fût inondé de

marchandises étrangères, bon marché, qui auraient infailliblement tué notre industrie, trop faible à ce moment pour résister à un tel déluge. Seul le monopole du commerce extérieur a permis à notre industrie textile, à notre métallurgie, à notre sucre, à nos cuirs, et à d'autres industries, de passer lentement de la période où l'on travaille à perte, à celle où l'on travaille sur une solide base financière. »

Des argument de cette nature furent enfin compris à l'étranger — du moins dans les milieux d'affaires où, en général, les gens savent de quoi ils parlent — et Krassine put affirmer que le monopole du commerce extérieur avait été explicitement reconnu dans une série de traités commerciaux signés entre la Russie et les pays étrangers.

On eut beaucoup plus de peine à obtenir le même résultat en Russie où relativement rares sont les gens qui comprennent les affaires, et innombrables ceux qui parlent *ad infinitum* de choses qu'ils ignorent. En plus des Nepmen qui auraient voulu jouer sur la fluctuation du change et le faire descendre dans l'intérêt de leurs spéculations — tout comme en France leurs frères financiers précipitaient le franc et faisaient monter la livre à 240, en 1926, sans penser au résultat que cet acte pourrait avoir sur le bien-être du pays — en plus des organisations locales, industrielles, commerciales et administratives, obligées de vivoter à l'ombre puissante du Vneshtorg (Commissariat du Commerce Extérieur), le monopole d'Etat avait une autre catégorie d'adversaires. C'était ces économistes et ces financiers sans culture, qui ayant laborieusement acquis une vague idée de la banale terminologie économique, se servaient de leur « petit bagage de science » pour mener une campagne libre-échangiste dans la presse soviétique officielle! Il est extraordinaire que les journaux d'un pays dont le gouvernement avait aboli toute liberté individuelle — liberté politique, liberté de pensée, liberté de parole, liberté de la presse, liberté des élections — aient jugé à propos de se poser en champions du libre-échange :

Krassine était *per contra* un ardent partisan des réformes politiques, mais aussi un protectionniste déterminé en ce qui concernait le commerce étranger. Et les journalistes dont je viens de parler étaient les plus dangereux de ses adversaires, car leur ignorance était contagieuse et pouvait facilement se communiquer à des lecteurs ou des auditeurs encore moins versés dans l'économie politique qu'eux-mêmes. C'est pourquoi Krassine se trouva dans l'obligation de soutenir un long combat contre ses adversaires « instruits ».

Dans maints articles et maintes brochures écrits de ce style merveilleusement clair et simple qui lui était habituel, dans maintes conférences et dans maints discours prononcés devant des auditoires divers, il s'efforça d'expliquer à la nation quelle signification et quelle importance le monopole du commerce extérieur avait pour la Russie. Il arrivait à son but sans enfler ses arguments de théories ennuyeuses ou de termes trop techniques, mais avec des raisons qui allaient droit au cœur des simples travailleurs des usines, des ateliers et du sol, qu'une fiction hypocrite avait proclamés maître de la République soviétique des Ouvriers et des Paysans. Voici quelques-uns des arguments de Krassine, pris dans des articles de journaux ou des discours :

« La préparation de la réforme monétaire (stabilisation du change) demandait par-dessus tout l'accumulation d'une certaine quantité de réserves d'or et de monnaies étrangères, et aussi la création d'une balance commerciale capable d'attirer un flot d'or régulier en Russie. En d'autres termes, le problème était de créer une balance active, c'est-à-dire un système où les exportations l'emporteraient sur les importations. Ce problème ne pouvait être résolu qu'en donnant pour base au commerce extérieur le monopole d'Etat, et en le soumettant à un plan précis, étudié et préparé à l'avance.

« ..... Pour les consommateurs eux-mêmes, les avantages du libre-échange, avec ses produits étrangers à bas prix, sont plutôt douteux dans un

pays comme le nôtre. Certainement au début, le prix des marchandises importées serait relativement assez bas. Mais notre industrie s'effondrerait, à l'exception peut-être de quelques branches de l'industrie minière, comme les houilleries, les puits pétrolifères, et les mines de manganèse, de fer et d'or. Dès que nos usines seraient fermées, les prix des marchandises étrangères importées commenceraient à s'élever, puisque, n'ayant plus nos usines et nos industries, nous en aurions besoin. On ne peut espérer que la concurrence forcerait les étrangers à maintenir les prix à un niveau assez bas; car aujourd'hui les grandes nations économiques semblent s'entendre entre elles pour diviser les pays arriérés au point de vue économique, en sphères d'influence; c'est-à-dire qu'elles se partagent les marchés de façon à restreindre la concurrence et à maintenir des prix élevés dans ces zones. Essayez par exemple, d'importer des marchandises en Palestine, les Anglais vous barreront le chemin. En Syrie et au Maroc, vous vous heurterez à l'opposition des Français. Ainsi, sans le savoir, les partisans du libre-échange préparent le même destin pour la Russie; elle ne serait bientôt plus que la colonie d'une autre Puissance, et rien ne lui garantirait que le prix des marchandises étrangères qu'elle veut importer, resterait à un niveau peu élevé »... « Nous avons vu, après la guerre, dit encore Krassine, que les pays victorieux et les pays à change élevé ont pénétré, économiquement parlant, dans les pays vaincus et financièrement désorganisés comme l'Autriche, l'Allemagne et la Hongrie. Profitant de la chute du change autrichien et allemand, le capital étranger, et en particulier le capital anglo-américain, acheta pour un morceau de pain non seulement les marchandises et le matériel en abondance, mais aussi la vraie propriété, par exemple les usines, les installations, les garanties, les obligations, etc. De grands économistes ont calculé que 40 % des garanties industrielles de l'Allemagne sont entre les mains des capitalistes anglo-américains. Pour l'Autriche et pour la Tchécoslovaquie les proportions

sont probablement encore plus élevées. Le capital étranger règne aussi en Pologne, en Roumanie et en Yougoslavie. Avec la faiblesse économique considérablement plus grande de la Russie, son manque de marchandises, la série de mauvaises récoltes qu'elle a subie, et la dépréciation complète de son change, il n'existait qu'une méthode de la protéger des conquêtes économiques étrangères : c'était le monopole du commerce extérieur. »

Krassine avançait encore un argument qui paraîtra peut-être un peu bizarre à un lecteur étranger, mais qui éveilla un écho dans le cœur des auditeurs ou des lecteurs de cette époque, car la Russie n'avait pas encore oublié les souvenirs désagréables que les diverses interventions militaires de l'étranger avaient laissé dans les esprits. Le monopole du commerce extérieur était nécessaire, expliquait Krassine, pour protéger les premiers efforts du relèvement industriel et commercial de Russie; et la Russie avait besoin d'avoir son industrie à elle, une industrie forte et indépendante, base de la puissance et de la stabilité de l'Etat. Sans industrie métallurgique et chimique et sans réseau bien organisé de voies ferrées et fluviales, on ne peut assurer la défense du pays. Si nous pouvons maintenant, disait-il, acheter à l'étranger des pièces détachées pour construire des aérodromes, c'est parce que les étrangers commencent à comprendre que nous pouvons nous passer d'eux et construire nous-mêmes nos avions.

A l'étranger, beaucoup d'hommes d'affaires et de financiers comprenaient l'importance du monopole d'Etat du commerce extérieur. Herr Auguste Müller, par exemple, économiste allemand bien connu, dit que si l'Allemagne avait eu un Krassine, elle n'aurait pas assisté au pillage de sa propriété nationale, et n'aurait pas été obligée de se soumettre au capital étranger. Krassine était fier de l'aveu de cet homme qui était un adversaire déterminé du régime soviétique. Il fut plus fier encore le jour où un industriel russe, fidèle à l'ancien régime, alla le voir à Paris et lui dit : « La Russie n'oubliera jamais le grand service que vous

lui rendez en l'arrachant aux griffes du capital étranger. » Ainsi l' « ennemi » même rendait justice aux tentatives désintéressées que faisait Krassine pour rendre à la Russie la santé et la force économiques.

CHAPITRE XV

LA CONFÉRENCE DE GÊNES

On oublie souvent qu'en plus de son incessant labeur de président de la Délégation Commerciale de Londres, Krassine gardait son poste de commissaire au Commerce extérieur, et devait faire de fréquents voyages à Moscou pour surveiller le fonctionnement du commissariat. Il garda cette charge jusqu'au moment où il tomba malade pendant l'automne de 1925. Mais dès son premier voyage à Copenhague, ses collègues s'efforcèrent de détruire son autorité, car ils étaient jaloux de la faveur que lui témoignait Lénine.

Lénine appréciait la vigoureuse personnalité de Krassine; il disait de lui que c'était un « homme extraordinairement doué et intrépide », capable de se défendre contre toute attaque qu'on pouvait faire contre lui dans le Comité Central du parti communiste. Ce que Lénine admirait le plus, c'est que mon mari ne craignait pas de quitter les réunions du parti « en faisant claquer la porte derrière lui ». « C'est un homme difficile à mener, disait Lénine, il faut que je lui fasse la cour comme à une jeune fille. » Il savait aussi que Krassine était un homme cultivé, un savant, et qu'il avait de plus une grande expérience dans les questions pratiques, qualité qui, Lénine ne le savait

que trop, manquait à la plupart des membres du Gouvernement soviétique. Il était donc naturel que Lénine écoutât l'avis de Krassine et cédât à son influence lorsque la réorganisation du pays était en jeu. Plusieurs fois, ils discutèrent seuls, tous deux, cette question compliquée et prirent immédiatement des décisions. Ainsi Krassine, parce qu'il était constamment en rapport avec Lénine, éveilla une grande jalousie chez les fonctionnaires du Kremlin qui craignaient son influence sur Lénine.

On menait contre lui d'incessantes intrigues et comme il passait de longues périodes à l'étranger et ne faisait que de courts séjours à Moscou, il ne pouvait arrêter les attaques. Tout cela l'entravait considérablement dans son travail.

Un jour, il dut se servir d'un ami pour envoyer à Moscou un message spécial dans lequel il demandait à Lénine comment il pouvait combattre ces attaques. Tant que vécut Lénine, la situation de Krassine fut inébranlable, mais à la mort de son protecteur et ami, il se trouva, aussi bien à Moscou qu'à l'étranger, entre Charybde et Scylla. Bien qu'on continuât à apprécier à sa valeur les connaissances de mon mari sur la situation étrangère, son influence déclina à partir de ce moment en ce qui concernait la vie économique du pays. S'il était resté en Russie, il aurait peut-être trouvé le moyen d'activer le progrès des villes, lent à côté de la prospérité relative qui régnait à la campagne grâce à la Nouvelle Politique Économique.

Toute l'année 1921, Krassine fut très occupé à Londres. On projetait d'autres accords commerciaux avec l'Allemagne, la Suède, la Norvège et l'Italie, et le commissaire au Commerce Extérieur tenait dans ses mains tous les fils de l'affaire. Peu à peu, des agences d'achat s'étaient établies avec succès dans la plupart des capitales européennes et une mission commerciale s'installa à New-York, bien que le gouvernement américain ne voulût pas la reconnaître. La glace était rompue; cependant, on ne portait toujours pas secours aux gouvernements encore en quarantaine.

Car l'Allemagne, comme la Russie, il ne faut pas l'oublier, fut moralement et politiquement isolée, tant que persista la mentalité créée par la guerre, et les réparations empêchèrent longtemps la reconstruction. Les deux parias n'avaient jamais renoué de relations satisfaisantes depuis que le Traité de Versailles avait, pour ainsi dire, effacé le Traité de Brest-Litovsk. Cependant, un rapprochement était logique, et seule la crainte universelle du bolchévisme le retardait.

En 1920, le Dr Walter Rathenau vint au pouvoir; c'était un homme pour qui, comme pour Krassine, les considérations économiques primaient tous les préjugés et toutes les traditions politiques; il donna aussitôt un vif élan à la politique d'accomplissement (Erfüllungspolitik) confiée au Dr Wirth, chancelier allemand. Dès le début, Rathenau usa de son influence pour activer les relations économiques avec la Russie nouvelle, aussi bien qu'avec les alliés. C'était un des rares hommes d'affaires et économistes allemands ou français à qui la Société des Nations n'inspirait pas de grands espoirs, puisqu'elle était forcée de négliger toutes les brûlantes questions politico-économiques. Par exemple, à la Conférence financière de Bruxelles, qui eut lieu à la fin de 1920, les diplomates français firent tous leurs efforts pour écarter de l'ordre du jour toutes les questions pendantes entre les Alliés et les Allemands. Les économistes à « l'esprit international », comme Rathenau et Krassine, mettaient tous leurs espoirs dans un consortium européen de production et d'échange — sorte de Société des Nations économique — qu'on organiserait dès que le permettrait la situation politique, afin de ramener la Russie dans la famille des nations. Krassine approuvait entièrement cette idée, mais il était résolu à agir avec prudence, car l'expérience lui avait appris quelle forte opposition rencontrait en Allemagne toute forme de collaboration.

Ce furent peut-être le séjour que fit Rathenau à Londres à la fin de 1921, et l'intérêt que M. Lloyd George témoigna à l'idée d'une conférence écono-

mique internationale, qui firent disparaître les scrupules de Krassine. En tout cas, on reconnaît que l'enthousiasme que montra M. Lloyd George pour l'idée d'une conférence européenne était dû, en grande partie, à la popularité dont jouissait Krassine dans les milieux politiques d'Angleterre. Le Premier comprit qu'en entamant des négociations personnelles avec le chef du Gouvernement soviétique, V.-I. Lénine, on pourrait, de façon ou d'autre, couper le nœud gordien du problème russe. Ceci expliqua son insistance à demander que la conférence projetée fût une conférence de Premiers, et non une simple affaire diplomatique.

On fit des ouvertures aux banquiers allemands pour qu'ils fournissent une aide financière — en supposant que le Gouvernement soviétique abandonnait sa politique hostile au capital — et, au printemps de 1922, Krassine et Rathenau qui dirigeaient les négociations, appuyés par leurs ministères des Affaires étrangères, présentaient un arrangement; l'Allemagne faisait des concessions considérables afin de pouvoir renouer des relations commerciales avec la Russie. Krassine et Rathenau étaient faits pour collaborer à cette œuvre de reconstruction. Tous deux unissaient l'habileté technique et la science, à la capacité pour les affaires. Comme Krassine, Rathenau s'était fait un nom dans la chimie et l'électricité et il avait été directeur de plusieurs grandes compagnies. L'homme d'affaires allemand, comme le russe, désirait voir une Europe unie où la justice sociale serait le fruit d'un système rationnel de collaboration économique.

La Conférence de Gênes, qui devait introduire une ère nouvelle dans le monde, a été pour tous deux une amère déception. Elle ne changea rien cependant aux relations russo-allemandes. Le traité de Rapallo n'attendait que les signatures, qu'il fût seul ou fît partie d'un plan européen plus étendu.

Au mois de février 1922, on rappela mon mari à Moscou afin qu'il resserrât toutes les vis qui s'étaient relâchées dans le commissariat pendant son absence. Les adversaires du monopole d'Etat

du Commerce extérieur, ne cachaient plus leur jeu, et Krassine eut besoin de toute son autorité pour jeter de l'huile sur les eaux troublées et faire renaître la confiance. Il fallait faire aussi quelques nouvelles nominations. Dès son arrivée, on lui donna la tâche ardue d'organiser la distribution de la farine et des céréales. A son retour, Londres, malgré son activité fiévreuse, dut lui paraître un lieu de repos! Il me dit que la situation s'était améliorée à Moscou depuis les dernières années, bien que le rouble soviétique continuât à descendre. Il écrivait dans une lettre :

« Les habitants des villes qui déclarent vivre de leurs traitements, doivent demander une augmentation chaque mois et sont forcés de gagner de l'argent de façon ou d'autre — par des moyens plus ou moins honnêtes — en dehors de leur emploi. »

Ceci n'était pas particulier à la Russie. En Allemagne, au cours de 1921 et 1922, les classes intellectuelles et les professions libérales furent dans une situation beaucoup plus pénible.

Krassine retourna à Londres *via* Berlin au début d'avril — il n'y passa qu'un jour et demi! Il avait ordre de repartir le 6 pour Gênes, avec son secrétaire, et de se joindre aux autres membres de la délégation russe qui assisteraient à la Conférence économique.

Dans la délégation se trouvaient Tchitchérine et Litvinov; c'était en réalité un corps politique et diplomatique qui avait reçu pleins pouvoirs. A cette époque, j'étais allée chercher un peu de soleil dans le sud de l'Italie après l'hiver de Londres. Ma fille Ludmilla devait accompagner son père à Gênes, mais nous n'eûmes pas le temps d'obtenir son visa, et on décida que ce serait pour une autre fois. « Après tout, lui disait son père, à ton âge, je sortais tout juste des forêts de Sibérie. »

Harry Gref Kessler a fort bien décrit l'atmosphère politique de la Conférence de Gênes dans sa biographie du Dr Walter Rathenau qui a été publiée l'année dernière en Allemagne. Il déclare qu'après plusieurs conversations avec Rathenau,

le Premier anglais promit qu'il tâcherait de réduire le payement en or des réparations allemandes pour l'année 1922, à cinq cents millions, et aussi qu'il chercherait à réhabiliter la Russie en réunissant tous les intérêts anglais, français, italiens, allemands et russes. De plus, on annulerait les dettes interalliées et l'Angleterre, la Belgique et la France — et plus tard l'Allemagne — devraient conclure un grand traité de paix à propos du Rhin. C'était la première ébauche de l'idée de Locarno. Sans aucun doute, l'initiative de ce Congrès économique d'Europe appartenait au Premier anglais qui espérait ainsi regagner ce qu'on avait perdu au cours des longues et vaines controverses sur les réparations. Mais le cabinet Briand entraîna dans sa chute ce pont qui devait être achevé à la Conférence de Cannes (janvier 1922); cependant, le ministre allemand des reconstructions (Rathenau) avait déjà prononcé un discours frappant sur la situation économique de l'Allemagne et son pouvoir de payer, proclamant qu'elle ne demandait qu'à se joindre aux Puissances occidentales et à la Russie pour rebâtir avec elles l'édifice en ruines de l'Europe orientale et centrale. Malgré l'orage qui s'amoncelait en France, on supposait que les préparatifs de la Conférence continueraient, et on demanda à Sir Robert Horne d'obtenir du ministre italien, M. Bonomi, une invitation officielle pour l'Allemagne et pour la Russie.

Pendant les mois qui précédèrent la Conférence, les relations franco-allemandes s'aggravèrent et le conflit entre Rathenau et Poincaré, qui représentaient deux manières de voir toutes différentes, devint très grave. Poincaré menaça de retirer l'appui de la France, et amena ainsi Lloyd George à accepter qu'on ne ferait que mentionner la question des réparations à Gênes, ce qui parut de mauvais augure pour une manifestation de solidarité économique. Pendant ce temps, Rathenau était devenu ministre des Affaires Etrangères d'Allemagne, et l'œuvre de rapprochement avec la Russie soviétique se poursuivait discrètement.

La Conférence débuta le 10 avril. C'était une

réunion imposante; de tous les hommes qui comptaient en Europe, Poincaré seul était absent. Cependant on avait l'impression d'une catastrophe imminente. Ce fut la délégation russe qui fournit la première surprise. Après avoir déclaré le désir de la Russie de collaborer à la reconstruction mondiale, Tchitchérine entama hardiment le sujet du désarmement. Il dit que son pays était prêt à promettre solennellement de licencier l'armée rouge dès que les autres nations désarmeraient.

Lorsque M. Barthou, au nom de la délégation française, protesta vigoureusement contre l'introduction de cette question étrangère aux débats, Tchitchérine lui rappela avec douceur qu'à l'époque de la Conférence de Washington, le Président du Conseil français, M. Briand, avait proclamé que l'armée rouge de Russie était le plus grand obstacle au désarmement de la France. Il faisait donc cette offre afin de faciliter les discussions sur la reconstruction de l'Europe.

Dès lors, la politique d'isolement de la France fut condamnée et tout l'intérêt se concentra sur la délégation russe. Quoiqu'il fût très occupé, Krassine ne joua qu'un rôle secondaire dans la Conférence; il n'avait pas la prétention d'être diplomate, et cette prétendue Conférence économique se transforma rapidement en combat diplomatique. La délégation française, sentant la communauté de sentiments et d'intérêts qui rapprochait l'Allemagne et la Russie, s'efforçait d'arranger avec les Russes des conversations privées dont Rathenau, von Maltzahn et les autres représentants allemands étaient exclus. Une telle tactique était funeste cependant, puisqu'elle devait précipiter la signature du Traité de l'Amitié qui avait été auparavant négocié par les deux gouvernements, et qui pourrait s'étendre et être incorporé dans un pacte plus étendu. Le Traité de Rapallo fut en réalité le seul résultat tangible de la Conférence. On décida qu'on discuterait plus tard, dans une Conférence tenue le mois suivant à La Haye, la question des dommages de guerre que l'Allemagne devait à la Russie. Krassine, bien entendu, dut aller à cette

réunion où il s'agissait de questions purement économiques et financières. Il m'écrivit une lettre exprimant le dégoût que lui inspiraient tous ces débats inutiles où il avait l'impression de perdre un temps précieux.

« La Haye, 11 juillet 1922.

« Ma chère Luban et mes petites filles,

« Il y a bien longtemps que je suis sans nouvelles de vous. Vous auriez pu écrire quelques mots à vôtre Papania qui est bien seul. Le temps passe lentement ici en laissant une impression de vide. Les négociations, et toute la Conférence, ont un air chimérique et je ne crois pas que rien en sorte — ou ait jamais pu en sortir. D'ailleurs, les délégués sont relativement des gens de second ordre, sans aucune autorité personnelle. Ils peuvent seulement en référer à leur gouvernement, et recommander ceci ou cela.

« Si le temps était meilleur, on pourrait au moins se baigner, mais il a fait horriblement froid et je n'ai pu prendre un seul bain. La mer paraît plus sale qu'à Terioki, quoique le sable soit très fin. Les Hollandais ont des gardiens de plage très bizarres; ils vont deux par deux, vêtus d'extraordinaires culottes rouges et portent des trompettes qu'ils font retentir lorsque la marée est haute, puis ils agitent éperdument les bras, et ordonnent aux baigneurs d'aller à droite ou à gauche, parfois même de sortir de l'eau. Les gens obéissent comme des moutons. Je préfère notre méthode; au moins les enfants peuvent nager à leur gré et seule Mamania court de tous les côtés sur le sable, comme une poule appelant ses poussins, et leur crie de ne pas aller trop loin ou de ne pas rester trop longtemps dans l'eau.

« Ici seuls ceux qui se baignent vraiment ont la permission de s'approcher de la mer. Les autres s'asseyent sur le sable dans leur costume de bain — mais derrière des grilles. C'est assez idiot. Non, dans l'ensemble, je n'aime pas beaucoup cette partie de la Hollande et je ne serai pas fâché de la quitter... Si cette histoire de La Haye finit bientôt — la Conférence peut se terminer d'un jour à

l'autre — j'espère que j'aurai le temps d'aller vous voir à Londres.

« Je ne peux faire encore aucun projet pour l'avenir. Il faudra peut-être que je retourne à Moscou le 2 août pour la Conférence du Parti. Je crois qu'on fait encore des tas d'histoires sur le monopole du commerce extérieur; cependant après le rapport que j'ai fait ici, les Français eux-mêmes ont admis que, dans l'intérêt de la Russie, tout autre système actuellement serait impossible. Il se peut qu'il y ait d'autres négociations en Angleterre, et que j'y assiste. Rien n'est encore décidé. En tout cas, il faut que vous alliez en Italie — occupez-vous des passeports — et je vous rejoindrai quand je le pourrai. Je serai sur le chemin, puisqu'on m'a invité à aller en Suisse pour affaires. Ah! ces mers du Nord ne sont pas comparables à celles du Sud. Je suis fatigué de ce ciel éternellement gris et obscur. Depuis que je suis ici, j'ai oublié comment peut être un ciel bleu. La Conférence ne promet rien de bon. Je suppose que cela nous vaudra des négociations séparées avec chaque pays.

« Votre Papania et Chrome. »

Krassine était à Londres depuis quelques jours, après la stérile conférence de La Haye, lorsqu'il fut encore appelé à Moscou. La Nouvelle Economie Politique avait besoin de son génie d'organisateur et le gouvernement le chargea d'entamer des négociations avec M. Leslie Urquhart qui désirait acquérir de grandes concessions dans l'Oural.

Conformément au nouveau système d'échange, les sociétés coopératives, qui depuis 1918 avaient été placées sous la rigoureuse surveillance de l'Etat, étaient favorisées aux dépens du petit commerçant particulier. Elles avaient pour fonction de distribuer aux paysans les approvisionnements fournis par le commissariat des Vivres. Dans un précédent séjour à Moscou, on avait demandé à Krassine de consolider le *Centrosyus* (Union panrusse des sociétés coopératives) qui en 1922, avait apporté une contribution d'environ 30 % au chiffre d'affaires pour les marchandises importantes. Krassine devait avoir un poste permanent au con-

seil d'administration. Les coopératives restaurées devaient en effet jouer un grand rôle dans le commerce extérieur, et le *Centrosyus* avait pour tâche de préparer des marchandises pour l'exportation en réunissant les matières premières, les produits agricoles et les articles de la production *Konstari* (petite industrie russe) qui n'étaient pas utilisés dans le pays et que les coopératives locales avaient rassemblés. En pratique tout le commerce avec l'Angleterre fut au début exécuté par ce moyen.

Pendant l'automne de 1922, quelques-uns du moins des chefs des départements de Moscou comprirent qu'il était nécessaire de s'assurer de nouveaux capitaux étrangers, et on entendit beaucoup parler de la politique de concessions du Gouvernement soviétique.

Peu de temps après la révolution bolcheviste, on avait accordé en théorie un certain nombre de concessions. La plupart firent fiasco, car les concessionnaires manquaient de capitaux ou de connaissances techniques. Par conséquent, les Bolcheviks y regardaient à deux fois avant d'utiliser de cette façon le capital étranger, bien que de tels contrats ne pussent avoir d'influence sur le fonctionnement du nouveau système économique. D'autre part, il était naturel que les hommes d'affaires de l'étranger montrassent peu d'empressement à placer de l'argent en Russie, tant que les capitaux couraient le risque d'être soumis à des impôts prohibitifs, ou confisqués par le Gouvernement ou les unions ouvrières, qui pouvaient se montrer d'une exigence imprévue.

Un membre du Comité des concessions a dit récemment à ce sujet : « En pratique, dans les affaires, une banque ou une troisième partie garantit un contrat conclu entre deux firmes. Mais lorsqu'un contrat est conclu entre un gouvernement et une entreprise privée, on ne demande aucune garantie au gouvernement... Accorder une concession à une entreprise étrangère est un privilège, une exception que nous faisons à notre loi. C'est une loi spécialement passée, elle fait par conséquent partie de notre système légal. Dans tous les traités

de concessions, un article stipule qu'un tribunal spécial d'arbitrage réglera tous les différends qui pourraient s'élever entre le Gouvernement soviétique et le concessionnaire... Jusqu'ici aucun concessionnaire n'a eu recours à cet arbitrage; mais le fait que nous acceptons ces obligations est une garantie suffisante » (1). La principale difficulté semblait venir des méthodes hésitantes de la bureaucratie soviétique, de l'interminable paperasserie, et aussi de la résistance de certains qui ne voulaient pas qu'on dépassât les limites des purs principes soviétiques. Le destin de l'accord Urquhart — qui donna tant de peine à Krassine — alarma sans doute d'autres firmes autant qu'il dégoûta mon mari lui-même.

(1) Cité par Ivy Lee dans *La Russie d'Aujourd'hui*. Macmillan, 1928.

CHAPITRE XVI

LA CONCESSION URQUHART

Krassine fit paraître un article intéressant dans l'*Izvestia* du 7 septembre 1921 sur la possibilité d'un emprunt étranger :

« Nous consacrons maintenant toutes nos pensées à un grand emprunt international, indispensable au prompt relèvement économique de la Russie. Voici la question à laquelle il nous faut répondre ici : N'est-il pas chimérique de parler d'un tel emprunt? L'expérience acquise au cours d'une année et demie de travail à l'étranger nous a prouvé que la situation économique où se trouvent les pays capitalistes rend logique cet emprunt russe.

« Les intérêts de l'Europe et de l'Amérique exigent impérieusement que la question de cet emprunt soit mise à l'ordre du jour. L'Europe est en proie à une crise terrible et sans précédent. La France, l'Angleterre, l'Amérique ont des milliers et des milliers d'automobiles, de tracteurs, de ma-

chines de transport, de locomotives, d'outils, d'instruments scientifiques, d'articles de fer et d'acier, etc., qui n'ont pas de débouché puisque le fabricant français ne peut vendre une seule auto en Angleterre, et que le fabricant anglais ne peut vendre une seule auto en France. L'Allemagne n'achète pas; elle ne peut que vendre à cause de ses énormes dettes, et les capitalistes européens les plus prévoyants commencent à se rendre compte que, sans le relèvement économique de la Russie, la circulation du sang de cette grande organisation économique du monde ne sera jamais normale.

« Je crois que la question d'un grand emprunt commercial est opportune. Laissez-moi dire qu'elle deviendra urgente d'abord en France, cette même France qui, plus que tout autre pays, a essayé de boycotter la Russie soviétique, qui a été l'instigatrice de troubles de toutes sortes, d'interventions, de soulèvements, etc... Ce sera la France la première, je le crois, qui nous donnera de l'argent. Elle y sera obligée car, à cause de la politique stupide qu'elle a suivie jusqu'ici et qui l'a amenée à l'isolement, elle ne peut sauver une partie de ses droits en Russie qu'en nous fournissant de nouveaux capitaux. A ces conditions seules, nous pourrons accorder à la France la reconnaissance des dettes contractées par les anciens gouvernements, or ce qu'elle nous demande surtout, c'est le règlement de cette dette. De plus, il serait ridicule que la France attendît la reconnaissance de cet ancien emprunt au pair, au moment où les obligations russes sont cotées à la Bourse de Paris quinze francs par cent francs. »

A cette franche exposition de la situation russe, il faut ajouter les derniers mots que Krassine prononça dans une interview, peu de temps avant la Conférence de Gênes :

« La Russie est une source inépuisable de richesses naturelles et ses cent trente millions d'habitants, aidés par leurs voisins plus forts et plus instruits au point de vue économique, peuvent développer la production de façon à dépasser les espoirs les plus audacieux.

« Le système économique fondé en Russie par la volonté des travailleurs russes a pour base deux principes : le peuple entier possède la terre; les branches les plus importantes de l'industrie et du commerce étranger sont sous le contrôle de l'Etat ou ont été nationalisées. Ces principes fondamentaux restent inébranlables, mais ils ne nous empêchent pas de travailler avec l'aide du capital étranger. »

Dans une partie de la Russie en particulier, il était indispensable au développement économique que le monde extérieur fût en contact avec la Russie, et lui apportât ses capitaux, ses outils, son habileté technique. Quand on traverse les régions minières et industrielles de Sibérie, on a encore aujourd'hui l'impression que de grandes richesses sont inexploitées par manque de capital. Pour donner un élan, Krassine organisa, pendant l'été 1921, l'expédition de la mer Kara. Il voulait unir directement la Sibérie au marché international par la mer Arctique, car c'était la route la plus courte et la moins coûteuse pour les échanges commerciaux avec la Sibérie. Cette expédition était précédée par le plus puissant brise-glace du monde, et elle comprenait six navires marchands et plusieurs autres, tous sous le commandement du capitaine Sverdroupe, explorateur polaire bien connu et collègue de Nansen. Ce convoi devait transporter de Sibérie à Arkhangel huit cent mille pouds (un poud = seize kilogrammes) de blé et cinq cent mille pouds d'autres marchandises telles que amiante, granit, laine, soies de porc, etc., à Londres; et rapporter en Russie, en échange, des machines agricoles, des outils, des instruments de toutes sortes, des fusils, des munitions, etc. Ce premier essai eut un brillant succès, et si Krassine avait pu exécuter son projet, l'Angleterre ferait peut-être aujourd'hui un commerce florissant avec la Sibérie. Mais, en pratique, les hommes d'affaires américains ont maintenant monopolisé les intérêts étrangers et peu à peu, très lentement, la Sibérie reprend la place qui lui revient.

Krassine calculait, comme nous l'avons dit, que

si la Russie obtenait un emprunt suffisant à des conditions normales, c'est-à-dire sans intérêts et sans frais de rachat trop lourds, en dix ou douze ans, les paysans russes seraient assez riches, et pourraient acheter suffisamment pour consommer la production normale de l'industrie étrangère. Il voyait que toute l'Europe — ainsi que l'Amérique — traversait une phase de surproduction; les difficultés avaient pour cause, en Europe du moins, le phénomène peu commun de sous-consommation, et ce phénomène était accentué par le fait qu'un des plus importants consommateurs, le marché russe, souffrait encore d'une grave anémie.

Krassine savait cependant que si un tel emprunt avait été accordé par un arrangement international où l'action indépendante de divers pays, et s'il s'était élevé à plusieurs milliards de roubles or — somme qui en effet ne pouvait être émise par un seul Etat, — cela seul n'eût pas suffi à relever rapidement la vie économique de Russie. Avec cet argent on aurait pu acheter des machines, des outils, du matériel, des installations; mais l'argent seul ne suffisait pas pour qu'un pays si vaste et si primitif pût entrer dans une nouvelle ère industrielle. Krassine n'avait aucune illusion sur l'habileté de l'ouvrier russe, qui quoique « prolétaire conscient » avait beaucoup à apprendre et devrait acquérir de nouvelles habitudes avant d'égaler l'ouvrier moyen anglais, français ou allemand. Et Krassine n'exagérait pas les qualités d'initiative, d'énergie et de savoir-faire des ingénieurs, des techniciens et des spécialistes russes en comparaison de leurs collègues d'Occident.

En un mot, il jugeait utile et même indispensable pour que la Russie pût se relever, que le capital étranger pénétrât dans le pays, non seulement sous forme d'argent et de machines, mais aussi sous forme de travail et d'habileté technique; il fallait cet esprit de recherches et cette initiative qui, Krassine le reconnaissait, sont étrangers au génie national; il fallait une intense activité industrielle. C'est pourquoi Krassine comprenait qu'il était nécessaire d'accorder aux compagnies étran-

gères des concessions minières, agricoles, forestières, etc. Il pensait que chaque fois qu'on accorderait une concession à une entreprise étrangère, la vie industrielle de Russie prendrait une nouvelle vigueur; ce serait, de plus, une formation pour les spécialistes et les techniciens russes — et ces concessions deviendraient le centre d'un vaste développement économique qui aurait une répercussion sur tout le pays et sur ses habitants.

Il était donc naturel que, voyant les occasions d'un emprunt devenir de moins en moins favorables, Krassine décidât de mettre en pratique le système de concessions qu'il avait conçu en même temps que le monopole du commerce extérieur et la N.E.P.

La fortune sembla d'abord favoriser ses efforts. Un jour, en mai ou juin 1921, Krassine, alors à la tête de la Délégation commerciale russe à Londres, reçut une lettre signée : « Leslie Urquhart ». Il savait que c'était le nom du président de la Russo-Asiatic Consolidated Limited, société anglaise au capital de douze millions de livres qui possède, ou possédait, des mines en différentes régions de Russie et de Sibérie.

Krassine savait aussi que Leslie Urquhart était ingénieur des mines, qu'il avait habité la Russie pendant près de vingt-cinq ans, et qu'il connaissait à fond la langue russe.

Cette lettre proposait une entrevue d'affaires. Krassine répondit qu'il serait heureux de causer avec M. Urquhart si celui-ci voulait aller le voir à son bureau. M. Urquhart accepta. Il quitta le bureau de Krassine avec la conviction que, trois ans après la révolution bolcheviste, la Russo-Asiatic pouvait reprendre un travail utile et productif en Russie, malgré les grands changements survenus depuis 1917.

Il décida de se mettre à l'œuvre immédiatement et alla à Moscou afin de prendre les dispositions nécessaires avec les autorités soviétiques.

Dans une circulaire adressée aux actionnaires de la Russo-Asiatic et jointe à une lettre écrite à M. Krassine le 12 octobre 1921, M. Urquhart expli-

quait ainsi la première période des négociations :

« 1° Avant de partir pour Moscou, j'ai pu informer les actionnaires que le Gouvernement de Moscou avait accepté par télégramme, les grandes lignes de l'arrangement discuté avec M. Krassine, c'est-à-dire la restitution de nos biens et du capital d'exploitation sous forme de concession. Nous n'étions pas absolument d'accord sur certaines questions importantes, mais nous avions toutes raisons de croire qu'elles seraient réglées à notre satisfaction.

« 2° Grâce à ces négociations, le Gouvernement soviétique m'invita à me rendre à Moscou pour déterminer les conditions du contrat proposé qui devait nous remettre en possession de nos biens. Je suis donc parti pour la Russie le 14 août, et je suis arrivé à Moscou le 20 du même mois; à partir de cette date jusqu'au soir de mon départ, le 12 septembre, j'ai été continuellement en pourparlers avec la Commission des Concessions qui porte le titre de Commission technique économique et que le Gouvernement soviétique a nommée pour résoudre cette question.

« 3° Le résultat de ces négociations fut qu'un projet de contrat contenant vingt-sept clauses, a été préparé et discuté. Ce contrat nous remettait en possession de nos propriétés dans l'état où elles étaient à l'époque de la nationalisation, avec l'installation et le matériel, le capital d'exploitation, etc.

« D'accord avec le Comité des Concessions de Moscou, j'acceptai dix-huit de ces clauses, et notre désaccord à l'égard des autres n'était que léger. On verra cependant, d'après la lettre ci-jointe adressée à M. Krassine, que certaines questions importantes, encore en litige, ont rendu la conclusion d'un tel contrat avec les autorités soviétiques peu souhaitable et même impossible. »

Si, en partant pour Moscou, M. Urquhart était sûr d'avance du succès, on peut dire sans exagération que M. Krassine le vit partir avec des espoirs enthousiastes. Le destin semblait en effet lui envoyer une occasion inattendue lui permettant de réaliser ses théories et ses projets.

Parmi tous ceux qui sollicitaient des concessions, un ancien ennemi, capable et intelligent, surmontait ses préjugés; c'était une excellente publicité pour le Soviet, et un grand succès personnel pour Krassine.

Mais qu'une des plus grandes firmes anglaises donnât l'exemple en négociant avec le Gouvernement soviétique, voilà ce qui inspirait à Krassine plus de joie que ses succès personnels.

Cet événement avait à ses yeux une grande importance politique. Le groupe de M. Urquhart était influent, car il avait l'appui moral du Gouvernement anglais. Si ce groupe reprenait ses opérations en Russie, on pouvait donc raisonnablement espérer que l'hostilité des milieux étrangers serait fortement atténuée; la Russie pourrait alors se remettre au travail sans craindre que les gouvernements étrangers intervinssent d'une façon ouverte ou masquée, ou exerçassent sur elle une contrainte par un blocus, un refus de crédit, ou une guerre.

Cet arrangement donnait à Krassine les plus grands espoirs. Il disait : « Puisque le groupe Urquhart signe un contrat avec la Russie et place ses capitaux dans ses entreprises de Sibérie et de l'Oural, il aura tout intérêt à ce que nos ports et nos voies ferrées reprennent leur activité, car ces entreprises auront besoin d'un ravitaillement régulier et sûr ». Mais le patriotisme qui dominait tous ses autres sentiments le forçait à ajouter : « Dans aucun cas cependant, nous n'accepterons d'entrer en pourparlers au sujet d'une concession qui pourrait amener une perte de territoire ou porter atteinte aux droits souverains de la Russie. »

En ce qui concernait le groupe Urquhart, la souveraineté russe ne courait aucun danger, car M. Urquhart, qui avait accepté en principe de travailler en Russie sous le nouveau régime, n'aurait jamais eu l'idée d'intervenir dans les affaires politiques de Russie, qu'elles fussent intérieures ou extérieures. L'affaire semblait débuter sous d'heureux auspices et tout semblait présager qu'elle serait couronnée de succès. Avec son imagination d'ingénieur, Krassine voyait déjà construire de nouvelles routes et

de nouvelles voies ferrées et le sol russe labouré et cultivé par des méthodes intensives, tout embrasé de l'or d'abondantes moissons. Il fut donc péniblement surpris lorsqu'un jour, au milieu d'octobre 1921, M. Urquhart vint lui apprendre que l'affaire était rompue. Cette visite fut suivie d'une longue lettre d'explication dont j'extrais quelques passages :

« 4° Le Conseil d'Administration de ma société m'autorise à vous informer qu'un si grand désaccord s'est élevé entre nous et le Gouvernement soviétique sur des points essentiels du projet de contrat, que l'attitude du Gouvernement soviétique et la situation politique et économique de Russie sont si impossibles, que nous ne voyons pas le moyen en ce moment de continuer les négociations qui devaient nous remettre en possession de nos biens.

« 5° Je n'ai pas besoin de vous rappeler que nous avons toujours témoigné un désir sincère de reprendre le travail, si possible, en Russie, et vous reconnaîtrez, j'en suis sûr, que nous avons essayé, avec une grande bonne volonté, de nous adapter aux théories communistes du Gouvernement soviétique; nous avons cédé sur de nombreux points, espérant avoir le privilège d'aider à rétablir la vie économique du pays et de donner du pain aux ouvriers malheureux et affamés, du moins sur nos propriétés.

« 6° Nous n'avions aucune illusion sur la situation de la Russie. Nous remarquâmes que la Russie, soumise au système communiste d'économie d'Etat, ne produit rien et ne peut donc faire aucun commerce; que l'émission illimitée de papier-monnaie a entièrement épuisé le crédit; que les installations et le matériel de l'ancien système capitaliste ont disparu. L'abolition de la propriété privée et de la liberté économique, le système compliqué des restrictions économiques ont tué l'initiative et l'esprit d'entreprise de l'individu et, en supprimant le gain, on a détruit tout stimulant du travail et de la production. La politique de nationalisation de l'industrie et du commerce a tué le crédit étranger; et le capital étranger — sans le-

quel, nous l'avons déjà dit, le relèvement de l'industrie russe sera difficile sinon impossible — ne sera pas envoyé en Russie tant que le système actuel sera en vigueur.

« 7° D'autre part, des faits inexorables; la stagnation, l'épuisement, et la souffrance que le système communiste a apportés dans le pays, ont forcé le Gouvernement à prendre de nouvelles mesures dès le début de cette année. Le Décret du 30 mars a donné aux paysans et aux ouvriers des villes l'autorisation de trafiquer et de vendre; la taxe du blé a remplacé la réquisition obligatoire des céréales que le paysan ne consommait pas; les petites industries ont été dénationalisées; des concessions ont été offertes à des capitalistes étrangers à des conditions qui admettaient le principe du gain particulier. Ainsi s'établit une situation favorable à la reprise de la vie industrielle en Russie.

« Enfin les négociations engagées avec vous nous donnaient une autre preuve d'une évolution vers la droite; et les efforts faits par les éléments modérés du Gouvernement soviétique pour adopter un système économique et créer une atmosphère permettant au capital étranger et au capital russe d'opérer et de rendre à la Russie son ancienne force, n'ont fait que confirmer cette impression.

« 8° Dès le début des négociations, nous avons expliqué clairement que nous n'entrions pas dans la Russie épuisée et malheureuse pour y trouver tel ou tel avantage commercial. Nous ne cherchions pas seulement notre intérêt ni ne voulions exploiter la détresse d'autrui. »

Avant d'aller plus loin, le lecteur remarquera que M. Urquhart essayait d'obtenir la concession, et Krassine de la lui accorder, pour les mêmes motifs, différemment exprimés : la ruine économique et la détresse de la Russie.

Dans la lettre citée ci-dessus, M. Urquhart écrit que les négociations furent abandonnées parce que les négociateurs ne purent s'entendre sur neuf clauses du projet de contrat qui en comprenait vingt-sept. Ce fut du moins le prétexte officiel. Cependant deux ou trois de ces clauses montreront

que la véritable raison de la rupture était tout autre.

Prenons par exemple la clause 2 :

Elle se rapportait à la restitution des biens de la Russo-Asiatic Consolidated à la Compagnie sous forme d'une concession; le Gouvernement soviétique proposa d'excepter les terres qui ont été, ou seront, assignées à la population locale conformément au projet de disposition des terres adopté par le Gouvernement soviétique.

Cette clause ne pouvait être acceptée, tant qu'on n'avait pas limité les terres et défini clairement les nouvelles lois qui assigneraient les droits de la terre, des minerais et du bois de construction.

Si les circonstances avaient montré que les Soviets avaient le bon vouloir d'arriver à un résultat, on ne peut croire que M. Urquhart n'aurait pas fait tous ses efforts pour trouver un compromis et pour résoudre la difficulté.

Clause 5 :

Cette clause se rapportait au contrôle d'Etat et aux nouvelles lois de l'abatage des arbres à Kyshtim et autres propriétés de la concession. Elle ne pouvait être acceptée, tant qu'on n'aurait pas déterminé l'étendue du contrôle d'Etat à propos des nouveaux règlements remplaçant les anciennes lois sur les forêts et les bois de construction, ni clairement défini les mots « lois et règlements réels ».

Cette clause n'aurait pu empêcher de signer un accord provisoire, si le Gouvernement soviétique avait eu le désir d'arriver à une entente.

Clause 15 :

Elle se rapportait aux droits payables sur les ventes à la place d'impôts. Le chiffre de ce droit n'a pu être accepté.

Il est évident, comme on l'a prouvé à l'aide de documents, que la Compagnie ne pouvait sans perte payer les droits demandés. Elle refusa d'examiner l'impôt sur l'excès des bénéfices.

Clause 24 :

Elle se rapportait à la période de concession. La Commission offrait un bail de soixante-douze ans. La Compagnie demandait avec insistance que la

concession lui fût cédée pour une période de quatre-vingt-dix ans; elle alléguait que la propriété de Kyshtim était libre de toutes charges, et que les autres étaient occupées jusqu'à épuisement ou soumises à de longs baux qu'on pouvait au besoin renouveler.

On aurait pu certainement arriver à s'entendre sur la période de la concession. En un mot on peut soutenir que, sur les neuf clauses, qui empêchèrent la signature du contrat, sept au moins auraient pu être modifiées de façon à rendre une entente possible.

Mais deux grands obstacles s'opposaient à la signature de ce contrat : M. Urquhart ne parle pas du premier dans sa lettre adressée à Krassine, mais il y fit allusion dans la lettre qu'il voulut bien m'écrire à propos de ce livre :

« Lorsque le Gouvernement soviétique, écrit M. Urquhart, accepta en principe d'accorder la concession à la Russo-Asiatic Company, il était sous l'impression des effets désastreux qu'avaient les mauvaises récoltes de 1921; plus tard il changea d'idée et se fia aux promesses que des étrangers sans autorité faisaient circuler en Russie. »

Tout ce que nous avons dit à ce sujet montre bien que si M. Urquhart et Krassine, en entamant les négociations, savaient ce qu'ils faisaient, les lumières du Gouvernement soviétique ignoraient l'importance de la question pour la Russie. De plus, les dirigeants — et ce fut toujours leur attitude — étaient plus préoccupés de provoquer une révolution mondiale que de rétablir la prospérité industrielle et économique de la Russie.

Dans sa lettre à M. Krassine, M. Urquhart non seulement parle du second obstacle, mais le décrit avec une exactitude admirable et une connaissance parfaite de la situation.

« Clause 19 :

« Le projet de cette clause stipulait que tous les travailleurs employés par la Compagnie, qu'ils fussent ou non sujets russes, seraient considérés comme exécutant un travail d'importance nationale; ils ne seraient pas soumis à la conscription

du travail ou à toute autre sorte de travail forcé; leur propriété serait exempte de tout impôt ou charges locales, réquisitions ou confiscations; ils ne seraient pas soumis dans leurs maisons aux règlements limitant l'espace, aux lois sur l'émigration ou autres mesures de contrainte. On ne pourrait arrêter les travailleurs et employés de la concession, fouiller leurs demeures, y prendre des papiers ou des documents que par décision des tribunaux et en présence des magistrats. De plus, ces travailleurs et ces employés capables ne seront soumis ni au service militaire, ni à la mobilisation, et seront traités comme les ouvriers qui travaillent dans les entreprises de l'Etat.

« La Commission refusa d'accepter mon projet et le remplaça par un autre qui limitait les privilèges ci-dessus et ne les accordait qu'aux sujets étrangers — les citoyens russes travaillant sur la concession seraient soumis à toutes les restrictions et leur liberté serait très limitée.

« Malgré mes protestations au nom de l'humanité, de l'égalité et de la justice, contre cette distinction injuste qui favorisait les étrangers aux dépens des ouvriers russes, la Commission exigea que cette clause fût rédigée en ces termes.

« Il eût été économiquement absurde d'accepter ces conditions; en effet toute organisation locale du Gouvernement aurait pu arracher à la concession un employé exercé, un travailleur intellectuel, ou un ouvrier habile de nationalité russe, et le forcer à balayer les rues ou à accomplir tout autre travail machinal; c'est chose courante aujourd'hui; mais ni mes collègues, ni moi, ni, j'en suis sûr, les actionnaires de la compagnie, nous ne pouvions accepter un contrat contenant une clause si humiliante et si injuste pour nos semblables.

« Clause 27 : Arbitrage.

« Tous les différends et malentendus qui pourraient s'élever sur le sens ou l'exécution du contrat de concession ou des accords complémentaires, devaient être soumis à une commission permanente d'arbitrage. Cette commission devait comprendre trois membres : un pour représenter chaque par-

tie, un troisième ou président, choisi par consentement mutuel. Si les deux parties ne pouvaient s'entendre, la commission proposait que le président, qui devait être Russe, fût nommé par l'Académie des sciences de Russie. La Compagnie demandait que, à défaut d'un accord, le président, qui devait être neutre, c'est-à-dire ni Russe ni Anglais, fût nommé par une société scientifique étrangère, de préférence l'Institut des Ingénieurs miniers et métallurgiques.

« Comme le communisme ne reconnaît pas le droit de propriété privée, base de l'ancien Code civil et criminel, les magistrats ont été supprimés et les tribunaux abolis. Rien ne les remplace, si ce n'est ce qu'on appelle le Tribunal de conscience révolutionnaire. D'après le nouveau système, les impôts ont été abolis, les lois sur les mines, les usines, les douanes, les forêts, les voies ferrées, c'est-à-dire toutes les anciennes règles, ont été détruites; les clauses du contrat de concession examinées dans cette lettre le montrent bien; et elles ne sont remplacées que par des instructions et des décrets incomplets, promulgués au jour le jour. De plus le système communiste ne reconnaît aucun engagement entre individus, et on ne peut donc avoir recours à lui pour faire exécuter un contrat signé entre deux personnes; l'Etat lui-même ne se reconnaît aucune obligation envers les individus ou ses sujets. Il ne reconnaît qu'une obligation et a recours à la force pour la faire exécuter : c'est la soumission absolue de l'individu à l'Etat.

« Cette situation extraordinaire, l'absence de toute loi et de toute règle, fit l'objet, vous le savez, de toutes les discussions pendant les négociations. Il était impossible de soumettre les questions en litige ou les différends de droit civil au Tribunal de conscience révolutionnaire, comme le proposait la Commission : les membres de ce tribunal ne sont pas d'une très grande intelligence, ils n'ont fait aucune étude de droit et tous appartiennent au parti communiste. Comme le communisme ne reconnaît pas la propriété privée et les droits du capital, les jugements auraient toujours été défavo-

rables au capital. La Commission des concessions comprit nos objections et on convint qu'un tribunal d'arbitrage était nécessaire pour régler les différends que pourrait faire naître l'exécution du contrat de concession.

« Au cours de la séance du 12 septembre, un débat s'éleva sur cette question. Le Gouvernement soviétique considérait contraire à sa dignité d'accepter le jugement d'un étranger nommé par une société scientifique étrangère, lorsque s'élèverait un différend entre lui et un concessionnaire établi sur le territoire russe. Je comprends très bien cet argument. Cependant, il était indispensable pour la Compagnie, que le président ou arbitre du comité d'arbitrage fût un spécialiste étranger, nommé par un corps scientifique étranger. C'était la seule garantie — et une garantie purement morale tant que le mépris de la loi régnerait en Russie — qui nous assurait que les termes du contrat seraient interprétés en toute loyauté et justice à l'égard des deux parties par un arbitre sans préjugés.

« En acceptant la proposition du Gouvernement soviétique, on courait le risque qu'un communiste fût nommé président d'un comité d'arbitrage; pour des raisons évidentes, on ne pourrait lui demander d'être juste envers le capital; mais, même s'il n'appartient pas au parti communiste, aucun homme n'est libre en Russie aujourd'hui; il est soumis à la conscription du travail et au travail forcé; toutes sortes de restrictions lui sont imposées chez lui, il n'a ni liberté de pensée, ni liberté d'action. Il doit une soumission absolue à l'Etat communiste et dépend ainsi que sa famille du gouvernement qui lui donne chaque jour sa ration de pain. Comment considérer qu'il peut juger librement un différend survenu entre le Gouvernement soviétique et le concessionnaire? »

Il est évident que les clauses 19 et 27 n'admettaient aucun compromis. Il fallait que le Gouvernement soviétique acceptât franchement les théories de la Russo-Asiatic Company, ou bien abandonnât les négociations. Ce fut ce qui arriva. En

plus du premier accord, il fallait faire avec le Conseil panrusse des Unions professionnelles un accord supplémentaire qui ferait partie du contrat de concession. Pendant les négociations, le Conseil prouva brillamment son incompétence, et justifia la remarque que les hauts fonctionnaires de la nouvelle Russie ne sont pas « d'une grande intelligence ». Ainsi, dans l'accord supplémentaire, la clause 2 qui a trait aux salaires énumère, écrit M. Urquhart, trente-neuf catégories différentes de travailleurs habiles; les salaires sont basés sur ceux payés en Angleterre et en Allemagne, mais nul homme actuellement ne peut fixer le cours du change; de plus, comme vous le savez, les conditions en Russie sont très différentes. L'ouvrier russe est moins capable et moins habile; l'entreprise doit le loger, le nourrir, lui fournir tout ce qui est nécessaire à la vie, et le capital d'exploitation s'en ressent. Je proposais de prendre pour base les salaires payés en 1913 en roubles-or; c'eût été au moins huit fois ce que payent les entreprises d'Etat, et les ouvriers auraient accepté avec joie; le Conseil panrusse des Unions professionnelles rejeta cette proposition.

« La même bêtise prodigieuse se manifesta au sujet des approvisionnements, question traitée dans une autre clause. Cette clause « demande au concessionnaire d'acheter à l'étranger pendant une période d'au moins sept ans, tout ce qui est nécessaire aux ouvriers et à leurs familles : vivres, vêtements, souliers, etc. et de vendre ces marchandises au prix coûtant ». Je remarquai qu'il était illogique de fixer à l'avance une période de sept ans; il n'était pas moins déraisonnable de forcer le concessionnaire à importer d'Amérique pendant ce laps de temps de la farine, par exemple, et des vivres; dix mille milles au moins séparent la propriété Ridder de l'Amérique, et la province Akmolinsk produit du blé que le Gouvernement soviétique laisse sur place faute de transports. Je montrai que si le Conseil des Unions professionnelles voulait protéger les intérêts des ouvriers, il devait nous obliger à acheter dans le marché le

moins cher et à vendre au prix le plus bas, au lieu de nous forcer à faire le contraire. Cette proposition fut catégoriquement rejetée, et le Conseil ne voulût pas céder. »

M. Urquhart terminait sa lettre par ces mots, que doivent lire tous ceux qui désirent comprendre la situation russe :

« Je comprends qu'en temps de révolution et surtout lorsqu'une minorité infinitésimale gouverne le destin d'un pays, on doit donner un pouvoir complet et arbitraire à une organisation de police afin qu'elle combatte l'activité contre-révolutionnaire. Les chefs du parti communiste, bien qu'ils fussent peut-être idéalistes et opposés à la violence, se trouvèrent donc obligés de recourir aux méthodes violentes pour rester au pouvoir et pour imposer leur système communiste à un peuple mal disposé. Il était naturel que la destruction de l'ancien régime, la nationalisation et la confiscation de la propriété privée amenassent une période d'anarchie, de rapine et de pillage. La Tchéka fut le principal instrument dont se servit le Gouvernement pour faire exécuter ses mesures; elle réunissait autour d'elle non seulement les communistes, mais encore les criminels russes et internationaux. La Tchéka joue à la fois le rôle d'accusateur, de juge, de juré et d'exécuteur; elle a plein pouvoir de vie et de mort, de plus sa police secrète a organisé un système d'espionnage complet, et elle a des informateurs et des agents provocateurs dans toutes les villes et villages de Russie.

« Pour ces raisons, le pouvoir de la Tchéka a aujourd'hui éclipsé celui du Gouvernement soviétique. L'histoire a montré qu'une minorité organisée et armée peut, par la terreur, avoir la haute main sur une majorité désorganisée. Grâce à ses méthodes de calomnie, de corruption et d'assassinat, la Tchéka, dirigée par les extrémistes du parti communiste et leurs instruments dépourvus de scrupules, a établi un tel règne de terreur qu'elle tient le peuple russe dans une soumission abjecte, et les chefs du parti communiste eux-mêmes, qui forment le pouvoir exécutif du Gou-

vernement soviétique, sont obligés d'accepter son intervention dans la vie politique et économique de l'Etat.

« L'ombre de l'organisation terroriste menacerait l'activité individuelle de l'employeur, son personnel, ses ouvriers occupés à exécuter le contrat et s'introduirait jusque dans leurs demeures.

« Il est donc logique que toute justice ait disparu, puisque le Code civil, les lois et les règles légales qui gouvernent la vie politique et économique d'une nation ont été abolis. Tant que le parti communiste aura la haute main sur le Gouvernement soviétique, un de ses instruments : la Troisième Internationale, la Tchéka ou les Unions professionnelles, pourra annuler tout contrat conclu avec le Gouvernement soviétique. »

La lettre que M. Urquhart adressa à M. Krassine fit sensation dans le monde entier, et, dans tous les pays, les journaux reproduisirent ce document remarquable. Si les gens furent un peu mieux traités en Russie, et si les autorités communistes jugèrent à propos de jeter un manteau plus décent — quoique bien léger — sur les épaules de l'odieuse Tchéka et de la rebaptiser pour lui donner le nom à peine moins sinistre de Guépéou, la lettre que M. Urquhart écrivit en octobre 1921 à mon mari ne fut peut-être pas absolument inutile, et il rendit ainsi un vrai service au pays qui lui est sans doute le plus cher après le sien.

En tout cas, moins d'un an après que M. Urquhart eût quitté Moscou, le Gouvernement soviétique prit l'initiative d'entamer de nouveau des négociations pour conclure un contrat de concession.

Le premier essai avait rempli Krassine de dégoût. Cependant il attaqua cette affaire nouvelle ou plutôt renouvelée avec son énergie habituelle. Malgré ses récents déboires, il avait encore confiance et espérait arriver à une entente. Ce projet lui paraissait le plus important et le plus pratique de tous, car de grands intérêts étaient en jeu, et il paraissait aisément réalisable.

Peu de temps après la Conférence de Gênes,

Krassine et M. Urquhart se rencontrèrent à Berlin et signèrent un contrat établi d'après les principes que la Russo-Asiatic C° Ltd avait proposés en 1921. Dans la lettre qu'il m'a adressée, M. Urquhart raconte cet épisode :

« M. Krassine était très ému en signant ce document auquel il attachait évidemment une grande importance. Il attira mon attention sur la dernière clause qui stipulait que le Gouvernement soviétique aurait un mois pour ratifier le contrat; il dit que c'était une simple formalité, et qu'il était peu vraisemblable que les autorités soviétiques refusassent de ratifier, puisqu'elles avaient suivi les négociations, et qu'on n'avait rien fait sans leur approbation. C'est pourquoi en ratifiant le contrat, le Gouvernement soviétique ne ferait que confirmer l'œuvre de ses représentants qui l'avaient rédigé. Après cette explication, M. Krassine signa le document et mit sous sa signature le sceau du Gouvernement soviétique avec la devise soviétique « Prolétaires de tous les pays unis ». Il me tendit ensuite le contrat et me demanda si j'avais apporté le sceau de la compagnie; je lui répondis que non, car la loi anglaise prescrit que le sceau d'une compagnie ne doit jamais quitter le bureau du Conseil d'administration.

« Eh bien, dit M. Krassine, je vois à votre doigt une bague avec une sorte de sceau gravé. Ne pouvez-vous le mettre sous votre signature? »

« Je fis ce qu'il me demandait et la cire reproduisit les armoiries de mon clan écossais avec sa devise : « Penser, parler et bien agir ». Je ne pus m'empêcher de lui faire remarquer la différence des deux devises.

« Nous avons signé, dis-je à M. Krassine, un document qui lie deux parties, mais tandis que la devise de la première invite les prolétaires à s'unir pour détruire le capitalisme, l'autre, fidèle au principe qui sert de base à la devise de mon clan, a l'intention d'exécuter tous ses engagements avec une fidélité scrupuleuse. »

« M. Krassine se mit à rire et me conseilla d'en parler à Tchitcherine qui était à Berlin avec Litvinov. »

Mais malgré son optimisme, les lettres que m'écrivait mon mari montraient peu de gaieté. Les voici :

« Berlin, 9 septembre 1922.

« Ma chère Mamania et mes chères enfants,

« Enfin, le 9, j'ai reçu une lettre, mais elle est de Mamania et pas de vous, paresseuses. Elle arrive au moment où l'avion postal va partir, et je n'ai que le temps d'écrire quelques lignes. Je suis cloué ici et ne peux partir. J'ai signé un contrat qui, d'après la presse mondiale, dépasse en importance tous ceux qu'on a signés jusqu'ici, y compris même les accords de Gênes et de La Haye; mais nos « Salomons » qui ont exigé, il y a cinq semaines, que je me précipite à Berlin et que je retourne à Moscou en aéroplane, essayent maintenant de se dégager. En tout cas, j'ai résolu de donner ma démission si je n'arrive pas à mener cette affaire jusqu'au bout, mais tant que tout n'est pas perdu, il faut que je tienne bon. On a décidé de soumettre l'affaire au Plenum qui se réunit le 5 octobre. Cela veut dire que je ne pourrai partir avant le 7 ou le 10.

« Je crains que vous ne puissiez attendre si longtemps, et d'ailleurs, les circonstances peuvent m'obliger à aller à Londres pour voir L. B. J'ai droit à un congé, mais je ne sais encore quand je le prendrai. Tout le monde va bien ici.

« Je vous embrasse toutes.

« Votre Chrome. »

« Smolensk, 13 septembre 1922.

« Ma très chère Mamania et mes petites filles,

« J'ai été très déçu de ne pas recevoir une ligne de vous pendant les quinze jours de mon séjour à Berlin, et j'avoue que j'ai quitté l'Allemagne très découragé. Après de longues et difficiles négociations avec Urquhart, j'ai signé un contrat; il faut encore la signature de Moscou et je vais la chercher, car cette formalité, en réalité sans importance est très nécessaire dans notre situation idiote. Je ne puis songer à mon congé tant que cette grave affaire n'est pas terminée.

« J'écris dans une petite maison, près de l'aéro-

drome; elle est pleine d'aviateurs allemands. J'espère bientôt finir l'affaire Urquhart et être à Berlin vers le 20. Ecrivez-moi là avec la mention : « Prière de faire suivre immédiatement. »

« Où êtes-vous et quels sont vos projets? Combien de temps pouvez-vous ou voulez-vous rester en Italie? Attendez-vous que je vous y rejoigne? Il me faut au moins quelques nouvelles de vous. »

« Je vous embrasse toutes. »

« Moscou, 17 septembre 1922.

« Ma très chère Mamania et mes petites filles,

« Je ne suis arrivé à Moscou, par voie des airs, que le 14, car un orage nous a fait perdre deux nuits, la première à six verstes environ de Vitebsk, et l'autre à Smolensk.

« Après ces trois vols, la lenteur des trains me paraîtra assommante. J'avais un excellent pilote et notre vol de Königsberg à Smolensk a été merveilleux. J'ai la permission de prendre un congé, mais je ne peux dire à quel moment à cause de l'affaire Urquhart.

« Personnellement j'ai signé le contrat à Berlin, mais il faut encore le faire ratifier et il y a là des tas de gens très forts qui par ignorance ou par un sentiment chrétien d' « amour fraternel » commencent à « subtiliser », à retrousser le nez et à renifler. Il faut que j'assiste à deux ou trois grandes conférences et que je livre un combat acharné. J'espère pourtant partir le 20 ou 23 septembre et être avec vous le 1er octobre au plus tard.

« Evidemment je n'aurai pas grand temps à rester en Italie, si vous désirez retourner en Angleterre; mais à Londres j'aurai peu de repos, car on ne m'y laissera jamais tranquille. Si je ne m'entends pas avec nos braves gens à propos du traité Urquhart on me donnera un très long congé — peut-être définitif. Nous verrons. Moscou paraît en bon état, et à certains endroits a repris son aspect d'avant guerre. Une bonne récolte à l'est de la Russie a fait beaucoup de bien. Il y a quelques régions moins heureuses dans le sud; en particulier les sauterelles y ont fait de grands ravages.

« Ma chère Lubabash, je t'embrasse, ma très chère.

« Ton Papania. »

« Moscou, 21 septembre 1922.

« Ma très chère Mamania et mes petites filles,

« Je croyais partir au plus tard le 23, mais mon travail a pris une telle tournure que je serai obligé de rester jusqu'au 29 ou au 30. Je suppose que vous ne pouvez plus prolonger vos vacances, et puisque mon arrivée a déjà très été retardée une fois, je ne veux pas déranger vos projets; partez pour l'Angleterre si vous le voulez; en ce cas, j'irai de Berlin à Londres et je remettrai peut-être mon congé ou je l'emploierai d'autre façon. Tout cela est très ennuyeux; il est impossible que je parte à présent. La situation est si sérieuse que j'envisage la possibilité de tout lâcher. Les dirigeants sont d'une ignorance crasse, et les méthodes de travail sont si peu pratiques que je perds tout espoir. Une fois de plus, ma chérie, il nous faut envisager un grand changement dans notre vie et dans nos finances. Ce sera peut-être un avantage : nous pourrons nous reposer et tenter d'analyser le chaos de ces dernières années.

« Je vous embrasse toutes.

« Votre Papania. »

« Ma chère Mamania et mes chères filles,

« Enfin j'ai reçu les lettres de mes petites filles avec une adresse plus ou moins précise.

« Je ne peux partir encore. Quoique la principale affaire soit réglée — les journaux ont dû vous l'apprendre — je suis encore dans la situation de la grenouille qui devait terminer son combat avec la carpe; j'espère que cette opération ne durera pas longtemps et que je pourrai partir dans un jour ou deux. Je regrette de n'avoir pas eu l'occasion de me baigner et de respirer au soleil, et je regrette surtout de vous avoir forcées à changer vos projets; hélas, on n'y peut rien. Mon destin infernal me condamne à n'obtenir aucune paix.

« Une fois de plus mon travail, mon énergie, mes efforts et mes capacités ont été gaspillés; quelques ânes et quelques imbéciles ont défait tout mon

travail, comme un enfant détruit d'un seul coup une mince toile d'araignée. Ma « patience angélique » n'en peut supporter davantage. J'espère être à Berlin le 18 ou le 20 octobre quand les négociations reprendront peut-être. Il en résulte que je ne serai libre qu'à la fin du mois, et je vous laisse le soin de prendre une décision : dois-je aller vous retrouver et prendre deux ou trois semaines de soleil près de la mer; ou bien faut-il que je renonce au Midi jusqu'à l'année prochaine et que je retourne en Angleterre en même temps que vous?

« Dans ce cas je partirai pour Londres après avoir passé un jour ou deux à Berlin. Il faut que je me fasse entièrement examiner par des docteurs allemands et je veux voir un spécialiste pour les oreilles, car mon oreille gauche ne va pas, et je désire consulter un docteur de premier ordre. Mon cœur est en très bon état pour mon âge, mais un examen ne lui fera pas de mal. J'ai l'intention d'abandonner la vie active, d'apprendre un peu mieux l'anglais, et peut-être d'écrire quelque chose.

« Au printemps j'essaierai d'aller en Amérique, comme un simple particulier, faire quelques conférences; je verrai alors quel est le meilleur parti à prendre. Nous pourrons rester à Londres jusqu'au printemps; puis, je le crains, nous devrons penser à changer de pays, car on ne peut vivre en Angleterre sans revenu fixe, et il nous faudra trouver un endroit où la vie soit moins chère. Ce n'est pas chose aisée. La vie est compliquée partout aujourd'hui, et il est surtout difficile de se loger. Eh bien, nous aurons le temps de parler de tout ça quand nous nous reverrons.

« Pour le moment au revoir. Je vous embrasse toutes. »

Moscou ne ratifia pas le traité. Krassine donna immédiatement sa démission. Elle ne fut pas acceptée. Conformément aux théories communistes sur la liberté individuelle, Lénine envoya la sévère réponse suivante à la lettre de démission de Krassine :

« Nous renvoyons les gens, mais nous ne leur permettons pas de démissionner. »

Krassine resta donc à son poste, mais il était dégoûté et fatigué de voir mener les affaires avec si peu de méthode et de résultat. Il attribuait le refus de ratification à la mauvaise santé de Lénine. En effet, dès l'automne 1922, Lénine souffrait de la maladie nerveuse qui devait l'emporter après avoir détruit son équilibre intellectuel; il ne pouvait donc comprendre l'importance du contrat et la responsabilité qu'il assumait en refusant de le ratifier. Cette explication est peut-être juste; on se souvient en effet de la conclusion de la lettre écrite par M. Urquhart et de ce que Krassine lui-même m'écrivait sur les « Salomons » et les bons camarades communistes qui avaient tant d'amour fraternel pour lui. Mais on est cependant tenté de croire que la maladie de Lénine ne fut pas la seule cause du refus de ratifier le contrat.

Le bruit court à Londres que les négociations entre Moscou et M. Urquhart ont été reprises. Cette fois on peut espérer un résultat tangible; en ce cas, mon mari n'aura pas travaillé en vain. « Le succès, a dit le grand homme d'Etat Waldeck-Rousseau, n'est après tout qu'une question de date. »

CHAPITRE XVII

« L'ÉTAT NORMAL A MOSCOU »

Un travail si intense et tant de déceptions avaient ébranlé la santé de Krassine. Il entra dans une clinique de Berlin, mais l'atmosphère « d'hôpital » lui parut très désagréable — il détestait la maladie. Après un jour ou deux il renonça à se faire examiner et partit pour l'Italie. Il m'écrivit de Rome la lettre suivante :

« Rome, décembre 1922.

« Ma chère Mamania et mes chères filles,

« Je suis arrivé hier et je loge chez le représentant soviétique qui est absent pour le moment. Hier le temps était splendide et j'ai escaladé le Mont Palatin; j'ai aussi visité le Forum. Hier soir, j'ai eu une longue conversation avec Mussolini qui avait exprimé le désir de me voir, bien qu'il ne paraisse pas en très bons termes avec notre collègue soviétique. Le développement de l'U.R.S.S. semble l'intéresser beaucoup; il m'a longuement parlé des grandes relations commerciales que nos deux pays pourraient avoir à l'avenir. J'ai eu une ou deux visites et les inévitables interviews avec les reporters de la presse. Il me semble surnaturel de pouvoir rester tranquille.

« Ce matin j'ai découvert un compatriote, un architecte, et nous avons visité ensemble les an-

ciens monuments. J'ai eu de la chance de le rencontrer, car il connaît parfaitement Rome et il a pu répondre à mes questions beaucoup mieux qu'un simple guide. Nous avons dîné dans le premier petit restaurant venu; il y avait des vins bon marché et des « camieri » qui jetaient dans la soupe une pleine assiette de fromage et poussaient la salade dans la bonne direction en s'aidant de leurs doigts. C'est ce que j'aime quand je suis en Italie. Le temps est délicieux.

« Dans un jour ou deux, j'irai à Naples et j'y passerai deux jours avant de me fixer sérieusement et pour quelque temps (!) aux environs d'Amalfi, ou, s'il n'y fait pas assez chaud, en Sicile. En quittant Rome je laisserai mon adresse à une seule personne qui fera suivre mes lettres; sinon on m'entraînerait encore dans des négociations quelconques et un nouveau travail, car Mussolini est très désireux de faire des affaires. Après avoir passé un mois ou deux au soleil, je vous rejoindrai en Angleterre, et j'espère y jouir d'un peu de paix pendant deux ou trois semaines. Adressez vos lettres à la Délégation commerciale de Rome... »

A partir de ce moment, mon mari eut avec le gouvernement bolcheviste des relations assez tendues. Il doutait de l'efficacité des doctrines socialistes poussées à l'extrême dans un pays aussi arriéré que la Russie au point de vue politique. De plus, le système de gouvernement par comités demande des administrateurs d'une grande civilisation et d'une grande culture, et à croire le professeur Mavor, la « moitié des gens instruits » ont quitté la Russie en 1917 et 1918.

En 1921, Krassine alla faire une conférence à Oxford et au cours d'une intéressante discussion il s'aventura à dire : « Je juge que maintenant la Russie est un pays capitaliste. Une seule différence existe entre elle et l'Angleterre : en cas de désaccord entre le patron et l'ouvrier, le Gouvernement russe donnera raison à l'ouvrier. »

A cette époque, Krassine faisait d'infatigables efforts pour expliquer aux étrangers, en particulier aux journalistes, la vraie portée de la N.E.P.

A l'étranger on avait tendance à voir dans ce changement une rupture complète, non seulement avec ce qu'on appelait le communisme militaire, mais avec tout le communisme. On disait sans preuves, que la Russie était en train de devenir une respectable république démocratique. Krassine, créateur et administrateur du monopole du commerce extérieur, jugeait essentiel que les industriels et les maisons financières avec lesquels il traitait, n'eussent aucune illusion sur ce point. C'est pourquoi au cours de l'automne 1921, il fut constamment obligé de réduire à leurs vraies proportions les idées contradictoires qui circulaient sur la réorganisation économique représentée par la N.E.P.

Krassine qui connaissait la situation des pays étrangers ne pouvait guère admettre l'idée qu'une « dictature du prolétariat » était imminente dans tous les pays. On peut se demander comment Krassine pouvait travailler avec un homme comme Lénine; celui-ci en effet puisait sa force dans la conviction quasi religieuse qu'il était l'élu du Dieu de l'Histoire, et que par lui, Vladimar Ulianov, se réaliseraient les grands événements prédits par le prophète Marx. Ce n'était cependant qu'un aspect de Lénine. Tant qu'il fut en pleine possession de ses facultés, il fit toujours passer les considérations pratiques avant la théorie. Aucun autre commissaire du peuple n'avait cette grâce justifiante. Cependant tous comprenaient qu'un homme comme Krassine était inappréciable, car il inspirait confiance aux étrangers et, vivant au loin, il jouissait d'une grande réputation parmi ses compatriotes qui ne s'occupaient pas de politique. La conclusion des premiers accords commerciaux à l'étranger ne mit donc pas fin à la carrière de Krassine.

Il avait repris son travail à Londres en janvier. Au milieu de février il était de retour à Moscou et revenait d'Allemagne avec les autres membres de la délégation. Bien qu'il fût encore un peu déprimé par l'incident Urquhart, il conservait un très vif sentiment de l'humour et il décrivit ainsi leur réception :

« La société de la délégation m'a valu un bon

voyage; sans cela la traversée de l'Allemagne eût été très désagréable, car les trains rapides sont peu nombreux, et il n'y a pas de sleeping. A partir de Riga, nous avons eu un compartiment réservé — il ne m'était certainement pas destiné, et lundi 12, nous avons passé la frontière à Sebej.

« Le temps était splendide et on nous a fait une grande ovation : fanfares des régiments de frontières, meetings, discours à profusion; on avait l'impression que toute la population était venue nous voir. Les étrangers qui étaient avec nous dans le train regardaient cette scène avec grand intérêt.

« Les gens que nous avons vus à la gare paraissaient assez heureux : les buffets étaient mieux approvisionnés qu'en Allemagne — grâce à la récolte de l'année dernière. Les années précédentes, les habitants des villes ne parlaient que nourriture et se demandaient comment ils se chaufferaient l'hiver, mais à présent on fait à peine allusion à ces questions; c'est un signe de progrès.

« Nous sommes arrivés à Moscou, le 14 février à deux heures. Une fanfare nous attendait à la gare : gardes d'honneur, musiques régimentales, représentants des gouvernements — plus l'ambassadeur d'Allemagne. Je n'avais jamais imaginé qu'un jour je serais accueilli à Moscou avec des saluts et les honneurs militaires. Où veulent en venir ces Bolcheviks? En d'autres termes, Moscou nous a reçus très cordialement.

« Dans notre appartement rien n'a changé depuis mon départ d'octobre. Cet hiver les appareils de chauffage sont en bon état, on ne court donc pas le risque de mourir de froid, ou d'avoir des tuyaux gelés. C'est un grand bonheur, car cet hiver est interminable et le printemps ne paraît pas encore disposé à se montrer. A Moscou le logement est un problème terrible. Les gens s'entassent de plus en plus dans les maisons et les appartements, et il n'y a aucun moyen de surmonter cette difficulté. Quelques personnes ont été logées chez Germasha — ou du moins occupent quelques pièces chez lui. Heureusement son appartement est confortable et chaud.

« Voici quelques jours, Germasha a été élu chef du Club des travailleurs qui est dans la même maison. Il commence sa carrière maintenant dans sa vieillesse, et les jours de fête soviétiques, il devra parader dans le square Rouge et porter très haut la bannière du club... »

Voici une autre lettre datée du 3 mars :

« L'atmosphère générale est pleine d'incertitude, mais les choses progressent lentement. Le Gouvernement a adopté un nouveau Code civil et criminel, mais d'autre part, il a emprisonné des tas de gens pour des accusations insignifiantes. On est surtout impitoyable dans les cas de corruption. La corruption sévit partout, mais des exécutions n'y mettront pas fin. Il faudra prendre d'autres mesures plus ingénieuses et avoir de la patience. Seules des années d'honnête travail et d'éducation peuvent arrêter ce scandale. L'important est qu'on cesse d'avoir faim et que le pays puisse jouir d'un repos bien gagné.

« La jeunesse est avide d'apprendre, et les écoles sont remplies de gens de toutes classes, mais les études sont lentes, car on manque de livres, d'argent, de maîtres. Il en résultera beaucoup de docteurs et de techniciens plutôt ignorants, mais sur le nombre, il se trouvera des étudiants capables et doués — diamants bruts qui arriveront au sommet par leurs propres efforts, comme Lomonosov (1), Gorki, etc. »

Tout signe de travail utile et créateur ravissait Krassine. Il dit dans la même lettre :

« Aujourd'hui j'ai assisté à une réunion de la Commission chargé d'édifier le Palais du Travail. J'en fais partie. Nous avons regardé les plans faits pour le concours. Le concours a été annoncé en octobre. En cinq mois, les architectes de Moscou et de Leninegrad, malgré de grandes difficultés — ils manquaient de tables, de papier et de tout — ont présenté quarante-neuf plans, dont quelques-

(1) Fils d'un pêcheur d'Arkhangel qui devint un grand savant et fonda l'Académie des Sciences de Saint-Pétersbourg sous l'impératrice Catherine II.

uns sont extraordinairement originaux et intéressants. Ces plans m'ont fait sentir que le pouvoir créateur revit en Russie. Je remarque que les sciences techniques et les inventions inspirent un renouveau d'enthousiasme.

« En même temps, dans beaucoup d'usines, surtout en province, on recherche toujours des spécialistes. »

Dans l'automne de 1922, le ministère de M. Lloyd George donna sa démission. Les chefs de Moscou savaient par Krassine que Lloyd George permettait au Gouvernement soviétique de remettre tout en ordre chez lui, à condition toutefois qu'il se conduisît convenablement envers l'Angleterre. On peut supposer que ce fut pour cela que les gouvernants de Moscou gardèrent une juste limite dans leurs notes diplomatiques et dans leur presse officielle, tant que M. Lloyd George fut au pouvoir. Lorsque M. Bonar Law lui succéda, ils perdirent tout scrupule et au début de 1923, les relations anglo-soviétiques subirent un grand changement, car Krassine était absent de Londres. La propagande que faisait le parti communiste russe par l'intermédiaire de ses agents de la Troisième Internationale épuisa la patience de Lord Curzon, et le 8 mai 1923, le secrétaire du Foreign Office envoyait sa célèbre Note qui équivalait à un ultimatum. Le bruit courut que Lord Curzon avait décidé de mettre fin à l'accord commercial et de rompre les relations. On alla jusqu'à parler de guerre, et cette panique était assez justifiée. Car il se trouva qu'à ce moment une contestation insignifiante sur la limite des eaux territoriales, divisait les Russes et les Anglais et on craignait un conflit entre les croiseurs anglais qui avaient reçu l'ordre d'aller à Mourmansk et les canonnières russes qui étaient dans le voisinage.

Le Gouvernement de Moscou, pris d'inquiétude, demanda à Krassine d'aller à Londres pour calmer le courroux du lion britannique. Mon mari quitta immédiatement Moscou et se rendit à Londres en avion. Le désordre régnait à Arcos, quartiers généraux de la délégation commerciale, et une rup-

ture paraissait inévitable. Sans perdre de temps Krassine endossa un habit, prit un chapeau haut — car il jugeait avec raison que Lord Curzon apprécierait ce respect du cérémonial — et se rendit au Foreign Office. L'entrevue fut pratique pour ne pas dire cordiale et la panique se dissipa. Les communications du Département russe subirent un changement perceptible. Une fois de plus Krassine avait versé l'huile du bon sens et du tact sur les eaux troublées.

Le télégramme suivant daté du 13 mai, explique ce changement de ton, — les rapports officiels sont toujours faits en style télégraphique. Il commence d'un ton de mécontentement modéré et presque soumis :

« La réaction européenne dirigée contre les classes ouvrières et toujours accompagnée par une hostilité croissante envers la République des Soviets, a gagné de la force au cours des derniers mois; elle permet de craindre des mesures défavorables à la République des Ouvriers et des Paysans; cependant le Memorandum du Gouvernement anglais qui a le caractère d'un ultimatum et menace de rompre les paisibles relations économiques de deux Etats également intéressés à poursuivre une collaboration paisible, a frappé de surprise le Gouvernement soviétique par son hostilité violente et injustifiée. Ce n'est pas avec un ultimatum et des menaces qu'on réglera des différends privés ou des désaccords sans importance; en tout cas, ce n'est pas par ce moyen qu'on obtiendra des relations correctes avec la République des Soviets. »

Plus loin cette Note prend un ton plus grave et parle avec insistance « des défis du Gouvernement soviétique mais aussi de tout le peuple russe ». Elle ajoute comme preuve : « le Gouvernement anglais, on le reconnaît universellement, a affecté le plus grand mépris des intérêts de la Russie soviétique en réglant un grand nombre de questions internationales, entre autres celles des Détroits, de la Galicie orientale, de Memel, de Bessarabie, etc. »

Le télégramme soviétique continue ainsi :

« A propos de cette prétendue propagande, le Gouvernement russe remarque avec satisfaction que le Gouvernement anglais n'avance aucune accusation concrète de propagande en Angleterre, bien que, durant ces derniers mois, la presse anglaise ait attaqué avec fureur le Gouvernement soviétique, et l'ait accusé de faire de la propagande en Angleterre, par l'intermédiaire de sa Délégation commerciale et de ses représentants. »

Sans le vouloir, la Note rendait un hommage frappant à l'habileté diplomatique de Krassine, puisqu'on ne put faire aucune propagande soviétique en Grande-Bretagne, tant qu'il fut à Londres en qualité de chef de la délégation commerciale russe, ou trois ans plus tard comme plénipotentiaire diplomatique.

La Note dit encore :

« Le Gouvernement soviétique considère que les malentendus perpétuels qui s'élèvent entre le Gouvernement anglais et lui, sont dus en grande partie à la situation créée par le Traité de Versailles et qui fait que certains milieux de l'Entente refusent de traiter avec d'autres pays sur une base d'égalité. Sans nier qu'un certain nombre d'Etats soient, au cours de ces dernières années, devenus dépendants ou demi-dépendants des Etats de l'ancienne Entente, le Gouvernement soviétique juge nécessaire de dire que la République soviétique n'a jamais dépendu et ne dépendra jamais de la volonté d'un gouvernement étranger. Si les classes dirigeantes d'Angleterre avaient compris ce fait, le principal obstacle qui empêche les relations normales et paisibles, également avantageuses aux deux parties, aurait disparu. »

La Note fait une erreur singulière, car l'accord anglo-russe, objet de toute cette correspondance, ne mettait pas la Russie dans une situation dépendante vis-à-vis de l'Angleterre ou de l'Entente. Krassine qui l'avait signé n'aurait pas accepté une telle situation pour son pays. En réalité, le contrat accorde autant de droits et d'obligations à chacune des parties. On sut plus tard que, du point de vue de l'Entente, le Gouvernement français dirigé par

M. Briand, trouvait l'accord beaucoup trop favorable à la Russie.

Un Mémorandum daté du 23 mai développait les arguments de la Note :

« Les conséquences qu'aurait pour la paix générale une rupture entre l'Angleterre et la Russie inspirent au Gouvernement russe de sérieuses craintes. Un tel événement mettrait en danger la paix mondiale, et l'humanité serait menacée d'innombrables calamités. L'équilibre des relations politiques déjà si troublé par tant d'événements, serait sérieusement compromis, et les intentions agressives des éléments militaristes de la plupart des Etats se trouveraient ainsi justifiées, même sans que le Gouvernement anglais l'ait voulu. »

Le Mémorandum énumère ensuite les points sur lesquels le Gouvernement soviétique donna satisfaction : la pêche dans les eaux du Nord, compensation pour Mrs Stan Harding et pour Mrs Davison, l'abandon sans condition des lettres de M. Weinstein. Le Mémorandum se termine ainsi :

« Le Gouvernement russe est prêt à réitérer les engagements donnés dans l'Accord Commercial anglo-russe du 16 mars 1921, ou à les confirmer dans une déclaration spéciale, pourvu que l'Angleterre fasse une déclaration semblable.

« Il est évident que si le Gouvernement anglais fait au Gouvernement russe des représentations amicales au sujet d'actes commis par des agents ou des fonctionnaires du Gouvernement russe et considérés comme des infractions à l'Accord Commercial, ces faits seront soigneusement examinés, et les mesures nécessaires seront prises. A condition, bien entendu, qu'on agira de même à notre égard.

« Si le Gouvernement anglais est prêt à examiner les questions en litige entre les deux gouvernements, le Gouvernement russe accepte de déléguer immédiatement le commissaire du Peuple aux Affaires Etrangères, M. Tchitchérine, qui s'entendra avec les représentants du Gouvernement anglais. »

Il n'est pas sans intérêt de remarquer, en passant, le style de Krassine dans les notes diplomatiques; c'est le même que celui de ses articles et

de ses discours; ce style est sans fioritures littéraires, et ne prétend pas être particulièrement « diplomatique », mais chaque mot respire l'honnêteté, la loyauté, la sincérité.

Le lendemain, 29 mai, le Foreign Office répondit par un long Mémorandum; après avoir dit combien son gouvernement était satisfait d'apprendre que le Gouvernement soviétique acceptait ses demandes, Lord Curzon rappelait à M. Krassine la principale question pendante entre les deux gouvernements.

« Il reste, disait-il, la question essentielle de la propagande hostile faite par le Gouvernement soviétique contre l'Empire Britannique et les institutions anglaises en général. Le Gouvernement de Sa Majesté ne peut cacher la déception et la surprise qu'il a ressenties en voyant que sur ce point la Note russe ne donne aucune satisfaction. Cependant le destin de l'Accord Commercial dépend de la continuation ou de la cessation de ces manœuvres. On ne saurait trop le répéter au Gouvernement soviétique : la promesse que la propagande cesserait — promesse qui est contenue dans le texte de l'Accord Commercial — a rendu possible la conclusion de cet Accord, et son observation était, et reste, sa condition essentielle. »

Le Mémorandum anglais agitait de nouveau la question des deux fonctionnaires russes, Raskolnikov et Shumiatzky, qui faisaient en Orient une propagande que le Foreign Office estimait particulièrement nuisible.

« Dans sa Note du 8 mai, le Gouvernement de Sa Majesté demandait que les deux fonctionnaires russes principalement en cause fussent désavoués et rappelés, et que des excuses fussent offertes pour leurs actes. On ne peut prétendre que cette demande était déraisonnable; on ne peut demander au Gouvernement de Sa Majesté, ni à aucun autre, de contempler patiemment des manœuvres si pernicieuses exécutées par les représentants d'une puissance avec qui il entretient en apparence d'amicales relations. Non seulement une pareille conduite détruirait toute confiance mutuelle, mais elle

ne serait pas conforme aux règles reconnues des rapports internationaux. Cependant si le Gouvernement soviétique veut assurer au Gouvernement de Sa Majesté que, dans un laps de temps raisonnable, ces fonctionnaires seront envoyés dans une autre région où leurs devoirs ne les mettront pas en contact avec les intérêts anglais — et on trouvera facilement des exemples de ce genre dans les relations des puissances amies — le Gouvernement de Sa Majesté, désireux de ne faire aucune demande qui puisse blesser la dignité nationale, abandonnera sa thèse et acceptera ce que lui propose maintenant le Gouvernement soviétique dans l'espoir d'arriver à une solution amicale. »

Ce fut grâce à l'insistance de Krassine que le Gouvernement anglais modifia sa demande au sujet du rappel de Raskolnikov et de Shumiatzky; mais Krassine dut promettre que ces fonctionnaires seraient éloignés des régions où ils avaient créé du désordre. On rédigea une formule spéciale concernant cette propagande. La voici :

« En son nom et au nom de tous les gouvernements associés ou fédérés, le Gouvernement soviétique réitère les engagements contenus dans l'Accord Commercial russe du 16 mars 1921 : engagements qui étaient les suivants :

« Le Gouvernement soviétique s'abstiendra de toute action ou entreprise hostile contre la Grande-Bretagne; il ne fera en dehors de ses frontières aucune propagande officielle, directe ou indirecte, contre les institutions de l'Empire Britannique, et s'abstiendra en particulier de toute tentative militaire ou diplomatique, ou de toute autre forme d'action ou de propagande qui aurait pour but d'encourager les peuples de l'Asie à entreprendre une action hostile, sous quelque forme que ce fût, contre les intérêts anglais ou l'Empire Britannique, surtout aux Indes et dans l'Etat indépendant d'Afghanistan.

« Le Gouvernement anglais s'engage également vis-à-vis du Gouvernement soviétique russe à s'abstenir de toute propagande en ce qui concerne les territoires et les institutions de la République sovié-

tique et les pays qui faisaient partie de l'ancien Empire russe et qui sont devenus indépendants.

« De plus, pour répondre aux plaintes qui ont été faites, le Gouvernement soviétique s'engage à ne pas soutenir, avec des fonds ou de toute autre façon, les personnes, corps ou agents ou institutions dont le but est de semer le mécontentement ou de fomenter des révoltes dans une partie quelconque de l'Empire Britannique, y compris tous les protectorats anglais, les Etats protégés par l'Angleterre et les territoires soumis à un mandat anglais. Le Gouvernement soviétique devra faire observer ces conditions par ses fonctionnaires et serviteurs.

« Le Gouvernement anglais prend les mêmes engagements envers le Gouvernement soviétique russe en ce qui concerne les dominions russes. »

Au milieu de juin, l'échange de notes et de memoranda fut terminé. Des relations plus ou moins amicales furent rétablies entre les deux gouvernements — au moins sur le papier. Krassine avait de nouveau réussi et rendu un grand service à son pays. On l'en récompensa en le révoquant brusquement, sous prétexte qu'il avait outrepassé ses pouvoirs en promettant le rappel de Raskolnikov et de Shumiatzky sans consulter le commissaire aux Affaires Etrangères. Cette explication était plutôt tirée par les cheveux, car Krassine, en quittant Moscou, avait reçu pleins pouvoirs.

Il ne retourna en Angleterre que pour un mois. Alors le Narkomindel (Foreign Office), comme je l'ai dit, le rappela à Moscou et K.-G. Rakovsky prit sa place à Londres. A la fin de l'été, il put prendre un court congé à Torquay avec sa famille. Le surmenage et l'effort de l'année précédente l'avaient beaucoup touché, et il avait grand besoin de repos. Les lettres qu'il écrivit à cette époque trahissent son mécontentement croissant de l'incompétence qui régnait dans l'administration du Gouvernement soviétique.

« Moscou, juillet 1923.

« Très chère Mamania et mes petites filles,

« En ce qui concerne la politique étrangère, la situation va être difficile maintenant que Rakovsky

est à Londres. J'ai dit aux gens d'ici que rien en ce moment ne me ferait accepter un poste à l'étranger, car mes idées diffèrent trop des leurs. Je crois qu'il nous faut prendre la décision de quitter la maison d'Eton Avenue.

« Quoique tout marche ici en dépit du bon sens, et que les dirigeants fassent tout ce qu'ils peuvent pour aggraver la situation, je pense que le pays est en bon état et, avec sa vitalité naturelle, la Russie qui a survécu aux invasions des hordes mongoles et des Variags, semble devoir survivre à la confusion financière et à la politique étrangère d'aujourd'hui. Je fais de mon mieux, bien entendu, pour faire entendre la voix du bon sens. Mes conseils sont parfois appuyés, j'en ai peur, par des cris, des coups de poing sur la table, parfois même des gros mots — j'ai remarqué que cela faisait de l'effet. Une main invisible transforme les bêtises de ces politiciens en actes historiques; peu importe, semble-t-il, les fautes commises, le gâchis dans lequel nous vivons: le fait que cela appartient tôt ou tard à l'histoire justifie tout.

« Ma vie est toujours la même, mais j'ai beaucoup moins de travail... »

Après nos vacances, nous décidâmes que mon désir se réaliserait enfin, et que je retournerais habiter Moscou avec mon mari. Mes filles grandissaient; elles avaient à Londres leur vie personnelle et je pouvais les laisser sans inquiétude. Léonide Borissovitch partit le premier pour tout préparer et s'arrêta à Berlin en chemin comme de coutume. Il m'écrivit de là pour me donner une idée des difficultés terribles que subissaient les Allemands après la chute du mark.

« Berlin, 8 novembre 1923.

« Ma chère Lubanasha,

« Je suis bien ennuyé pour le télégramme. Mon sacré secrétaire a oublié de l'envoyer. Ces choses-là arrivent souvent, mais je ne peux pas être partout à la fois.

« Je suis arrivé à Berlin à six heures du soir, et le lendemain j'ai dû passer tout mon temps à assister aux cérémonies organisées pour célébrer la

fête soviétique. Le matin il y a eu une grande réunion à la Salle philharmonique. Avant le concert, Krestinsky a prononcé le discours d'usage sur la même estrade où Nikisch conduisait autrefois son orchestre, puis l'orchestre a joué l'*Internationale* et la *Neuvième Symphonie*. Toutes les personnes présentes étaient terriblement sérieuses, et c'était assez émouvant. Mais ce n'était rien en comparaison de la réception qui a eu lieu le soir à l'ambassade. Il y avait environ cinq cents invités : membres du corps diplomatique, plusieurs ministres et hauts fonctionnaires, grands industriels et banquiers, haute bourgeoisie; mais aussi beaucoup de communistes, allemands aussi bien que russes. Je ne crois pas qu'une foule aussi mélangée se soit jamais rassemblée entre les quatre murs d'une ambassade.

« ...Tous les Allemands que j'ai rencontrés, quelle que soit leur opinion politique, considèrent que la situation du pays est presque désespérée. Ils sont travaillés, j'imagine, par les organisations de la droite qui s'efforcent de diriger l'opinion publique vers l'anti-sémitisme par les habituelles méthodes « démagogiques ». Plusieurs boulangeries ont été pillées; et la nuit dernière, dans un quartier, les bijouteries ont été attaquées l'une après l'autre. Lorsqu'il s'agit de magasins juifs, les agitateurs ne craignent pas d'employer le mot d'ordre : « Remporter le bien volé ». Mais avec l'état de choses qui règne en Allemagne, sans le frein d'un parti communiste ou d'un gouvernement soviétique, toutes sortes de complications peuvent naître et surprendre ces fomentateurs de désordre. Personne ne sait où cela mènera; une seule chose est évidente : les événements futurs et la façon dont ils se produiront seront entièrement différents de notre révolution. Il n'y aura sans doute aucun coup révolutionnaire organisé, aucun conflit apparent, mais une tendance à la destruction, car les apaches forment l'élément dominant des masses qui deviennent prêtes à tout. Les rues sont pleines de gens qui demandent l'aumône, on les voit, la main tendue, devant les guichets du métro. Les vols dans

les rues sont fréquents, les autos arrêtées en plein jour et dévalisées. Tout cela gêne beaucoup la vie normale de la ville, et on ne fait rien, semble-t-il, pour mettre fin à ces violences; cependant il le faut ou ce sera le chaos complet. »

« 9 novembre.

« Ce matin nous avons eu des nouvelles du Putsch en Bavarie, mais à déjeuner aujourd'hui chez D... on disait que Hitler et Ludendorff seraient entourés de tous côtés par des forces fidèles au gouvernement, de telle sorte que le Putsch ne servirait à rien. Ainsi maintenant Stresemann a l'occasion d'écraser les séparatistes bavarois. Mais on peut se demander s'il y est disposé.

« Papania. »

Quand Krassine retourna à Moscou, il trouva une telle accumulation de travail que, de plusieurs jours, il ne put me donner de ses nouvelles. Je reçus enfin cette lettre datée du 24 novembre :

« Ma très chère Luban,

« ... J'ai fait un voyage confortable, bien que le bruit courût à Berlin que par économie le Gouvernement soviétique ne mettait plus de wagons réservés à la disposition de ses fonctionnaires. A Riga un compartiment spécial m'attendait. Deux jours après, à midi, nous étions à Moscou. Personnellement je ne peux pas dire que cette rapidité m'enchante. Autrefois, en voyage, on pouvait dormir ou travailler; maintenant on a tout juste le temps de lire les journaux. Les gens du commissariat m'attendaient à la gare comme d'habitude. Je suis allé tout droit à la maison, j'ai pris un bain, et à une heure, j'étais à la réunion du Sovnakom (Conseil des commissaires du Peuple), car j'avais une bataille à livrer avec le Narkomfin (Ministère des Finances) et d'autres sur diverses questions du moment. C'est l'état normal à Moscou.

« Cette fois, à première vue, Moscou me fait une impression très favorable. L'ordre semble régner, les magasins sont mieux pourvus, les rues sont bien éclairées, surtout en comparaison du sombre Berlin frappé de pauvreté, dont j'arrive. Je n'ai pas encore discuté l'état des affaires avec le Soviet, mais

dans l'ensemble la situation est satisfaisante — quoiqu'il y ait en ce moment une crise intérieure et financière de premier ordre. On n'a qu'à comparer le prix élevé des articles manufacturés, au prix très bas des produits agricoles. C'est le résultat des gaffes que le gouvernement a commises dans sa politique financière et étrangère. D'abord, le moujik a l'impression d'être volé puisqu'il peut vendre tous ses produits sans pouvoir rien acheter.

« Vois-tu, rien ne l'encourage à travailler, à augmenter ou à améliorer sa production, et comme les paysans ne peuvent presque pas acheter, les industries manufacturières ne font aucun progrès. S'il n'y a pas assez de gens prêts à acheter, une usine ne peut pas donner son plein rendement; et quand elle ne produit que la moitié de ce qu'elle devrait produire, les prix restent élevés. Le seul moyen de sortir de ce marécage est l'emprunt étranger qui rétablirait la prospérité des ménages paysans. Tout cela se réduit à un changement de politique étrangère; en d'autres termes « je tape encore sur les mêmes clous avec le même marteau » ... et le même résultat. Cependant malgré toutes nos erreurs, la charrette se meut lentement et lourdement; mais elle avance. Le temps cicatrise les blessures. Et comme, avant le printemps, rien ne peut beaucoup changer dans les États frontières, je crois que nous passerons un hiver plus ou moins paisible.

« Tout est en ordre dans mon appartement; j'ai du charbon pour tout l'hiver, et je t'attends avec Ludmilla entre le 15 et le 20 décembre. Je pense que Joffe viendra à cette époque, et si tu veux, tu peux aller jusqu'à Riga avec lui. Là tu trouveras Germasha qui doit aller à Riga. En tout cas, je peux t'envoyer un wagon particulier.

« Nous avons de nouveau le chauffage central. Nous pouvons nous servir de la troisième chambre sans courir le risque que les gens d'en haut ou d'en bas brûlent du papier ou du carton, et remplissent la maison de fumée. L'ascenseur est encore détraqué, mais c'est la seule chose qui ne marche pas, et comme l'appartement est au premier, tu ne seras pas plus mal qu'à Londres. La

salle de bains est très bien, et la nourriture est bonne; ne t'inquiète donc de rien. Décide-toi à venir — et viens. Apporte beaucoup de vêtements chauds, de draps de lit, etc., et une bonne provision de savon, car tout ici coûte trois fois plus cher! N'oublie pas mes boutons de manchette et mes chemises; — à la réception de Berlin, j'ai failli me déshonorer, car je croyais être parti sans mes chemises de cérémonie, mais j'en ai trouvé au fond de ma valise de Berlin; — aussi, je te prie, une demi-douzaine de boîtes de mines pour mon crayon, de chez Swan. Je n'ai pas besoin d'autre chose. Viens, tout le monde te réclame. J'aurai beaucoup de travail pendant une quinzaine de jours, ensuite je reprendrai mon train normal. J'écris à W. G... pour lui dire de t'avertir de la date de son départ pour Moscou. Mais, bien entendu, si tu préfères, tu peux venir sans lui...

« Katia et Luban auront la maison à diriger. Ça ne leur fera pas de mal. Après tout, elles ne seront pas toujours sous l'aile de leur mère.

« Papania. »

CHAPITRE XVIII

BROUILLERIES ET DÉMÊLÉS

En décembre 1923, j'allai enfin rejoindre Leonide Borissovitch à Moscou avec ma fille aînée, tandis que les deux autres continuaient leurs études à Londres. Nous fîmes un voyage très confortable, et mon mari nous attendait à la gare. Moscou me parut très changé. Ce qui me frappa le plus d'abord, ce fut de voir beaucoup d'édifices en mauvais état, quelques-uns en ruines, d'autres abandonnés à moitié finis. Quelques immeubles, évidemment destinés à avoir six ou sept étages, n'en avaient que trois. Souvent, les grandes dalles de pierre, employées en Russie pour paver les rues, avaient été arrachées, gisaient au milieu de la chaussée et gênaient la circulation; cependant personne ne semblait y faire attention. Beaucoup de gens circulaient, et leurs vêtements étaient simples et de couleurs sombres. La plupart des hommes portaient le manteau de peau de mouton des paysans, ou de courtes vestes de cuir; tandis que les femmes avaient des mouchoirs noués sur la tête en guise de chapeaux. On ne voyait pas, comme autrefois, de femmes élégantes. Si par hasard une paraissait, tout le monde se retournait pour la regarder.

En arrivant à l'appartement de Léonide Borissovitch, non loin de l'église de Notre-Sauveur, je fus très surprise de voir dans quelle pauvreté vivait mon mari. D'abord il n'était pas seul dans l'appartement; mais il occupait seulement trois pièces, tandis que des étrangers — toute une famille à une occasion — habitaient les autres. Ses trois pièces étaient bourrées de meubles inutiles. Au milieu de celle qui lui servait de salle à manger et de bureau, s'élevait un poêle d'où sortait un tuyau de fer, et une casserole d'étain était suspendue au tuyau pour recevoir les gouttes d'humidité à mesure qu'elles tombaient du plafond. La table et le bureau de Léonide Borissovitch étaient près du poêle.

Je demandais à mon mari comment il avait pu s'habituer à vivre d'une façon aussi primitive. J'avais l'impression qu'il ne pouvait obtenir le repos et le confortable qui lui étaient si nécessaires quand il ne travaillait pas. Mais il répondit un peu brusquement, et avec un peu d'irritation, pensai-je : « On ne peut se procurer d'autre appartement. — Eh bien, on peut toujours essayer d'en trouver un autre, dis-je, et vivre un peu plus confortablement. Je verrai ce qu'on peut faire. » Ce fut plus difficile que je le croyais. Tout était plein; des familles entières logeaient dans un seule pièce, et souvent faisaient cuire leur repas sur le même poêle à pétrole. Dans tous les appartements que je visitais, je voyais des bûches empilées dans les corridors, comme si les gens n'avaient pas oublié le froid de l'hiver précédent, et ne voulaient courir aucun risque cette année.

Par une grande chance, je trouvai un appartement dans une avenue près de la Mission anglaise. Quand il eut été remis à neuf et meublé, je décidai Léonide Borissovitch à s'installer dans cette demeure plus confortable. Il pouvait vivre pauvrement, sans s'en apercevoir. Je me rappelle comme il aimait ses repas frugaux au début de la révolution. Ces choses n'avaient aucune importance pour lui.

Je restai à Moscou jusqu'en juin de cette même

année (1924), et je passai mon temps à étudier la nouvelle situation sociale. Je m'intéressais surtout aux écoles installées pour les enfants que la guerre et la révolution avaient faits orphelins; presque toutes étaient dans les faubourgs de la ville. Elles formaient un cercle autour de Moscou. Mon mari m'avait demandé d'en prendre une sous ma protection; c'était un orphelinat mixte pour garçons et filles. Nous allions souvent voir les enfants ensemble. Un jour, comme nous nous frayions un chemin dans la neige fondue d'une route de campagne, l'auto s'embourba et nous ne pûmes plus avancer; nous allâmes donc à pied à l'école. Au retour, quelques-uns des orphelins et des maîtres nous accompagnèrent. Une foule entourait l'auto et deux robustes jeunes gens du village étaient là qui ne s'avancèrent pas pour prêter main-forte. Une des orphelines dit : « Les camarades vont aider ». Pas du tout. Et les autres s'écrièrent : « Ce ne sont pas des camarades, mais des apaches ».

Je fus très frappée par le niveau élevé des théâtres de Moscou. Cela dépassait tout ce qu'on voyait autrefois. Nous avions d'excellents acteurs, d'excellents metteurs en scène, et on nous donnait très fréquemment de nouvelles représentations très brillantes. J'allais souvent au théâtre, surtout à l'Opéra, mais il était rare que Léonide Borissovitch se laissât tenter et m'accompagnât, à cause de son travail. Il partait à neuf heures du matin, revenait du bureau à huit ou neuf heures du soir, et après dîner se remettait à travailler jusqu'à minuit. C'était la routine quotidienne.

On ne voyait pas plus d'élégances dans les théâtres que dans les rues. Les femmes étaient en costume de ville; les hommes aussi, quand ils ne portaient pas d'uniforme; et la plupart étaient chaussés de bottes. Tous avaient des cols mous, comme si les cols amidonnés n'étaient plus à la mode, — mais en réalité ils étaient trop chers. Je ne voyais des femmes décolletées et des hommes en jaquette, que lorsque j'allais dîner avec des étrangers.

Autrefois les Russes se faisaient constamment des visites, et bavardaient pendant des heures en

buvant du thé. Tout cela a changé, car chacun a un travail ou une occupation; on se rencontre dans les clubs. Il me souvient d'être allée au club Welavor, rendez-vous des industriels et des hommes qui appartiennent aux conseils d'administration des divers trusts et syndicats. Les hommes qui exercent des professions libérales et leurs familles semblent favoriser le club des Savants où l'on danse! Mais comme le fox-trott est interdit, on voit seulement les danses anciennes. Il y a aussi le Cercle Dramatique pour les acteurs, les musiciens et les écrivains; là aussi on danse, on écoute la musique et on soupe à une heure avancée de la nuit!

En janvier 1924, un Congrès panrusse de Soviets eut lieu dans le grand théâtre Bolshoi; un haut-parleur diffusait les discours à la foule qui n'avait pu entrer. J'ai pu assister à plusieurs séances, et je me rappelle particulièrement celle qui suivit la mort de Lénine. Chaque délégué, représentant des Soviets, avait parlé à son tour et fait quelque allusion au défunt, lorsqu'un robuste paysan se leva et s'adressa à l'assemblée. C'était un homme de haute stature, d'environ cinquante ans, et sa barbe descendait presque jusqu'à sa taille. Son discours fut court et piquant. Après avoir décliné son nom et dit d'où il venait, il ajouta simplement : « Au souvenir immortel de Lénine, et bonne chance à tous les autres! » (*Rires*). Il était assis près de moi, et il désirait connaître l'âge des divers gouvernants qu'il voyait sans doute pour la première fois. Je répondis à ses questions, il parut soulagé, et remarqua : « Ah, ce sont tous des hommes d'un certain âge. Alors nos affaires sont en bonnes mains. » Cette remarque m'amusa beaucoup. Il avait l'air d'un actionnaire, satisfait d'apprendre que les directeurs de l'entreprise où il a placé ses capitaux sont des gens capables et sérieux. Cela me montrait une fois de plus le caractère pratique du moujik russe.

En juin, mon « voyage de découvertes » prit fin, et j'allai retrouver mes deux filles cadettes à Londres, espérant retourner à Moscou en automne. Cette année nous fîmes un vrai voyage de vacan-

ces en Italie; mon mari put nous rejoindre à Venise et passer six semaines avec nous; puis, selon sa coutume, il s'arrêta à Berlin en retournant à Moscou; les industriels et les banquiers allemands écoutèrent avec le plus vif intérêt ses rapports détaillés sur la situation économique des diverses parties de la Russie et de l'ensemble du pays.

De retour à Moscou, toutes ses minutes furent occupées. Mais je voyais par ses lettres qu'il était heureux d'avoir un travail si intéressant et d'une si grande importance nationale. « Mon travail ici est mille fois plus intéressant que celui que je fais à l'étranger, écrivait-il, et c'est surtout une grande joie de voir les choses prendre vraiment tournure et se développer lentement. »

Son ton avait bien changé; un an ou deux auparavant, le lent développement de la Russie ne lui inspirait que des déceptions, et il ne voyait qu'un seul remède : renouer des relations avec les autres Etats. Il n'avait cependant pas changé ses théories sur l'ultime problème, loin de là! Il désirait plus que jamais sauver la Russie de l'isolement qui la paralysait, et auquel l'avait condamnée la révolution.

Les prévisions optimistes de Krassine sur le commerce russe à l'étranger semblaient justifiées; en effet, dès que le Gouvernement conservateur tomba, un des premiers actes du ministère travailliste, dirigé par M. Ramsay MacDonald fut de reconnaître *de jure* le Gouvernement moscovite. D'autre part, on disait que, puisque le socialisme était au pouvoir en Angleterre, le Gouvernement moscovite cesserait sa propagande habituelle pour ne pas gêner un gouvernement « frère ». Mais Krassine devait bientôt découvrir qu'une fois de plus, il avait travaillé pour rien, et une série de piqûres d'épingles amenèrent l'incident du 24 octobre 1924. M. J.-D. Gregory, chef du département russe au Foreign Office, adressa au nom de M. Ramsay MacDonald, une Note écrite par le Premier lui-même, au sujet de la fameuse lettre Zinoviev. Elle était ainsi conçue :

« La lettre donne des instructions aux sujets an-

glais et les engage à travailler à détruire par la violence les institutions de ce pays, et à corrompre les forces armées de Sa Majesté pour arriver à ce but. »

Et elle continuait dans ces termes :

« Ceux qui connaissent la constitution et les relations de l'Internationale communiste ne peuvent douter qu'elle n'ait des rapports intimes avec le Gouvernement soviétique, et ne soit en contact avec lui. Aucun gouvernement ne peut tolérer un arrangement qui établit entre un gouvernement étranger et lui des relations diplomatiques officielles et correctes, tandis qu'en même temps un corps propagandiste organiquement uni à ce gouvernement étranger encourage les sujets du premier à comploter et à préparer des révolutions pour le renverser, et même le leur ordonne. »

Après avoir rappelé que le Gouvernement soviétique avait pris, en mars 1921, l'engagement de ne faire aucune propagande contraire aux intérêts de la Grande-Bretagne, et avait renouvelé cette promesse en juin 1923, la Note de M. MacDonald se terminait ainsi :

« Le Gouvernement soviétique a, ou n'a pas, le pouvoir de conclure de tels contrats. S'il l'a, c'est son devoir de les exécuter et de voir que les autres parties ne soient pas lésées. S'il ne l'a pas et si les responsabilités qui, dans les autres pays, incombent à l'Etat sont, en Russie, aux mains de corps particuliers et irresponsables, le Gouvernement soviétique ne doit pas conclure de contrats qu'il sait ne pouvoir exécuter. »

Il faut reconnaître que le gouvernement de M. MacDonald n'avait rempli aucun des espoirs que Moscou avait caressés. Dans un discours prononcé à cette époque, M. Trotsky reprochait avec amertume au Premier travailliste de n'avoir pas nationalisé les banques, la poste et le télégraphe en Angleterre, et de se conduire comme un Premier bourgeois. De son côté, M. MacDonald, comme Lord Curzon, avait à se plaindre de la même violation des engagements écrits.

Le représentant soviétique de Londres, M. Ra-

kovsky, allégua, comme M. Litvinov deux ans et demi plus tôt, que le document en question était une « grossière falsification » ; il ajouta que le Foreign Office ne devait pas accuser le Gouvernement soviétique en se basant sur des documents contrefaits. Quelle que fût la vérité en ce qui concernait la lettre Zinoviev, une chose paraît certaine : ce n'était pas la lecture d'un seul document qui causait l'impatience de M. MacDonald, mais un examen approfondi de toute la question de la propagande soviétique.

M. MacDonald ne répondit pas, mais Sir (alors Monsieur) Austen Chamberlain qui avait remplacé M. MacDonald au Foreign Office, envoya la Note suivante datée du 21 novembre 1924 :

« Les renseignements que possède le Gouvernement de Sa Majesté ne lui permettent pas de douter de l'authenticité de la lettre de M. Zinoviev; le Gouvernement de Sa Majesté n'a donc pas l'intention de discuter cette question.

« De plus, je dois observer que vous vous méprendriez absolument sur le caractère des représentations qui vous ont été faites par mon prédécesseur, si vous supposiez qu'elles ne s'appliquent qu'à la lettre de M. Zinoviev. Les activités dont se plaint le Gouvernement de Sa Majesté ne se bornent pas une seule lettre; il existe toute une organisation de propagande révolutionnaire, et ses manœuvres, la lettre en est un bel exemple, sont parfois secrètes et parfois, comme vous l'avez remarqué, avouées. Les déclarations de M. Zinoviev, répandues dans le monde entier, sont elles-mêmes une preuve suffisante de la propagande que fait constamment la Troisième Internationale au su du Gouvernement soviétique qui l'approuve; et c'est cette méthode qui, à l'opinion du Gouvernement de Sa Majesté, est contraire à la promesse solennelle donnée par votre Gouvernement.

« Dans sa Note du 24 octobre, M. Ramsay MacDonald remarquait que « ceux qui connaissent la constitution et les relations de l'Internationale communiste, ne peuvent douter qu'elle n'ait des rapports intimes avec le Gouvernement soviétique,

et ne soit en contact avec lui. » Il observait plus loin que « aucun gouvernement ne peut tolérer un arrangement qui établit entre un gouvernement étranger et lui des relations diplomatiques officielles et correctes, tandis qu'en même temps un corps propagandiste organiquement uni à ce gouvernement étranger encourage les sujets du premier à comploter et à préparer des révolutions pour le renverser, et même le leur ordonne! »

La Note finissait avec un avertissement sévère : « Le Gouvernement soviétique fera bien de peser avec soin les inconvénients auxquels il s'exposerait en ne tenant aucun compte de cette déclaration. »

Pendant le séjour que je fis à Londres après que mon mari fut retourné à Moscou, j'entendis souvent les hommes d'affaires déplorer l'abandon de l'œuvre que Krassine avait entreprise. Je savais qu'en général les gens de la Cité l'aimaient, mais je n'avais pas compris combien ces hommes si conservateurs — les banquiers en particulier — se méfieraient des nouveaux venus qui l'avaient remplacé aux quartiers généraux de la délégation.

Lorsque M. Ramsay MacDonald eut prit la grave décision d'accorder la reconnaissance *de jure* au Gouvernement de l'U.R.S.S., prélude au règlement de tant de différends, on sentit immédiatement que, pour que les négociations pussent continuer sans heurt, le représentant russe à Londres devait être à la fois compétent et influent, capable de combler le gouffre qui séparait les deux gouvernements. Ce sentiment était si fort que M. Leslie Urquhart prit sur lui d'écrire à Krassine, alors à Berlin, pour le presser de venir.

M. Urquhart m'autorise à reproduire sa lettre :

« 28 juillet 1924.

« Monsieur Léonide Krassine,

« Berlin.

« Cher Léonide Borissovitch,

« J'ai appris voici deux jours que vous étiez en route pour Berlin, et je regrette beaucoup que vous ne veniez pas à Londres, car j'aurais voulu discuter avec vous la situation qui règne ici.

« Comme des affaires urgentes m'empêchent en ce moment d'aller à Berlin, et que je crois très important de vous donner directement mes opinions et mes impressions, je demande à S. d'aller voir là-bas; il est au courant de la situation anglaise et il pourra nous donner des renseignements. Cependant je pense qu'il eût été bien préférable que vous vinssiez à Londres; le long séjour que vous avez fait ici vous a donné le *flair* nécessaire, et vous comprenez la psychologie des milieux commerciaux de la Cité de Londres; vous auriez pu rendre en ce moment des services inappréciables à la Russie! Je ne méconnais pas les mérites de M. Rakovsky, j'ai pour lui une grande estime et un grand respect; nous sommes devenus très bons amis, et il m'a témoigné, ainsi que sa famille, une grande amitié. Mais M. Rakovsky ne connaissait pas l'anglais avant d'arriver à Londres, il n'a fait encore qu'un court séjour en Angleterre, il n'est pas, comme vous, habitué aux affaires depuis sa jeunesse; on ne peut donc lui demander de comprendre la situation comme un homme aussi exercé et aussi expérimenté que vous.

« D'autre part, M. Rakovsky est certainement un diplomate très habile; pour cette raison, on l'a surchargé d'occupations politiques et diplomatiques, et il a peu de temps à consacrer aux affaires. Malheureusement, il est peu probable qu'on puisse en ce moment arriver à une entente économique vraiment sérieuse avec le Gouvernement ou avec la Cité. Je crois que la situation est presque perdue; Moscou devra envoyer ses hommes d'affaires les plus capables et les plus intelligents, ceux surtout qui connaissent par expérience les milieux d'affaires anglais, afin de rétablir la confiance que vous aviez fait régner — permettez-moi de vous le dire sans flatterie aucune. On ne peut en douter — et vous devez vous-même, je le crois, vous en rendre compte — la Cité estime plus l'homme d'affaires que vous êtes, qu'elle n'estimera jamais un homme politique. Je ne crois pas que la tâche soit facile; beaucoup d'eau a passé sous le pont depuis votre départ; la situation du Gouvernement soviétique au lieu de

s'affermir, est devenue plus faible, à mon avis, au point de vue économique. J'espère encore que vous pourrez venir en Angleterre où j'aurai l'occasion et le plaisir de vous voir et de discuter ces questions de vive voix avec vous. En attendant je vous souhaite bonne santé et vous prie de croire à ma grande considération.

« Leslie Urquhart. »

Avec sa subtilité habituelle, Krassine avait prévu que le Gouvernement de Moscou se préparait des ennuis en le rappelant de Londres, et en le remplaçant par M. Rakovsky au moment où les relations anglo-russes arrivaient à une période délicate. Mais il n'était pas homme à discuter les décisions de son chef et, comme M. Urquhart, il appréciait les qualités de Rakovsky. Je ne fus donc pas surprise qu'il répondît ainsi à la lettre que je viens de citer :

« 6 août 1924.

« Cher M. Urquhart,

« Excusez-moi de répondre si tard à votre lettre. Je l'ai reçue à Berlin, où je n'ai d'abord séjourné que quelques heures. M'y voici de retour maintenant et je peux vous répondre.

« Merci beaucoup de vos bons souhaits. Depuis six semaines je tente d'obtenir un congé, et maintenant que je suis enfin libre, je ne me sens pas disposé à entreprendre une affaire ou des pourparlers sérieux. C'est une raison personnelle qui me fait sentir que je ne puis être utile en ce moment. Ensuite — objectivement, comme disent les Allemands — je ne crois pas que ma présence soit nécessaire, car Christian Gregorievitch peut très bien se tirer d'affaire tout seul.

« D'ailleurs on a besoin de moi en Russie. Il serait mal de ma part d'abandonner mon travail au commissariat — non seulement tout ce qu'on y fait m'intéresse profondément; mais aussi nos diverses relations avec l'étranger demandent l'attention la plus vigilante.

« Malgré le ton pessimiste de votre lettre, j'espère que les négociations qui se poursuivent à Londres seront fructueuses pour les deux parties. Je fais des vœux sincères pour qu'on trouve le moyen

de s'assurer le concours d'hommes au courant de la situation russe, et qui installeront des entreprises vigoureuses et prospères sur le sol russe.

« En vous remerciant encore de vos bons souhaits, je vous prie d'agréer, etc...

« L.-B. Krassine. »

Des négociations se poursuivaient à ce moment-là à Londres au sujet d'un emprunt soviétique. Le représentant de Moscou, naturellement, rencontrait des difficultés dans ses pourparlers avec les hommes de la Cité. A tout autre moment, Krassine aurait été séduit par une telle tâche, mais les efforts qu'il avait faits de mars 1921 jusqu'au milieu de 1924, pour assurer le triomphe de l'accord anglo-russe, l'avaient convaincu qu'en dehors de Londres, existait un obstacle formidable avec lequel on ne pouvait lutter : Moscou.

Je suis loin de vouloir dire que la diplomatie de Moscou nuisait à dessein aux intérêts russes en lésant les intérêts de la Grande-Bretagne par une opposition ouverte, une résistance insidieuse ou une hostilité voilée. J'ai déjà montré que, pour le Gouvernement soviétique, la question de propagande était une question très compliquée et difficile à résoudre. Cette propagande avait commencé au moment de l'intervention étrangère en Russie (1918-20), et c'était l'arme qui devait faire une brèche dans le blocus. La Grande-Bretagne avait maintenant ouvert ses portes au commerce russe. Le Gouvernement soviétique pouvait-il cependant dire à ses agents d'Orient et d'ailleurs : « Cessez toute propagande; nous avons signé un accord avec l'Angleterre » ? C'était à peine possible. Même si de tels ordres avaient été donnés secrètement, la clientèle socialiste et communiste du Gouvernement soviétique aurait été déconcertée par l'absence de propagande, et surtout de voir que cette propagande continuait contre les autres pays. On aurait dit : « Que cache l'accord anglo-russe? Avons-nous vendu notre droit d'aînesse soviétique pour un plat de lentilles? » Evidemment le problème en lui-même n'était pas insoluble. Les tzars d'abord, et ensuite l'oligarchie communiste avaient habitué le peuple

russe à accepter sans murmurer tout ce que lui imposaient les gouvernants. Cependant la situation demandait, et demande encore, beaucoup de tact, ou, comme disent les Français, de doigté.

Mais le problème comportait un autre élément plus honorable, si l'on peut dire, que le simple besoin de satisfaire le public. Ce que le commissaire des Affaires Etrangères écrivait dans sa Note du 13 mai 1923, était tout à son honneur :

« Ces accusations (contre le Gouvernement soviétique) laissent supposer que, à l'opinion du Gouvernement anglais, la République russe ne doit avoir aucune politique personnelle en Orient, mais doit partout soutenir les aspirations anglaises. Le Gouvernement russe n'a jamais pris un tel engagement; il n'a jamais existé jusqu'ici entre lui et l'Angleterre un contrat à cet effet. Le Gouvernement soviétique ne peut admettre que le maintien et le développement de relations amicales basées sur un respect sincère pour les intérêts et les droits des peuples d'Orient, soient une infraction à l'Accord anglo-russe.

« Si le Gouvernement anglais considère que cette politique est inévitablement anti-anglaise, on comprend que des malentendus naissent par cette cause. »

Les deux dernières phrases sont un exemple caractéristique de cet esprit de propagande qui semble si profondément enraciné en certains esprits soviétiques. Mais cependant la question posée par le Soviet est parfaitement légitime, et doit être prise en sérieuse considération. Voici le problème : la Russie doit-elle avoir des intérêts dans un ou des pays où l'Angleterre a les siens? Ce n'est pas la première fois que la question se pose dans l'histoire des relations de la Russie et de l'Angleterre. En général, autrefois les différends étaient réglés par compromis : l'accord conclu avant la guerre par l'Angleterre et la Russie au sujet de la Perse, nous en donne un exemple. Le lecteur trouvera un récit intéressant de cet épisode dans les mémoires de Lord Grey de Fallodon. On aurait pu croire qu'il serait plus aisé de traiter avec une organisation ré-

publicaine qu'avec un gouvernement tzariste, d'autant plus que bien des Russes voyaient qu'on pourrait s'entendre sans trop de difficulté, du moins à propos de certaines régions orientales. Le professeur Kotlaresky, par exemple, écrit dans la revue *Novy Vostok* (le Nouvel Orient, vol. I, 1922), au sujet de la clause de l'accord anglo-russe qui se rapporte à la propagande :

« Les intérêts économiques de Russie sont beaucoup moins considérables en Afghanistan qu'en Perse; mais au point de vue politique, il est important qu'une mission russe existe à Kaboul. Dans nos discussions avec l'Angleterre, il serait stupide de rabaisser les intérêts que l'Angleterre possède dans l'Afghanistan, et qui ont été confirmés dans le dernier contrat d'ensemble conclu entre ces deux pays. Notre influence en Afghanistan s'accompagne d'un antagonisme très net contre l'impérialisme occidental, mais d'autre part la Russie ne peut avoir dans ce pays des visées aussi étendues qu'en Perse. »

Si ces phrases, prudentes et obscures à dessein, voulaient dire quelque chose, ce serait que la Russie n'avait en Afghanistan que des intérêts sans importance et qu'il était inutile qu'elle se querellât avec l'Angleterre à ce sujet. Et sûrement on aurait pu trouver un terrain d'entente pour mettre fin aux discussions qui s'élevaient entre l'Angleterre et la Russie au sujet d'autres pays d'Orient.

Le Gouvernement anglais ne manquait pas de bonne volonté. Toutes les conversations que Sir Austen Chamberlain eut, de novembre 1924 à février 1927, c'est-à-dire pendant plus de deux ans avec M. Rakovsky, et après le départ de celui-ci, avec M. Rosengolz, avaient pour sujet le même point : les représentants soviétiques posaient sans cesse la même question et écoutaient, sans paraître y faire attention, Sir Austen répéter la même réponse. Si les réponses de Sir Austen étaient toujours froides, elles étaient en même temps très claires, et montraient que le Gouvernement anglais répugnait à rompre les relations avec la République soviétique, et était tout disposé à donner à

celle-ci l'occasion de modifier son attitude en ce qui concernait la propagande. Cette question fut discutée pour la première fois dans une entrevue qui eut lieu entre Sir Austen Chamberlain et M. Rakovsky le 1er avril 1924.

« M. Rakovsky, écrit Sir Austen au représentant anglais à Moscou, répondit que je ne pouvais demander au Gouvernement soviétique de renoncer à ses principes. Il a ses principes comme nous avons les nôtres, et aucun de nous ne peut en changer pour faire plaisir à l'autre. J'ai observé que c'était très juste, mais que ce n'était pas là la question. Aucun principe n'oblige le Gouvernement anglais à adopter une attitude hostile envers la Russie en d'autres parties du monde. Si M. Rakovsky avait l'impression qu'à Rome ou à Genève, j'avais tenté de former une union anti-soviétique, comme la presse russe l'a suggéré, je pouvais lui affirmer que cette suggestion ne contenait pas un mot de vrai. Nous nous sentons assez forts pour protéger nos intérêts, et nous n'avons jamais eu l'intention d'entamer une campagne internationale; mais le Gouvernement soviétique paraissait agir de façon différente. »

Dans sa lettre du 5 novembre 1925, adressée au Chargé d'Affaires de Sa Majesté à Moscou, Sir Austen écrivit encore :

« Je répondis que j'étais assez bien renseigné sur les théories que M. Tchitchérine professait à l'égard de la politique anglaise, et sur le langage qu'il avait tenu à Varsovie, à Berlin et ailleurs. Je savais qu'il avait parlé d'un Mémorandum publié, affirmait-on, par le Foreign Office et proposant à ces gouvernements et à d'autres, la formation d'un bloc anti-soviétique; M. Tchitchérine imaginait donc à tort que toute ma politique avait pour but l'isolement de la Russie. Ces soupçons ne reposent sur rien. J'ai toujours parlé franchement à M. Rakovsky, et je lui ai dit la vérité, et toute la vérité. Un tel Mémorandum n'est jamais sorti de ce ministère; je n'ai jamais proposé à aucun gouvernement la formation d'une alliance anti-soviétique. Au contraire, le Gouvernement de Sa Majesté pour

suit une politique de pacification. Nous l'avons prouvé à Locarno, en donnant comme condition à notre amitié avec une ancienne amie, la réconciliation avec une ancienne ennemie. Nous étions ainsi arrivés à créer l'apaisement dans la sphère qui nous intéressait le plus immédiatement, et nous espérions pouvoir porter cet apaisement dans d'autres sphères; aussi, loin de décourager les voisins de la Russie ou d'autres d'améliorer leurs relations avec cet Etat, j'ai toujours donné un avis dans le sens contraire.

« Il est vrai que je n'avais pas encouragé M. Rakovsky à entamer avec moi de nouvelles négociations; mais c'était à cause de l'incessante activité des agences soviétiques contre l'Empire Britannique, et de la constante intervention de ces agences dans les affaires intérieures d'autres pays. Je ne pouvais croire en toute confiance que de nouveaux engagements seraient tenus. Pour améliorer nos relations, il fallait que non seulement le Gouvernement soviétique, mais aussi la Troisième Internationale si étroitement associée avec lui, missent fin à leur activité hostile.

« M. Rakovsky me remercia de la déclaration que j'avais faite au sujet du Mémorandum, car lui-même avait toujours affirmé à Moscou que mon attitude était telle que je l'avais décrite. Cependant on imaginait à Moscou, et c'était la cause de toutes les difficultés, que si je poursuivais une politique générale de paix, mes collègues ne me permettaient pas de la réaliser pleinement, et que, en plus de ces influences qui s'exerçaient dans le Cabinet, une grande partie de l'opinion publique, représentée dans la presse, considérait l'existence du Gouvernement soviétique comme un danger pour la paix du monde, et demandait sa chute.

« Je commençais par répondre que la conviction qu'un différend s'était élevé entre mes collègues et moi au sujet de la politique à suivre envers la Russie soviétique ne reposait sur aucune preuve. J'avais moi-même proposé cette politique au Cabinet, et mes collègues m'avaient appuyé. En un mot, bien que nous eussions suffisamment de

motifs pour rompre nos relations avec le Gouvernement soviétique, et que nous n'eussions jamais supporté autant du gouvernement des Tzars, je désirais, si possible, éviter une rupture.

« Je répétais que la politique intérieure des autres pays ou l'administration domestique des gouvernements ne m'intéressaient pas. Je m'occupais des gouvernements en tant que gouvernements; mais je me demandais parfois si le Gouvernement soviétique était bien le gouvernement de la Russie, ou s'il n'était que l'instrument d'un autre corps. J'invitai M. Rakovsky à méditer cette observation. »

M. Rosengolz ayant demandé qu'on entamât de nouvelles négociations — requête déjà présentée plusieurs fois par Rakovsky — Sir Austen écrivit, le 13 juillet 1926, au Chargé d'Affaires anglais à Moscou qu'en qualité de secrétaire du Foreign Office il jugeait inutile de reprendre des négociations, tant que les autorités soviétiques n'avaient pas rempli les engagements de l'ancien accord.

Cependant Sir Austen ajoutait :

« Toutefois, au moment du séjour de M. Tchitchérine à Paris, j'avais autorisé M. Briand à l'informer que s'il désirait discuter ces questions avec moi, et me demandait de le recevoir à Londres, j'étais prêt à le faire. »

Ainsi Sir Austen accordait ce que Lord Curzon avait toujours refusé; il désirait évidemment resserrer, si possible, les relations anglo-russes, qui se relâchaient peu à peu. Il est inutile d'ajouter que lorsque M. Tchitchérine eut reçu cette invitation d'aller à Londres, qu'il avait autrefois demandée à Lord Curzon, il n'en profita pas.

Enfin dans une Note adressée à M. Rosengolz et datée du 23 février 1927, Sir Austin Chamberlain écrivait :

« M. Krassine, ancien Chargé d'Affaires de l'Union soviétique à Londres, m'informait en octobre dernier qu'il avait l'ordre de déclarer que le Gouvernement soviétique désirait sincèrement aplanir les difficultés et établir des relations amicales avec le Gouvernement de Sa Majesté. Cependant tandis que M. Krassine observait très correctement

cette ligne de conduite, une vraie campagne de calomnies publiques et de faux rapports contre l'Angleterre était en cours, et le commissaire des Affaires Etrangères lui-même, qui avait tout au moins signé les instructions données à M. Krassine, ne pouvait s'empêcher de participer à cette campagne. »

Telle était en effet la situation. Krassine fit tous ses efforts pour sauvegarder et améliorer les relations commerciales entre la Russie et l'Angleterre. Mais ses efforts furent vains. Il fut constamment entravé, et son œuvre fut détruite par des hommes qui se croyaient des diplomates accomplis.

Krassine, qui avait coutume de jeter à la hâte — en général avec un crayon — des remarques sur une feuille de papier, écrivit un jour : « B... (membre influent de la Délégation commerciale russe à Londres) et moi, nous mettons les intérêts essentiels de la Russie au-dessus du prestige diplomatique. »

A-t-on sauvé le prestige diplomatique de la Russie? Les longs et laborieux efforts que fait chaque année à Genève M. Litvinov pour obtenir une entrevue avec Sir Austen Chamberlain ne permettent guère de répondre affirmativement à cette question.

En 1922, M. Edouard Herriot, bien connu à cette époque comme maire de Lyon et ancien ministre du Commerce, alla en Russie pour étudier la situation *de visu*. Il fit une visite à Krassine et lui dit, *inter alia*, que si une délégation commerciale russe était autorisée à aller à Paris, les gens craindraient la propagande bolcheviste. Krassine répondit : « Ai-je fait de la propagande bolcheviste à Londres? J'ai besoin de produits européens pour la Russie. Est-il vraisemblable que je veuille détruire l'édifice que je bâtis? »

En effet il s'abstint de toute propagande, dans l'intérêt de la Russie, sans parler d'autres raisons, car il aurait été folie de désorganiser la production européenne. Et on comprend sans peine que, lorsque M. Herriot lui demanda s'il préférait traiter avec des hommes d'affaires ou des diplomates, Kras-

sine répondit avec un rire cordial : « Avec des hommes d'affaires, bien entendu ».

Ce n'était peut-être pas aux diplomates français qu'il pensait!

CHAPITRE XIX

PARIS ET MOSCOU

La reconnaissance *de jure* par le Gouvernement anglais devait avoir des conséquences importantes pour Moscou. Les jours de l'isolement politique touchaient à leur fin. En effet, presque aussitôt, le Gouvernement italien prit des mesures pour accorder une reconnaissance analogue et établir un accord commercial. Deux ans auparavant, la Conférence de Gênes avait préparé le terrain, car Krassine avait eu l'occasion d'expliquer aux milieux commerciaux et politiques de l'Italie, la vraie situation de son pays.

Krassine était d'autant plus satisfait de ce succès, que l'Italie reconnaissait le nouveau régime russe sans conditions, c'est-à-dire sans aucune réserve en ce qui concernait le monopole du commerce extérieur qui régnait en Russie. C'était d'ailleurs tout naturel. Si en Angleterre, en France, ou même en Allemagne, le monopole de commerce russe provoquait des critiques, c'est que ces pays, l'Angleterre surtout, accordent à l'individu beaucoup de liberté, et ne permettent à l'Etat d'intervenir dans les affaires économiques des particuliers, que lorsque l'exige l'intérêt public. Au contraire, le régime fasciste — comme le régime soviétique — est basé sur la soumission complète de l'individu à l'Etat. Mussolini comprenait donc parfaite-

ment que l'Etat seul dirigeât le commerce extérieur de la Russie. D'ailleurs Krassine éprouvait une grande estime pour Mussolini, et voyait en lui, comme beaucoup d'Italiens, l'homme qui avait sauvé l'Italie d'une chute fatale.

Mais il croyait que l'accord russo-italien avait surtout une portée morale, et n'apporterait à l'Italie ou à la Russie aucun avantage économique immédiat. L'Italie n'était pas riche en capital; la Russie avait grand besoin de capital. Le pouvoir d'achat des paysans était si limité, que, de longtemps, le commerce italien ne pourrait pas tirer de grands bénéfices des nouvelles relations.

Cependant c'était le petit bout du coin que Krassine, depuis tant d'années, essayait vainement d'enfoncer dans la porte fermée de l'Europe.

Depuis la signature de l'accord anglo-russe en 1921, le principal objet de Krassine en sa qualité de chef du commissariat des Affaires étrangères, était d'établir des relations régulières avec les deux autres pays principaux de l'Europe, la France et l'Allemagne. Entre la Russie et l'Allemagne existait déjà le Traité de Rapallo, signé de façon si théâtrale pendant la Conférence de Genève. Mais ce traité qui stipulait que l'Allemagne reconnaîtrait le Gouvernement soviétique, était presque exclusivement politique, et n'était guère qu'un coup diplomatique destiné à frapper de stupeur les Alliés. J'ai à peine besoin de rappeler la situation désastreuse de l'Allemagne et de la Russie à l'époque où leurs représentants se rendirent à Gênes. Dans ces circonstances, le Traité de Rapallo ne pouvait avoir que peu d'influence sur les questions commerciales, et c'était le commerce qui intéressait Krassine avant et après la Conférence.

Cependant en 1924, Krassine pensait qu'une étroite collaboration entre la Russie et l'Allemagne était inévitable, puisque les deux nations se complétaient : la Russie au vaste sol rempli de diverses richesses naturelles, possédait aussi d'incalculables ressources de main-d'œuvre dont on ne tirait pas encore parti; et l'Allemagne était la patrie de la science technique; de plus nulle autre na-

tion ne connaissait aussi bien la Russie, car elle avait eu de grandes relations commerciales avec ce pays, et y possédait d'importantes entreprises industrielles avant la guerre.

C'était affronter l'inconnu que de renouer des relations avec l'Allemagne; en dépit de nombreux obstacles, Krassine insista pour conclure un accord commercial avec elle, car il voyait dans cet acte une façon de s'approcher de cette stabilisation générale et de cette paix, qui étaient si nécessaires à l'Europe en général, et à la Russie en particulier. Il exposa nettement son opinion sur les relations russo-allemandes devant l'ambassadeur d'Allemagne et les membres de la Délégation allemande, au cours de la Conférence russo-allemand qui s'ouvrit à Moscou le 15 novembre 1924 pour signer un accord commercial.

Pendant ce temps le mouvement vers la gauche qui, en France, avait amené M. Herriot au pouvoir, allait donner à Krassine une autre occasion de servir la Russie, puisque personne à ce moment-là ne pouvait la sauver. Quand il fut question de rétablir les relations officielles avec la France, il fut évident que le représentant de l'U.R.S.S. ne pouvait être que Krassine qui connaissait personnellement M. Herriot. Malgré tout le travail qu'il avait à Moscou, et l'antipathie qu'il ne cachait pas pour les habitudes et le panache de la diplomatie, à l'automne de 1924, Krassine accepta le double fardeau d'ambassadeur soviétique et de commissaire du Commerce à Paris. Cette nomination me prit au dépourvu, et je crois qu'elle surprit aussi mon mari, puisque la tâche du commissariat de Moscou l'absorbait déjà, mais il n'était pas homme à se dérober quand s'offrait une occasion « d'ouvrir une fenêtre en Europe ». La réconciliation diplomatique — si je puis employer cette expression — fut, sous bien des rapports, plus difficile avec la France qu'avec l'Angleterre. D'abord les classes cultivées et riches étaient très attachées à l'ancien régime, à cause de l'alliance qui avait uni la France à la Russie des Tzars. Avant 1914 — et pendant la guerre — la France avait prêté de grosses sommes

à la Russie, et les actionnaires français étaient plus nombreux et réclamaient avec plus de bruit que les actionnaires anglais. On a estimé à douze milliards de francs-or les sommes avancées avant la guerre; les obligations qui couvraient cet emprunt furent, dit-on, partagées entre un million cinq cent mille rentiers français. En 1924, comme maintenant, le Gouvernement soviétique acceptait que la Russie payât ses dettes en temps opportun, pourvu qu'un nouvel emprunt lui fût accordé, mais il considérait comme une insulte qu'on lui demandât de reconnaître officiellement cette dette avant d'engager des relations diplomatiques.

Krassine arriva à Paris en novembre 1924. L'ambassade russe avait besoin de grandes réparations, et nous ne pouvions y habiter, au début tout au moins. J'arrivai de Londres pour chercher à m'installer le mieux possible. Au début, Krassine fut l'objet d'une grande méfiance, mais peu à peu sa bienveillance et son charme personnel conquirent les hommes d'Etat avec qui il fut en contact, et les relations officielles devinrent plus faciles. On s'aperçut qu'il exécutait promptement et fidèlement toutes ses promesses. Je me rappelle, par exemple, que la veille de son départ pour Moscou en février 1925 — pendant les douze mois qu'il passa à Paris, il dut retourner deux fois en Russie pour surveiller le fonctionnement du commissariat — il fut interviewé par les correspondants parisiens du *New-York Herald* et du *New-York World*. Ces journalistes lui posèrent un grand nombre de questions auxquelles il ne put répondre sur-le-champ; il leur demanda de les écrire, promettant de câbler les réponses de Moscou. Trois jours plus tard, c'était chose faite. Ces journalistes qui connaissaient mon mari se rappelleront que ses interviews étaient plus satisfaisantes que celles de la plupart des autres hommes d'Etat. Voici le témoignage de l'un d'eux : « Nous ne partagions certainement pas ses opinions, et nous ne serons jamais partisans du communisme, mais nous ne pouvons retirer à l'ambassadeur des Soviets à Paris, la clarté de l'expression et l'art d'argumenter avec logique. Peut-être

a-t-il raison à sa façon. Il est juste de le reconnaître. »

A Paris, Krassine s'appliqua surtout à diriger le commerce français vers le canal tout préparé du monopole d'Etat soviétique. Il se donna beaucoup de mal pour expliquer, comme il l'avait fait à Londres, la nature particulière de la réorganisation économique de Russie, montrant que le monopole gouvernemental du commerce extérieur était une condition indispensable.

C'étaient de dures journées. A neuf heures, Léonide Borissovitch était toujours dans son bureau. Il lisait son courrier, puis le personnel des différentes branches du commerce lui faisait le rapport officiel de la journée. Dans la matinée il recevait parfois les représentants des autres Etats, désireux d'avoir des renseignements sérieux sur la situation russe. Le soir, il devait souvent assister à des cérémonies officielles et des dîners. Ce côté de la vie diplomatique ne lui donnait aucun plaisir. Il disait : « C'est peut-être pour cette raison que j'aime mieux travailler en Angleterre qu'à Paris. Les Français ne peuvent rien faire, semble-t-il, sans donner d'abord un banquet. Avant toute transaction d'affaires, il faut manger au moins deux énormes repas avec les gens avec qui l'on traite. La nourriture ici est délicieuse, mais elle sera cause de ma mort! Chaque ambassadeur devrait avoir l'autorisation de porter un insigne qui le dispenserait, s'il en avait envie, de manger tous ces déjeuners et tous ces dîners! » C'est une interprétation intéressante de l'expression « immunité diplomatique »! Le changement perpétuel de résidence qui est l'apanage des diplomates était un autre ennui. Krassine ne savait pas combien de temps il resterait dans la capitale française. Comme ce fut le cas à Londres — où en 1921-23, il n'était d'ailleurs que commissaire du Commerce — juste au moment où il commencerait à s'habituer à la vie de Paris et à rompre plus ou moins la glace, on pourrait l'expédier dans un autre pays pour y faire le déblayage qui précédait la reprise des relations.

Pendant ce séjour à Paris, Krassine put faire

beaucoup de choses. Il fonda une banque russe, indispensable si des relations commerciales de quelque envergure devaient s'établir. Puis toujours dévoué à la science, il prit des dispositions pour qu'un grand nombre de savants, chimistes, physiciens, mathématiciens, pussent visiter la France, et se tenir au courant mieux qu'ils ne l'avaient fait jusque-là, car seuls un ou deux voyages en Allemagne avaient été possibles. Il prit aussi une grande initiative à l'égard du musée Pouchkine. Le propriétaire de ce musée alors installé à Paris était un certain Onyeguine — un des héros de Pouchkine porte aussi ce nom — qui avait consacré sa vie à collectionner les reliques et les trésors de Pouchkine. Quand il mourut à un âge avancé, il possédait une bibliothèque et un musée considérables, où se trouvaient entre autres des lettres privées de Pouchkine, quelques objets qui lui avaient appartenu, un excellent portrait et son masque mortuaire. A la proposition de Krassine, Onyeguine, qui était très pauvre dans les dernières années de sa vie, reçut une aide financière du Gouvernement soviétique, et, par reconnaissance, accepta de léguer son musée à l'Académie des sciences de Moscou. Quand il fut mort, Krassine demanda aux meilleurs connaisseurs d'art, et à des savants, de venir classer la collection afin qu'on pût l'envoyer immédiatement à Moscou, selon le désir de son propriétaire.

Au début de son séjour à Paris, Krassine — on en eut la preuve — risqua sa vie en venant représenter la nouvelle Russie dans un pays où la « vieille Russie » était si connue. Je veux parler de la tentative que fit pour l'assassiner une Russe blanche atteinte de folie. Léonide Borissovitch avait l'habitude de faire de longues promenades avec ses filles sur les bords de la Seine; il aimait surtout les quartiers un peu mystérieux qui entourent Notre-Dame et l'Ile Saint-Louis. Après cet attentat, le personnel de l'ambassade nomma un garde qui devait le suivre partout. Mes filles me disaient qu'il prenait un malin plaisir à lui échapper. Quand on lui parlait sérieusement à ce sujet, et qu'on lui re-

prochait son imprudence, il disait : « En voilà des bêtises! » Il fallait vraiment du courage après cette tentative manquée pour sortir comme si rien n'était arrivé. Pour nous, nous étions frappées de terreur.

Je ne peux pas dire grand'chose des relations d'affaires que Krassine eut à Paris. Les papiers officiels, bien entendu, sont à Paris. Mais les lettres qu'il m'écrivit pendant ses deux séjours à Moscou, indiquent qu'il eut bien des difficultés à vaincre du côté russe. Il put d'abord me dire que l'opinion publique avait changé à son égard. L'histoire de la folle qui l'attendait devant l'ambassade de Paris, n'avait pas été sans effet, et avait raffermi l'opinion des chefs du parti. Comme le disait Krassine, « peu de gens auraient voulu être à sa place ». Bien qu'on attaquât toujours le monopole d'Etat avec la même violence, il sentit qu'il pouvait se fier à Stomoniakov et le laisser à sa place à Moscou tandis qu'il retournait à Paris. Il m'écrivit cependant la lettre suivante de Moscou, en août 1925. Le travail s'était ralenti à Paris pendant les grandes vacances et Krassine en avait profité pour se consacrer à ses devoirs de Moscou.

« Moscou, août 1925.

« Ma chère Lubasha,

« Comme le temps passe! Voici trois semaines que j'ai quitté Paris. Je ne m'aperçois pas de la fuite du temps, car chaque jour m'apporte une quantité de travail, et d'un travail si intéressant qu'il m'absorbe complètement.

« Le premier « round » a été un succès pour nous; — Krassine et d'autres avaient eu à défendre les principes du monopole du commerce extérieur contre des attaques persistantes: — et mon rapport a fait bientôt le tour de la ville. Il y aura une accalmie maintenant jusqu'à la discussion finale qui n'aura pas lieu avant l'automne.

« En même temps, j'ai dû entreprendre toutes sortes d'autres travaux. L'exportation du blé est un problème important. Nous avons signé un grand nombre de contrats avec l'étranger, mais tant que les moujiks refuseront de nous apporter leur blé,

nous ne pourrons le livrer. La saison a été pluvieuse, il ne faut pas l'oublier, et nous nous heurtons encore à de nombreux obstacles en essayant de rassembler le produit des récoltes, et de tout organiser.

« Je suis si occupé qu'il m'a été impossible d'assister aux fêtes du jubilé de l'Académie des sciences. Non seulement je n'ai pas eu le temps d'aller à Petrograd, mais je n'ai même pas pu prendre part au dîner donné à Moscou; j'étais en train de finir mon exposé complet — presque une thèse — sur le monopole du commerce extérieur. Je suis seulement allé à la réunion du soir pour recevoir les félicitations du Sovnarkom.

« Les académiciens et les savants de l'étranger ont été reçus avec grande pompe et cérémonie. On voit beaucoup d'étrangers dans l'U.R.S.S. maintenant. C'est la mode d'aller — ou plutôt d'être allé — à Moscou. »

Le Plenum se réunit de nouveau pour examiner les questions du commerce extérieur, mais le résultat ne fut pas celui que Krassine attendait. Cependant entre temps on lui avait proposé de retourner à Londres, cette fois en qualité d'ambassadeur pour affronter la situation difficile que préparait le retour au pouvoir du parti conservateur. La lettre suivante montre que le Gouvernement soviétique avait tant de confiance en Krassine qu'il eût voulu l'envoyer en six endroits à la fois. »

« Moscou, octobre 1925.

« Ma chère Luba bien-aimée,

« Nos affaires sont de nouveau bien incertaines. De plus, je passe tout mon temps à assister aux innombrables réunions de comités sans nombre. Après deux mois d'ergotages, nous avons enfin réglé la question du commissariat (du commerce extérieur). La montagne a accouché d'une souris, je veux dire que les changements secondaires qui seront introduits dans le système ne seraient pas un grand obstacle, sans les pertes véritables que nous ont fait subir deux mois de querelles. L'organisation du commerce extérieur a perdu beaucoup de vieux

serviteurs et de partisans absolument dégoûtés; et le commissariat montre des signes de fatigue comme un animal poursuivi et harassé. L'éternelle question se pose maintenant : Qui prendra la direction du commissariat? Nous ne pouvons continuer à avoir un commissariat sans commissaire sur place. J'accepterais bien de me consacrer au commissariat et de rester à Moscou — mais cette nomination à Londres donne un nouvel aspect à toute l'affaire.

« Ces jours-ci on a fait une nouvelle proposition : il s'agissait de nous unir simplement au commissariat du Commerce Intérieur. Cette organisation est une affaire très compliquée, et dans l'ensemble très mal dirigée. Son principal caractère est qu'elle ne fonctionne pas comme un corps national centralisé, mais qu'elle agit par l'intermédiaire des commissariats de commerce des républiques séparées de l'Union; mon « département » au contraire est le représentant direct et indépendant de l'U.R.S.S. tout entière.

« Cette organisation du commerce intérieur est, à mon avis, un monstre étrange qui n'a presque pas la direction de ses propres actes. Il est cent fois plus difficile de vaincre le problème angoissant de la consommation intérieure, que de brandir le sceptre de commissaire au Commerce Extérieur. Comme le libre-échange règne dans le marché intérieur, il est impossible d'exercer le contrôle sévère qui me semble presque indispensable tant que l'organisme russe n'est pas plus robuste. Quand on a créé ce « monstre » il y a un an et demi, nous nous sommes opposés à ce qu'on fît fusionner les deux commissariats de commerce, de peur que les difficultés particulières du nouveau ne gênassent le commerce extérieur.

« Au dernier Plenum on n'a pas dit un mot de cette fusion. La stagnation du moment en ce qui concerne l'approvisionnement du blé en a donné l'idée. La récolte a été assez abondante; le gouvernement a prévu une grande baisse de prix, et s'est alarmé. Pour donner satisfaction aux moujiks, les branches du commissariat de commerce de chaque

Etat (République) ont décidé de payer des prix élevés lorsque les coopératives d'Etat livreraient la marchandise. On a fait aussi quelques erreurs. En conséquence, les moujiks ont calmement relevé leurs prix, ou bien ils s'abstiennent de porter leur blé au marché. Bien entendu, sans blé à exporter, nous n'avons pas de quoi payer les produits achetés aux pays étrangers. La situation est très grave. Pour l'empirer, il n'y a aucune espèce d'entente, et le commissaire au Commerce Intérieur responsable de la consommation intérieure, emploie le peu de blé disponible, et peu lui importe que les délégations commerciales à l'étranger, qui ont vendu d'avance dans l'espoir d'une bonne récolte, soient maintenant dans l'embarras. Quel est le remède? La solution logique, je le suppose, serait d'établir un seul corps responsable à la fois du commerce extérieur et intérieur. En pratique, une telle solution est pleine de graves difficultés. Qui pourrait se charger d'une pareille responsabilité? Je ne connais pas la situation intérieure — en ce qui concerne le commerce — et commencer à acquérir la connaissance nécessaire serait une tâche au-dessus de mes forces. Personnellement, même sans parler de la question de Londres, je n'ai aucun désir d'avoir un emploi dans un commissariat de ce genre. D'autre part, si je quittais mon poste, et si je me désintéressais du commerce extérieur, ce serait probablement la fin de l'idée de monopole du commerce extérieur. Dans l'ensemble, je crois que le mieux est que je reste sous-commissaire du commerce extérieur et que je fasse ce que je peux en dehors de mes fonctions régulières. Cette question doit être réglée secrètement, et en attendant le travail est intense.

« Voici, ma chère, la situation ici, et tu vois pourquoi je ne puis m'arracher à mon travail pour retourner auprès de toi, malgré tout mon désir. Les petites et toi, vous me manquez terriblement, et je comprends combien il vous est dur d'être sans moi dans un milieu étranger... »

Comme je l'appris plus tard par une lettre, Krassine était tombé malade et avait été transporté à

l'hôpital Kremlin. Il y était au moment où la décision fut prise, en dépit de tout, de fondre les deux commissariats en un seul. Cette nouvelle l'affligea beaucoup, car il ne savait que trop qu'avec la meilleure volonté du monde, les hommes nommés pour diriger le nouveau ministère ne pouvaient apprécier les exigences et les conditions spéciales du commerce extérieur; ils ignoraient en effet, presque entièrement la vie économique de tout pays autre que la Russie.

Cette fois, un examen médical était inévitable, car Krassine inspirait de sérieuses inquiétudes à ses amis. Il disait : « J'ai été examiné deux fois par le corps médical tout entier. » Le diagnostic ne révéla rien d'extraordinaire, simplement une dilatation du cœur. Mais les docteurs se déclarèrent très mécontents de l'état de son sang, et suggérèrent que Krassine avait un peu d'anémie chronique, c'est-à-dire pernicieuse. J'avais moi-même remarqué que son teint était devenu pâle et maladif, mais je ne m'en étais pas inquiétée, pensant qu'il avait simplement besoin d'air pur et de soleil, car il ne se plaignait jamais.

Enfin, on annonça à Krassine que s'il ne prenait de grandes précautions, il aurait de graves complications au foie et à la rate. Il lui fallait abandonner tout travail pendant au moins plusieurs mois, et suivre un traitement particulier. Krassine était convaincu que cette anémie était le résultat d'un surmenage incessant, et qu'après de vraies vacances, il serait complètement rétabli. « Ces docteurs ne comprennent pas avec quelle rapidité ma forte constitution sibérienne peut se remettre, au grand air et avec beaucoup de soleil. » Cependant, il proposait de prendre une consultation de Shervinski, docteur qui faisait des études spéciales sur le sang. Je compris qu'il était gravement atteint lorsqu'il se plaignit d'une sensation de fatigue générale et de langueur; et je ne pus que l'approuver quand il m'annonça qu'il se rendrait à Londres, et qu'après y avoir passé trois ou quatre semaines, il irait prendre un repos absolu et suivre le traitement nécessaire.

CHAPITRE XX

ENCORE LONDRES. — LA FIN

Si le séjour de Krassine à Paris avait été aussi long qu'il devait l'être, il aurait eu sans doute des résultats fructueux pour la Russie et la France, et peut-être la question des dettes internationales aurait-elle été réglée dans l'Europe entière. Dans un rapport qu'il fit à Moscou sur le travail fait à Paris, Krassine déclara que, malgré la campagne menée dans une partie de la presse, et malgré la position précaire du ministère Herriot, il avait pu établir des relations presque normales avec divers milieux commerciaux et politiques et préparer de futures négociations au sujet de diverses questions pendantes entre les deux pays. C'était une allusion voilée à l'important problème des dettes que la Russie avait contractées avant la guerre.

Chaque fois que Krassine allait à l'étranger, il s'apercevait que l'idée de prêter de l'argent au Gouvernement soviétique éveillait une répugnance invincible dans les milieux d'affaires, car ce gouvernement avait refusé de prendre la responsabilité des dettes contractées par la Russie des Tzars. En France, nous l'avons vu, cet obstacle était insurmontable, malgré tous les efforts de Krassine. Dès le début de sa mission à l'étranger, c'est-à-dire

longtemps avant que le Gouvernement anglais eût signé l'accord Baldwin avec les Etats-Unis, l'attitude de Krassine pouvait s'exprimer ainsi : « Asseyons-nous autour d'une table et nous réussirons bientôt à régler de façon sensée la question de ces dettes et de ces réclamations entre Etats. »

Cette théorie, bien entendu, ne plut pas dans les milieux où l'on considérait comme une obligation sacro-sainte de faire honneur aux engagements d'avant guerre. A Londres, le paiement des dettes de la vieille Russie était réclamé à la Russie bolcheviste au nom d'un haut principe moral. En France, d'astucieux hommes politiques entretenaient les espoirs de milliers de petits actionnaires — la petite épargne — qui espéraient encore obtenir la valeur entière de leurs obligations russes — quoiqu'il fût bientôt évident que les rentes intérieures elles-mêmes s'étaient considérablement dépréciées.

Pour le Gouvernement soviétique, cependant, la non-acceptation des obligations d'avant 1917 était aussi une question de principe. Le refus de payer les dettes publiques avait toujours été une des premières règles du programme socialiste; de plus, il était exigé par la haine qu'éprouvait la Russie en 1917 pour tout ce qui touchait au tzarisme. Les emprunts faits en France n'avaient jamais été populaires dans les milieux avancés, car on supposait que cet argent servait à accroître les forces de la police et de l'armée qui soutenaient l'autocratie.

Agent du Gouvernement des Soviets, Krassine se trouvait dans une situation difficile. Comment trouver un juste milieu entre les deux adversaires, Moscou et le monde extérieur à la Russie, qui tous deux s'appuyaient sur de grands principes? L'un disait : « Vous n'aurez pas un sou tant que vous n'aurez pas promis de payer les dettes de la vieille Russie. » L'autre proclamait avec autant d'emphase : « Nous ne payerons pas un rouble de la dette tzariste, mais vous pouvez nous prêter quelques centaines de millions de livres sterling. »

Pendant son séjour à Paris, Krassine arriva jusqu'à un certain point à faire sortir la discussion du domaine du principe abstrait. Un jour, il reçut à l'ambassade des Soviets une délégation, représentant les petits actionnaires français détenteurs de fonds russes. Les membres de la délégation prièrent l'ambassadeur de ne pas considérer leur démarche comme une réclamation, au sens légal du mot; ils représentaient environ deux millions d'actionnaires, petits ou moyens, qui souffraient beaucoup de la situation présente, et qui demandaient à la Russie de comprendre leur embarras et de les dédommager, d'une façon ou d'une autre, des pertes qu'ils avaient subies et subissaient encore. Krassine répondit, qu'à son grand regret, il ne prévoyait aucun arrangement sur cette question, à moins que le Gouvernement français ne voulût consentir à la Russie un emprunt à longue échéance d'une somme considérable; en ce cas la Russie accepterait d'augmenter la somme de sa dette, et la différence servirait à dédommager les petits actionnaires.

La discussion commencée de cette façon amicale et sensée aurait abouti à un résultat tangible, si Krassine n'avait dû abandonner son poste à Paris. Dans une lettre écrite le 8 février 1925, il me disait : « Le commissariat du Peuple pour les Affaires Etrangères trouve que je suis allé un peu trop loin. »

Je ne suis pas sûre que cette phrase se rapportât particulièrement à la question des dettes, mais je suis certaine d'une chose, c'est que les menées souterraines contre Krassine avaient recommencé. Une lettre de Moscou datée du 23 octobre m'avait déjà appris que les « garçons », comme Krassine appelait quelquefois les membres du gouvernement, « sans lui dire un mot, et sans avertir personne, avaient décidé de l'envoyer à Londres, et de mettre Rakovsky à sa place à Paris ».

Il ne faut pas s'étonner que cette façon inouïe de traiter un fonctionnaire, quelle que fût sa situation, et surtout un ambassadeur qui avait rendu de si grands services à la Russie, inspirât

à Krassine des paroles pleines d'amertume : Il m'écrivait dans la même lettre : « Je perds le goût du travail diplomatique, et il m'intéresse de moins en moins. Cependant, je considère que j'aurais tort de refuser Londres. On n'a personne à y envoyer. » Ce fut donc le sentiment du devoir, le fait « qu'on n'avait personne à envoyer » qui décidèrent Krassine à accepter de nouveau un poste diplomatique. Ce devait être la fin de sa carrière. Et il était déjà malade.

Sans aucun doute, les dissensions qui s'élevaient perpétuellement entre les chefs des divers ministères firent une impression pénible à mon mari qui, pendant deux ans et demi, fut en contact avec Moscou. Les fanatiques du parti n'oublièrent jamais que Krassine était un « bourgeois », tandis que l'appui actif qu'il prêtait au Gouvernement bolchevik lui valait les piqûres et les flèches de l'autre côté. Ceux qui attaquaient avec tant de vigueur et d'opiniâtreté le monopole d'Etat du commerce extérieur, menaient une vraie campagne contre Krassine lui-même en sa qualité d'économiste, et contre son influence générale. Ils soutenaient comme je l'ai déjà dit, qu'en réalité, ce monopole n'appartenait pas à l'Etat, mais à l'organisation Vneshstorg, ou plutôt à certains groupes hostiles au nouvel ordre social. Krassine répondait que, même s'ils disaient vrai, l'ignorance ou le manque de jugement d'une oligarchie d'individus tels que ses amis et lui, valait mieux que le vol en grand et le pillage de la Russie par les capitalistes étrangers!

Cette tension fut trop forte pour lui. Le travail acharné qu'il avait fait pendant environ sept ans avait ruiné sa santé, et à l'automne de 1925 il entra à l'hôpital, frappé d'une maladie mortelle. A un ami qui alla lui rendre visite, il avoua tristement qu'il devrait abandonner son poste au commissariat pour ne plus le reprendre. Sa tristesse se dissipa un peu quand on lui apprit qu'il serait remplacé par Zurupa qui, Krassine le savait bien, était un ardent partisan du monopole extérieur. On avait déjà décidé qu'une semaine après la for-

mation du nouveau commissariat de commerce mixte, tout le programme du travail serait établi en présence de Krassine. Mais il était trop faible et trop malade pour être le guide, le philosophe et l'ami qu'il avait été jusqu'alors.

Quand les docteurs lui permirent de quitter Moscou, il vint nous rejoindre à Paris. Il avait toujours eu ce dessein, et je me rappelle qu'il disait dans une de ses lettres : « Je ne crois pas qu'il serait sage de partir sans dire adieu; il est encore possible que nous fassions des affaires avec les Français. » Cependant, il ne pouvait aller à Londres, en plein hiver anglais. Quand il arriva à Paris en janvier 1926, il était manifestement trop faible et trop malade pour voyager. Il dut s'aliter et nous crûmes qu'il ne se relèverait pas. Les docteurs de Paris déclarèrent qu'il était perdu; mais, malgré ce sombre verdict, il allait mieux en mars, et put partir pour le Midi de la France. Je ne sais s'il croyait encore que la mer et le soleil le guériraient! Nous nous installâmes tous à Antibes. D'abord, Léonide Borissovitch essaya de mener la vie normale; il s'habillait même le soir pour dîner dans la salle à manger commune. Puis son état s'aggrava brusquement, et, moins d'un mois plus tard, nous étions de retour à Paris, où il pouvait recevoir les soins nécessaires. Il y passa deux mois et se trouva assez bien pour s'installer à la campagne, à Montmorency cette fois.

Notre séjour y fut vraiment pathétique. Il passait ses journées dans un fauteuil, à contempler le paysage, à lire ou à écrire à ses amis et à ses connaissances, un compte rendu minutieux de sa santé. Cela était très contraire à ses habitudes, car il n'avait pas le goût de l'analyse si développé chez les Russes. En juillet, il retourna en auto à Paris, et commença ses préparatifs pour retourner en Angleterre.

Bien que sa santé fût si ébranlée, personne n'aurait pu imaginer en le voyant que nous devions perdre si tôt cet homme que son énergie infatigable et sa constitution de fer avaient désigné pour une carrière importante. Il jouissait à Londres

d'une très belle réputation, même parmi les adversaires déterminés de la Russie des Soviets. On croyait en général que Krassine seul, à l'exclusion de tout autre, pouvait créer l'atmosphère morale si essentielle à la reprise des relations diplomatiques normales entre les deux pays.

Krassine fut plein d'entrain pendant la traversée de la Manche. Il aimait la mer, et il passa tout son temps à aller et venir sur le pont sans vouloir descendre dans la cabine. A Douvres, il fut ravi de revoir la silhouette familière des « bobbies » (1) et les fonctionnaires de la douane qu'il avait appris à connaître au cours de ses allées et venues à l'époque où il habitait l'Angleterre. Il eut un sourire et un mot pour chacun. En arrivant à Londres, il remarqua qu'un calme relatif régnait dans la ville en comparaison des rues de Paris, et c'était pour lui, je le sais, un grand soulagement. La solitude de Chesham House lui plaisait beaucoup plus que la magnificence de l'ambassade de Paris.

Le personnel semblait content de le voir, et sa présence parut activer le travail et le rendre meilleur. Mais hélas! ses efforts et ses projets devaient être interrompus par la mort.

Personne ne comprendra jamais les efforts héroïques qu'il fit pendant ces quelques jours. Bien qu'il s'efforçât de nous le cacher, il s'affaiblissait chaque jour. Un matin, après avoir reçu l'ambassadeur de France, M. de Fleuriau, il faillit s'évanouir, et je ne pus plus conserver d'illusions sur son état. Il s'alita le même jour; il ne devait plus se relever.

Tout le monde autour de lui, amis et docteurs, était profondément frappé par sa patience et l'héroïque résignation avec laquelle il supportait ses souffrances. Lord Dawson de Penn, le médecin du roi, fut appelé en consultation par les autres docteurs, et je me rappelle combien il fut étonné que mon mari eût encore tant de vitalité et pût même décrire en détails sa maladie. Lord Dawson vint deux fois, et exprima le plaisir qu'il éprouvait à

(1) Policemen.

connaître, dans les dernières heures de sa vie, un homme si intéressant et si cultivé.

Qu'on me permette de rappeler quelques-unes des dernières paroles de Krassine. Un jour, on lui faisait une injection de fer, et le docteur lui demanda avec anxiété s'il lui faisait mal. « Non, non, répondit Léonide Borissovitch. D'ailleurs, je sais supporter la douleur. Je m'appelle Léonide. Quand j'étais petit, je lisais l'histoire du héros grec Léonidas, et je découvris que ce mot voulait dire « lion »; je compris alors qu'avec ce nom je devais être brave toute ma vie comme un lion. »

Un autre jour, l'éminent spécialiste, le Dr Nabaro lui dit : « Nous emploierons toutes les ressources de la science pour vaincre votre maladie. » Krassine alors se souleva sur son coude et récita en allemand les vers bien connus d'*Hamlet :*

« Combien fastidieux, usés, vulgaires, stériles me semblent tous les biens de ce monde! Fi de ce monde. Oh fi! C'est un jardin non sarclé, où les herbes folles poussent d'elles-mêmes; les plantes malfaisantes et de grossière nature le possèdent seules. Que les choses en soient venues là! »

Cette citation fit une profonde impression sur tous ceux qui étaient à son chevet et le Dr Lowbury remarqua : « Votre allemand est excellent; où l'avez-vous appris? »

« J'ai eu bien le temps d'apprendre l'allemand, répondit-il, quand j'étais en prison. »

Les derniers jours, j'essayai de l'égayer en lui parlant de la vie tranquille que nous irions mener à Moscou; comme il me souvient bien de sa réponse : « Non, ma chère, je ne retournerai à Moscou que les pieds en avant. »

Et il en fut ainsi. Malgré quarante-neuf transfusions de sang, et bien qu'il eût reçu tous les soins possibles, il ne put guérir. Comme cet Hamlet dont la personnalité, aux antipodes de la sienne, occupait encore son esprit aux derniers moments, Krassine « échappa à cette tourmente humaine » le 24 novembre 1928.

Puisse son âme intrépide reposer en paix — cette paix qu'il avait bien gagnée par son amour

intarissable pour l'humanité. « Dans les milliers de cœurs qui vous connaissaient et vous aimaient, vous continuerez à vivre! Des gens ont abusé de votre caractère sincère et généreux; mais quand l'heure du départ a sonné pour vous comme elle sonnera pour chacun de nous, il n'y avait en vous aucune rancune, et votre seule pensée était pour l'humanité... les ravages d'une maladie terrible eux-mêmes, ne purent ternir votre âme. Je me souviendrai de vous, je penserai toujours à vous avec la plus tendre reconnaissance pour l'amour et la bonté que vous m'avez si généreusement donnés. »

CHAPITRE XXI

« L'HEUREUX GUERRIER »

Je revendique mes prérogatives de veuve en essayant maintenant, en quelques mots, de faire revivre la personnalité et la conduite de l'homme à qui je sers de biographe. Beau, grand, favorisé d'un sentiment très vif de l'humour, il possédait d'abord le plus précieux de tous les dons, le charme personnel. Cette qualité lui fut d'un grand secours quand il devint diplomate malgré lui. C'était un bon orateur, sinon brillant, et il possédait à fond l'art de la dialectique, ce qui lui permettait de donner libre jeu à son don de finesse et de subtile ironie. Et cependant, malgré son expérience de la vie, Léonide Borissovitch Krassine, comme la plupart des hommes, était à quelques égards semblable à un enfant. Cette crédulité étonnante, cette simplicité bourrue que chacun remarquait en lui, n'étaient que le reflet du caractère physique de sa patrie sibérienne. Il avait une nature rare; jamais aucun soupçon contre les gens avec qui il travaillait, ne trouvait asile dans son cœur, et il n'y avait pas trace en lui de mesquinerie et d'ambiguïté.

Je pense que mon livre a mis en évidence la nature pratique de ses talents. Homme d'action plutôt que de parole, il n'était jamais vraiment heureux que lorsqu'il se trouvait dans un tourbillon d'activité et, à ce point de vue, sa carrière de peines perdues lui convenait à merveille. Financier et économiste d'une valeur extraordinaire, tout ce qui se rapportait à son métier d'ingénieur le passionnait, et il connaissait à fond toutes les possibilités techniques de l'électricité. A l'étranger, il cherchait toujours ce qui pouvait être utile à la Russie : réservoirs à pétrole, accessoires mécaniques et électriques et aussi les choses les plus banales. Un jour, je m'en souviens très bien, il était assis à son bureau et écrivait, brusquement il leva les yeux et dit : « Voici un nouveau petit livre publié par un tel sur la destruction des mouches. Tu pourrais dire aux enfants de le traduire et je l'enverrai en Russie; ce serait très utile là-bas. »

Il faisait le travail de quatre hommes, et cependant il avait le temps de penser à des choses de ce genre!

C'était un problème que de trouver un moyen pour lui faire quitter son travail. Il aimait de passer ses loisirs à se promener dans la campagne ou à nager. A quarante ans, ce dernier exercice lui donnait encore un plaisir juvénile. Dans la famille, nous parlions toujours d'introduire le système anglais du week-end, et il disait : « Il le faut — cette coutume deviendra générale en Russie; ils travaillent là-bas de trop longues heures. » Mais toujours au dernier moment, quelque chose l'empêchait de mettre ses projets en pratique.

Une des rares choses qui réussissaient à l'arracher à son travail était un film de Charlie Chaplin! Il appelait le cinéma son « repos », et il ne manquait jamais une occasion de voir Charlie. Il admirait aussi Douglas Fairbanks, autre étoile du cinéma.

De même, c'étaient les auteurs humoristes de la littérature russe qui lui plaisaient le plus; il préférait Nekrasov et Tchekov à Dostoiewsky. Il disait d'un ton mordant que ce dernier en décrivant « les Russes hystériques et inutiles » s'occupait de l'ex-

ception et non de la règle. Krassine devait être une énigme pour les Anglais qui se font une idée des Russes d'après les personnages détraqués de certains romans; car il semblait n'avoir aucun des traits de caractère que la tradition attribue aux Slaves, et cependant il était passionnément patriote et jaloux du bon renom de la Russie.

Les circonstances malencontreuses qui nous séparèrent plus d'une fois au début de notre amitié étaient destinées à se reproduire plus tard tandis qu'il parcourait l'échiquier de l'histoire russe. Mais dans toutes les situations de la vie où je l'ai connu il était le même, toujours prêt à être bon pour les autres. La jalousie, l'envie, la méchanceté — ces sentiments qui pèsent si lourdement dans le cœur humain — n'entraient pas dans sa composition morale. Malgré tant d'épreuves, des périodes d'emprisonnement, des dissensions avec ses collègues, de grandes déceptions au sujet du monopole de commerce extérieur qui lui tenait tant à cœur, Krassine restait un homme heureux, et il disait que l'activité et l'optimisme mènent au bonheur.

Dans une de ses dernières lettres, il mettait un ami en garde contre la cruelle maladie qui le prenait pour victime, alors qu'il n'avait guère plus de cinquante ans et que ses facultés n'avaient jamais été plus grandes. Il disait que tout le monde devait se soumettre à des examens périodiques du sang, « car l'anémie pernicieuse se développe d'une façon lente et presque imperceptible; il ajoutait : « Il faut prendre cette précaution pour l'amour de la Vie elle-même. L'aventure de la vie est une grande et belle aventure, diablement belle, et à notre époque elle est particulièrement intéressante et merveilleuse, pleine de possibilités! Quand on est malade et qu'on sent le souffle de la dernière heure sur la joue, c'est alors qu'on comprend le mieux la plénitude de la vie et qu'elle prend un éclat extraordinairement clair et brillant. »

CHAPITRE XXII

LE CONSTRUCTEUR

J'ai jugé nécessaire, en conclusion, de résumer les principaux caractères de l'œuvre de mon mari, et de les comparer aux idées d'autres hommes, figures remarquables de l'après-guerre russe, et aux résultats auxquels ils sont arrivés.

D'abord il serait injuste et inexact d'attribuer simplement à des rivalités personnelles ou à des jalousies mesquines, la perpétuelle résistance que Krassine rencontra dans son pays. Evidemment, l'envie jouait un rôle dans cette opposition. Krassine disait lui-même : « Comment puis-je empêcher qu'on me déteste parce que je comprends certaines choses mieux que les autres? » Mais il ne faut pas oublier que les hommes du parti responsable avec qui il traitait, étaient avant tout des doctrinaires et qu'ils avaient l'étroitesse d'esprit, le fanatisme et l'intolérance qui accompagnent la foi communiste; Krassine était totalement différent. Quoique, de son propre aveu, il fût socialiste, il n'était pas communiste orthodoxe au sens absolu du mot, comme l'était Lénine. Aussi, tandis que Lénine et ses plus fidèles disciples étaient internationalistes, c'est-à-dire qu'il considéraient la révolution russe comme un moyen de parvenir à un soulèvement mondial, Krassine était nationaliste

au plus haut point; il exécutait tout son travail public dans l'intérêt de la Russie seule. Les années de « communisme militaire » qui, pour Lénine et les autres chefs bolchevistes, n'étaient qu'une transition avant d'arriver au vrai communisme, paraissaient au contraire à Krassine une période préparatoire dans le développement progressif du capitalisme d'Etat adapté aux intérêts du peuple.

La même contradiction se manifeste dans l'attitude de Krassine et du « pouvoir » de Moscou à l'égard du mouvement socialiste travailliste à l'étranger. Krassine était prêt à soutenir les partis de gauche, si leur politique semblait offrir des occasions favorables à la Russie, ou du moins ne gênaient pas ses intérêts. Son pays passait toujours le premier. Il en est toujours ainsi dans les autres nations européennes, mais cette conduite paraissait bizarre et compromettante aux hommes qui s'étaient donnés tout entiers à l'expérience communiste.

Un épisode montre bien que Krassine se bornait à envisager le côté pratique des choses; il m'a été raconté par un ami qui fut son collègue pendant neuf ans et qui le connaissait intimement. « Un jour, écrit L., j'allais trouver Krassine au commissariat des Communications, pour lui demander de mettre fin à quelque stupidité que les autorités locales étaient en train d'exécuter selon leur coutume. « Comme c'est bizarre, me dit Krassine de se tourmenter pour si peu de choses! Dans une semaine, nous aurons peut-être la tête de moins, puisque Denikine s'approche de Toula, et vous livrez encore le vieux combat contre les autorités locales. Ce n'est guère le moment. » Cependant, il télégraphia au président du Comité exécutif central et donna l'ordre d'envoyer un télégramme à l'administration locale pour ordonner de ne pas mettre obstacle à la préparation des réserves de combustible, parce que Denikine approchait de Moscou. Il me dit à cette occasion : « Peut-être aurez-vous une occasion de vaincre la résistance des autorités locales, puisque c'est le moment de forcer le Kremlin à modérer les satrapes de

provinces. Il faut en profiter. » On peut vraiment dire qu'un homme est pratique lorsqu'il pense à profiter d'occasions pareilles au moment où la mort paraît imminente.

De plus, Krassine était révolutionnaire — il s'appliquait lui-même cette épithète — mais révolutionnaire à la façon de M. Henry Ford; il ne croyait pas aux théories excessives. Comme il le dit un jour : « Lénine a promis aux gens du pain et du beurre; Ford leur a donné des autos. » Il n'est pas hors de propos de rapprocher ces deux noms; car Krassine ne se lassait jamais de vanter les succès d'Henry Ford dont le nom était à peine connu en Russie. Il croyait que le secret du développement de la Russie se trouverait dans l'application des méthodes du mécanisme industriel à l'agriculture, et il demandait avec insistance qu'on achetât à l'Amérique les dernières machines et les dernières inventions techniques. Les dernières nouvelles venues de Russie montrent que ses projets ont été appliqués et ont porté des fruits. Comme le remarquait l'*Observer* du 3 février dans un article sur les fermes d'Etat, la plupart des tracteurs dont on se sert en Russie sont sortis des ateliers d'Henry Ford. Si l'entreprise pour laquelle le Gouvernement soviétique a appelé en qualité d'expert consultant M. Thomas D. Campbell — qui dirige dans l'Etat de Montana une ferme complètement mécanique — donne de bons résultats, il faudra importer d'autres tracteurs et d'autres machines; et l'on pourra dire qu'une véritable révolution s'est accomplie dans les méthodes de l'agriculture russe.

Krassine n'a donc pas travaillé en vain. Il a été le plus grand de ceux qui ont jeté les fermes fondations de la politique économique que, sous un voile ténu de communisme, le Gouvernement de Moscou est obligé de suivre de par l'inexorable loi des circonstances. On peut résumer ainsi cette politique : contrôler le commerce extérieur de la Russie; développer l'agriculture en appliquant les méthodes de la mécanique moderne; développer les richesses industrielles du pays en accordant de

grandes concessions aux firmes étrangères, et en faisant des emprunts à l'étranger. Pour obtenir ceux-ci il fallait : 1° régler la question des dettes russes, et s'engager sincèrement à ne pas intervenir dans les affaires intérieures des Etats avec qui on avait signé des accords.

La Russie a perdu Krassine beaucoup trop tôt. Elle avait encore besoin de lui pendant de longues années.

CHAPITRE XXIII

LA LOI MORALE

Il était rare que Krassine parlât en famille des profondes pensées qui traversaient son esprit. Mais peut-être le plus grand lien qui nous unissait tous deux était la conviction commune que tous les événements de ce grand monde doivent être pesés sur les plateaux d'une balance morale. La guerre mondiale a peut-être servi à enrichir quelques personnes au milieu de l'appauvrissement général; mais la richesse ne fait pas le bonheur; la guerre doit être jugée par son effet sur le bien-être moral de l'humanité. L'anarchie internationale qui a permis un tel désastre appartient heureusement au passé. Le pacte de la Société des Nations d'abord, puis le pacte Kellogg, par lesquels les membres de la famille internationale s'engagent solennellement à ne pas entraver l'œuvre de paix, indiquent que la politique devient plus saine. Mais le progrès moral? Oserons-nous dire que le monde, après la guerre, se trouve plus près de la fraternité universelle qui devrait être son but!

Je me rappelle comme si c'était hier, qu'un jour, peu de temps avant la fin, nous étions assises, ma fille aînée et moi, au chevet de mon mari; il nous regarda et dit : « Je suis tout le temps tourmenté par mes pensées sur la philosophie de l'histoire. »

« Quelles sont tes pensées? » demandai-je.

« Mes chéries, il y a une suprême leçon, une chose qui ressort de mon expérience de la vie : il faut que nous apprenions tous à aimer nos semblables.

« Dans le court espace de temps qui m'a été donné, j'ai cherché à ouvrir ces boîtes scellées dans lesquelles, me semble-t-il, l'humanité est emprisonnée — ces boîtes de haine, de soupçon et d'ignorance qui enferment les nations et les groupes sociaux, et sont la cause de conflits sans fin. J'ai essayé — peut-être sans succès; mais l'effort et la lutte doivent continuer, c'est le message que je lègue à la postérité! »

Qu'on me permette d'achever la pensée de mon mari et de chercher à exprimer de ma faible voix les idées que nous discutions parfois ensemble.

Personne ne peut nier que les conquêtes de la science et de la culture n'aient beaucoup contribué à améliorer le sort de l'homme et n'aient adouci sa lutte pour l'existence; de la même source — pouvons-nous l'appeler « civilisation »? — vient la substance nécessaire à ses besoins matériels. Cependant cette substance n'est qu'une ombre en comparaison du grand motif qui prend naissance dans la vie intérieure de l'esprit. Le corps n'est pas l'homme. On peut traverser l'existence sans se soucier des valeurs spirituelles, cependant, en général, ils ne sont pas heureux ceux qui ne cherchent dans la vie qu'un matérialisme grossier; au contraire, d'innombrables exemples prouvent qu'à un certain degré de perfection spirituelle, le bonheur ne dépend pas de la situation matérielle — plus d'un Diogène a trouvé le bonheur dans un tonneau ou dans toute autre demeure.

Les jouissances matérielles sont en effet si fugitives et les fins que se proposent les hommes si instables, si souvent la recherche du plaisir ne

conduit qu'au chagrin; à la place de la joie, on trouve la douleur; en récompense du travail — la mort; à la place de la vérité — le mensonge. Il n'est pas étonnant que le succès de ces efforts pour atteindre le bonheur matériel, semble souvent ne dépendre que de la chance. La seule récompense durable est notre perfectionnement spirituel, la paix et l'équilibre fermement établis en nous.

Malgré tous les progrès accomplis au siècle dernier, l'humanité est en proie à une faim spirituelle que rien n'a apaisée. Pourquoi l'art du peuple, le cinéma, demande-t-il toujours une fin heureuse, le triomphe du droit sur la force, de la vertu sur le crime? Ce fait ne prouve-t-il pas que les masses, incapables de s'exprimer, désirent ces vertus qui sont le gage suprême du bonheur humain? A quoi sert l'éducation si elle ne nous apprend pas que le seul chemin qui mène au bonheur est l'obéissance à la loi morale.

Une révolution peut bouleverser les formes extérieures de la vie, édifier une nouvelle société et de nouvelles institutions, adopter de nouveaux systèmes, une nouvel idéal d'éducation et de gouvernement. Il reste encore une question à résoudre : quel doit être le contenu de ce nouveau moule? La réponse est claire et sans équivoques. Les aspirations et les désirs fondamentaux naturels au cœur humain chercheront à y trouver leur expression. Ils sont parfois cachés au plus profond de la conscience humaine, mais ils y sont toujours, principes essentiels qui depuis le commencement du monde dirigent l'homme vers cette haute vision, l'évangile du progrès de l'humanité.

Et cet Amour est l'ultime principe de l'existence, comme il est aussi la base de toute fraternité et de toute paix.

Londres, 1929.

APPENDICE

C'est avec une grande reconnaissance que je reproduis ici des lettres de M. Edouard Herriot, de S. Oldenburg, membre de l'Académie des sciences et du professeur Osadchi, rendant hommage à la personnalité de mon mari.

« Paris, 19 décembre 1928.

« Madame,

« J'ai lu avec beaucoup d'intérêt la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire. Je rends hommage à vos nobles intentions, car j'étais lié avec M. Krassine par une amitié sincère à laquelle je suis fidèle. Comme diplomate, je l'ai toujours trouvé d'une correction parfaite; dans les relations que j'ai eues avec lui se manifestaient sa vive intelligence, son désir évident de réalisation.

« Les documents qui ont marqué ces relations appartiennent à l'Etat français et seul le ministre actuel pourrait en délivrer copie. Ce qui m'appartient ce sont mes souvenirs. J'avais connu M. Krassine en 1922 à Moscou, il m'avait exposé ses plans pour la réorganisation de son pays.

« Lorsque mon arrivée au pouvoir m'a mis de nouveau en face de lui, je lui ai exposé l'intérêt qu'il y avait selon moi à rapprocher la Russie et la France; il me paraissait paradoxal de ne pas ten-

ter sous un régime qui se prétendait démocratique une alliance qui aurait paru possible sous le tzarisme. M. Krassine m'a aidé de son mieux et je lui en suis resté reconnaissant, bien que la politique d'hostilité ouverte contre les démocrates suivie par le gouvernement des Soviets ait profondément déçu mes espérances.

« Aujourd'hui il n'y a plus pour nous de relations politiques possibles avec un parti russe que nous avons vu, aux dernières élections législatives, soutenir ouvertement la réaction en France.

« Ces récents événements n'ont fait que confirmer mon estime pour M. Krassine. Avec des hommes comme lui, nous aurions pu faire beaucoup de bien et à la Russie et à la France!

« Veuillez recevoir, Madame, l'hommage de mon profond respect.

« Herriot. »

« En souvenir d'un ami de la science.

« La mort de L.-B. Krassine est une grande perte pour la vie scientifique de l'U.R.S.S. Les savants perdent en lui un fidèle ami et un protecteur de leurs intérêts. Même durant les années terribles de la guerre civile, alors que les Russes employaient toute leur énergie à combattre les dangers qui les menaçaient dans leur pays et à l'étranger, Krassine continuait à déclarer fermement que la science devait occuper une grande place dans l'Etat soviétique, et que c'était le devoir de tous les travailleurs responsables et de tous les révolutionnaires d'aider de leur mieux les savants.

« Ce qui caractérisait Krassine, c'est qu'il voyait au delà des conventions. Quand une de nos institutions scientifiques lui demandait une aide ou un conseil, il répondait immédiatement sans se tracasser au sujet des formalités.

« A cette époque beaucoup de ces institutions traversaient une période de tâtonnements et ne l'auraient jamais franchi sans l'aide active de L.-B. Krassine. Par exemple, l'observatoire Pulkovskaia avait presque renoncé à l'espoir d'obtenir d'Angleterre certains accessoires astronomiques de première utilité; mais dès que Krassine eut fait sentir

sa présence à Londres, les mesures furent prises et les instruments envoyés en Russie sans anicroche. Il nous fit obtenir de la même façon, les livres dont nous avions besoin pour le Musée asiatique et l'Institut des Etudes orientales. L'Académie des sciences lui doit donc beaucoup. Citons encore comme troisième exemple, l'acquisition des manuscrits de Pouchkine pour la Russie, etc.

« Il n'est pas exagéré de dire que Krassine seul a rendu possible l'importation en Russie des instruments scientifiques et des livres qui nous étaient nécessaires, car il affirmait que la science a la plus grande importance dans la vie moderne. Nous pouvons seulement espérer que ceux qui le remplaceront suivront l'exemple qu'il leur a laissé.

« S. Oldenburg. »
(Professeur et membre
de l'Académie des sciences.)

Le professeur Osadchi, confrère de Krassine au Comité électro-technique central, écrit :

« Durant la première année de la révolution, L.-B. Krassine, en sa qualité de membre du Présidium du Comité central de l'économie nationale, dut dresser un vaste plan pour mobiliser le pouvoir électrique du pays. Pour cela il rassembla à Moscou et à Léninegrad, quelques-uns des ingénieurs les plus compétents de l'époque — hommes versés à la fois dans la pratique et la théorie — et demanda à certains de faire des plans pour des stations motrices locales, tandis que les autres formaient un comité destiné à surveiller le travail de construction. Jusqu'en 1918, il n'avait pas été facile de persuader aux savants déjà âgés de la capitale, de quitter les laboratoires où ils s'étaient retirés dès le début du régime soviétique, surtout à un moment où les moyens de communication entre Petrograd et Moscou étaient si mauvais. Mais tous répondirent à l'appel de Krassine et se mirent à l'œuvre avec enthousiasme.

« Krassine connaissait le type du travailleur « idéaliste » dont les conseils avaient tant de valeur, mais qu'on ne pouvait songer à acheter. Il choisit environ soixante professeurs et ingénieurs

qui s'étaient fait un nom dans la construction électrique. Le 19 octobre 1918, eut lieu la première réunion du Comité électro-technique central; Krassine était président. De toutes les commissions techniques qui furent créées et disparurent au cours de tant de réformes et de tant de changements, ce fut la seule qui garda pendant huit ans le personnel et les méthodes de travail choisis par son premier président. Le Gouvernement des Soviets et la science électrique de Russie dans l'ensemble doivent une reconnaissance éternelle à Krassine.

« Un an plus tard, lorsque Krassine dut se décider à accepter la situation de commissaire des Transports, il eut à attaquer un problème plus difficile et plus compliqué encore. Il y réussit de nouveau en réunissant les spécialistes de la construction mécanique, et put non seulement sauver les chemins de fer d'une destruction complète, mais encore établir un plan de reconstruction en suivant des méthodes d'une technique élevée. Il reconnaissait qu'il ne suffisait pas de commander les meilleures locomotives à l'étranger, mais que la science technique et scientifique la plus moderne était également importante.

« Il est triste de penser que L.-B. Krassine n'est plus parmi nous, mais il a laissé à ceux qui travaillèrent avec lui un beau souvenir. Puissions-nous le conserver toujours! »

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE 7
INTRODUCTION 9
CHAPITRE I. — Le brise-glace 13
CHAPITRE II. — L'étudiant 16
CHAPITRE III. — Le disciple de Karl Marx 21
CHAPITRE IV. — L'ingénieur 27
CHAPITRE V. — L'homme d'affaires 33
CHAPITRE VI. — Petrograd, avril-octobre 1917 40
CHAPITRE VII. — Le coup d'Etat bolchevik 50
CHAPITRE VIII. — « Primum vivere » 60
CHAPITRE IX. — Krassine et Ludendorff 70
CHAPITRE X. — La terreur 86
CHAPITRE XI. — Les guerres civiles 93
CHAPITRE XII. — La fin de l'isolement 107
CHAPITRE XIII. — L'accord commercial avec l'Angleterre 114
CHAPITRE XIV. — Le monopole d'Etat du commerce extérieur 137
CHAPITRE XV. — La Conférence de Gênes 155
CHAPITRE XVI. — La concession Urquhart 166
CHAPITRE XVII. — « L'état normal à Moscou » 186
CHAPITRE XVIII. — Brouilleries et démêlés 206
CHAPITRE XIX. — Paris et Moscou 224
CHAPITRE XX. — Encore Londres. — La fin 235
CHAPITRE XXI. — « L'heureux guerrier » 243
CHAPITRE XXII. — Le constructeur 246
CHAPITRE XXIII. — La loi morale 250
APPENDICE 253

Achevé d'imprimer
en mars 1932
par les
Etablissements Busson
117, rue des Poissonniers
Paris

LES CONTEMPORAINS [illegible] APRÈS

UNIVERSITY OF ILLINOIS-URBANA
3 0112 072504316

R
par A. [illegible]
Traduit du russe par S. de Léo et Mme de Naglowska

VERA FIGNER :
MÉMOIRES D'UNE RÉVOLUTIONNAIRE
Traduit du russe par Victor Serge

DOSTOIEWSKI
par sa femme ANNA GRIGORIEVNA
Traduit du russe par A. Beucler

LES BATISSEURS DE L'EUROPE MODERNE
par Le COMTE SFORZA

SÉVERINE
par BERNARD LECACHE

OSCAR WILDE ET QUELQUES AUTRES
par LORD ALFRED DOUGLAS
Traduit de l'anglais par Arnold van Gennep

GHAZI MUSTAPHA KEMAL
par DAGOBERT VON MIKUSCH
Traduit de l'allemand par A. Vaillant et Jean R. Kuchenburg

CLEMENCEAU
par JEAN AJALBERT

WILLIAM RANDOLPH HEARST
par JOHN K. WINKLER
Traduit de l'anglais par M Lebas.

AMUNDSEN
par LUI-MÊME
Traduit de l'anglais par Maurice Bec

DICTATEURS ET DICTATURES DE L'APRÈS-GUERRE
par le Comte SFORZA

CLAUDE DEBUSSY
par RENÉ PETER

STALINE
par ESSAD BEY

SOUN IAT-SÈNN
par GEORGE SOULIÉ DE MORANT

ZOLA
par HENRI BARBUSSE